

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DES

ATTRIBUTIONS DE POLICE AGRICOLE

DU PRÉFET ET DU MAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté de Droit

Le jeudi 22 janvier 1903, à 3 heures 1/2 de l'après midi

PAR

Pierre GRIGNON

AVOCAT

Président : **M. R. BIVILLE**

Suffragants { **MM. LE FUR**
ASTOUL } professeurs

ANGERS

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE LACHÈSE ET C^{ie}

J. SIRAUDEAU, ÉDITEUR

4 - Chaussée Saint-Pierre - 4.

1903

THÈSE

DE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1902-1903

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*, I. ☿), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☿), assesseur du doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

EDMOND VILLEY (*, I. ☿), professeur d'*Economie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☿), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. ☿, C. ☿, G. O. ☿, C. I. C. ☿, O. ☿, L. ☿), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ☿), professeur de *Droit civil*, ancien ministre de la Justice.

CABOUAT (I. ☿), professeur de *Droit international public et privé* et de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. ☿), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY, professeur de *Droit romain*, chargé des cours de *Pandectes* et d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain*, chargé du cours de *Pandectes*.

AGRÉGÉS

MM. DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé d'un cours d'*Economie politique* (doctorat) et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☿), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DES
ATTRIBUTIONS DE POLICE AGRICOLE
DU PRÉFET ET DU MAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenne publiquement dans la salle des Actes de la Faculté de Droit

Le jeudi 22 janvier 1903, à 3 heures 1/2 de l'après midi

PAR

Pierre GRIGNON

AVOCAT

Président : M. R. BIVILLE

Suffragants { MM. LE FUR } professeurs
ASTOUL }



ANGERS

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE LACHÈSE ET C^{ie}

J. SIRAUDEAU, ÉDITEUR

4 - Chaussée Saint-Pierre - 4.

1903

BIBLIOGRAPHIE

- AUCOC. — Conférences sur l'administration et le droit administratif, 2 vol., 1869-70-76.
- BATBIE. — Traité théorique et pratique de droit public et administratif, 8 vol., 1885, t. IV.
- BÉRARD. — La législation sur les épizooties et son application, 1888.
- BEQUET, DUPRÉ ET LAFERRIÈRE. — Répertoire du droit administratif, 1883-99.
- BERRIAT-SAINT-PRIX (Ch.). — Législation de la chasse et de la louveterie commentée. 1845.
- BLOCK. — Dictionnaire de l'administration française, 4^e édit., 1898, et supplément.
- BOURGUIGNAT. — Traité complet de droit rural appliqué, 1852.
- BROSSARD-MARSILLAC. — Traité de la législation relative aux animaux utiles ou nuisibles, 1886.
- COURCELLE (Louis). — Répertoire de police administrative et judiciaire publié sous la direction de M. Lépine, 2 vol., 1899.
- DALLOZ. — Recueil périodique de jurisprudence et de législation.
— Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence. — Supplément au répertoire.
— Code forestier.
- DAGUIN (Fernand). — De la chasse en droit français, 1873.
- DARESTE DE LA CHAVANNE. — Histoire de l'administration en

- France, 2 vol., 1848. — Histoire des classes agricoles en France, 1858.
- DENISART. — Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence, 12 vol., 1806.
- DUCROCO. — Cours de droit administratif, 6 vol., 7^e édit., 1897-98, t. 1^{er}. — Etudes sur la loi municipale du 5 avril 1884-1886. — Etudes de droit public, 1887.
- DUFOUR. — Traité général de droit administratif appliqué, 8 vol., 3^e édit., 1869-70.
- DUFRENOIS. — Histoire du droit de chasse et du droit de pêche dans l'ancien droit français, 1896.
- DUMONT (E.) — Manuel juridique de la chasse, 1894.
- DEJAMME. — Du pouvoir réglementaire, 1893.
- FOURNEL. — Les lois rurales de la France, 2 vol., 1846.
- FRÉMY. — Du droit de destruction des animaux malfaisants ou nuisibles, en tout temps et sans permis de chasse ni autorisation préfectorale, 1878.
- GIRAudeau, LELIÈVRE ET SOUDÉE. — La chasse, 2^e édit., 1882.
- GROUX (Georges) et RENAUD. — Le nouveau Code rural, commentaire de la loi du 21 juin 1898 sur la police administrative, 1899.
- GUICHARD. — Cours de droit rural, 1826.
- HAURIU (Maurice). — Précis de droit administratif et de droit public général, 4^e édit., 1901.
- JACQUINOT. — Traité de la législation sur le phylloxera et le doryphora, 1882.
- LAMY (Louis de). — La police judiciaire dans les campagnes, 1879.
- LEBLOND. — Code de la chasse et de la louveterie, 2 vol., 2^e édit., 1895.
- LOYSEAU. — Traité des seigneuries, 1701.
- MARIE. — Eléments de droit administratif, 1890.
- MORGAND. — La loi municipale, 2 vol., 5^e édit., 1896.
- MERLIN. — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, 4^e édit., 13 vol., 1812.

PANDECTES FRANÇAISES. — Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence.

PUTON. — La Louveterie.

SIMONET. — Traité élémentaire de droit public et administratif, 9^e édit., 1897.

SIREY. — Recueil des lois et arrêts.

THORLET. — Traité de police administrative et de police judiciaire à l'égard des maires, 1891.

TOCQUEVILLE (de). — L'ancien régime et la Révolution, 8^e édit., 1877.

VALSERRES (Jacques de). — Manuel de droit rural et d'économie agricole., 2^e édit., 1847.

VERGÉ. — Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, tome 17 (cxvii de la collection), 1882.

VILLEQUEZ. — Du droit de destruction des animaux malfaisants et nuisibles et de la louveterie, 2^e édit., 2 vol., 1884.

VILLEY. — Principes d'économie politique, 2^e édit., 1894. — Théorie du code pénal par CHAUVEAU ADOLPHE et FAUSTIN HÉLIE, 6^e édit., 1889.

VIVIEN. — Etudes administratives, 2 vol., 3^e édit., 1859.

WATRIN. — Code rural, régime du sol et droit rural usuel, 1900.

DES

ATTRIBUTIONS DE POLICE AGRICOLE

DU PRÉFET ET DU MAIRE

INTRODUCTION

NÉCESSITÉ DE L'EXISTENCE DE LA POLICE AGRICOLE

La police agricole a pour but de protéger les produits de la terre contre les atteintes dont ils peuvent être l'objet. Ces atteintes sont multiples : elles proviennent en effet soit du fait de l'homme, soit du fait des animaux ou des insectes nuisibles, soit enfin des maladies cryptogamiques.

La protection de l'agriculture ne devait donc pas échapper à la vigilance du législateur. Elle s'imposait d'autant plus que l'agriculture ainsi que l'a dit Henri IV, dans son édit de 1599, constitue « le plus grand et légitime gain et revenu des peuples » ; c'est elle qui aujourd'hui encore, malgré l'extension considérable de l'industrie au cours du dix-neuvième siècle, tient la place

la plus importante dans la richesse nationale ; c'est elle qui occupe près de la moitié de nos populations françaises, sert à l'alimentation de l'homme, à celle de ses auxiliaires et fournit à tous les besoins de la vie ? Malheureusement depuis une vingtaine d'années l'agriculture française subit une crise intense. Cette crise due à des causes diverses, la concurrence internationale, la contraction monétaire, la situation privilégiée de certains pays tels que les Etats-Unis et la Russie, le régime monétaire de certains états tels que la République Argentine, devient sans cesse plus menaçante, il importe donc d'y remédier dans la mesure du possible. Pour cela, ne cesse-t-on de répéter aux cultivateurs, il faut faire rendre à la terre son maximum de productivité afin que l'abondance des produits soit un palliatif à leurs prix peu rémunérateurs.

Ce maximum de productivité est cependant souvent loin d'être atteint. Le cultivateur français, enclin à ne se fier qu'à la tradition, à la routine même parfois, n'écoute que trop lentement les sages conseils des économistes et les enseignements des professeurs d'agriculture ; toute innovation lui demeure suspecte. Lorsqu'un fléau nouveau vient ravager ses récoltes, au lieu de se conformer aux remèdes et traitements préconisés, il reste dans l'inertie et ce n'est que lorsque quelques cultivateurs plus éclairés ont retiré profit des remèdes qui leur

avaient été enseignés, qu'il se rend enfin à l'évidence.

Chaque jour pourtant les produits de la terre sont exposés à une foule d'atteintes de la part des insectes pour les récoltes et des maladies épidémiques pour les bestiaux. Hier le phylloxera ravageait la plus grande partie du vignoble français, le doryphora dans le Nord menaçait la culture de la pomme de terre, aujourd'hui le mildew et le rotnoir viennent tenter un nouvel assaut sur nos vignobles, les sauterelles, dans le midi et l'Ouest de la France même, rongent toutes les cultures et causent des dégâts comparables à l'incendie. Ainsi que nous allons le voir au cours de notre étude, les dégâts causés chaque année par les insectes nuisibles sont estimés à près d'un milliard, chiffre de beaucoup supérieur à celui que nous payons à l'Etat pour la contribution foncière et qui, s'il pouvait rentrer dans la bourse du cultivateur, servirait à d'utiles améliorations foncières.

D'un autre côté, jamais plus qu'à notre époque, les maladies épidémiques n'ont sévi avec autant d'intensité sur le bétail. Le développement des moyens de communication a, en effet, étendu le nombre et l'importance des marchés où se trouvent parfois des animaux contaminés. Ces animaux transportés loin de leur pays d'origine, vont semer la contagion sur un autre point du territoire qui devient à son tour un nouveau foyer d'épizootie. L'Angleterre qui se dit libre-échangiste, ne nous ferme-t-elle

pas sans cesse son marché sous le prétexte que nos animaux sont contaminés ?

Fallait-il compter sur la libre initiative et le bon vouloir des cultivateurs pour combattre tous ces fléaux ? Fallait-il se reposer sur eux pour enrayer le progrès des épizooties et pour détruire tous les animaux et insectes nuisibles ? Laisser les campagnes sans défense, aurait été le comble de l'imprévoyance. Comme nous le faisons remarquer tout à l'heure, le cultivateur est trop routinier pour, sans y être obligé, essayer de mettre une barrière au fléau qui le menace. Il est donc de toute nécessité pour que l'agriculture, cette branche importante de l'activité humaine, obtienne son maximum de production, seul remède à la crise rurale, qu'elle soit aidée par une organisation favorable, basée sur des lois précises et rendant obligatoires les mesures à prendre. Cette organisation constitue la police agricole qui s'occupe de protéger les récoltes contre la destruction des insectes et animaux nuisibles ou malfaisants. C'est ainsi qu'elle prescrit l'échenillage, le hannetonage, en un mot la destruction de tous les insectes et cryptogames qui dévorent les récoltes ou font périr les plantes auxquelles ils s'attachent. C'est ainsi qu'elle autorise la destruction des loups, renards, fouines, martres, loutres, bêtes sauvages qui vivent aux dépens du cultivateur. C'est ainsi qu'elle ordonne des mesures hygiéniques ou de sûreté pour protéger le bétail contre l'invasion

des épizooties. Certains usages défavorables à l'agriculture subsistent malheureusement encore, mais elle a soin d'en réglementer les abus par ses prescriptions. Ces usages sont la vaine pâture, les bans de vendanges, de fauchaison et de moisson, le glanage et le grapillage, et les dispositions des lois de police agricole sont des plus précises sur ces points. Certains animaux, tels que les pigeons domestiques, les chèvres, les chiens errants, peuvent être une cause de dommage pour les récoltes et les prescriptions de la loi sont sévères à leur égard.

Mais pour que tout ce système de protection ne reste pas un vain mot, il fallait qu'il y eût des agents pour ordonner les mesures prescrites par la loi et au besoin pour en surveiller l'exécution. En effet « la loi, dit Portalis dans son discours préliminaire du Code civil, doit être uniforme et permanente, son office est de fixer par de grandes vues, les maximes générales du Droit, d'établir des principes féconds en conséquences.... Les détails d'exécution, les précautions provisoires et accidentelles, les objets instantanés ou variables, en un mot, toutes les choses qui sollicitent bien plus la surveillance de l'autorité qui administre que l'intervention de la puissance qui constitue ou qui crée, sont du ressort des règlements ». « Ce n'est point avec un char à 745 roues, disait de son côté Necker (1), que l'on peut faire le tour

(1) Necker. Du pouvoir exécutif, 2 partie, chap. XVII page 281.

crire aux propriétaires d'entourer d'une clôture suffisante les puits et les excavations présentant un danger pour la sécurité publique rentrent dans la police rurale, car il s'agit ici de veiller à la sécurité des habitants des campagnes domaine de la police rurale et non de protéger les produits de la terre domaine de la police agricole. De nombreuses dispositions législatives sont venues enfin armer le maire de pouvoirs importants pour la protection des récoltes et pour la réglementation de certains usages qui semblent aujourd'hui surannés.

De son côté si le préfet n'est pas en principe chargé de la police agricole, et s'il lui est interdit d'agir en pareille matière en l'absence d'un texte, le législateur, particulièrement ces dernières années dans les loi des 5 avril 1889 et du 21 juin 1898, a prévu en maintes circonstances son intervention. Comme cette intervention se rencontre sans cesse avec celle du maire, nous avons cru devoir les réunir pour en faire l'objet de notre étude.

Enfin mentionnons que, dans certains cas, rares il est vrai, le Ministre de l'Agriculture ou le Président de la République ont à intervenir pour réglementer la police agricole. C'est ainsi, par exemple, que la loi du 15 juillet 1878 donne au Ministre de l'Agriculture certains pouvoirs qui lui permettent d'empêcher, de concours avec les préfets et les maires, l'invasion du phylloxera ; que la loi du 21 juin 1898 et le décret du 2 juin 1882 lui permettent dans

le cas d'urgence de prendre après avis du Comité consultatif des épizooties, un arrêté déterminant les dispositions qu'il y aurait lieu d'appliquer pour combattre les maladies contagieuses qui seraient ajoutées, par décret du Président de la République, à la nomenclature de celles énoncées dans l'article 29 de la loi de 1898. De son côté, le Président de la République, en vertu de l'article 81 de cette même loi, ne peut-il pas interdire par décret l'entrée en France des végétaux, fleurs, feuilles, terres, composts et objets quelconques susceptibles de servir à l'introduction d'animaux, de larves, de plantes ou de cryptogames reconnus dangereux ? Nous n'avons pas à envisager ici les différentes hypothèses où le Ministre de l'Agriculture et le Président de la République ont à faire acte d'autorité en la matière, notre étude ayant seulement rapport aux attributions de police agricole du préfet et du maire.

De tout temps la nécessité de l'existence de police agricole s'est fait sentir. C'est ainsi que l'on trouve des traces de lois rurales en Egypte, que M. Pastoret, dans son Histoire de la législation, signale chez les Israélites des règlements de police agricole. Athènes de son côté avait des lois analogues et le régime agricole tient une grande part dans le droit romain. A Rome en effet, en vertu de leur qualité de *curatores annonæ*, les quatre édiles devaient assurer les prescriptions des lois relatives à l'agriculture ; ils le

faisaient en publiant des édits. Lorsqu'une contravention était commise, l'édile pouvait infliger des amendes et les plus fortes de ces amendes étaient celles qui visaient les mauvais sorts jetés aux récoltes, l'accaparement des grains, l'usage abusif des pâturages publics, etc... D'après les fragments 40, 41 et 42 au Digeste, *de ædilitio edicto*, livre XXI, t. 1^{er}, il était interdit de laisser errer dans les endroits où l'on passait publiquement non seulement des animaux sauvages tels qu'un sanglier, un ours, un loup, une panthère, un lion, mais aussi certains animaux domestiques tels que les porcs et les chiens. On voit ainsi que les mesures de précaution prises actuellement par les maires à l'égard des chiens et des animaux errants étaient déjà en vigueur à Rome. Elles étaient observées rigoureusement; en effet, les textes que nous venons d'indiquer déclarent que si une infraction avait lieu et qu'un dommage fut causé, le contrevenant devait payer parfois jusqu'à deux cents solides.

Dans notre ancienne France, les dispositions relatives à la police agricole ne sont pas moins nombreuses; sur 360 coutumes qui régissaient le territoire, un grand nombre ne renfermaient que des dispositions relatives à l'agriculture.

D'un côté, tout d'abord, à l'époque de la féodalité, les seigneurs possesseurs d'une justice haute, moyenne ou basse, avaient le droit de faire publier des bans, proclamation qui

consistait en une autorisation ou une défense, applicable à un territoire dont l'étendue s'appelait banlieue. Une partie des droits de banalité concernait la police des travaux des champs. Tel par exemple était celui de publier le ban de vendanges ou le ban de moissons et de fauchaisons. Il appartenait aux seigneurs hauts justiciers qui le faisaient exercer par leur juge. Si la proclamation de ce ban avait l'avantage de garantir les intérêts des décimateurs laïques et ecclésiastiques, elle servait en même temps de mesure de police pour empêcher les vendanges ou les moissons trop hâtives. De plus les seigneurs, pour attirer à eux les populations agricoles, les prenaient sous leur protection et leur concédaient, à titre de pâturages, les vastes terrains qu'ils possédaient.

D'un autre côté, lorsque les communes eurent acquis leur indépendance, les échevins dans le Nord et les magistrats consulaires dans le Midi devaient prescrire des précautions pour arrêter les maladies pestilentiellles ou le fléau du feu provenant soit du ciel, soit de la terre. C'était à eux qu'il appartenait de régler l'usage des marais et pâturages communaux, de fixer les conditions de fermage des biens ruraux.

Le pouvoir central, lui non plus, ne négligea pas les prescriptions. Saint Louis est le prince qui le premier, au douzième siècle, ouvrit la série innombrable des lois successivement faites pour réglementer l'industrie agri-

cole. Dans ses établissements, il traite de la pêche, du glanage, de la jouissance des biens communaux et même des abeilles. Après Louis IX, Jean le Bon restreignit le droit de garenne et de colombier. Charles VI alla même jusqu'à porter atteinte aux droits féodaux, en autorisant les laboureurs à avoir des chiens pour donner la chasse aux bêtes fauves. Henri IV non seulement popularisa la culture du mûrier et l'éducation des vers à soie, mais organisa aussi le mode de destruction des animaux nuisibles et ordonna le desséchement des marais. Colbert, sous Louis XIV, affranchit de la vaine pâture les terrains clos et fit rendre l'ordonnance des eaux et forêts.

Pendant toute cette période de la monarchie absolue, c'est le plus souvent les arrêts du Conseil du roi qui règlent la police agricole. Ce sont eux qui ordonnent le partage des biens communaux, remplacent les anciens triages par le cantonnement des usages dans les bois, rendent l'échenillage obligatoire, restreignent les droits de colombier et de garenne, établissent en 1779 qu'à l'avenir, dans tout le royaume, les laboureurs et marchands de moutons auront à marquer leurs moutons d'une certaine manière, sous peine de trois cents livres d'amende.

Dans les généralités, les intendants qui se rattachent d'une manière intime au Conseil du roi, vrais « commissaires départis » sont chargés de faire exécuter les arrêts du Conseil et sont les auxiliaires les plus actifs de toutes

les mesures prises pour protéger l'agriculture. L'un de ces intendants, Turgot, qui devint plus tard ministre de Louis XVI, se distingue tout particulièrement par l'intérêt qu'il porte à l'agriculture et ce fut sous son inspiration que fut restreint de nouveau le droit de garenne et de colombier, que l'éducation du bétail fut encouragée et la police rurale organisée. Parfois les intendants étaient chargés de publier des mémoires sur l'état de l'agriculture et dans l'un de ces mémoires écrit vers 1760, le marquis de Turbilly raconte que dans la partie de la Beauce où il se trouve, les fermiers, avant ses entreprises agricoles, mendiaient une moitié de l'année, tandis qu'à la faveur des changements qu'il apporta dans la culture, les habitants des paroisses qui l'entouraient passèrent en vingt ans, de la plus profonde misère, à un état voisin de l'aisance. Cet exemple montre bien l'influence bienfaisante que pouvaient avoir les intendants sur l'agriculture. Le pouvoir leur recommandait même d'enseigner aux paysans l'art de rendre les cultures plus productives et par leur intermédiaire faisait distribuer à ces derniers de petits écrits sur l'art agricole.

Mais, fait remarquer avec raison M. de Tocqueville(1), le souverain « passe trop souvent du rôle de souverain à celui de tuteur » et nombreux sont les arrêts du Conseil qui loin de favoriser la prospérité des cultures ne firent

(1) L'ancien régime et la Révolution, page 60.

qu'entraver au contraire leur extension. C'est ainsi que plusieurs arrêts imposaient à la culture de la vigne des restrictions nombreuses, car on craignait alors que l'extension des vignobles n'eût lieu dans chaque province aux dépens de la production des autres denrées et particulièrement des céréales. Un arrêt de juin 1791 réservait au roi le droit de faire examiner les terrains que l'on voudrait planter en vignes afin de s'assurer de la culture à laquelle ils étaient propres. Letrône, dans son livre sur l'administration provinciale, cite le fait d'un intendant « qui en se promenant dans sa généralité condamna un bel enclos de jeune vigne à être arraché. Elle était chargée de fruits et l'on eût bien de la peine à obtenir un sursis jusqu'à la récolte. » D'autres arrêts défendaient de faucher les céréales pour laisser le chaume aux pauvres, prescrivaient les jachères pour assurer l'exercice du droit de parcours, réglaient l'ordre des assolements, défendaient d'employer les matières fécales comme engrais.

Telle était donc la situation de notre police agricole lorsque la loi du 28 septembre 1791 fut votée. Cette loi en consacrant les règles devant servir de base au nouveau Code rural, réglementa l'usage du parcours et de la vaine pâture, ordonna aux corps administratifs d'user des prescriptions nécessaires pour protéger et encourager le développement de l'agriculture et l'amélioration des

rares d'animaux utiles à l'exploitation du sol, s'occupa de la préservation des récoltes et confia, enfin, aux municipalités la mission de chercher à prévenir ou à combattre avec vigilance les épizooties. La plupart de ces matières sont régies aujourd'hui par des lois nouvelles qui confient aux maires et aux préfets le soin de les réglementer, elles vont faire l'objet de notre étude (1).

(1) Nous n'avons pas cru devoir faire un chapitre spécial pour cet historique succinct, car en traitant chaque matière nous avons commencé par tracer l'historique de la question.

CHAPITRE PREMIER

COMMENT LE PRÉFET ET LE MAIRE EXERCENT-ILS LE POUVOIR DE
POLICE AGRICOLE QUI LEUR EST CONFIE ?

Ainsi que nous le faisons remarquer dans notre introduction, le pouvoir législatif ne peut ordonner lui-même les mesures qui conviennent aux intérêts si nombreux, si divers, si mobiles qui se rencontrent dans chaque localité. Placé au centre, il ne peut s'instruire suffisamment de ce qui se passe aux extrémités ; statuant d'une manière générale, il ne peut se plier aux exigences et aux nécessités particulières. Il lui faut donc dans chaque département et dans chaque commune, pour faire face à cet état de chose défectueux, un représentant et pour ainsi dire un suppléant, chargé de faire des règlements destinés à faire exécuter la loi et établir des règles de conduite qui s'imposent à l'exécution de tous sous une sanction judiciaire. De là l'introduction, dans notre droit public, des règlements dont l'objet principal est de parer, dit Portalis, aux détails d'exécution, de prendre les précautions provisoires et accidentelles, de s'occuper des objets instantanés ou

variables. C'est à l'aide de ces règlements ou arrêtés que le préfet et le maire exercent le pouvoir de police agricole qui leur est confié.

En effet tout d'abord le préfet est investi du pouvoir réglementaire depuis la loi du 28 pluviôse an VIII. La loi du 22 décembre 1789 avait chargé les administrations départementales de toutes les parties de l'administration et notamment de celles qui étaient relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique. Les préfets ayant été substitués, en l'an VIII, aux administrations départementales, ont hérité de cette attribution, à laquelle était attaché le pouvoir réglementaire...

Plus tard la loi du 5 avril 1884, en conférant au préfet dans son article 99 le droit « de prendre pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques », a encore de nouveau confirmé ce pouvoir réglementaire. Enfin par des lois nombreuses et variées, les préfets ont été chargés de prendre des mesures spéciales de réglementation à l'égard de certains objets.

Les maires également sont investis de ce pouvoir réglementaire par les articles 94 et 95 de la loi du 5 avril 1884 et bien qu'ils occupent la place la moins élevée dans l'autorité chargée de ce soin, elle n'est pas la moins considérable.

Les arrêtés pris ainsi par les préfets et les maires dans

la limite de leur pouvoir peuvent se diviser en deux grandes catégories : les arrêtés spéciaux et individuels, et les arrêtés généraux et réglementaires.

Les arrêtés spéciaux et individuels s'appliquent à un fait particulier ou à une personne déterminée, ils contiennent des permissions ou autorisations, des injonctions ou interdictions et constituent des actes administratifs proprement dits. Tel est par exemple l'arrêté par lequel le préfet ordonnera en vertu du décret du 22 juin 1882 la désinfection d'une étable où des animaux ont été atteints d'épizootie.

Les arrêtés généraux, eux au contraire, s'appliquent à la généralité des habitants du département ou de la commune, ils contiennent des injonctions ou interdictions. Tel est par exemple l'arrêté par lequel le préfet fixera, en vertu de l'article 6 de la loi des 4-6 avril 1889, l'époque de l'ouverture et de la clôture des colombiers. Celui par lequel le maire publiera le ban de vendanges dans la localité où toutefois cet usage est admis.

La loi exige certaines conditions de forme et de fond pour la validité de ces arrêtés, nous ne les passerons pas ici en revue car ils rentrent plutôt dans le cadre d'une étude générale sur les règlements et nous ne traitons ici que la police agricole. Une question cependant doit nous occuper : l'article 99 de la loi du 5 avril 1884 qui, dans le droit commun, *autorise* « le préfet à prendre, pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les

autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique », est-il applicable en la matière ?

Cet article ne peut trouver son application que lorsqu'il s'agit simplement de la police générale ou de la police municipale et non lorsqu'il s'agit simplement de la police rurale. A cet égard le préfet n'a aucun droit de réglementer les matières à ce relatives. Ce n'est en effet qu'exceptionnellement et lorsqu'une loi formelle lui en donne le pouvoir que le préfet doit s'occuper de la police agricole. Les lois des 25 septembre et 6 octobre 1791 et 4 avril 1884 article 91 en font un terrain réservé au maire. La Cour de cassation s'est d'ailleurs prononcée à cet égard, dans un arrêt du 23 janvier 1892 confirmant un jugement du tribunal de Montdidier(1).

(1) La Cour :

Vu l'art. 471, n° 15 du Code pénal ;

Vu l'art. 19 de la loi du 5 avril 1884 ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Somme du 10 février 1890, lequel est ainsi conçu :

Considérant que de nombreuses plaintes sont formulées au sujet des dommages que cause aux divers produits du sol la divagation des chiens dans les champs ;

Considérant dès lors que, pour assurer la conservation de ces produits et dans l'intérêt de la police rurale, il importe de prendre pour toute l'étendue du département des dispositions générales et uniformes,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est défendu de laisser circuler les chiens en liberté dans les champs et dans les bois, du 1^{er} mars au 1^{er} octobre de chaque année sur tout le territoire du département.

Art. 2. — La défense ci-dessus ne s'applique pas aux chiens de

Cet arrêt, qui fixe la jurisprudence actuelle, condamne la doctrine qu'avait essayé de faire prévaloir le tribunal de Bernay dans une affaire analogue, en déclarant légal et obligatoire un arrêté préfectoral interdisant la divagation des chiens, en vue d'assurer la conservation du gibier.

Nous devons donc conclure que le préfet ne saurait prendre des mesures touchant à la police agricole, du moins s'il agit en vertu des pouvoirs généraux d'administration dont il est investi et sans une délégation spéciale

berger et de bouvier, ni aux chiens de chasse lorsque, se trouvant sous la surveillance de leurs maîtres, ils sont employés pour l'usage auquel ils sont destinés.

Attendu que L..., traduit devant le tribunal de simple police de Montdidier pour avoir contrevenu à l'arrêté susvisé en laissant divaguer un chien, a été relaxé des poursuites par le motif que le dit arrêté avait été illégalement pris par le préfet de la Somme;

Attendu que si l'article 99 de la loi du 5 avril 1884 donne au préfet le droit de publier des règlements de police permanents pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, dans le cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, ce n'est qu'à la condition que les mesures prescrites seront relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté ou de la tranquillité publiques;}

Que si l'article 99, ni aucune disposition de la loi de 1884 ne confère aux préfets le pouvoir de prendre des règlements semblables, lorsqu'il s'agit de la *police rurale* qui, aux termes de l'art. 99, rentre dans les *attributions exclusives* des maires;

Attendu que le préfet de la Somme déclare que son arrêté a pour but d'assurer la conservation des produits du sol dans l'intérêt de la police rurale;

Que les mesures qu'il prescrit ne sont relatives ni à la salubrité, ni à la sûreté, ni à la tranquillité publiques, que ce règlement a été pris dès lors par le préfet en dehors des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi : Rejette. (V. S., 93, 1, 62).

de la loi (1). Il ne pourrait pas plus prescrire aujourd'hui aux habitants de détruire des chardons sur leurs propriétés, une telle mesure n'étant justifiée ni par l'intérêt de la salubrité, ni par celui de la sûreté générale, qu'il ne pouvait, avant une loi spéciale du 9 juillet 1889, imposer aux chevriers l'obligation de munir de clochettes et de muselières les chèvres conduites au pâturage (Crim. rejet, 6 juillet 1866) (2).

Mais il pourrait prendre un règlement analogue à l'arrêté susvisé du 23 janvier 1892 si, au lieu de motiver la défense de laisser divaguer les chiens par des considérations relatives à la conservation des produits du sol ou à la conservation du gibier, il se fondait sur les dangers de la rage, par exemple, ce qui rentrerait dans le cadre de ses attributions de police, au titre de sécurité publique (3).

(1) Conseil d'État, 30 mars 1867. Considérant qu'en prenant par l'arrêté attaqué les dispositions ci-dessus rappelées, dans le but d'empêcher les inconvénients qui peuvent résulter du voisinage des ruches d'abeilles, le préfet du Calvados a pris ainsi des mesures de police rurale que les maires seuls avaient le droit de prendre en vertu des dispositions des lois des 28 septembre et 6 octobre 1791 et 18 juillet 1897 et a, par suite, excédé ses pouvoirs.

(2) Dans le même sens, Crim. cass., 6 novembre 1863. Les préfets ne peuvent, sans empiéter sur les attributions de l'autorité municipale, réglementer la police des engrais.

(3) Un arrêt de la Cour de cassation du 9 novembre 1878 a reconnu régulier un arrêté préfectoral qui antérieurement à la loi du 15 juillet 1878 relative aux mesures à prendre contre le phylloxera, interdisait l'importation directe ou indirecte dans ce département, de plants de vigne venant d'un pays où la présence du

C'est ce procédé détourné que précise une circulaire récente du Ministre de l'Intérieur.

Paris, 24 avril 1894.

« Monsieur le Préfet,

« La Société centrale des chasseurs de France, vient d'appeler mon attention sur les inconvénients qui résultent de la divagation des chiens dans les champs pendant la période de la clôture de la chasse où s'effectue la reproduction du gibier.

« La Société fait remarquer que la question soulevée n'intéresse pas seulement les chasseurs, mais aussi l'agriculture et la sécurité publique. Les chiens errants en effet, détériorent les récoltes, détruisent les animaux utiles et peuvent compromettre la sécurité publique en propageant la rage dont les symptômes ne peuvent être constatés qu'au prix d'une surveillance quasi quotidienne.

« Les plaintes réitérées de la Société centrale des chasseurs me paraissent dignes d'attention et j'estime qu'il y aurait lieu de rechercher les moyens d'écarter, ou tout au moins d'atténuer les dangers qu'elle signale.

« J'inclinerai à penser que le moyen le plus efficace pour atteindre le but poursuivi par les requérants, consisterait dans l'application de l'art. 99 de la loi du 6 avril 1884, qui vous confère le droit de prendre des arrêtés réglementaires

phylloxera avait été reconnue, comme ayant le caractère de salubrité publique ou de sûreté générale.

sur les divers objets relatifs à la salubrité et à la sécurité publiques, et dans lesquels on pourrait, semble-t-il, faire rentrer la divagation des chiens en dehors des agglomérations et son interdiction dans toute l'étendue de votre département. Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien me faire connaître, dans le plus court délai possible, votre avis personnel sur l'opportunité et l'efficacité de ces mesures qui, d'ailleurs, ont été déjà prises par plusieurs de vos collègues.

« Recevez, etc.

« Bagnol ».

Ainsi donc, hormis les cas prévus par la loi, le préfet ne saurait se substituer au maire pour prendre un arrêté relatif à la police agricole si cet arrêté n'avait pas pour but des mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques.

Maintenant que nous connaissons comment le préfet et le maire exercent le pouvoir de police agricole qui leur est confié, nous allons étudier cette police agricole en elle-même. Ainsi que nous pourrions le constater au cours de notre étude, nombreuses sont les occasions où les préfets et les maires ont à intervenir en la matière, tantôt c'est pour réglementer les bans de récoltes, le pacage dans les terrains de montagne, le glanage, le râtelage et le grapillage, la destruction des insectes et des animaux nuisibles, tantôt c'est pour prévenir l'apparition des fléaux calamiteux ou bien la divagation des animaux malfaisants. Pour faci-

liter cette longue étude, nous avons donc cru devoir faire de chacun de ces points l'objet d'un chapitre spécial où tout en indiquant les raisons pour lesquelles le législateur a édicté des prescriptions minutieuses, nous précisons les limites dans lesquelles le préfet et le maire ont à exercer leur activité. Établir un lien entre ces différents chapitres, nous a semblé impossible, car le plus souvent ils ont trait à des prescriptions tout à fait étrangères les unes aux autres.

CHAPITRE II

DES BANS DE RÉCOLTES

« Le ban est la proclamation, l'annonce faite publiquement et à haute voix, au nom de l'autorité, et qui a pour objet d'autoriser, d'ordonner ou de défendre quelque chose. C'est en ce sens qu'on dit ban de fauchaison, de moisson, de vendanges » (1).

Sous l'ancien régime les officiers de justice royaux ou seigneuriaux publiaient à certaines époques de l'année des ordonnances de police rurale appelées bans, il y avait les bans de mars, les bans d'août, les bans généraux. Ces ordonnances, proclamées le dimanche au prône de la messe paroissiale, fixaient l'époque où devait commencer la récolte du foin, des céréales ou du vin ; ceci dans le double but d'éviter que les propriétaires trop pressés de cueillir leur récolte ne devancent la maturité et ne portent ainsi atteinte à la bonne réputation des produits d'un pays, et d'empêcher les anticipations et les dégâts auxquels des récoltes isolément faites par quelques-uns pourraient exposer les propriétés voisines. Enfin, grâce à ce moyen,

(1) Dalloz, Répertoire. V. Ban.

les seigneurs trouvaient plus sûrement des bras pour recueillir leur propre récolte qu'ils avaient soin de faire avant la proclamation du ban, et les décimateurs pouvaient mieux veiller à la conservation de leurs droits.

Ces anciens usages, quoique surannés, ont cependant encore trouvé place dans notre législation moderne. L'article 13 de la loi du 9 juillet 1889 traite des conditions dans lesquelles doit être établi le ban de vendanges, et l'on discute fort sur le point de savoir si l'article 475, § 1, du Code pénal en parlant du ban de vendangé et autres bans, n'autorise pas encore le maire à prendre des bans de fauchaison et de moisson.

Nous commencerons par faire une étude détaillée du ban de vendanges et des pouvoirs du maire en cette matière, nous traiterons ensuite des bans de fauchaison, de moisson et de troupeau commun.

SECTION PREMIÈRE. — Du ban de vendanges.

Le ban de vendanges est une proclamation par laquelle le maire d'une commune détermine et fixe le jour où les propriétaires pourront commencer à récolter, avec défense à toute personne de vendanger avant le jour marqué.

Ces bans furent constamment usités par tout le royaume sous l'ancien régime. Le conseiller Magnard, dans son Recueil des arrêts du parlement de Toulouse, nous en donne la raison : « Afin que, vendangeant devant, au lieu

de bons et vins purs, on ne fasse du vinaigre, et si verts qu'on n'en puisse boire ou les débiter commodément » (1). Dans presque toutes les coutumes, nous trouvons des règles à suivre en cette matière, telles sont par exemple les coutumes du Nivernais, titre 13, art. 1; de Berry, titre 15, art. 4, 5 et 6; d'Anjou, art. 185 et 186; du Maine, art. 203, et 204; du Bourbonnais, art. 531. Les dispositions de ces coutumes fixaient dans les autres provinces le droit commun du royaume.

Partout le seigneur ne devait proclamer le ban qu'après avoir pris au préalable l'avis des habitants. Papon, liv. 6, tit. 1, chap. 12, cite un arrêt de 1534 où il est fait défense de vendanger dans l'étendue de la coutume de Paris, sans avoir pris l'avis des vigneron. La coutume de Berry est non moins explicite à cet égard, dans le titre 15, art. 4, elle exige que pour fixer l'ouverture des vendanges, on appelle, dans les villes royales, les échevins et gouverneurs, et, dans les terres des seigneurs, les procureurs des fabriques ou autres ayant le soin des affaires de la communauté. Dans les articles 5 et 6 elle ajoute : « Pour ce faire seront aussi appelés esdites villes royales quatre bons et notables bourgeois d'icelles et esdites seigneuries et villages du pays, quatre laboureurs habitants d'iceux et encore en toutes les dites villes et villages, quatre vigneron ayant vignes ou clos que l'on viendra visiter, pour eux transporter ensemblement les dites vignes en tel endroit

(1) Livre 8, chap. 24.

ou quartier d'icelles qu'ils seront requis, et adviseront en leur conscience si les fruits ou raisins y pendant sont en suffisante maturité pour être recueillis et vendangés, et en quels endroits, contrées et vignobles, afin que par l'avis de ladite assemblée ou de la plus grande partie, l'ouverture des vendanges soit faite et permise en chacune des dites contrées, pour le bien et utilité commune; en déclarant pour chacun endroit et contrée le jour que l'on commencera à vendanger audit endroit ou contrée, laquelle ouverture sera proclamée à cri public ès lieux où l'on a coutume de faire proclamation. »

Un arrêt du parlement de Dijon, du 29 avril 1717, ordonnait en substance les mêmes formalités : « Au temps des vendanges, la communauté et les propriétaires ou cultivateurs de vignes seront assemblés à la place publique et devant le juge, à la diligence des échevins, au son de la cloche en la manière accoutumée, avec permission aux forains propriétaires de vignes, de se trouver à la dite assemblée, pour, à la pluralité des voix, nommer quatre hommes, qui, après le serment prêté devant le juge, procéderont à la visite des vignes du territoire et reconnaissance de la maturité des raisins, dont ils feront leur rapport, qu'ils remettront et affirmeront au greffe de la justice des lieux, le jour des visites et reconnaissances, pour, par le juge, faire incessamment et sans frais une ordonnance par laquelle il indiquera le jour de l'ouverture générale des vendanges conformément au rapport. »

Tous les propriétaires domiciliés ou non étaient soumis

au ban de vendanges. « Il n'est permis à aucun, de quelque état qu'il soit, de vendanger » disait la coutume de Berry et la coutume d'Anjou, article 186, ajoutait « Gens privilégiés comme nobles et gens d'église ne sont exempts du ban de vendanges. » Pour cause juste et raisonnable le seigneur pouvait cependant dispenser de l'obligation du ban de vendanges.

L'Assemblée constituante, tout en proclamant que « les propriétaires sont libres de varier à leur gré la culture et l'exploitation de leurs terres, de conserver à leur gré leurs récoltes et de disposer de toutes les productions de leurs propriétés dans l'intérieur du royaume et au dehors, sans préjudicier aux droits d'autrui et en se conformant aux lois.... que nulle autorité ne pourra suspendre ou intervertir les travaux de la campagne dans les opérations de la semence et de la récolte » (1), crut cependant nécessaire de conserver ces vieux usages qui à ses yeux avaient encore une certaine utilité, c'est pourquoi, dans le décret sur la police rurale des 28 septembre, 6 octobre 1791, section 5, article 1^{er}, n° 2 et 3, elle décida que « dans les pays où le ban de vendanges est en usage, il pourra être fait à cet égard un règlement chaque année par le Conseil général de la commune, mais seulement pour les vignes non closes. Les réclamations qui pourraient être faites contre le règlement, seront portées au directoire du département, qui y statuera sur l'avis du directoire de district. »

(1) Décret des 5-17 juin 1791, art 5 et 6.

Plus récemment encore, la loi du 9 juillet 1889, dans son article 13, est venu confirmer de nouveau l'usage du ban de vendanges.

§ 1. — *Le ban de vendanges a-t-il encore son utilité ?*

Le ban de vendanges, nous ne craignons pas de l'affirmer, n'a plus aujourd'hui aucune utilité et il eût été bien préférable que le législateur de 1889 au lieu d'aggraver cette institution en permettant de l'établir dans les communes où l'usage en avait été perdu, l'eût aboli complètement.

Sans doute le ban de vendanges pouvait se justifier autrefois sous un régime de privilèges, il était pour nos campagnes une des applications du système réglementaire qui, dans le passé, courbait sous un joug de fer l'agriculture, le commerce et l'industrie et il rendait aux seigneurs un double service.

En effet, l'obligation imposée à tous les habitants d'une paroisse de faire une récolte dans le même temps, rendait la perception des dîmes plus facile et plus sûre. Toutes les ordonnances portent que les décimateurs doivent être prévenus du jour de la proclamation du ban afin qu'ils puissent envoyer sur les lieux les préposés pour dîmer. Les seigneurs y avaient également un autre avantage car ils avaient le soin de vendanger avant la proclamation du ban et de cette façon ils avaient à leur disposition tous les bras de la contrée réduits à l'inaction.

Enfin, ainsi que nous le disions tout à l'heure, cet usage trouvait son explication « dans la fausse notion des droits et des devoirs de la puissance publique dans l'ordre des phénomènes relatifs à la production, comme à la distribution et à la circulation de la richesse au sein des sociétés. La prétention d'assurer l'excellence des produits du sol amenait logiquement des effets analogues à la prétention de garantir la perfection des produits manufacturés. Les réglemens de Colbert se proposaient entre autres protections, celle de la qualité des tissus ; les anciens ducs de Bourgogne, en introduisant le ban de vendanges dans cette province, avaient en vue la bonne qualité des crus. Dans un cas comme dans l'autre, l'autorité publique se substituait à l'individu pour l'annihiler ou le tenir en tutelle » (1).

Aujourd'hui que nous n'avons plus cette fausse conception de l'autorité publique, que le régime des privilèges a pour jamais vécu, pourquoi conserver encore le ban de vendanges. Je sais bien, me dira-t-on avec M. Dareste, l'auteur de l'histoire des classes agricoles, c'est grâce à l'usage du ban de vendanges que s'est conservée intacte la bonne réputation des vins de Bordeaux et de Bourgogne, car on a évité ainsi le danger de vendanger avant la maturité des fruits, ce qui eût nui à la bonté de la récolte et eût décrié le vin du pays. Je sais bien qu'un publiciste (2) a cité l'exemple d'une commune du Gard où le ban de vendanges

(1) Comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques, tome 17, pages 895 et suivantes.

(2) M. Bonnemère.

a été aboli et où les habitants se sont alors « associés pour vendre le vin de village, qui a une vieille réputation, pur de tout mélange. L'association s'est soumise à un règlement signé de presque tous les propriétaires (huit ou dix sur cent cinquante-quatre s'y sont refusés). Le conseil d'administration veille à ce que les vendanges soient faites en temps opportun et à ce qu'aucun propriétaire ne mêle à la récolte des raisins étrangers; il juge si le vin a les qualités nécessaires pour être accepté par l'association. Toute futaille sortant du magasin commun porte le cachet ou l'estampille de l'association. » Cet exemple n'est pas de nature à nous convaincre. Car ici, à l'inverse du ban de vendanges, la liberté de chacun est respectée. L'association est volontaire et n'en font partie que ceux qui peuvent y trouver avantage. Par ailleurs le souci de conserver le bon renom d'un cru ne nous fera pas moins rejeter dans tous les cas le ban de vendanges. Peut-on en effet considérer cet usage comme un moyen d'assurer la réputation des crus? Peut-on le défendre sérieusement comme un moyen d'empêcher les viticulteurs de faire du mauvais vin? Nous ne le pensons pas, surtout quand ils y trouvent leur profit.

L'auteur de l'exposé des motifs de la loi du 9 juillet 1889 se montre hostile à cet usage (1), il n'est point de l'avis des auteurs du projet du code rural de 1808: « La liberté,

(1) M. Casimir Périer dans son rapport du 13 juillet 1882 y est également hostile. *Journal Officiel* du 28 décembre 1882, annexes, p. 2629, n° 1147.

disaient en effet ceux-ci, laissée à tout le monde depuis la Révolution, de vendanger quand il lui plaît, a mis beaucoup de cultivateurs, soit par ignorance, soit par fausse science, dans le cas de détériorer la qualité de leurs vins et la perte de plusieurs années à peine les a corrigés. Cependant on sait que quelques mauvais vins mis dans le commerce suffisent pour perdre la réputation de tout vignoble, la France est riche et fertile en vignes, il est donc nécessaire de prendre une mesure qui assure que leurs produits conservent une même qualité. Ce sont surtout les étrangers qu'il faut convaincre, le ban est une garantie qui leur est donnée et il devient pour le vin ce qu'est la marque pour le produit des manufactures. »

Le ban de vendanges prétend soumettre à une loi uniforme ce qui est nécessairement variable. La maturité du raisin ne peut être réglée par section de commune. Dans le même territoire elle varie suivant la nature du sol, sa pente et son exposition, suivant la nature même de la vigne plantée ; les méthodes de taille et de culture ont aussi leur part d'influence ; le moment de récolter n'est pas le même pour les raisins blancs et les raisins rouges. Soumis, à une règle absolue, le propriétaire n'a plus le droit de trier ses raisins suivant le degré de maturité, de procéder par des récoltes successives et d'améliorer ainsi la qualité du vin.

Enfin le propriétaire est quelquefois bien aise de prévenir la pluie et les orages, comment pourrait-il le faire si un ban de vendanges a été publié, celui-ci en effet ne

peut prévoir les intempéries, alors on ne manquera pas d'accuser avec aigreur l'administration d'avoir trop retardé l'époque de la récolte.

Le ban de vendanges a encore un autre inconvénient que l'exposé des motifs reconnaît du reste lui-même. Cette « vieille institution » force à employer simultanément un grand nombre d'ouvriers et de moyens de transport et fait par conséquent hausser le prix de la main-d'œuvre. C'est donc là un état de chose anti-économique.

Quand bien même le ban de vendanges aurait une certaine utilité pour la qualité du vin, il n'en devrait pas moins être supprimé, car il est contraire à la liberté du travail agricole, au respect du droit de propriété, au libre usage des facultés individuelles imparties par Dieu à tout homme. Il ne suffit pas de prouver simplement l'utilité pour justifier la violation d'un principe fondamental. Cet usage semblerait faire croire que l'intérêt individuel est contraire à l'intérêt général. Aujourd'hui que beaucoup d'erreurs et de préjugés ont disparu, que l'instruction agricole s'est considérablement développée, les vignerons expérimentés sauront que leur véritable intérêt est de préférer la qualité à la quantité.

On a encore essayé de justifier le ban de vendanges en le représentant comme un obstacle au vol des raisins. La surveillance, dit-on, est difficile dans les vignes et en faisant à l'improviste la cueillette, il est facile de dérober des grappes au voisin.

Cet argument de fait est sans grande portée. « Ce n'est

pas en effet, dit M. Casimir Périer dans son rapport, au législateur de suppléer à la vigilance du propriétaire et ce n'est pas en multipliant les lois et les règlements qu'on développera ni le sentiment du droit, ni le respect de la propriété d'autrui. La surveillance des intéressés et celle du garde-champêtre doivent tenir lieu d'une disposition législative ». Au reste en réalité, les bans n'empêchent pas ces méfaits, car l'expérience démontre qu'ils sont commis la nuit et le ban de vendanges, pas plus que les autres, n'y peut rien. Pour être logique il faudrait alors appliquer le ban à toutes les récoltes sans distinction et détruire ainsi la liberté sous prétexte de mieux assurer la police rurale qui doit avoir d'autres moyens d'action.

Le ban de vendanges n'est plus guère usité aujourd'hui en France, il existe encore dans le département de la Côte-d'Or mais dans quelques parties des départements voisins il tend à disparaître. Plusieurs départements en désirent la suppression, déclare l'exposé des motifs de la loi de 1889, et bien des localités s'en affranchissent. Dans d'autres localités le règlement est fait avec une élasticité si grande qu'à présent le ban n'y existe que pour mémoire. Le département de la Charente-Inférieure qui a occupé le deuxième rang dans la production viticole de la France n'a-t-il pas émis à l'unanimité un vœu tendant à l'abolition du ban de vendanges ?

Nous ne serons donc même pas de l'avis de l'exposé des motifs qui croit que ce ban est « sinon nécessaire, du moins fort utile dans les pays où les vignes sont très morcelées ;

qu'il a peu d'inconvénients là où les vignobles plantés et cultivés d'une manière uniforme, peuvent être divisés en terrains, dans chacun desquels le sol et l'exposition sont à peu près identiques. »

§ 2. — *Dans quels lieux le ban de vendanges peut-il être établi ?
Quelle est l'autorité chargée de ce soin ?*

La législation de 1791 chargeait le Conseil général de la commune de régler le ban de vendanges dans les pays où « il était en usage ». L'autorité municipale était donc libre de maintenir ou non le ban de vendanges dans les communes où il existait déjà, mais n'avait pas le droit de l'introduire là où il n'était pas établi par un ancien usage. Le législateur de 1791 ne maintenait ainsi que timidement une institution contraire à la liberté de la propriété et ne voulait pas la voir s'établir dans des communes où jusqu'alors l'usage n'en existait pas.

Lorsque plus tard le Conseil général de la commune vit ses attributions se diviser en parties, les unes délibératives allant au Conseil municipal, les autres exécutives allant au maire, le pouvoir de régler le ban de vendanges passa alors à ce dernier.

M. Serrigny (1) contesta cependant au maire ce pouvoir et soutint que c'était une attribution du Conseil municipal.

(1) « Revue critique de jurisprudence », année 1854, p. 252. — Du même avis M. Lonchamp : « Précis des lois et de la jurisprudence sur la police rurale », n° 74.

Pour lui, en effet, ce dernier Conseil prit la place du Conseil général de la loi de 1791.

Cette opinion est erronée, elle n'a trouvée au reste d'écho ni dans la doctrine, ni dans la jurisprudence. Le Conseil municipal, en effet, n'a pas remplacé le Conseil général, et ces deux institutions ne sont pas identiques : « Le Conseil général, dit M. Batbie (1), n'existe plus, et, quand à ses attributions, elles appartiennent au maire ou au Conseil municipal, suivant la nature de chacune d'elles. Or, le ban de vendanges dépend de la police rurale, et la police rurale appartient au maire en vertu d'une disposition formelle de la loi du 18 juillet 1837. Evidemment il constitue une manifestation de l'action administrative, tandis que le Conseil municipal n'est appelé qu'à délibérer. » La loi de 1884 a limitativement déterminé les délibérations du Conseil municipal et elle ne parle pas du ban de vendanges, donner cette attribution au Conseil municipal aurait donc été étendre arbitrairement ses attributions. Au reste, la question n'a plus aujourd'hui grand intérêt, car la loi de 1889 est venue déterminer d'une manière précise l'autorité chargée du soin de prendre le ban de vendanges. De plus, la jurisprudence s'était toujours élevée contre l'opinion de M. Serrigny (2).

Ainsi que nous le faisons remarquer tout à l'heure, la

(1) « Traité théorique et pratique de droit public et administratif », tome IV.

(2) Crim. Cass. 3 février 1827, aff. Grossier. — 6 mars 1834, aff. Leblon. — 28 déc. 1850, aff. Jouglas.

loi de 1731 exigeait pour que les bans soient légaux qu'ils soient reconnus par un vieil usage. Quelle était l'autorité chargée du soin de reconnaître si un semblable usage existait dans la commune? Un arrêt de la Cour de cassation du 24 avril 1858 (1) en avait chargé l'autorité préfectorale. Cet arrêt avait même décidé que tant que l'arrêté n'avait pas été rapporté par le préfet, le juge de police était tenu de l'appliquer, sans même qu'il lui fût permis de surseoir jusqu'à ce que la question préjudicielle d'existence d'un ancien usage eût été touchée par le préfet. Un arrêt postérieur (2), dont la doctrine nous paraît plus exacte, avait jugé au contraire, que dans le cas où les prévenus d'infraction à un arrêté municipal fixant l'ouverture des vendanges, soutiennent pour établir l'illégalité de l'arrêté que l'usage du ban de vendanges n'existait pas dans la commune, le tribunal de simple police, incompetent pour résoudre cette question, doit surseoir à statuer jusqu'à la décision du préfet.

L'article 13 de la loi du 9 juillet 1889 qui détermine, d'une manière précise, les conditions dans lesquelles le ban de vendanges peut être établi, et quelles sont les autorités chargées de ce soin, est ainsi conçu : « Le ban de vendanges ne pourra être établi, ou même maintenu, que dans les communes où le Conseil municipal l'aura ainsi décidé par délibération soumise au Conseil général et approuvée par lui. S'il est établi ou maintenu, il est réglé

(1) D. P. 58, I, 354.

(2) Crim. Cass, 19 nov. 1859. D. P. 60, I, 37.

chaque année par arrêté du maire. Les prescriptions de cet arrêté ne sont pas applicables aux vignobles clos de la manière indiquée par l'article 6. »

Lors de l'élaboration de cet article, le projet du Gouvernement permettait au Conseil municipal d'empêcher le maire d'user du ban de vendanges, et refusait au Conseil municipal le pouvoir de contraindre le maire à faire le ban de vendanges ; il ne confiait à aucune autorité le droit de l'établir en dehors des vieux usages. C'était donc là un progrès sur la législation de 1791, sous l'empire de laquelle le Conseil municipal ne pouvait empêcher le maire d'établir le ban de vendanges dans les endroits où il était en usage. Malheureusement au cours de la discussion, le Sénat eut devoir modifier le texte du projet présenté par le Gouvernement, et proposa à la Chambre l'article 13, qui fut définitivement voté. Maintenant donc, le Conseil municipal pourra forcer le maire à maintenir le ban de vendanges, et ce qui est plus grave, le forcer à l'établir dans les communes où, jusqu'alors, il n'existait pas : « Il est vrai, dit M. Ducrocq (1), que ce projet subordonne dans tous les cas la délibération du Conseil municipal à l'approbation du Conseil général. Mais le principe de la liberté individuelle dont s'inspire la loi rurale de 1791 ne doit-il pas être indépendant de la volonté des majorités au sein des conseils administratifs communaux ou départementaux,

(1) Études de droit public : Les bans de fauchaison, de moisson, de vendanges et de troupeau commun, d'après le projet du code rural, p. 237 et suiv.

aussi bien que la volonté des administrateurs? Permettre au Conseil municipal et au Conseil général, même réunis dans une pensée commune, d'établir à l'avenir le ban de vendanges là où l'usage n'existe pas, n'est-ce pas autoriser ce que le législateur de 1791 avait interdit? N'est ce pas leur permettre ce qui est actuellement défendu au maire? N'est ce pas développer l'intervention en cette matière de la puissance publique et aggraver en 1889 ces entraves au droit de propriété et à la liberté du travail dans les campagnes que le génie de l'Assemblée constituante avait voulu détruire? »

Ainsi donc, lorsqu'un Conseil municipal voudra établir ou maintenir le ban de vendanges, il devra prendre à ce sujet une délibération qui devra être soumise au Conseil général et approuvée par lui. Le maire sera chargé, chaque année, de régler le ban par un arrêté.

§ 3. *Quels sont en cette matière les pouvoirs du maire?*

Tout d'abord le maire pourrait-il se refuser de prendre le ban de vendanges dans la commune où il est établi? Non assurément, l'article 13 de la loi de 1889 en fait une obligation pour le maire et dans le cas où celui s'y refuserait, le préfet pourrait faire usage de l'article 83 de la loi du 5 avril 1884. Il semble même que les habitants pourraient vendanger en l'absence du ban. « Il n'est pas douteux, disait à ce sujet Reminville (1) que

(1) Pratique des terriers, tome 5, page 533.

si le seigneur et les officiers refusaient de donner les bans de vendanges après en avoir été requis, les propriétaires ne pussent vendanger leurs vignes sans encourir aucunes peines ; c'est même ce qui est porté par l'article 4 du titre 13 de la coutume de Nevers, parce qu'il ne serait pas raisonnable de laisser gâter et périr la vendange, par un refus capricieux qui n'aurait aucun fondement ; mais en ce cas, il faudrait que la réquisition fut faite de manière à ce les habitants pussent avoir la preuve contraire de leur soumission. » Ici l'urgence équivaut à un cas de force majeure et puisqu'il faut faire la récolte sans plus attendre ou se résigner à la perdre, il n'y aurait pas, nous semble-t-il, contravention à agir (1).

Mais si le maire n'a pas tardé à prendre l'arrêté, il n'est pas douteux qu'il n'est plus permis alors d'en devancer la publication, sous peine d'être puni comme ayant commis une contravention de police. Un tribunal de police avait pourtant acquitté pour le motif qu'il ne pouvait pas y avoir contravention « à un arrêté qui n'existait pas encore, ou, ce qui revient au même, à un arrêté qui n'était pas encore publié » (2). Ce sophisme tomberait devant le règlement qui aurait défendu de vendanger avant la publication de l'arrêté annuel, mais alors même qu'aucun règlement général ou spécial n'a encore été publié, il y a contravention (3). Il suffit donc que le ban ait lieu chaque année

(1) Telle est aussi l'opinion de M. Longchampht, *op. cit.* n° 75 *in fine*.

(2) Crim. cass., 10 nov. 1810, off. Jeannin.

(3) Crim. cass., 25 février 1896, aff. Duval Laignier : « ... Attendu

dans une localité, pour qu'on soit tenu d'en attendre la publication et de s'y conformer. A plus forte raison ne pourrait-on s'excuser en soutenant que l'arrêté n'a été publié que lorsque la récolte a été commencée (1).

Le maire en publiant le ban de vendanges n'est pas obligé de se conformer aux anciens usages, il n'est pas forcé de les respecter et spécialement lorsqu'un arrêté municipal prescrira que la vendange s'ouvrira pour toutes espèces de vignes à une époque déterminée, sans distinguer entre les vignes basses et hautes, ce règlement devra être respecté, car, déclare la Cour de cassation dans un arrêt du 3 janvier 1820 : « un usage quelque ancien qu'il puisse être, ne peut prévaloir sur l'autorité des règlements de police destinés à faire cesser ou en prévenir le retour; qu'autrement ce serait anéantir, entre les mains de l'autorité municipale, les pouvoirs dont elle est investie pour corriger les abus nuisibles à l'intérêt public et pour prendre les mesures réclamées par l'intérêt des administrés. »

Les maires devront-ils oublier pour cela que leur pouvoir en cette matière dérive des anciens usages (2) ?

qu'il suffit donc que ce ban ait lieu chaque année dans une localité pour qu'on y soit tenu d'attendre sa publication et de l'observer, puisqu'il a notamment pour objet d'empêcher que les raisins ne soient cueillis tant que la maturité suffisante n'aura pas été constatée. »

(1) Crim. cass., 6 mars 1834, aff. Leblanc.

(2) Le maire pour se conformer à un ancien usage, prend souvent avant de publier le ban, l'avis des habitants de la commune, qu'il charge d'examiner la maturité des raisins.

Ils doivent autant que possible les respecter et éviter de faire des règlements qui diminuent l'exercice du droit de propriété. La jurisprudence a même respecté ces anciens usages et elle a regardé comme licites ceux qui permettent aux propriétaires de vendanger la veille du jour indiqué pour chaque territoire. Au reste dans les pays où ils existent, la plupart du temps les règlements rappellent ces usages et les juges les restreignent sévèrement dans les termes où ils sont établis.

Un maire en se conformant à une ancienne coutume, pourrait-il interdire même aux propriétaires la faculté d'entrer dans leurs vignes à l'approche des vendanges et l'article 475, n° 1, du Code pénal punirait-il la contravention à cet arrêté? La Cour de cassation a toujours (1) dénié ce pouvoir au maire et a déclaré avec raison que l'article 2 de la 5^e section du titre 2 de la loi de 1791 (aujourd'hui l'article 13 de la loi de 1889) n'autorise pas « une telle mesure surtout en ce qui concerne les propriétaires de vignes puisque le droit donné par cet article aux Conseils municipaux de faire chaque année un règlement à l'égard du ban de vendanges, ne comporte pas le droit d'interdire au propriétaire d'une vigne, même non close, l'entrée de cette vigne un mois avant l'époque des vendanges, soit pour la visiter, soit pour y cueillir des fruits en maturité; qu'au contraire ledit article dispose que, sauf ce qui est relatif au ban de vendanges, chaque propriétaire

(1) Crim. cass., 28 nov. 1839, aff. Block; 26 octobre 1861, aff. No.

est libre de faire sa récolte de quelque nature qu'elle soit et au moment qui lui convient. » De plus l'article 475, n° 9, n'interdit qu'à ceux qui ne sont pas propriétaires, usufruitiers ni jouissant d'un terrain, l'entrée sur ce terrain dans le temps où il est chargé de grains en tuyaux, de raisins et autres fruits mûrs ou voisins de la maturité, ce qui laisse entier le droit et les attributs du droit de propriété(1). Cette atteinte au droit de propriété ne peut donc avoir une sanction.

De même n'a aucune force obligatoire l'arrêté qui, pour protéger la récolte et la préserver du maraudage, interdirait le passage, jusqu'après la vendange, dans des sentiers publics traversant les vignes (2). Le pouvoir de police dont l'autorité municipale est investie ne concerne que la conservation des récoltes, et ne peut s'étendre jusqu'à interdire aux citoyens l'exercice des droits que d'autres lois leur attribuent, et moins encore l'exercice d'un droit naturel, comme de passer par un chemin ou un sentier public.

Dans le même ordre d'idées, le maire peut-il, bien que ce soit encore là un démembrement de la propriété, interdire la chasse dans les vignes jusqu'à la clôture des vendanges et l'ouverture du grappillage? Nombreux sont encore les pays, en Anjou par exemple, où les maires en publiant le ban de vendanges interdisent même aux propriétaires la chasse dans les vignes et par un arrêté postérieur proclament « l'ouverture des vignes ». Mais certains maires

(1) Cf. Théorie du Code pénal, tome 8, page 367.

(2) Cass. crim., 14 janvier 1848 (D. P., 48, 1, 64).

ne s'en tiennent pas là, l'un d'eux a cru devoir interdire la chasse dans les vignes en tout temps et dans toute l'étendue de la commune. Cet arrêté fut annulé par arrêté du préfet. Le maire se pourvut devant le Conseil d'État, qui sollicita, sur la légalité de la mesure, l'avis du ministre; celui-ci conclut nettement au rejet de pourvoi formé par le maire. Il fit observer que si les maires ont le droit et le devoir de prendre des mesures propres à assurer la sécurité publique, ce droit est renfermé dans les limites fixées par la loi; or la loi du 3 mai 1844 a placé la réglementation de la chasse dans les attributions exclusives du préfet, et si le maire peut indirectement en limiter l'exercice dans l'intérêt de la conservation des récoltes, il outrepassé ses pouvoirs lorsqu'il émet la prétention de déterminer où la chasse sera permise et où elle sera interdite en tout temps sur le territoire de la commune. En ce qui concerne la chasse dans les vignes, notamment, ajoutait le ministre, l'interdiction du maire n'est légale que jusqu'à l'achèvement des vendanges. Le recours du maire fut déclaré non recevable par le Conseil d'État (29 nov. 1886).

Dans un arrêt du 4 septembre 1847, la Cour de cassation a déclaré légal l'arrêté municipal qui interdit l'exercice de la chasse non seulement dans les vignes, jusqu'à l'époque fixée pour le grappillage, mais encore pendant la même période à une distance de 100 mètres des vignes. L'arrêt se fonde sur cette considération que le maire doit pourvoir à la sûreté de ses concitoyens, et que le fait de se servir d'armes à feu, à proximité des vignes, à une époque où

une grande partie de la population y est assemblée pour la vendange, peut présenter un réel danger. S'il fallait prendre cette doctrine à la lettre, elle pourrait être grosse de conséquences, car cela n'est pas vrai seulement pour les vignes, mais pour tous les genres de récoltes. Il appartiendrait donc aux maires, non seulement d'interdire la chasse jusqu'à l'entier enlèvement des récoltes quelles qu'elles soient, mais encore de l'interdire à toutes les époques où les cultivateurs se répandent habituellement dans les champs pour les cultiver et dans les bois pour les couper. Si bien que de semaines en semaines, on arriverait ainsi à la clôture de la chasse sans avoir pu chasser un seul jour.

Il est une catégorie de vignes dans lesquelles le maire ne peut interdire de vendanger ni de chasser durant le temps des vendanges. L'exception est formulée par l'article 13 *in fine* de la loi de 1889 : « Les prescriptions de cet arrêté (le ban de vendanges) ne sont pas applicables aux vignobles clos de la manière indiquée par l'article 6. »

L'avocat Jules de Fleury (1) justifiait ainsi cette exception : « Qu'un particulier dans son parc, dans son jardin, dans un clos attenant à sa maison, ait une portion de vigne dont il puisse faire la dépouille sans passer par la campagne et à travers champs, il serait bien difficile d'empêcher le propriétaire d'user de sa chose : comme le public n'y est point intéressé, qu'il n'y a rien à craindre pour le larcin des fruits, ni pour le dommage des bêtes, il serait effectivement

(1) Voir Denisart : Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence, page 122.

dur, pour une vigne de cette espèce, de la soumettre au ban de vendanges. Mais lorsqu'une vigne en plein champ sera enclose de haies vives ou sèches, ou même de murailles, il n'y a nulle difficulté à décider que le propriétaire ne peut se soustraire au ban de vendanges, parce qu'il expose toujours les fruits de son voisin, parce que les bêtes peuvent causer des dommages sur leur passage, enfin parce que la police est violée et que le ban de vendanges est un droit de police. »

La loi de 1791 et la loi de 1889 n'admettent plus cette distinction. Toute vigne non close est soumise au ban de vendanges, toute vigne close en est exempte en quelqu'en-droit qu'elle soit située. Devrait-on considérer comme closes les vignes qui, n'ayant pas de clôtures particulières, sont comprises dans des vignobles plus étendus, entourés d'une clôture générale? La Cour de cassation (1) a jugé que « ce sont bien évidemment des vignes non closes que celles qui bien qu'entourées d'une clôture générale, se subdivisent en plusieurs parties sans clôture entre elles. » De même le ban de vendanges n'est pas applicable lorsque les vignes closes appartiennent à plusieurs propriétaires, encore bien qu'ils s'entendraient entre eux pour vendanger à la même époque (2).

L'article 6, section 4, titre 1 de la loi du 28 septembre 1791 indiquait déjà les conditions nécessaires pour qu'un vignoble put être considéré comme clos, l'article 6 *in fine*

(1) Cass. crim., 18 août 1827.

(2) Cass. crim., 5 août 1830, aff. Arnaud.

de la loi de 1889 est venu à nouveau déterminer ces conditions : « Est réputé clos tout terrain entouré soit par une haie vive, soit par un mur, une palissade, un treillage, une haie sèche d'une hauteur d'un mètre au moins, soit par un fossé d'un mètre au moins, soit par un fossé d'un mètre vingt centimètres à l'ouverture et de cinquante centimètres de profondeur, soit par des traverses en bois ou des fils métalliques distant entre eux de trente-trois centimètres au plus et s'élevant à un mètre de hauteur, soit par toute clôture continue et équivalente faisant obstacle à l'introduction des animaux. »

Il suffit donc que la clôture d'une vigne soit conforme à l'un de ces modes déterminés par la loi pour qu'il soit affranchi du ban de vendanges. Le maire outrepasserait ses pouvoirs en indiquant un autre mode de clôture (1). Il ne saurait en effet appartenir au maire de se montrer plus exigeant que la loi elle-même; l'arrêté serait nul comme entaché d'incompétence et d'excès de pouvoir.

Le maire prendrait-il un arrêté illégal en fixant les heures avant ou après lesquelles il serait interdit de commencer ou de continuer à vendanger chaque jour? Nous ne le croyons pas, la plupart même des arrêtés disent à quelles heures on pourra se rendre dans les vignes. Ils défendent, ordinairement, d'y arriver avant soleil levé ou d'en partir après soleil couché. On comprend, en effet, que sans cette restriction les bans pourraient devenir illusoires. La loi n'ayant

(1) Cass. crim., 11 sept. 1847. D. P. 47, 4, 43.

pas réglé ce détail important, son silence laisse à l'autorité qu'elle a chargée de veiller à la conservation des récoltes et à la paix des campagnes, la liberté qui tout à l'heure lui manquait.

Ces prescriptions ont du reste pour elles les anciens usages (1). Mais pour rendre l'infraction punissable, il ne suffirait pas du simple usage, il n'y aurait contravention qu'autant qu'il existerait un arrêté prescrivant une de ces précautions.

Le ban de vendanges n'a pas pour but d'imposer de vendanger le jour où il est publié, ni d'obliger d'achever les vendanges dans un délai déterminé. M. Fons, juge au tribunal civil de Moret, s'est donc trompé lorsqu'en publiant : *Les usages locaux ayant force de loi dans le département de la Haute-Garonne*, il a défini les bans « les règlements et arrêtés qui fixent l'époque à laquelle chacun peut commencer ou doit terminer la récolte. Nous ne sommes plus au temps où dans la province d'Aunis et quelques autres du parlement de Paris, les seigneurs avaient le pouvoir de limiter la durée des vendanges. Il s'agit d'une exception au principe de la liberté de la propriété et l'exception doit s'interpréter restrictivement. De plus, le ban est édicté en partie pour éviter le dommage que l'on pourrait porter aux propriétés voisines en vendangeant trop tôt, or ici ce motif n'existe pas, car le propriétaire ne fait pas tort à ses voisins, il ne fait tort qu'à lui.

(1) Fournel. Lois rurales, tome 2, p. 77. Du Voisinage, tome 1, p. 194.

même en différant d'enlever et peut-être en laissant perdre sa récolte. Le droit de propriété n'est-il pas celui d'user et d'abuser ?

De même que tous les arrêtés municipaux, le ban de vendanges est obligatoire pour le maire qui l'a publié et pour tous les propriétaires qui ont des vignes dans le territoire de la commune, qu'ils y habitent ou non, si ces vignes ne sont pas closes.

L'arrêté par lequel le maire fixe l'ouverture du ban de vendanges est un règlement temporaire et est, dès lors, obligatoire sans avoir besoin d'être préalablement approuvé par le préfet (1).

Quelle peine le juge doit-il appliquer à celui qui contrevient au ban de vendanges ?

La peine variait autrefois suivant les coutumes.

D'après la coutume de Berry (titre 5, article 4), ceux qui vendangeaient avant l'ouverture des vendanges étaient « mulctés de cent sous tournois ou de plus grande somme et condamnés aux dommages et intérêts de leurs voisins ». La coutume du Nivernais (titre 13, article 1^{er}) prononçait outre l'amende, la confiscation de la vendange coupée au profit du seigneur du ban. Sous le code du 3 brumaire an V, les contraventions devaient être punies ou d'une amende de 3 journées de travail, ou d'un emprisonnement de 3 jours. L'article 475 n° 4 du Code pénal punit aujourd'hui ces contraventions d'une amende de 6 à 10 francs,

(1) Cass. crim., 10 décembre 1842.

mais l'article 476 ne les met point au nombre de celles contre lesquelles il permet d'ajouter l'emprisonnement à l'amende.

Sous l'empire de la loi du 6 octobre 1791, la prescription de ces contraventions était d'un mois, elle est maintenant réglée par l'article 640 du Code d'instruction criminelle, qui déclare toutes les contraventions de police prescrites après une année révolue, à compter du jour où elles auront été commises (1).

SECTION II. -- Des bans de moisson et de fauchaison

Outre le ban de vendanges, le maire peut également publier des bans de moisson et de fauchaison, là où l'usage en est établi. Nous nous étendrons moins longuement sur ces bans que sur le précédent, ils n'ont pas aujourd'hui grand intérêt, car ils ne sont pour ainsi dire plus en usage si ce n'est dans quelques coins ignorés de la France. Enfin la plupart des règles que nous avons posées pour le ban de vendanges leur sont applicables.

Les bans de moisson et de fauchaison ont pour origine la nécessité où l'on était de soumettre en même temps à la vaine pâture tous les terrains dépouillés. De plus, comme le ban de vendanges, ils avaient été créés pour empêcher que l'impatience de jouir ne fit devancer l'époque de la

(1) Crim. Cass., 20 mai 1820, aff. Lamatellière; 24 avril 1829, aff. Depeyta; 20 octobre 1835, aff. Péronneau.

maturité des fruits au détriment de l'intérêt privé et aussi du commerce et même de la santé publique, pour empêcher également les anticipations et les dégâts auxquels des récoltes isolément faites par quelques-uns pourraient exposer les propriétés voisines. Il y avait enfin l'intérêt des décimateurs, qui, de cette manière, pouvaient mieux veiller à la conservation de leurs droits.

Cet usage, qui remonte à une haute antiquité, était tombé presque partout en désuétude dans l'ancienne France, toutes les coutumes, à l'exception de la coutume de Tournaine, gardent le silence sur ce point. La Bourgogne est une des seules provinces où ces bans étaient usités. Un arrêt du parlement de Dijon du 4 juillet 1629 portait en effet « que le jour des moissons et autres récoltes serait noté trois jours avant de recueillir les fruits et que la moisson se ferait par contrées le plus commodément que faire se pourrait, selon qu'il serait avisé entre les habitants. » Le président Bouhier et d'autres commentateurs de la coutume de Bourgogne considéraient cet usage comme « très utile pour le bien public, à cause de l'empressement qu'a la plupart du peuple de cueillir les fruits de la terre avant qu'ils soient en pleine maturité, en quoi il porte un préjudice considérable aux autres propriétaires et cultivateurs des héritages, parce que, dès que les particuliers ont commencé à faucher ou moissonner, sans qu'il y ait eu de bans donnés, les autres héritages sont exposés aux dégâts et les autres fruits à être volés. »

Lorsque la loi des 28 septembre et 6 octobre 1791 eût

proclamé qu'à l'avenir chaque propriétaire sera libre de faire sa récolte, de quelque nature qu'elle soit, avec tout instrument et au moment qu'il lui plaira, à l'exception toutefois des pays où le ban de vendanges est en usage, on se demanda alors si les bans de moisson et de fauchaison pouvaient encore être publiés. Sur ce point une longue controverse s'engagea : d'un côté la doctrine se prononça pour l'illégalité des bans de moisson et de fauchaison, la jurisprudence au contraire et quelques auteurs tels que M. Ducrocq (1), les déclarèrent licites.

Sans doute l'opinion de la doctrine aurait pu prévaloir si l'exception unique de la loi de 1791 n'avait pas été étendue. Mais déjà, sous l'empire de la Constitution de l'an VIII, un arrêté du Directoire prescrivait de publier les bans de fauchaison et de moisson en désignant les époques dans les termes du calendrier républicain. Cet arrêté indiquait donc que, malgré les termes restrictifs de la loi de 1791, les bans de fauchaison et de moisson subsistaient encore.

Plus tard en 1810, l'article 471 n° 1 du Code pénal en donnant une sanction au ban de vendanges, est venu parler en même temps « d'autres bans autorisés par les règlements ». Ces bans semblent bien être les bans de fauchaison et de moisson. Ce texte n'a pas cependant convaincu les jurisconsultes. Entre autres MM. Adolphe Chauveau et Faustin Hélie (2) prétendirent que l'expression « autres

(1) Les bans de moisson, de fauchaison, de vendanges et de troupeau commun d'après le projet du Code rural, *op. cit.*

(2) Théorie du Code pénal.

bans » s'appliquait aux bans qui seraient autorisés par une loi postérieure, ou qui pourraient se concilier avec la liberté des propriétés dont la loi de 1791 a consacré le principe. Pour eux l'article 475 s'est uniquement proposé d'étendre la sanction pénale à toute loi postérieure et éventuelle qui serait venue élargir le droit de faire des bans étroitement limité par l'Assemblée constituante. D'autres jurisconsultes tels que MM. Batbie et Serrigny (1) soutinrent que l'article 475 n° 1, ne faisait que rappeler d'autres lois ou règlements et que « rappeler n'est pas disposer ».

Nous ne sommes pas de cet avis, et nous croyons avec la jurisprudence que, même sous l'empire de la loi de 1791, les bans de fauchaison et de moisson avaient force obligatoire, si toutefois ils étaient publiés en conformité des anciens usages du pays (2). La Cour de cassation déclare en effet avec raison que l'article 475 n° 1, en punissant l'infraction non seulement des bans de vendanges, mais encore des autres bans autorisés par les règlements, avait bien en vue les bans de fauchaison et de moisson. En supposant même que la loi de 1791 eût aboli ces bans dont elle ne parle pas, l'article 475 aurait laissé aux autorités compétentes, la faculté de le rétablir.

Aujourd'hui depuis la nouvelle loi du 9 juillet 1889, la question n'est plus douteuse, la légalité des bans de fau-

(1) Batbie. Traité théorique et pratique de droit public et administratif.

(2) Cass. crim., 6 mars 1834, D. P. 34, 1, 189.

chaison et de moisson s'impose sans hésitation possible à la conscience de tous les jurisconsultes. Le maire peut donc, sans controverse permise désormais, publier ces bans dans les communes, bien rares il est vrai, où ils sont encore en usage. Nous n'en trouvons pas moins la chose déplorable, car ainsi les autorités administratives peuvent empêcher les propriétaires, fermiers, cultivateurs, de récolter à leur gré, leurs foins et leurs grains.

La loi de 1889 a en effet par son silence, entendu laisser subsister dans son intégrité l'article 475, n° 1. Au reste l'exposé des motifs ne porte-t-il pas : « Dans certains pays peu nombreux, il y a des bans de fauchaison, des bans de moisson. Le Code rural n'en dit rien ; en cela il imite la loi de 1791 et donne l'entière liberté de maintenir ces usages ou de les laisser tomber en désuétude ». M. Peau-decerf, dans son rapport du 7 juin 1889, ne déclare-t-il pas que si la loi ne s'occupe pas de ces bans, elle ne les proscriit pas pour cela et les laisse subsister ?

Il nous semble inutile d'indiquer ici les conditions auxquelles le maire doit se conformer pour publier le ban de fauchaison et de moisson, car nous ne ferions que répéter en partie ce que nous avons dit dans la première section de ce chapitre à propos du ban de vendanges. Une seule différence est à signaler, c'est que, vu le silence de la loi à ce sujet, ils ne peuvent, à l'inverse du ban de vendanges, être établis dans une commune où l'usage n'en existe pas.

SECTION III. — Ban de troupeau commun ou vaine pâture

La vaine pâture est le droit qu'ont les habitants d'une commune de conduire leurs bestiaux, en troupeau communal ou séparément, sur les champs non clos des particuliers, après que les récoltes ont été enlevées.

C'est donc une association par laquelle chaque associé se soumet à subir sur ses propriétés l'exercice du droit dont il veut jouir sur les propriétés des autres, si bien qu'il ne peut faire pâturer ses bestiaux sur ses terres soumises à la vaine pâture avant le temps fixé par l'autorité municipale pour l'exercice général.

Il ne faut pas confondre ce droit de vaine pâture avec la vive pâture et le droit de parcours.

Ce dernier droit « est le droit qui appartient aux habitants de deux ou plusieurs communes de conduire, après l'enlèvement des récoltes, leurs bestiaux sur les terrains non clos de leurs circonscriptions respectives. Ce droit n'existe qu'à la condition d'être réciproque. » (1).

Quant à la vive pâture, c'est le pâturage que les habitants des campagnes exercent soit sur les communaux du lieu de leur résidence, soit sur ceux des lieux voisins. Cette vive pâture consiste donc dans le droit de faire absorber tous les fruits d'un fonds et d'en tirer toute l'utilité

(1) Bequet-Laferrière : Répertoire de droit administratif. Article : Vaine pâture.

qu'il peut produire. Cette distinction entre la vaine pâture et la vive pâture est importante car l'autorité municipale, pour régler la vaine pâture qui est une servitude, doit tenir compte des droits des propriétaires, tandis qu'elle peut réglementer comme elle l'entend ce qui est relatif à la vive pâture.

Quelle est l'origine de la vaine pâture ? On a assigné une double origine à cette institution. Les uns ont vu là une nécessité de défense contre la féodalité, d'autres ont cru que c'était là un remède aux inconvénients causés par le morcellement des terres, pour le pâturage des bestiaux. Lors de la naissance des communes en France, disent en effet les premiers, leurs habitants avaient à se défendre et à défendre leurs bestiaux, qui formaient toute leur fortune, et contre les bêtes féroces dont les forêts étaient peuplées, et contre les voleurs et contre les agents du régime féodal parfois aussi dangereux que les bêtes fauves. Les propriétaires durent alors avoir l'idée de réunir les troupeaux et de les placer sous la garde d'un pâtre commun. En effet, s'il était facile d'enlever une vache ou quelques moutons gardés par une femme ou des enfants, il n'en était plus de même lorsqu'on se trouvait en face du troupeau de la commune, car il était surveillé par le berger et ses chiens, et de plus on s'attaquait ici à la commune entière quoiqu'elle fut encore peu développée.

Enfin, les limites des bourgs et communes n'étaient pas plus déterminées que les propriétés particulières, les cultivateurs étaient exposés à des procès et avec les habitants

des communes voisines et surtout avec le seigneur, sur les propriétés duquel le troupeau se transportait. Les communes en s'associant remédiaient à cet inconvénient.

Pour M. Proudhon(1) et les partisans de la seconde opinion, la vaine pâture a « sa cause dans l'association tacite où se trouvent naturellement les habitants d'une commune pour mettre pêle-mêle leurs bestiaux en dépaissance sur les fonds en jachères ou dépouillés de leur récolte ; et comme le parcellaire des propriétés privées est ordinairement tel, qu'il serait impossible à chaque habitant de mettre en pâturage par voie séparée, et de garder ses bestiaux sur ses propres fonds, sans que la charge des soins nécessaires à l'accomplissement de cette mesure ne fut d'une valeur bien au-dessus de tout le profit qu'il pourrait tirer du vain parcours lui-même, il en résulte que les habitants se trouvent forcément associés dans la jouissance de cette espèce de produits de leurs fonds, et que la loi, réglant les conditions de cette société qui ressort de la nature des choses, a pu faire de la vaine pâture un droit coutumier, modifié suivant l'exigence des diverses localités. »

Ces deux causes ont dû avoir leur part d'influence pour la constitution de la vaine pâture et du parcours : tantôt la nécessité de se défendre contre les exactions féodales ou contre les attaques des compagnies de pillards qui dévastaient si souvent les campagnes, tantôt l'esprit d'économie et le morcellement des terres en ont amené la création.

(1) Traité des droits d'usage, tome 6, page 510.

Peu à peu, à mesure que la culture s'est propagée et que la propriété individuelle s'est consolidée, la coutume a reconnu les inconvénients de ce qu'elle avait considéré comme utile et les usages du parcours et de la vaine pâture, s'ils ne furent pas supprimés, furent réglementés dans un sens de plus en plus restrictif. D'après le dernier état de la jurisprudence, tel que le constatent Denisart et Ferrière, le parcours ne fut plus admis que là où il existait autorisé par des dispositions expresses. La vaine pâture, s'exerçant dans les limites de la paroisse, resta d'un usage plus général.

Les législateurs de l'Assemblée constituante n'osèrent pas supprimer complètement le parcours et la vaine pâture. Ils crurent « qu'on pourrait parvenir à en détruire peu à peu l'habitude, à en modérer l'extension, à en diminuer les mauvais effets et à venir au secours de la culture et de la liberté, en permettant à chaque propriétaire de se clore à sa volonté et d'anéantir, par cela même, chez lui, le parcours. » La loi du 6 octobre 1791 se contenta de réglementer le droit de parcours et de vaine pâture.

Plus tard le Code civil en reconnut l'existence en décidant dans son article 648 « que le propriétaire qui veut se clore perd son droit au parcours et à la vaine pâture, en proportion du terrain qu'il y soustrait » Tout cela n'était que provisoire. La loi du 9 juillet 1889 est venue définitivement abolir le droit de parcours, et quant au droit de vaine pâture, elle l'a aboli également en principe, mais a décidé, en même temps, que ce droit pourrait être maintenu s'il

était fondé « sur une ancienne loi ou coutume, sur un usage immémorial ou sur un titre ».

Elle indique en même temps les formalités à remplir pour le maintien de cet usage. Enfin cette loi elle-même a été modifiée en partie par celle du 17 juin 1890.

§ 1. — *La vaine pâture a-t-elle encore son utilité ?*

Sans doute la vaine pâture et le parcours pouvaient avoir leur utilité dans les temps reculés où les bras manquaient et où une partie seulement du sol était cultivée, que le reste demeurait en quelque sorte en commun et servait au pâturage de tous les troupeaux des habitants. Ainsi tout le monde, riches et pauvres, profitait de cette vaine pâture et les misérables cultures de cette époque n'en souffraient en aucune façon. Mais aujourd'hui, il n'en est plus de même, le parcours ne se justifie plus en aucune façon et la vaine pâture ne présente plus d'utilité que dans les départements où les cultures sont très morcelées. C'est pourquoi, ainsi que nous le disions tout à l'heure, le parcours est définitivement aboli. Dans les cas où ce droit de parcours a été acquis à titre onéreux, sa suppression a donné droit à une indemnité (art. 1^{er} L. 9 juillet 1889).

Quelles sont donc les raisons qui, moyennant certaines formalités, ont permis au contraire de maintenir la vaine pâture ? L'ancien projet du Code rural en avait pourtant proposé la suppression, car selon lui « la vaine pâture présentait des obstacles insurmontables à la destruction des

jachères, destruction si importante pour l'agriculture ; elle empêchait de former des prairies artificielles qui resteraient exposées aux ravages des bestiaux. Cet usage propageait et perpétuait les épizooties, tellement que pour les les arrêter, on commençait toujours par supprimer la vaine pâture et cantonner les bestiaux. » Des agronomes (1) ajoutaient même que la vaine pâture avait l'inconvénient de faire fouler au pied par le troupeau plus d'herbe qu'il ne fallait pour entretenir le même troupeau pendant une partie de l'année, de plus elle pervertissait les populations des campagnes, les accoutumait à la fainéantise, au vol, dépravaient leurs mœurs par le mélange des jeunes bergers des deux sexes, abandonnés à eux-mêmes loin de leurs chefs de famille.

Malgré toutes ces raisons, le législateur crut devoir en revenir à l'avis émis par la Commission consultative de Douai lors de l'ancien projet du Code rural : « La suppression absolue, disait cette commission, sera dans le nord de la France beaucoup plus nuisible qu'utile à l'agriculture. Dans les contrées où, comme dans la nôtre, les propriétés sont très divisées, si la vaine pâture est absolument interdite, il faudra interdire au troupeau de chaque propriétaire ou fermier l'accès même de ses terres, après chaque récolte, et de ses prairies artificielles après les différentes coupes ; ou bien il faudra des surveillants pour empêcher que ses bestiaux, en traversant les champs d'au-

(1) Bernard Palissy, Olivier de Serres, MM. Huzard, Tessier.

trui, ne mangent l'herbe. Dans l'un et l'autre cas, il deviendra impossible d'élever des moutons que la vaine pâture nourrit, à peu près, trois mois l'année. En peu de temps, le nombre des animaux serait diminué, le prix des laines augmenté de moitié, et la terre serait privée de l'un des meilleurs engrais. La commission pense donc que la vaine pâture doit être permise sur les chemins et autres terres incultes pour tous les bestiaux ; sur les jachères et autres terres annuellement cultivées pour les vaches et les moutons seulement et vingt-quatre heures après l'enlèvement total de chaque récolte. » Plus tard, la commission d'Amiens, en insistant sur les grands avantages que donne la vaine pâture pour la multiplication des animaux de l'espèce ovine, eût aussi son influence sur le législateur. Cette commission, en effet, faisait remarquer que dans la circonscription en 1855, le nombre des bêtes à laine était de 97.580, et que sous l'influence de la vaine pâture en 1862 il s'était élevé à 126.970 ; que l'agriculture opérant sur des parcelles de terre séparées les unes des autres et enchevêtrées dans celles des voisins, la garde des animaux isolés y deviendrait impossible, car les frais en seraient énormes. C'est pourquoi la suppression de la vaine pâture ferait immédiatement disparaître les 350 troupeaux que l'arrondissement possédait, ces troupeaux se composant de 84.000 bêtes que l'on ne saurait plus comment conduire aux pacages, leur conduite isolée sur des parcelles de terre devenant la cause d'inévitables contraventions. Enfin, ce qui montre bien la nécessité du maintien

de la vaine pâture dans certains pays, c'est que lorsque la loi du 9 juillet 1889 l'eût par son article 5 supprimé dans les prairies naturelles, des réclamations se produisirent aussitôt dans un grand nombre de départements où la vaine pâture constituait d'un usage immémorial le seul mode d'élevage du bétail, et une nouvelle proposition qui est devenue la loi actuelle du 17 juin 1890, a été en conséquence présentée afin de lever, en ce qui touche les prairies naturelles, cette interdiction absolue de la vaine pâture. Supprimer la vaine pâture sur les prairies naturelles dans certains pays où la terre est très divisée, c'était causer le plus grave préjudice aux habitants et rendre l'élevage impossible pour les petits cultivateurs. Voilà donc les raisons en vertu desquelles on a cru devoir laisser aux communes, qui tenaient à voir subsister ce vieil usage, la facilité de le maintenir.

§ 2. — *Dans quelles communes la vaine pâture peut-elle être maintenue ?*

Pour déterminer quelles sont les communes où la vaine pâture peut être maintenue et quelles sont les formalités nécessaires à ce maintien, il faut, nous reporter aux dispositions des lois du 9 juillet 1889 et du 22 juin 1890.

Pour que l'exercice de la vaine pâture existe à l'heure actuelle dans une commune, il faut selon l'article 2 de la loi de 1890, que le maintien du droit fondé sur une ancienne loi ou coutume, sur un usage immémorial ou sur un titre,

ait été dans l'année de la promulgation de la loi, réclaté au profit de la commune ou d'une section, soit par délibération du Conseil municipal, soit par requête d'un ou plusieurs ayants droit adressée au préfet. Si c'est une réclamation particulière qui s'est produite, le Conseil municipal aura dû donner son avis dans les six mois. Dans tous les cas, le Conseil général aura dû donner le sien qui aura été définitif s'il a été conforme à la délibération du Conseil municipal. S'il y a eu divergence, la question aura dû être tranchée par un décret rendu en Conseil d'État. Si, plus tard, le Conseil municipal veut supprimer ce droit, il pourra après une enquête *de commodo et incommodo* en demander la suppression sur laquelle il sera statué dans les formes que nous venons d'indiquer.

La vaine pâture pourra encore exister (art. 42 de la loi de 1890), dans certaines communes où elle est fondée sur un titre et établie sur un héritage déterminé, soit au profit d'un ou plusieurs particuliers, soit au profit de la généralité des habitants de la commune. Seulement, le propriétaire de l'héritage grevé pourra toujours s'en affranchir, soit moyennant une indemnité fixée à dire d'experts, soit par voie de cantonnements. Nous n'avons pas à nous occuper ici de cette vaine pâture, car, puisqu'elle doit s'exercer conformément aux droits acquis, les Conseils municipaux et le maire n'ont ici aucun pouvoir de réglementation.

§ 3. — *Réglementation de la vaine pâture*

La vaine pâture étant maintenue dans une commune, à qui incombera le pouvoir de la réglementer?

La vaine pâture est comprise parmi les objets sur lesquels le Conseil municipal est appelé à délibérer (1). Le maire, après l'approbation du préfet sur cette délibération, sera chargé de publier l'arrêté ayant pour objet d'exécuter la délibération et il pourra même publier d'anciens règlements émanés de l'autorité compétente et restés en vigueur (2). Mais là ne se borne pas son pouvoir, il a encore ici une attribution de police agricole, car il complètera par ses arrêtés les délibérations prises par les Conseils municipaux en matière de vaine pâture, n'a-t-il pas incontestablement le pouvoir de s'occuper sans le secours des Conseils municipaux de toutes les mesures qu'il est de son devoir de prendre dans l'intérêt d'une bonne police, et dans le but d'assurer le bon ordre, la sûreté, la tranquillité et la salubrité des campagnes, objets qui sont confiés à sa vigilance et à son autorité.

Nous commencerons donc par étudier aussi brièvement que possible, car la matière, par son étendue, pourrait prêter à de longs développements, les pouvoirs de régle-

(1) Cass. crim., 18 février 876. — L. du 5 août 1884, art. 68. Loi du 9 juillet 1889, art. 11.

(2) Cass. crim., 30 décembre 1833. — D. P. 53, 4, 465.

mentation du Conseil municipal et nous passerons ensuite à l'étude de ceux du maire.

A. — *Pouvoir de réglementation du Conseil municipal*

Le Conseil municipal est chargé de régler, par ses délibérations, le fonds du droit et l'économie de l'usage de la vaine pâture, ses droits s'étendent à tout ce qui concerne l'exercice de cet usage, au point de vue des mesures que l'on peut considérer comme constitutrices du mode d'exploitation des terrains assujettis et du droit à l'usage.

Mais la loi du 3 avril 1884, article 68, a soumis à l'approbation, en Conseil de préfecture (art. 69), les délibérations à ce relatives prises par le Conseil. Le préfet a donc ici un pouvoir de police agricole supérieur à celui du Conseil municipal. La loi a cru devoir exiger cette intervention parce que la réglementation de ce droit, qui peut intéresser les tiers, a une grande importance pour les communes et soulève des questions délicates (1).

Si le préfet refuse son approbation ou qu'il n'a pas fait connaître sa décision dans un délai d'un mois, à partir de la date du récépissé, le Conseil municipal pourra se pourvoir devant le ministre de l'Intérieur (art. 69 *in fine* de la loi de 1884).

Le droit qu'a le préfet de donner ou de refuser son

(1) Discussion. Proposition de M. Bernier, Chambre des députés. Séance du 13 février 1883. D. P. 83, 4, 46, note 68. — Circ. min., mai 1884. Bulletin, Ministère de l'Intérieur, 84, page 244.

approbation aux délibérations prises par les Conseils municipaux dans les cas prévus par l'article 68 de la loi de 1884 ne comprend pas celui de modifier ces délibérations. On doit considérer, dès lors, comme entaché d'excès de pouvoir, l'arrêté par lequel un préfet, tout en déclarant approuver une délibération prise par un Conseil municipal, relativement à la vaine pâture, introduit des conditions nouvelles dans cette délibération (1).

De même le droit qui appartient au préfet d'approuver la délibération, ne peut avoir pour effet de lui permettre de retirer ladite approbation et d'enjoindre aux Conseils municipaux de se réunir pour délibérer sur un nouveau règlement (2).

Sur quels terrains, tout d'abord, le Conseil municipal peut-il réglementer la vaine pâture ? Celle-ci doit s'exercer sur les terres, lorsque les récoltes ont été coupées et qu'elles ne portent ni semences ni fruits, sur les terres vacantes non labourées, ni cultivées, les landes, les chemins, les haies et buissons, elle ne peut avoir lieu dans les bois. Elle ne peut jamais avoir lieu, dit l'article 5 de la loi de 1890, sur aucune terreensemencée ou couverte d'une production quelconque faisant l'objet d'une récolte, tant que la récolte n'a pas été enlevée.

Dans aucun cas et dans aucun temps, dit également cet article, elle ne peut s'exercer sur les prairies artificielles. Ces prairies, en effet, avec les amendements et les fumures,

(1) Conseil d'Etat, 18 avril 1861.

(2) Conseil d'Etat, 18 juillet 1885. — Rouilly-sur-Seine.

les défoncements qui en accroissent et en maintiennent la fécondité sont le résultat de travaux coûteux. Ce résultat serait déplorablement compromis si, après la première, même après la seconde récolte, les prairies étaient livrées, sans précaution, à la morsure et au piétinement des bestiaux. La loi de 1889 avait fait la même prohibition pour les prairies naturelles qui, telles qu'elles sont aujourd'hui cultivées, sont en état de production permanente, ne laissent, par conséquent, aucune vacance pour la vaine pâture. Des réclamations se produisirent aussitôt et la loi de 1890, dans son article 5, fut obligée de rétablir cet usage. Mais, sur ce point, les Conseils municipaux doivent suivre l'avis de M. le Ministre de l'Agriculture qui, dans sa circulaire du 5 août 1890, leur conseille de profiter du droit de réglementation pour interdire ces prairies jusqu'à la fauchaison des secondes herbes (ou regain) et même des troisièmes herbes. Il se fonde, pour établir ce droit, sur la disposition du § 3 de l'article 5 de la loi du 22 juin 1890 portant que la vaine pâture ne peut être exercée sur une terreensemencée ou couverte d'une production quelconque faisant l'objet d'une récolte, tant que la récolte n'est pas enlevée.

Les Conseils municipaux rendront un arrêté illégal et non obligatoire, en affranchissant jusqu'à nouvel ordre un terrain communal soumis à la vaine pâture, dans l'intérêt des récoltes dont il serait couvert (1).

(1) Cass., 10 mars 1845. D. P. 1845, 5, 744.

Serait de même illégal celui qui ajournerait l'exercice de la vaine pâture jusqu'à la dernière récolte des prairies naturelles, et sans aucune détermination d'époque, de manière à exposer les ayants droit à l'arbitraire des propriétaires (1). Mais comme le droit de vaine pâture est limité par les usages anciens, il a été jugé que, dans le cas où un ancien usage autorise les propriétaires de biens ayant une étendue de dix hectares à soustraire à la vaine pâture le tiers de ces biens, l'arrêté municipal pris pour l'application de cet usage est légal (2).

Un décret ministériel du 4 octobre 1837 rappelle aux préfets, chargés de rendre les délibérations des Conseils municipaux exécutoires, qu'ils sont tenus de veiller à ce que ces Conseils n'outrepassent pas leurs attributions. Ainsi, les corps municipaux ne doivent pas permettre de cantonner les propriétaires de troupeaux nonobstant l'opposition de ces propriétaires, lorsque ce mode n'est prescrit ni par l'usage, ni par des titres particuliers. Mais, en revanche, il a été jugé que le cantonnement, c'est-à-dire l'attribution à quelques habitants de la commune, à raison de leur isolement, du droit exclusif d'exercer la vaine pâture sur certaines parties du territoire, à la condition d'y renoncer sur les autres, n'a rien d'illégal (3).

La Cour de cassation, par un arrêt du 22 janvier 1859 (4),

(1) Cass., 17 août 1883. Bull. Cass. crim., n° 218.

(2) Cass., 17 avril 1847. D. P. 49, 5, 391.

(3) Nancy, 9 fév. 1849. — D. P. 51, 2, 17.

(4) D. P. 59, 1, 382.

a considéré comme légal et obligatoire l'arrêté municipal qui, réservant aux propriétaires et fermiers qui en auront fait la déclaration, la faculté de conduire leurs bestiaux dans leurs prés, les excluent par réciprocité de toute participation à la vaine pâture sur les autres prés assignés expressément au troupeau commun, alors d'ailleurs que cet arrêté ne restreint pas la vaine pâture sur les autres terrains non en nature de prés.

Le Conseil municipal a même le droit de distribuer les diverses espèces d'animaux sur les différentes parties du territoire. C'est en ce sens que la Cour suprême a jugé, sans hésiter, qu'un règlement municipal pourrait assigner tel cantonnement à la dépaissance des vaches, tel autre à celle des chevaux, et interdire un certain canton à une espèce particulière d'animaux, par exemple, aux moutons dont la dent trop cruelle détruit ou fait périr la plante qu'elle attaque (1).

Certains terrains, outre les prairies artificielles et les terres ensemencées, échappent à la réglementation de la vaine pâture, ce sont les terrains clos suivant le mode indiqué par l'article 6 de la loi de 1889.

Chaque propriétaire a le droit de clore ses propriétés, nonobstant toutes les lois et coutumes contraires, et tout le temps qu'un terrain est clos, il se trouve affranchi de la

(1) Crim. cass., 14 nov. 1834. — Un autre arrêt de cassation du 17 mai 1866. Bull. Cass. crim., n° 138, décide que dans l'espèce un recours au préfet est permis en cas d'abus ou de préjudice aux intérêts des habitants.

vaine pâture, mais si le terrain est ensuite déclos, il retombe sous l'empire du droit commun et est de nouveau soumis à l'exercice des droits.

Mais, en retour, celui qui a clos une partie de ses propriétés, doit restreindre dans la même proportion, le nombre des bêtes qu'il envoyait précédemment à la vaine pâture.

Une clôture collective d'héritages contigus, même appartenant à des maîtres distincts, suffit pour soustraire à la vaine pâture les héritages ainsi enclos, il n'est pas nécessaire, pour en être affranchi, que chacun des héritages ait une clôture particulière (1).

Le propriétaire forain, c'est-à-dire habitant en dehors de la commune, peut-il envoyer ses bêtes à la vaine pâture sur les terrains communaux?

Nous ne le croyons pas, car la Cour de cassation a considéré comme légal et obligatoire un arrêté par lequel un Conseil municipal décide que le droit de dépaissance sur les vacants communaux ne pourra être exercé que par les propriétaires qui habitent la commune, qui y sont domiciliés, et dont les bestiaux sont enfermés et logés dans des bergeries sises sur le territoire de cette commune. En conséquence, le fait, de la part d'un propriétaire forain, dont les bergeries sont situées dans une autre commune, d'avoir fait paître des bestiaux sur les biens communaux dont il s'agit, constitue une infraction tombant sous l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal (2).

(1) Cass., 1^{er} mars 1865. D. P. 65, 1, 421.

(2) Cass., 23 nov. 1861. Bull. Cass. crim., n° 280,

Mais il n'en serait pas de même pour les autres terrains, car l'article 15 du décret de 1791 et l'article 8 de la loi de 1889 ont établi une exception en faveur de ceux qui, quoique domiciliés dans la commune, y exploitent des terres, qu'ils en soient propriétaires ou seulement fermiers. La disposition de ces articles accorde aux exploitants forains le même droit qu'aux habitants de la commune, de mettre dans le troupeau commun, ou de faire garder par un troupeau séparé, la quantité proportionnelle de têtes de bétail fixée soit par l'accord des habitants, soit par le Conseil municipal. Il y a, en effet, communauté de pâturage entre l'exploitant domicilié et l'exploitant foncier, et tous ensemble, et au même titre, en jouissent, à raison des avantages que chacun d'eux apporte à la communauté.

Le Conseil municipal peut-il déterminer le nombre de bêtes à envoyer, par chaque propriétaire, à la vaine pâture ?

L'article 8 de la loi de 1889 règle sur ce point le pouvoir du Conseil municipal. Cet article est ainsi conçu :

« La quantité de bétail proportionnée à l'étendue du terrain de chacun est fixée dans chaque commune ou section de commune entre tous les propriétaires ou fermiers exploitants, domiciliés ou non domiciliés, à tant de têtes par hectare d'après les règlements et usages locaux. En cas de difficulté, il y est pourvu par délibération du Conseil municipal soumise à l'approbation du préfet. »

Ce n'est donc qu'à défaut d'entente entre les propriétaires et fermiers que l'article 8 donne au Conseil municipal le droit d'intervenir pour déterminer la quantité de

bétail que chacun peut faire paître. Les propriétaires ou fermiers, exploitants domiciliés ou non domiciliés, devront d'abord se réunir et s'ils ne parviennent pas à se mettre d'accord, ce sera le Conseil municipal qui tranchera les difficultés, la délibération sera toutefois soumise à l'approbation du préfet.

Ce règlement qui déterminera le nombre des têtes de bétail que chaque propriétaire pourra envoyer à la vaine pâture devra recevoir son exécution lorsque le bétail de la commune est réuni en troupeau commun, comme dans le cas où chaque propriétaire fera garder séparément son bétail (1).

Les habitants ne peuvent envoyer au pâturage un plus grand nombre de bestiaux que celui qui a été déterminé par les arrêtés municipaux (2). Il ne faudrait même pas qu'un individu se crût en droit d'envoyer un plus grand nombre d'animaux que celui qui aurait été fixé par le Conseil municipal, cette excuse serait sans effet (3); et on la rejetterait soit que les particuliers poursuivis eussent envoyé leurs bestiaux au troupeau commun, soit qu'ils les eussent fait garder par troupeau séparé (4).

On fixe ordinairement la quantité de bétail à envoyer à la vaine pâture proportionnellement à l'étendue des terrains soumis à cette servitude, à raison de tant de bêtes

(1) Cass. crim., 28 nov. 1864. — S. 65, 1, 293.

(2) Cass. crim., 28 janv. 1808.

(3) Cass. crim., 12 juin 1828.

(4) Dans le même sens. Cass. crim., 21 nov. 1833.

par arpent. S'il n'y avait ni usage local, ni aucun nombre fixé par les habitants ou le Conseil municipal, les habitants pourraient envoyer à la vaine pâture tel nombre d'animaux que bon leur semblerait.

Si, en règle générale, la quantité de bétail assignée à chaque propriétaire pour l'exercice du droit de vaine pâture doit se faire en raison de la superficie des terrains lui appartenant, cette règle peut être modifiée en tenant compte des temps, des lieux et des facultés de végétation des terres assujetties. Il suffit, pour la légalité des arrêtés municipaux pris sur cet objet, qu'ils respectent le minimum accordé à la classe pauvre, et que la jouissance des riches propriétaires ne soit pas réduite au-dessous de celle attribuée aux possesseurs de terres moindres en étendue (1).

La loi, en effet, accorde un minimum à la classe pauvre. L'article 9 de la loi de 1889 déclare « que tout chef de famille domicilié dans la commune, alors même qu'il n'est ni propriétaire ni fermier d'une parcelle quelconque des terrains soumis à la vaine pâture, peut mettre sur lesdits terrains, soit par troupeau séparé, soit dans le troupeau commun, six bêtes à laine et une vache avec son veau, sans préjudice des droits plus étendus qui lui seraient accordés par l'usage local ou le titre. » C'est ce que l'on pourrait appeler le droit des pauvres, droit auquel la vaine pâture aurait dû sa popularité d'autrefois.

Le Conseil municipal en fixant le nombre des animaux

(1) Cass., 21 nov. 1833.

à envoyer à la vaine pâture, pourrait-il exclure de cette servitude certains animaux ?

Dans l'ancien droit, étaient bannis de la vaine pâture tous les animaux qui pouvaient causer du dommage. Ainsi les porcs étaient exclus des prairies, bois et vignes qu'ils labouraient pour trouver les vers, les insectes et les racines dont ils sont très friands, ce qui causait un très grave préjudice aux propriétaires. Il en était de même pour les chèvres dont la morsure était réputée dangereuse pour les arbres et les haies qu'elles broutent et dont elles peuvent atteindre les branches élevées. Une ordonnance de l'intendant de Champagne du 17 octobre 1733, ordonna en conséquence qu'elles ne seraient pas menées au pâturage sans être attachées et conduites par une corde.

La loi ayant considéré la vaine pâture avant tout comme une servitude qu'elle a voulu restreindre au lieu d'étendre, il semble que ces usages n'ont point été abrogés. Le législateur de 1889 n'a-t-il pas voulu restreindre la vaine pâture dans ce qu'elle avait de trop dur pour les particuliers dont les terres y sont soumises ? Le Conseil municipal ne ferait donc qu'agir dans l'esprit de la loi en défendant de conduire certains animaux sur les terrains soumis à la vaine pâture. C'est au reste ce que la Cour de cassation avait déjà, avant l'article 11 de la loi de 1889, reconnu, en sanctionnant des arrêtés qui défendaient de mener des oies ou des moutons sur les terres grevées de la servitude de vaine pâture.

Dans un intérêt d'ordre et de bonne police, le maire pourrait défendre de mener à la vaine pâture des animaux dangereux tels que les étalons qui peuvent troubler la paix du troupeau ou même perpétuer de mauvaises races. Les maires n'ont-ils pas le droit de prendre des mesures pour empêcher la divagation des animaux dangereux? Cependant comme l'intérêt de la reproduction peut exiger que des mâles non castrés se trouvent dans le troupeau, les Conseils municipaux devront avoir le soin d'en déterminer le nombre et la qualité.

Le propriétaire qui craindrait pour ses animaux certains inconvénients par la fréquentation du troupeau commun, pourra au reste les faire garder par troupeau séparé. L'article 7 de la loi de 1889 décide, en effet, « que l'usage du troupeau commun n'est pas obligatoire. Tout ayant droit peut renoncer à cette communauté et faire garder par troupeau séparé le nombre des têtes de bétail qui lui est attribué par la répartition générale. » Cependant on ne pourrait établir dans une commune deux ou plusieurs troupeaux communs. Aussi est-il de jurisprudence que les propriétaires ou fermiers ne peuvent user du droit de vaine pâture qu'individuellement ou en mettant leur bétail dans le troupeau commun du territoire (1). M. Ducrocq s'est élevé, avec raison, nous semble-t-il, contre cette jurisprudence. Pour lui, en effet, elle n'est pas en harmonie « avec le respect absolu du droit de propriété et la

(1) Cass. civ., 9 février 1838. — Cass. civ., 20 juillet 1839. — Cass. civ., 2 déc. 1841.

liberté du travail, avec les lois économiques qui condamnent l'inutile déperdition des forces productives, et suivant l'âge des pâtres, avec l'intérêt agricole qui réclame des bras, ou avec l'immense effort qu'accomplit de nos jours la société française pour le développement de l'instruction publique » (1).

La jurisprudence ne considère même pas comme troupeaux séparés les animaux attachés au piquet. Un arrêt de la Cour de cassation (2) a déclaré comme obligatoire l'arrêté par lequel le maire défend aux propriétaires de terres soumises à la vaine pâture d'y faire paître leurs bestiaux attachés au piquet, les bestiaux, ne pouvant, en pareil cas, être considérés comme surveillés et gardés par troupeaux séparés.

B. — *Pouvoirs de réglementation du maire*

Ainsi que nous le faisons remarquer plus haut, le maire exerce déjà son pouvoir de police agricole en publiant par un arrêté les mesures prises par le Conseil municipal à propos de la vaine pâture, mais ici encore il a un pouvoir propre. En effet s'il n'appartient qu'aux Conseils municipaux de régler par leurs délibérations l'exercice des droits de vaine pâture, d'en déterminer le mode et la durée, de fixer l'époque de son ouverture et d'opérer entre les ayants droit la répartition des bestiaux qui peuvent être

(1) Études de droit public. — La liberté des récoltes.

(2) 27 décembre 1867. Bull. cass. civ. n° 273.

envoyés au pâturage, non seulement il entrera dans les attributions des maires de prendre des arrêtés pour porter à la connaissance des habitants de la commune les décisions prises à cet égard et d'en assurer l'exécution (1), mais encore il pourra incontestablement pourvoir par ses arrêtés, aux mesures qu'il est de son devoir de prendre dans l'intérêt d'une bonne police, et dans le but d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité des campagnes, objets qui sont confiés à sa vigilance et à son autorité, et dont il peut s'occuper sans le concours des conseillers municipaux. C'est ainsi, par exemple, qu'il devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la contagion des épidémies. C'est encore ainsi que la Cour de cassation (2), a pu considérer comme parfaitement légal l'arrêté du maire qui, pour faciliter la règlement du droit de vaine pâture et la répartition confiée aux Conseils municipaux, soumet chaque ayant droit à l'obligation de faire, à une époque déterminée, la déclaration par écrit, à la mairie, de la quantité de terre qu'il n'aura pas ensemencée,

En dehors de l'application des lois et règlements sur la vaine pâture et dans l'intérêt de la conservation du passage et de la sécurité des chemins, il pourra interdire la vaine pâture des bestiaux sur les chemins vicinaux de la commune (3).

Mais à l'inverse ce magistrat ne pourra, sans excès de

(1) Cass. crim. 30 déc. 1853. D. P. 53, 4, 465.

(2) Cass. crim. 3 mai 1850.

(3) Cass. crim., 1^{er} déc. 1854. D. P. 64, 5, 784.

pouvoir, prendre seul, en vue d'assurer la libre récolte des prairies, un arrêté n'autorisant l'exercice du droit de vaine pâture qu'à partir d'une époque qu'il se réserve de fixer ultérieurement (1). Toutefois il peut, en exécution d'une délibération du Conseil municipal, prendre un arrêté à l'effet de fixer l'ouverture de la vaine pâture (2).

Bref le maire a le droit de prendre tous les arrêtés nécessaires pour empêcher que la vaine pâture ne s'exerce autrement que ne le prescrivent les lois et les décisions du Conseil municipal; les tribunaux de simple police ne peuvent pas méconnaître l'autorité de ces arrêtés. En effet, en investissant l'autorité municipale du pouvoir d'ordonner les mesures de police rurale qu'elle juge nécessaires au profit de tous les habitants, ainsi que de nommer les pâtres communs, les articles 88 et 91 de la loi du 5 avril 1884 lui ont virtuellement conféré, par cela même, celui d'assurer l'exécution des dits articles et de faire cesser les infractions qui peuvent être commises (3).

Les arrêtés pris par le maire sur la vaine pâture sont permanents, ils ne peuvent par conséquent être exécutés qu'un mois après avoir été adressés au préfet. Il a cependant été jugé que l'arrêté du maire qui, après délibération du Conseil municipal, nomme un pâtre commun pour l'exercice de la vaine pâture, doit être considéré comme portant sur un objet urgent par sa nature et par suite est

(1) Cass., 19 déc. 1863. D. P. 63, 1, 243.

(2) Cass., 8 janvier 1857. D. P. 57, 5, 335.

(3) Cass. crim., 9 février 1838.

exécutoire, à partir du jour où il a été publié dans la commune.

Les contraventions aux arrêtés sur la vaine pâture seront punies d'une amende de 1 à 5 francs conformément aux dispositions de l'article 471, § 5 du code pénal. L'article 463 sur la récidive leur sera applicable.

CHAPITRE III

DU PACAGE DANS LES TERRAINS DE MONTAGNE

Ici, comme dans la vaine pâture, le maire et le préfet concourent tous les deux à la fois à la police agricole, le maire en étant chargé de publier les règlements du Conseil municipal à ce relatif et le préfet en étant chargé de les approuver et au besoin de les rendre lui-même si le Conseil municipal n'a pas présenté le projet de règlement dans le délai exigé par la loi ou n'a édicté que des mesures insuffisantes. Toutefois les pouvoirs du maire sont très restreints, puisqu'aucun règlement, même de police, ne peut être établi en dehors du Conseil municipal.

En traitant cette matière, nous ne nous occuperons point de la mise en défens, c'est-à-dire de la défense de laisser piétiner les troupeaux sur les terrains de montagne, car elle ne peut résulter que d'un décret et est par conséquent en dehors des attributions de police agricole du préfet et du maire. Nous ne traitons donc ici que de la réglementation du pâturage communal qui a pour but de remédier aux abus de jouissance.

Comme on le voit, la loi du 4 avril 1882 a eu pour objet d'éviter les effets désastreux des inondations en ordonnant le reboisement et le gazonnement des terrains en forte pente. Dans ces terrains, les eaux n'y étant plus retenues par le gazon et par les racines des arbres provoquaient des inondations qui ravageaient les campagnes. L'application des mesures édictées par cette loi ont eu pour résultat de consolider le sol et de restreindre, à leur source, les effets désastreux des inondations.

A côté des mesures qui ont pour objet la restauration des terrains en montagne, il fallait aussi des mesures assurant la conservation du sol ; il fallait qu'une fois les travaux de gazonnement et de consolidation achevés, ils ne soient pas endommagés ou détruits par le piétinement des animaux.

De là la défense de laisser pénétrer les bestiaux pendant un temps plus ou moins long sur les terrains qui viennent d'être consolidés, de là la nécessité de protéger les pâturages communaux contre les abus de jouissance.

Il y a abus de pâturage lorsqu'on met dans un pâturage plus de bêtes qu'il ne peut normalement en nourrir, lorsqu'on les y met avant le temps où l'herbe et le sol sont en état de les nourrir. La loi de 1882 a remédié à ces inconvénients en permettant aux communes, ayant des communaux situés en terrain de montagnes, de n'autoriser le pâturage qu'aux espèces et à la quotité de bêtes que le sol peut nourrir, que lorsque l'herbe a poussé et que le sol est suffisamment débarrassé des neiges et consolidé par les rayons du soleil.

L'article 12 de la loi de 1882 charge l'administration forestière d'indiquer chaque année les communes qui doivent être soumises à la réglementation du pâturage. Le tableau de ces communes est dressé par décret rendu en Conseil d'État. Le préfet est chargé d'en faire la communication à chaque commune intéressée.

Ce sont ici qu'interviennent les pouvoirs de réglementation du Conseil municipal. Celui-ci en effet est chargé de rédiger le projet de règlement pour l'exercice du pâturage sur les terrains appartenant à la commune et situés sur son territoire, soit sur celui d'une autre commune.

Ce projet de règlement doit indiquer :

La nature, les limites, la superficie totale des terrains communaux soumis au pâturage ;

Les limites, l'étendue des cantons qu'il y a lieu d'ouvrir aux troupeaux dans le cours de l'année ;

Les chemins par lesquels les bestiaux doivent passer pour aller au pâturage ou au pacage et en revenir ;

Les diverses espèces de bestiaux et le nombre de bêtes qu'il convient d'y introduire ;

L'époque à laquelle commence et finit l'exercice du pâturage suivant les cantons et la catégorie de bestiaux ;

La désignation du pâtre ou des pâtres communs choisis par l'autorité municipale pour conduire le troupeau à chaque commune ou section de commune ;

Et toutes autres conditions d'ordre et de police relatives à l'exercice du pâturage.

Avant le 1^{er} janvier de chaque année le maire doit faire

parvenir au préfet le projet de règlement rédigé en double minute. Le préfet en donne aussitôt connaissance au conservateur des eaux et forêts. Ce dernier, après avoir pris l'avis des agents locaux, présente ses observations dans le mois.

Le Conseil municipal et le préfet doivent remplir les mêmes formalités pour les baux concernant les pâturages communaux à affermer.

Le règlement délibéré par le Conseil municipal doit être affiché dans la commune, afin que les intéressés puissent adresser leurs réclamations au préfet, dans le mois qui suit la publication constatée par un certificat du maire (1).

« L'article 24 du décret du 11 juillet 1882, dont nous venons de rapporter les dispositions (2), fournit une énumération complète des indications générales que doit contenir un règlement de pâturage, et peut servir de base à l'établissement des règlements-types pour chaque contrée ; les époques d'ouverture et de clôture du pâturage aux différentes altitudes (pâturages de printemps, d'été, d'automne) le nombre des bêtes à introduire à l'hectare, les principales dispositions réglementaires variant peu d'une commune à l'autre dans la même région. Mais il importe, en outre, que le règlement de pâturages, dans chaque commune, soit approprié aux besoins des divers groupes d'habitants ou hameaux ; d'un autre côté, un bon règle-

(1) Décret du 11 juillet 1882, art. 24 et 25.

(2) Béquet-Laferrière. Répertoire de droit administratif. Voir article : Pâturage en terrain de montagne.

ment doit avoir pour but non seulement de conserver mais d'améliorer les pâturages ; il doit s'inspirer par suite, d'une étude approfondie du terrain et contenir l'indication de toutes les améliorations à réaliser, soit qu'elles s'appliquent au sol lui-même, comme l'enlèvement des pierres, l'extraction des plantes nuisibles, le drainage, l'irrigation, etc., soit qu'elles s'appliquent au bétail et à l'utilisation de ses produits comme les abris, chalets, fruitières, etc. »

Au reste, l'administration forestière fait étudier par le service pastoral les améliorations dont les pâturages communaux peuvent être l'objet et soumet, à ce sujet, au Conseil municipal, son projet de réglementation. Celui-ci pourra donc s'en inspirer en rédigeant le règlement.

Il peut arriver que le Conseil municipal ait refusé de faire le règlement exigé, ou bien ait négligé de le préparer en temps voulu, ou bien encore n'ait édicté que des mesures insuffisantes. Dans ces cas ce sera le préfet qui sera chargé de prendre le règlement. Il devra toutefois avoir pris l'avis d'une commission spéciale composée du secrétaire général ou du sous-préfet, président, d'un conseiller général, du plus âgé des conseillers d'arrondissement du canton, d'un délégué du Conseil municipal de la commune et de l'agent forestier. Le préfet pourrait agir de même si la commune n'avait pas consenti à modifier le règlement proposé par elle, conformément aux observations de l'administration. Il est à remarquer ici que si le règlement avait dû émaner du maire et non du Conseil municipal, les dispositions de la loi de 1882 eussent été

inutiles, le préfet se trouvant suffisamment armé par l'article 85 de la loi de 1884.

Le projet de règlement émané du Conseil municipal peut n'avoir donné lieu à aucune contestation, le préfet au bout d'un délai d'un mois le rend alors exécutoire, et retourne l'une des minutes au conservateur des forêts et l'autre au maire qui est chargé de le publier dans sa commune.

Les règlements établis ou modifiés par le préfet dans les conditions indiquées par l'article 13 de la loi du 4 avril 1884 sont exécutoires après notification au maire de la commune intéressée, conformément aux règles ordinaires admises, en matière forestière, pour les notifications administratives (1).

Les contraventions aux règlements de pâturage sont constatées et poursuivies dans les formes prescrites par les articles 137 et suivants du Code d'instruction criminelle. Les contrevenants sont passibles des peines portées par les articles 471 et 474 du Code pénal. L'article 463 sur la récidive est ici applicable.

(1) Loi du 4 avril 1882, art. 14 ; Déc. 18 juillet 1882, art. 26.

CHAPITRE IV

DU GLANAGE, RATELAGE ET GRAPILLAGE

Le glanage consiste à ramasser dans les champs les épis qui ont échappé aux moissonneurs.

Le râtelage s'applique aux prairies ; après l'enlèvement de la récolte, les gens pauvres porteurs d'un râteau attirent à eux les herbes fanées échappées aux travailleurs et en composent des faisceaux qu'ils emportent.

Le grapillage est l'enlèvement des grappes de raisins laissées par les vendangeurs, soit parce qu'elles ne sont pas encore mûres, soit parce qu'elles ont échappé à leur attention.

Ces vieux usages remontent à fort loin. Le *Lévitique* (1) en fait mention en défendant de glaner, c'est-à-dire de ramasser les épis gisant sur le sol, afin que les pauvres pussent en profiter. En France, une ordonnance de 1261 édictée par saint Louis consacra, dans notre ancien droit, le texte de la Bible. Il fut bientôt reconnu que le glanage pouvait être quelquefois une prime à la paresse et au vaga-

(1) Chap. 19, V. 9 et 6 et chap. 23, V. 22.

bondage. Ainsi une ordonnance de 1554 défendit-elle le glanage à toutes personnes, sinon « aux gens âgés, débiles, petits enfants, sous peine d'être punis comme voleurs ».

Au siècle dernier, la Constituante fut plus libérale, tout en défendant, dans les articles 21 et 22 de la loi de 1781, le glanage dans les lieux enclos et avant l'entier enlèvement de la récolte, elle ne permit pas au propriétaire de mener paître ses bestiaux dans le champ récolté dans les deux jours qui suivaient l'enlèvement de la récolte. Plus récemment encore, l'article 75 de la loi du 21 juin 1898, en défendant le grapillage et glanage dans les enclos, est venue encore confirmer implicitement ces usages qui, pourrait-on dire, sont l'impôt des pauvres.

§ 1. — *Les servitudes de glanage, de râtelage et de grapillage donnent-elles vraiment lieu à de nombreux abus?*

En 1808, lors du projet du Code rural, nombreux furent les départements qui exprimèrent des plaintes à ce sujet : « La question des inconvénients du glanage, du grapillage, du râtelage et du chaumage, ont dit, en effet, les rédacteurs de ce projet, a été vivement débattue ; les partisans de ces usages, pour établir le droit, ont avancé que le glanage était d'institution divine ; ils ont prétendu qu'une partie des Français se nourrissaient de ses produits ; et selon eux, ces portions de récoltes laissées sur le sol, devant y rester inutiles, il serait barbare d'en priver l'indi-

gent. Ces raisons ont séduit plusieurs esprits sages ; la Commission ne les trouve que spécieux. Le glanage, dit-on, empêche tous les ans une très grande quantité de grains de se perdre, il remplace une partie des aumônes que le riche serait obligé de faire au pauvre. Mais si l'aumône n'est pas libre, elle devient un impôt en faveur des pauvres, impôt qui doit être payé par tous et suivant les facultés de chacun. Or, le glanage ne tombe que sur les cultivateurs de blé, dans les champs ouverts ; il manque donc de la plus essentielle condition d'un impôt, l'égalité dans la répartition.... Il n'est pas payé par tous. Mais, dit-on encore, cette aumône est la moins préjudiciable possible à celui qui la fait puisqu'il ne donne que ce qui serait perdu. .. Mais les épis laissés sur le champ sont loin d'être perdus pour le cultivateur, ils servent à l'engrais et à la nourriture de ses animaux de toute espèce, soit qu'ils les mangent en grains, soit qu'après avoir germé ils fournissent d'excellent pâturage.... Le glanage attaque le droit de propriété, et, à moins d'un intérêt général bien prouvé, ce droit doit être inviolable, et, d'ailleurs, il ne s'agit ici que de l'intérêt de quelques individus. Si l'usage du glanage est consacré, le cultivateur ne peut plus, aussitôt qu'il le veut, labourer son champ pour y semer les sarrasins et les plantes qui se recueillent en automne ... il voit détruire, par une bande de glaneurs, les trèfles, luzernes, sainfoins, etc..., qu'il a semés dans le blé et dont les tiges, encore tendres, sont écrasées sous les pieds... Les champs sont livrés au pillage au profit de gens qui, se

croyant le droit de ramasser les épis laissés sur le sol, l'étendent à ceux qui sont en gerbe... Les moissonneurs qui savent que leurs femmes et leurs enfants glanent sous leurs pas, se permettent presque toujours de grossir leur part aux dépens de celle du maître. Les frais de moisson, en outre, s'augmentent par la rareté des bras. On préfère le travail libre du glanage au travail pénible de la moisson. Le glanage, enfin, est si peu un droit qu'il est permis à chacun de s'y soustraire, en environnant ses champs de clôture... »

Sans doute, nous ne le nierons pas, ces vieux usages peuvent entraîner des inconvénients, le grapillage donne quelquefois lieu à la rupture des clôtures et à la mutilation des souches, le râtelage prive le propriétaire d'un peu de foin pour ses bestiaux, mais, à notre avis, les raisons données par les rédacteurs du Code rural de 1808 pour en demander l'abolition, ne sont pas toutes convaincantes.

Peut-on raisonnablement accuser le glanage de retarder les labours, puisqu'il ne dure, en général, que deux ou trois jours(?) peut-on l'accuser d'être une cause de renchérissement de la main-d'œuvre, puisque ce sont exclusivement les vieillards, les femmes et les enfants qui le pratiquent(?). Si ces usages peuvent produire des abus, le maire n'est-il pas là pour y remédier par ses arrêtés et le garde-champêtre pour veiller à l'observation de ces derniers. Il faut être tolérant pour ces vieux usages qui ont pour origine une pensée de charité. Il est du devoir de tous les cultivateurs, propriétaires ou fermiers d'aider les pauvres

dans la mesure de leurs moyens, et ce sera là pour eux une occasion de faire une charité qui leur sera bien facile, car le profit de leur récolte ne sera pas sensiblement diminué. Que de vieillards et de familles chargées d'enfants seront alors heureux de pouvoir vivre, peut-être un ou deux mois, du produit de leur glanage !

Ces usages ne sont donc pas une tolérance faite par le propriétaire, ils constituent un droit qu'il est obligé de respecter. Il ne pourrait pas concéder ce droit, même à titre onéreux, fût-ce même à des ouvriers employés par lui à la moisson « parce qu'il priverait ainsi les individus, en faveur desquels le glanage a été établi, des ressources que l'humanité du législateur leur a réservées (1) ».

Il convient toutefois de faire remarquer que le glanage n'a plus la même raison d'être qu'autrefois et que le profit qui pouvait en être retiré a été singulièrement diminué par les conditions dans lesquelles s'opère la récolte aujourd'hui. En effet, ce n'est plus en « seyant » à l'aide de faucilles que le cultivateur fait la moisson mais en se servant de faux ou de machines agricoles, complétées par le râteau des champs. Les chaumes laissées par la faucille et dans lesquels tombaient de nombreux épis abandonnés par les cultivateurs n'existent plus aujourd'hui et cette méthode de culture est presque partout abandonnée.

(1) Cass. crim., 6 nov. 1857.

§ 2. — *Autorité chargée de régler le glanage,
le râtelage et le grapillage*

Les maires chargés de la police rurale concernant les récoltes devront veiller à ce que les droits dont nous venons de parler ne dégénèrent pas en vexation, et prendre toutes les mesures, toutes les précautions utiles pour qu'ils s'exercent légalement.

Les maires devront d'abord veiller à ce que les glaneurs se conforment à l'article 75 § 2 de la loi de 1898 qui défend de glaner, râteler ou grapiller dans les champs non complètement dépouillés de leurs fruits. Pour faire respecter cette prescription, il pourra prendre toutes les mesures qui lui semblent nécessaires et ordonner, par exemple, d'attendre que la vendange soit terminée dans toute l'étendue de la commune (1). En présence d'un tel arrêté serait punissable, celui qui grapillerait dans une vigne vendangée, si d'autres vignes de la commune ne l'étaient pas encore. C'est encore en vertu de la même idée, que la Cour de cassation a déclaré légal l'arrêté d'un maire qui, tout en fixant au 2 octobre l'ouverture des vendanges, n'avait permis le grapillage que le 25 du même mois (2). La Cour de cassation a décidé que ce règlement était appli-

(1) Cass. 25 mai 1848, D. P. 1848, 5, 22. — 27 janvier 1860, D. P. 1860, 1, 372.

(2) Crim. cass. 3 février 1827, aff. Grassier et Durand.

cable aux étrangers aussi bien qu'aux habitants de la commune.

De plus l'article 75 n'autorise le glanage et le grapillage que pendant le jour. Un maire pourra donc, pour rappeler cette disposition, défendre le grapillage dans les vignes d'autrui soit après le coucher soit avant le lever du soleil, tant que toutes les vignes de la commune ou du territoire n'auront pas été dépouillées de leurs fruits. Toutefois le maire ne pourrait modifier la disposition de la loi en prenant un arrêté défendant de glaner de 11 heures à 2 heures de la journée (1). L'article 75, en effet, ne fait d'exception pour aucune heure de la journée. Donc des mesures ne pourront être ordonnées que dans le silence de la loi ; lorsqu'elle se sera prononcée, le maire ne pourra la modifier.

Le glanage, le râtelage et le grapillage étant institués en vue des pauvres des campagnes, le maire pourrait décider que les habitants de la commune, pauvres, malades ou infirmes, auront seuls le droit de glaner ou de grappiller et ordonner en conséquence que tous ceux qui voudraient se livrer au grapillage et au glanage fassent des diligences pour obtenir une permission de l'autorité communale.

Il pourrait même défendre le glanage à toute personne non munie d'une carte délivrée par lui, ou ordonner que nul ne sera admis à glaner sur le territoire de la commune s'il n'est pas habitant de cette commune.

(1) Cass. crim. 25 décembre 1845, D. P. 46, 4, 149.

(2) Cass. crim. 14 janvier 1848, D. P. 48, 1, 64. — 3 décembre 1859, D. P. 1859, 1, 520.

Il outrepasserait toutefois ses pouvoirs si, sous prétexte d'assurer la réglementation du grapillage et du glanage, il empêchait les citoyens de passer sur les chemins publics bordant des champs dont les récoltes seraient encore sur pied ou défendait à tous les habitants d'aller faire de l'herbe dans les blés.

Les anciens édits et règlements sur le glanage, le râtelage et le grapillage, subsistent-ils encore dans celles de leurs dispositions qui sont relatives à des cas sur lesquels la loi du 28 septembre 1791, le Code pénal, et la loi de 1898 ne se sont pas expliqués? L'affirmative a été jugée dans une espèce où il s'agissait du râtelage avec des râteaux à dents de fer dans des terres emblavées de trèfle ou de luzerne (1). La Cour de cassation a encore jugé que l'article 741 Code pénal a laissé le glanage sous l'empire de la législation restrictive qui le régissait lors de sa promulgation; qu'en conséquence était légal l'arrêté du maire portant que « nul ne pourra se livrer au glanage des olives, sans en avoir l'autorisation écrite, qui ne sera délivrée qu'aux personnes indigentes, cet arrêté n'ayant pour but que d'assurer l'exécution de l'article 10 de l'édit de novembre 1554 encore en vigueur, lequel ne permet de se livrer au glanage « qu'aux gens vils et débilités de membres, petits enfants ou autres personnes qui n'ont pouvoir, ni force de seyer » (2).

Enfin un arrêt du 8 octobre 1840, décide de même que

(1) Cass. crim. 23 décembre 1888, aff. Rigaud.

(2) Cass. crim. 10 juin 1843, aff. Anne et Françoise Jubert.

les anciens règlements qui ne permettent le glanage qu'aux gens pauvres et hors d'état de pouvoir travailler pendant la moisson, n'ont point été abrogés par le Code pénal.

Il est cependant un usage que l'article 75 de la loi de 1898 est venu définitivement interdire ; cet article, en effet, prohibe le glanage et le grapillage dans les enclos « même dans les contrées où les usages locaux les ont établis ».

Quelles sont les pénalités qu'encourent ceux qui violent les lois et les règlements en cette matière ?

L'article 481 § 10 du code pénal punit d'une amende de 2 à 5 fr. ceux qui, sans autre circonstance, auront glané, râtelé ou grapillé dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil. L'article 22 de la loi de 1791, qui, suivant les circonstances, ordonnait en cas de contravention la prison, est donc abrogé puisque la peine la plus douce détruit la peine la plus forte.

CHAPITRE V

DES MESURES DESTINÉES A PRÉVENIR LES FLÉAUX CALAMITEUX

La loi du 5 avril 1884, article 97, § 6, charge le maire du soin de prévenir par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution de secours nécessaires, les inondations et les épizooties. La loi du 21 juin 1898 est venue encore confirmer ces dispositions en édictant certaines mesures pour le cas où ces fléaux viendraient à se montrer dans les campagnes, le préfet même a été appelé à intervenir dans certains cas. C'est lui, par exemple, qui, sur l'avis du Conseil général et des Chambres consultatives d'agriculture, prescrira les précautions nécessaires pour écarter les dangers d'incendie; d'un autre côté ses attributions sont nombreuses en ce qui concerne les épizooties. Nous allons préciser, dans le cours du chapitre, le rôle respectif du préfet et du maire.

SECTION I. — Inondations

Une inondation est l'irruption que font les eaux d'une rivière, d'un cours d'eau quelconque, d'un lac ou d'un étang sur les propriétés voisines.

La rapidité ordinaire avec laquelle les inondations se répandent peut anéantir et ruiner les cultures avoisinant le cours d'eau débordé. Il était donc nécessaire qu'une autorité administrative fût chargée de prévenir ces dégâts dans la mesure du possible. C'est au maire qu'incombe ce devoir.

La loi des 16-24 août 1790 ne mentionnait pas explicitement les inondations parmi les fléaux calamiteux qu'il appartient au maire de prévenir par des précautions convenables, mais elles y étaient implicitement comprises. L'article 97 de la loi municipale, ainsi que nous le faisons remarquer tout à l'heure, a mentionné les inondations parmi les fléaux calamiteux et l'article 7 de la loi du 24 juin 1898, ordonne au maire, en cas d'inondation, de prescrire « l'exécution des mesures de sûreté exigées par les circonstances ».

Donc lorsque la crue des rivières ou des cours d'eaux torrentueux commence, ou que de fortes neiges et autres signes précurseurs des inondations se manifestent, les maires devront visiter les rivières et faire enlever tout ce qui pourrait gêner l'écoulement des eaux. Ils devront empêcher que les prairies ne soient submergées par la trop grande élévation des écluses des moulins, et par les autres ouvrages d'art établis sur les rivières.

Si le danger est imminent, ils devront réunir autour d'eux le plus possible de moyens de secours, et à cet effet, ils feront appel à l'activité des habitants et les dirigeront. Il faut toutefois faire remarquer que les mesures à prendre

pour prévenir ces inondations consistent le plus souvent dans de grands travaux de défense dépassant les pouvoirs d'une simple municipalité. Le préfet chargera alors de ce soin l'administration des ponts et chaussées et au besoin la force militaire. Au reste l'article 475, n° 12 du Code pénal punit d'une amende de 6 francs à 10 francs inclusivement ceux qui, le pouvant, auraient refusé ou négligé de faire les travaux, le service ou de prêter le secours dont ils auront été requis dans la circonstance d'inondation.

SECTION II. — Incendies.

Les incendies sont au premier rang des accidents et fléaux calamiteux que l'autorité municipale doit prévenir ou faire cesser par des précautions ou des secours convenables. A la campagne plus que partout ailleurs, des mesures préventives sont nécessaires.

§ 1. — *Meules de grains et de fourrage*

Les meules de grains et de fourrage sont matières essentiellement inflammables et peuvent lorsqu'elles sont incendiées propager le feu à des villages entiers qui brûleront d'autant plus facilement que les campagnes sont toujours mal organisées pour combattre le fléau. D'un autre côté les forêts sont sans cesse la proie des flammes et il est nécessaire que dans la mesure du possible une autorité soit chargée de prévenir l'incendie.

L'article 11 de la loi du 11 juin 1898 autorise les maires

à prescrire que « les meules de grains, de paille, de fourrage, etc., soient placées à une distance déterminée des habitations et de la voie publique. »

Les accumulations de meules de fourrages, de paille, de grains près des habitations présentent, en effet, comme nous venons de le faire remarquer, de sérieux dangers. Il convenait, dans l'intérêt de la sécurité publique, d'édicter certaines règles et de les insérer dans le Code rural. Cet article 11 n'est d'ailleurs que la reproduction légèrement amendée de la loi du 6 octobre 1791, chap. 2, art. 10.

La mesure doit-elle s'appliquer aux lieux clos comme à ceux qui sont ouverts? Sous l'ancienne législation la chose ne faisait aucun doute et la jurisprudence était unanime à décider que l'arrêté du maire s'appliquait aux lieux ouverts comme aux cours fermées (1). Aujourd'hui il n'en est plus de même. Le maire ne pourrait défendre d'élever des meules de fourrage dans les fermes dont les cours sont fermées, cela résulte de la discussion de la loi. Nous y lisons en effet : M. Séblin : « Il reste bien entendu, je pense, que dans les fermes dont les cours sont fermées, le propriétaire ou l'exploitant aura toujours le droit... Permettez-moi d'achever, cela peut être la cause de véritables révolutions dans les habitudes agricoles de nos villages, je dis que, dans les cours fermées, il est impossible que le propriétaire ou son représentant n'ait pas le droit de ren-

(1) Cass. crim., 3 sept. 1807. — Cass. crim. 19 nov. 1829. — Cass. crim. 7 sept. 1848, D. P. 48, 1,210. — Cass. crim., 14 août 1852, D. P. 52, 5,45.

trer ses récoltes et de faire des meules ». M. le Ministre de l'Agriculture : « Cela ne fait pas de doute. Ce qu'on a voulu éviter, c'est qu'un passant mette le feu à une meule de foin ou de paille placée trop près des maisons. On n'a pas entendu réglementer ce qui se passe dans l'intérieur des fermes ». Dans les fermes de l'Ouest, il est en effet presque impossible de ne pas mettre le pailler dans le voisinage des maisons. L'aire d'une ferme est attenante à l'habitation du fermier et ne serait-ce pas une révolution à introduire dans la pratique constante que de l'obliger, d'après la volonté du maire, trouvant que la distance est insuffisante, à ne pas s'en servir pour y déposer ses gerbes. Ne faudrait-il pas alors transformer la disposition générale de la ferme, car elle est toujours organisée avec une maison joignant l'aire où se fait le battage des grains. Or cette transformation serait coûteuse.

Serait donc illégal l'arrêté du maire défendant l'élévation de meules de fourrage même dans l'intérieur des cours fermées.

Ordinairement les arrêtés prescrivent les distances ci-après pour les meules de paille :

De 20 à 50 mètres des agglomérations ;

De 10 mètres des routes et chemins ;

De 3 mètres seulement des clôtures extérieures, lorsque les meules ou dépôts sont placés dans des cours ou enclos de fermes ou d'habitations.

§ 2. — *Couvertures en chaume ou en paille*

L'emploi des couvertures en chaume, en paille, en rebardeau (bois fendu) fournissent une prise si facile, un élément si favorable aux incendies, qu'il faut attribuer à cet emploi la destruction presque complète et en quelques heures de villages ou hameaux importants. C'est pourquoi l'article 9 de la loi de 1898 donne le pouvoir au préfet, sur l'avis conforme du Conseil général, d'interdire « dans l'étendue du département, l'emploi de certains matériaux pour la construction des bâtiments ou celle des toitures, ou prescrire les précautions qui devront être adoptées pour la construction. » Cependant comme ces couvertures en chaume offrent aux cultivateurs des avantages incontestables pour la conservation des fourrages et des fruits, il résulte du rapport de M. Peaudecarf au Sénat (1), que la prohibition pourra être prescrite là seulement où les bâtiments ne sont point isolés, c'est-à-dire que la mesure ne saurait atteindre que les bâtiments situés dans les bourgs, les villages et les hameaux, et non pas ceux d'une ferme située en dehors de l'agglomération.

Le droit de décider n'est accordé que par mesure générale et pour l'étendue du département, afin d'éviter des abus de pouvoir.

(1) Rapport de M. Peaudecarf, annexe du Sénat, page 246, colonne 2, séance du 7 juin 1889.

§ 3. — *Feux dans les champs*

Les cultivateurs ont souvent l'habitude de brûler dans les champs les mauvaises herbes qu'ils viennent d'en retirer. Ces feux allumés trop près des bois, des vignes et des meules de paille peuvent être une cause d'incendie. Personne n'ignore que les incendies des bois, des forêts sont dus le plus souvent à des feux que les enfants, les gardiens de troupeaux, les nomades allument trop près de bruyères ou des lisières des bois : les herbes sèches prennent feu, et l'incendie suit, se propage rapidement. De plus le feu allumé par les paysans près des haies les détériore et les détruit, surtout au printemps, quand les haies sont en pleine sève. Elles n'ont pas cependant une valeur indifférente pour le cultivateur. Elles servent de clôture à sa propriété, et d'autre part elles lui fournissent le bois nécessaire pour le chauffage de la ferme et notamment du four. Comme clôtures, elles sont souvent supérieures à celles qui sont constituées par des murs en pierre sèche ou même par des murs bâtis. Il était donc nécessaire que le législateur chargeât le préfet de prendre des mesures préventives à ce sujet : « Le préfet, dit l'article 10 de la loi de 1898, sur l'avis du Conseil général et des Chambres consultatives d'agriculture, prescrit les précautions nécessaires pour écarter les dangers d'incendie et, notamment, l'interdiction d'allumer des feux dans les champs à moins d'une dis-

tance déterminée des bâtiments, vignes, vergers, haies, bois, bruyères, meules de grains, de paille, des dépôts régulièrement autorisés de bois et autres matières inflammables appartenant à autrui. Il peut, sur l'avis du maire, lever temporairement l'interdiction, afin de permettre ou de faciliter certains travaux. »

Lors de la rédaction de cet article on avait proposé une règle uniforme. Le texte proposé par la Commission du Sénat (1) était en effet ainsi libellé : « Il est interdit d'allumer du feu, de faire brûler des broussailles, des herbes, etc. dans les champs, à moins de cent mètres des maisons, des vergers, des bois, des forêts, des bruyères, des meules de grains, de pailles, de fourrages, ou des dépôts de fagots, bourrées et autres matières inflammables régulièrement autorisées. Les broussailles, herbes sèches, que veulent brûler les cultivateurs, doivent toujours être allumées par petits tas, au moins une heure avant le coucher du soleil. » A la séance du 19 novembre 1889, la distance fut réduite à 40 mètres, le 10 mars 1890 M. Girault proposa 30 pour les maisons, et 50 mètres pour les meules de grains, de pailles, de fourrages. Mais on reconnut que l'article tel qu'il était proposé avait des inconvénients. En effet telle ou telle mesure, comprise dans les dispositions de détail de cet article, pouvait être considérée comme nécessaire ou au moins utile dans certaines contrées, tandis qu'au contraire, elle pouvait être nuisible ou au moins inutile

(1) Rapport de M. Peaudecerf, 1889.

dans d'autres. Il était nécessaire de laisser plus de liberté aux usages locaux, et plus de latitude aux autorités et assemblées locales. C'est pourquoi tout en maintenant en principe les interdictions et les prescriptions générales de la loi, on laisse aux préfets le soin de déterminer la distance.

Le préfet devra donc, sur l'avis du Conseil général et des Chambres consultatives d'agriculture, prescrire les précautions nécessaires pour écarter les dangers d'incendie et interdire d'allumer des feux à moins d'une distance déterminée des vignes, vergers, haies, etc... Il aura la faculté d'établir les exceptions qui, dans chaque localité, seraient considérées comme nécessaires, et ne maintiendra en vigueur, que les prescriptions et interdictions vraiment utiles ; par exemple, la défense d'allumer des feux quand il fait du vent ; l'obligation de quitter les feux seulement quand ils sont éteints, et une heure avant le coucher du soleil.

L'interdiction d'allumer des feux, édictées par le préfet, ne s'adressera pas toutefois au propriétaire, qui restera libre d'allumer du feu chez lui, près de ses haies (si elles ne sont pas mitoyennes), près de ses immeubles, de ses vignes. C'est ce qui résulte du premier paragraphe de l'article 10, qui se termine par ces mots : « Appartenant à autrui. » Cette disposition a été introduite dans la loi, dans le but de ne pas entraver cet usage qui consiste à allumer du feu dans le but de produire des nuages artificiels qui protègent les vignes contre les gelées de printemps, en

s'opposant au rayonnement nocturne. Si donc, près des vignes d'autrui, il est défendu d'allumer des feux, le propriétaire de vignobles peut en faire dans ses propres vignes.

Pour permettre et faciliter certains travaux, il peut même arriver qu'il soit nécessaire de lever ces interdictions, le préfet pourra le faire sur l'avis du maire.

§ 4. — *Appareils mécaniques agricoles*

Des incendies peuvent encore être allumés dans les meules de foin et de fourrage par les appareils mécaniques dont on fait usage dans certaines exploitations agricoles. De plus, ces appareils sont entre les mains d'ouvriers trop peu instruits, qui rient le plus souvent des conseils qui leur sont prodigués, de là la cause de nombreux accidents. L'article 12 de la loi de 1898 permet au préfet de remédier à ces inconvénients : « Le préfet, après avis du Conseil général et des Chambres consultatives d'agriculture, détermine les mesures à prendre dans toute exploitation agricole où il est fait usage constant ou momentané d'appareils agricoles, afin d'éviter les dangers spéciaux pouvant résulter de ces appareils, dangers d'incendie ou dangers concernant les personnes. »

Le préfet, pour éviter le danger causé par les étincelles qui s'échappent des machines, devra donc fixer la distance minima à laquelle les machines doivent être placées près des habitations. Grâce aux progrès considérables que les cons-

tracteurs ont introduits dans la fabrication et la construction des machines à vapeur locomobiles qui viennent faire la battaison dans les campagnes, la plupart des cultivateurs battent leurs grains à la machine, et il est difficile, maintenant, de fixer une distance uniforme à laquelle les locomobiles doivent être placées près des bâtiments.

C'est qu'en effet, on trouve des machines à battre les grains, non pas seulement dans les grandes fermes, où l'on ne rencontre que des machines à grand travail, mais même dans les petits villages ; il n'est pas rare de voir maintenant dans un hameau, qui ne contient que deux ou trois maisons avec des cours très exiguës, une petite machine à battre de la force de deux ou trois chevaux. Ces machines appartiennent à des entrepreneurs qui viennent battre la récolte d'un petit manouvrier : et il est certain que la prescription d'une distance fixe aurait pu gêner considérablement ce travail, et même l'empêcher dans un certain nombre de cas.

Toutefois, l'arrêté préfectoral concernera exclusivement le placement de la machine quand elle arrivera à la ferme et son fonctionnement, mais nullement la construction. Cela résulte de la discussion de la loi (1). Les nécessités pratiques de la fabrication exigent, en effet, que ce soit un arrêté ministériel qui dise : « Les machines locomobiles auront une cheminée, un foyer, une chaudière installée de telle façon. » La réglementation ministérielle (2) sur la

(1) Voyez Sénat. Séance du 10 mars 1897. Discours de M. La-combe.

(2) Décret du 25 janvier 1865.

construction des machines locomobiles, appartient au ministère des travaux publics, et seule cette administration supérieure doit la régler par des arrêtés ou la faire régir par décret.

Dans un grand nombre de machines agricoles, depuis la batteuse locomobile et la batteuse à manège, mue par des chevaux ou des bœufs, jusqu'au modeste ventilateur appelé tarare, on rencontre des pièces extrêmement dangereuses. Les préfets exigeront l'isolement de ces pièces, de façon que les ouvriers, et notamment les adultes et les enfants qui sont employés aux travaux agricoles, soient à l'abri du danger.

On a voulu que, quand on emploierait un moteur mécanique dans une ferme ou dans une exploitation agricole, les mesures spéciales de protection nécessaires au point de vue des personnes et au point de vue des choses soient prises. Dans ces conditions, ne valait-il pas mieux abandonner la réglementation à faire dans chaque cas particulier aux préfets ? En laissant à chacun d'eux la mission d'apprécier suivant les engins, les mesures de précaution à prendre, on donnait à la loi un caractère plus général et on en facilitait l'application.

L'article 12 s'applique, sans distinction, à tous les divers appareils et engins mécaniques employés dans les fermes ; les appareils fixes comme les moulins agricoles sont même soumis à la réglementation et ils doivent être établis dans des conditions telles qu'ils assurent la sécurité

des travailleurs, et qu'ils ne présentent pas un danger permanent d'incendie pour toute la commune (1).

Comme pour le cas d'inondation, lorsque les incendies éclatent, les maires ont un pouvoir presque discrétionnaire. Ils peuvent exiger le concours de tous ceux qui se montrent à leur vue; étrangers comme gens du pays, tous doivent obéir. Lorsque les incendies se renouvellent, ou même quand on a lieu de craindre qu'ils se manifestent, les maires peuvent ordonner à leurs administrés de faire des rondes extraordinaires.

Ceux qui n'obtempèrent pas aux ordres du maire sont passibles d'une amende de 6 à 10 francs, en vertu de l'article 475 n° 12 du Code pénal.

SECTION III. — Épizooties

Le mot épizootie désigne toutes les maladies contagieuses des animaux. Ces maladies contagieuses sont une cause redoutable de destruction pour les bestiaux et particulièrement pour les bêtes à cornes, elles peuvent même être une cause de danger pour l'espèce humaine, c'est pourquoi elle doivent être soumises aux dispositions permanentes de la loi. De plus les animaux sur lesquels elles sévissent constituent une valeur parfois considérable, ce qui met ainsi en péril la fortune privée et la fortune publique. On conçoit donc que l'autorité administrative soit chargée d'enrayer autant que possible, le mal dans la

(1) Séance du 10 mai 1890 Sénat.

racine et d'en empêcher la propagation par des prescriptions qui doivent être rigoureusement observées.

Au reste ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a reconnu la nécessité de ces mesures, les premières remontent au commencement du xviii^e siècle. Auparavant les chroniques nous parlent souvent des épizooties qui amenaient la dépopulation presque entière des provinces où elles sévissaient, mais il n'est question d'aucune mesure préventive ayant pour but de protéger les animaux domestiques, par des prescriptions sanitaires contre les atteintes et les sévices de la contagion.

Un arrêt du Conseil du 10 avril 1714 fut rendu à la suite d'une épizootie qui éclata au centre de la France. Cet arrêt se borne à ordonner l'enfouissement jusqu'à trois pieds de profondeur de tous les cadavres des animaux morts de la maladie. « Car, dit l'arrêté, la plupart des propriétaires les abandonnent dans les campagnes et sur les chemins après en avoir fait arracher la peau. » Toute contravention à cet arrêté était punie d'une peine de cent livres d'amende et de deux cents livres, en cas de récidive, avec peine afflictive.

La même année un autre arrêté du Conseil fut rendu, le 17 septembre, pour défendre de conduire les animaux malades sur les foires et marchés. Quelques années plus tard en 1734, la contagion venant de la Hongrie et des provinces voisines, le roi défendit par une ordonnance l'importation en France des animaux venant des pays où régnait la maladie.

Le 24 mars 1745, la Cour du parlement rendit un arrêt où les précautions sont multipliées pour éviter la propagation de la peste bovine. Parmi ces mesures on peut citer : le recensement de toutes les étables dans les communes envahies, leur visite deux fois par semaine « par des personnes à ce intelligentes » ; la déclaration obligatoire, qui doit être faite incontinent soit aux officiers du roi, soit à ceux des seigneurs hauts justiciers à qui la police appartient ; l'isolement des bêtes malades ; l'interdiction du droit de parcours ou d'usage sur les territoires voisins par les communautés infectées ; l'interdiction de sortie des bestiaux des baillages et lieux infectés ; la visite préalable des animaux destinés à être vendus. Ces prescriptions étaient assurées par des peines sévères : cent à trois cents livres d'amende en cas d'infraction.

Le 19 juillet 1746, nouvel arrêt du Conseil interdisant la circulation des bestiaux provenant des localités infectées. Les foires et marchés dans les localités exemptes du fléau faisaient l'objet d'une étroite surveillance pour empêcher les animaux suspects d'y être amenés. Des peines sévères étaient infligées aux syndics de paroisse et aux officiers de police qui manquaient aux prescriptions de l'arrêté.

Malgré toutes ces mesures, la peste bovine en 1771 fit une nouvelle invasion en France et le Conseil dû rendre un nouvel arrêt en date du 31 janvier. Voici les principales mesures qui y sont édictées : immobilisation des bêtes à cornes dans les lieux infectés ; séquestration étroite

des malades, signalement et interdiction des lieux infectés ; défense de circuler sur les voies qui y aboutissent ; marque de tous les animaux ; défense de toutes transactions ayant pour objet les bêtes à cornes ; amendes et même emprisonnement pour les contrevenants.

Trois années plus tard un arrêt du Conseil du 18 décembre 1774 aggrava encore les mesures en déclarant l'abatage obligatoire. Seulement il accordait une indemnité et n'autorisait l'abatage dans les villes, bourgs et villages, que jusqu'à concurrence des dix premières bêtes seulement.

On ne tarda pas à s'apercevoir que cette mesure était insuffisante, car la disposition qui autorisait l'abatage de dix bêtes seulement avait pour effet de laisser souvent dans l'étable quelques autres bêtes atteintes du fléau qui ainsi n'était pas enrayé. De là l'arrêt du 30 janvier 1775. En vertu de cet arrêt tous les animaux reconnus malades devaient être tués sur le champ et enterrés aussitôt qu'on avait constaté les signes de l'épizootie. Une indemnité était accordée aux propriétaires et une amende de 500 livres infligée aux contrevenants ; des perquisitions pouvaient même être faites dans les étables pour découvrir les contraventions.

En 1778 la Cour du parlement de Paris rend un arrêt sur la clavelée du mouton qui sévissait dans certaines paroisses du ressort et en 1784 un arrêt du Conseil est édicté pour prévenir en particulier les dangers de la morve.

Le Directoire ordonna le 17 messidor an V, de remettre en

vigueur toutes les mesures édictées par les règlements antérieurs, à l'exception toutefois de l'abatage.

En 1815, les armées de la coalition avaient amené, avec leurs troupeaux d'approvisionnement, la peste des steppes, aussi le Gouvernement fut-il obligé de remettre en vigueur les arrêts du Conseil de 1774 et de 1775. Quelques années auparavant, les articles 459, 460, 461 et 462 du Code pénal avaient édicté certaines peines pour ceux qui contrevenaient aux prescriptions sanitaires sur les maladies contagieuses des animaux.

Désormais il faut remonter jusqu'à 1865 pour trouver de nouvelles mesures. A cette époque la peste bovine avait fait irruption en Belgique et en Hollande. Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce dû alors prendre un arrêté pour délimiter la zone de frontière par laquelle il était interdit d'introduire en France et de faire le transit des animaux de l'espèce bovine. Un décret du 5 septembre avait en effet donné à ce ministre les pouvoirs nécessaires « pour interdire l'importation en France des animaux domestiques dont l'entrée présentait des dangers au point de vue du typhus contagieux, ou pour la subordonner à telles mesures qui pourraient être nécessaires pour prévenir l'invasion de la maladie. » Une loi du 30 juin 1866 fixait l'indemnité due en cas d'abatage.

Un décret du 30 septembre 1871, tout en fixant les règles sur lesquelles doit être basée l'indemnité allouée par la loi du 30 juin 1866, donna aux préfets le pouvoir de prendre des arrêtés pour permettre le transport vers des centres de

consommation soit des animaux destinés à être abattus comme suspects, soit de viandes provenant de ces animaux. Les animaux ainsi transportés ne devaient pas être détournés de leur destination et devaient être abattus aussitôt leur arrivée à l'abattoir, pour cela des prescriptions spéciales étaient édictées.

Cependant tous ces anciens règlements restèrent insuffisants pour opposer un frein sérieux à la propagation de la maladie et on reconnut la nécessité de créer une nouvelle législation. En 1871-72 une Commission spéciale fut chargée de rédiger un projet de loi sur la matière ; ses travaux ne donnèrent aucun résultat. Un décret du 24 mai 1876 institua alors un Comité consultatif des épizooties. Ce Comité continua les travaux de la Commission de 1871 et un projet de loi déposé au Sénat à la date du 4 novembre 1878 devint la loi du 21 juillet 1881. Cette législation abrogeait toutes les dispositions antérieures sur la matière. Enfin un règlement d'administration publique du 22 juin 1882 compléta la loi de 1881.

La loi des 21-23 juin 1898 dans ses articles 29 à 64 a reproduit, moins la section relative aux pénalités, les dispositions de la loi de 1881. Le Gouvernement dans son projet, renvoyait purement et simplement à cette loi mais la Commission du Sénat, après le rapport de M. Peaudecerf (1), décida, au contraire, d'insérer dans la loi celle de

(1) Rapport de M. Peaudecerf au Sénat, *Officiel* 1889, Sénat, Annexe n° 166, page 248.

1884, n'apportant à son texte que de très légères modifications.

Faisons remarquer toutefois, que les articles 52 et 53 ne se trouvent pas dans la loi de 1884 et qu'en outre l'art. 29 augmente le nombre des maladies contagieuses. Ces nouvelles maladies sont : le charbon emphysémateux ou symptomatique et la tuberculose dans l'espèce bovine ; la fièvre charbonneuse, le sang de rate dans les espèces chevaline, bovine, ovine et caprine ; le rouget, la pneumo-entérite infectueuse dans l'espèce porcine.

Le préfet et le maire ont des mesures nombreuses à prendre en cas d'épizooties. Ces autorités se trouvent en bonne place pour constater la maladie et en enrayer de suite les progrès ; aussi la loi leur a donné à ce sujet des pouvoirs importants. Déjà la loi municipale de 1884, reproduisant les termes de celle de 1790, avait confié au maire le soin de prévenir et de faire cesser les maladies épizootiques, mais cette loi n'a qu'un intérêt secondaire, car la loi de 1898 est venue préciser les obligations du maire sur la matière.

Des mesures peuvent être prises pour toutes les maladies en général, d'autres sont spéciales au contraire à chaque maladie. Nous nous occuperons d'abord des premières et nous passerons ensuite à l'étude des autres.

§ 1. — *Mesures communes à toutes les maladies*

Les principales maladies épizootiques sont : la rage dans toutes les espèces ; la peste bovine dans toutes les espèces de ruminants ; le péripleumonie contagieuse, le charbon

emphysémateux ou symptomatique et la tuberculose dans l'espèce bovine ; la clavelée et la gale dans les espèces ovine et caprine ; la morve, le farcin, la dourine dans les espèces chevaline et asine ; la fièvre charbonneuse ou sang de rate dans les espèces chevaline, bovine, ovine et caprine ; le rouget, la pneumo-entérite infectueuse dans l'espèce porcine.

La peste bovine est la plus redoutable des maladies épizootiques ; très répandue autrefois, elle inspira les nombreux arrêts que nous avons tout à l'heure passés en revue. Les cas de peste bovine sont encore fréquents et il est d'autant plus nécessaire de prendre des mesures contre cette maladie, qu'elle peut s'attaquer à tous les ruminants ; elle ne présente pas cependant dans toutes les espèces le même caractère de gravité. Les bêtes à cornes qui en sont atteintes succombent presque toujours à la maladie, tandis que chez les petits ruminants, tels que les moutons, elle entraîne rarement la mort. Même chez ces animaux, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales et préventives de la peste bovine, car ils peuvent contaminer les bêtes à cornes et propager la maladie sur les marchés. Ainsi qu'on a pu le constater souvent, si les autorités publiques qui sont chargées de prendre les mesures les ont fait observer rigoureusement, le fléau est facilement enrayé, tandis qu'au contraire, si elles n'ont pas eu ce soin, la maladie se propage avec rapidité.

La péripneumonie contagieuse, spéciale à l'espèce bovine, est non moins dangereuse pour les animaux ; très

répandue dans notre pays, elle cause de nombreux ravages, certaines contrées même en sont complètement infectées. Le germe de la maladie se développe dans un délai qui varie de six semaines à deux mois. Trop souvent, les autorités n'ont pas assez veillé à la propagation du mal, car on a l'habitude de le considérer à tort comme impossible à enrayer. Antérieurement à la loi, la vente des animaux était permise et les transports s'effectuaient en toute liberté. La maladie mettant longtemps à se déclarer, les agriculteurs ne soupçonnaient pas qu'ils achetaient des animaux contaminés et la contagion se répandait dans toutes les étables.

La tuberculose dans l'espèce bovine présente un caractère particulier de gravité, car elle peut se communiquer facilement à l'espèce humaine. Elle est d'autant plus perfide que souvent des animaux qui présentent tout l'aspect extérieur de bonne santé sont gravement atteints. Le lait des vaches tuberculeuses peut même communiquer la maladie à ceux qui le boivent.

La clavelée est la variole des espèces ovine et caprine, elle se propage avec une très grande rapidité, lorsqu'elle atteint un troupeau de moutons, en quelques jours tous les animaux sans exception succombent à la maladie.

La gale chez ces mêmes espèces est aussi contagieuse, tout en présentant moins de gravité pour les animaux atteints, elle fait perdre au propriétaire toutes les toisons.

La fièvre aphteuse atteint les espèces bovine, ovine, caprine et porcine; dans ces dernières années, elle a pris

une grande extension et a envahi de nombreux départements. Si elle ne cause que rarement d'accidents mortels, elle fait subir aux propriétaires des pertes graves, car elle fait maigrir les animaux, tarit le lait et les empêche de travailler pendant plusieurs mois. Elle se propage avec une très grande rapidité, car les animaux atteints répandent en allant au pâturage des matières purulentes par lesquelles se communique la contagion. Cette maladie est vulgairement appelée cocotte.

Dans les espèces chevaline, asine et leurs croisements il faut énumérer la morve, le farcin, la dourine.

La morve et le farcin sont des maladies particulièrement dangereuses parce qu'elles sont susceptibles de se communiquer à l'espèce humaine chez laquelle elles sont presque toujours une cause de mort.

La dourine se transmet d'un sexe à l'autre par les voies génitales, elle se répand avec rapidité et est souvent mortelle. Elle a été importée d'Orient en France il y a une trentaine d'années.

La rage est susceptible de se communiquer à toutes les espèces, elle se transmet par l'inoculation. Des précautions rigoureuses doivent être prises contre elle, car elle est une maladie terrible chez l'espèce humaine.

Les affections charbonneuses sont de nature endémique ; ce sont des influences locales qui leur donne naissance, mais elles ne se répandent pas moins avec une très grande rapidité. Des mesures spéciales sont prescrites contre elles.

Cette énumération de l'article 29 n'est pas limitative ; d'après l'article 30, un décret du Président de la République, rendu sur le rapport du Comité consultatif des épizooties, « pourra ajouter à la nomenclature des maladies réputées contagieuses dans chacune des espèces d'animaux énoncées ci-dessus toutes autres maladies contagieuses dénommées ou non, qui prendraient un caractère dangereux. Les mesures de police sanitaire pourront être étendues, par un décret rendu dans la même forme, aux animaux d'espèces autres que celles qui ont été énumérées. »

Toutes les mesures à prendre incombant, soit aux particuliers, soit aux administrations publiques municipales ou départementales sont énumérées dans la loi de 1898 et dans un décret du 22 juin 1882.

Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint de l'une des maladies contagieuses prévues par les articles 29 ou 30 de la loi de 1898, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration au maire de la commune où se trouve l'animal. Le vétérinaire qui sera appelé à visiter l'animal vivant ou mort, sera tenu également de faire la déclaration.

Cette déclaration permet de prendre de suite des mesures générales qui empêchent la propagation de la maladie. Sans doute, l'autorité pourrait apprendre indirectement l'existence de l'épizootie, mais alors il serait déjà trop tard pour prendre des mesures préventives car, au lieu d'un cas

isolé, le maire se trouverait déjà en face de cas disséminés sur plusieurs points de la commune. Quoi de plus facile pour un propriétaire que de prévenir l'autorité lorsqu'il remarque que son écurie ou son étable est atteinte du fléau? Il aura été averti de la maladie par le vétérinaire qui est venu visiter l'animal, ou bien en voyant que plusieurs animaux sont atteints, il soupçonnera de suite l'existence de l'épizootie.

L'animal atteint ou soupçonné d'être atteint de la maladie contagieuse doit alors être immédiatement séquestré, séparé et maintenu isolé autant que possible des autres animaux susceptibles de contracter cette maladie. Il n'y aura même pas besoin d'attendre que l'autorité administrative ait répondu à l'avertissement. L'isolement n'a pas besoin d'être absolu, ce qui serait impossible dans certaines fermes.

On ne peut transporter l'animal ou le cadavre avant que le vétérinaire sanitaire l'ait examiné. La même interdiction est applicable à l'enfouissement, à moins que le maire, en cas d'urgence, n'en ait donné l'autorisation spéciale.

Dans certains cas, le propriétaire peut avoir intérêt à faire abattre de suite l'animal atteint de l'épizootie afin de pouvoir le livrer à la boucherie; dans ce cas, il ne pourra faire disparaître l'animal avant que l'autopsie en ait été faite par le vétérinaire délégué. Le maire transmet de suite au préfet le procès-verbal de constatation dressé par le vétérinaire.

Une fois le maire prévenu de l'existence de l'épizootie, il est de toute nécessité de mettre fin par des mesures rigoureuses à la propagation de la maladie, le maire et le préfet sont chargés de ce soin.

Le maire doit donc, dès qu'il a été prévenu, s'assurer de l'accomplissement des prescriptions que nous venons d'étudier et y pourvoir de suite, s'il y a lieu. Pour cela il fait appel au vétérinaire sanitaire qui est obligé de se rendre aussitôt à la réquisition du maire. Ce vétérinaire constate et au besoin prescrit la complète exécution de la séquestration et de l'isolement. Cette séquestration et cet isolement peuvent être différents suivant les cas. Dans les cas de morve, de dourine, de rage, il suffit que les animaux ne puissent avoir de rapports immédiats. Pour la peste bovine et la péripneumonie contagieuse, il est nécessaire que les étables où se trouvent les animaux malades n'aient aucune communication avec les étables voisines.

Il est souvent utile de prescrire des mesures de désinfection ; dans le cas où l'animal est seul dans son étable ou bien s'il est le seul de son espèce susceptible de gagner la maladie, on pourra retarder la désinfection. Au contraire, s'il se trouve plusieurs animaux de son espèce, la désinfection doit se faire immédiatement.

Le maire doit veiller à ce que les intéressés exécutent avec fidélité les prescriptions du vétérinaire. Pour réquisitionner ce dernier, il n'a même pas eu besoin d'attendre la déclaration prescrite par l'article 31, il suffit qu'il ait connu l'existence de la maladie par la rumeur publique.

Le vétérinaire est soumis à l'obligation de faire un rapport sur les constatations qu'il a faites ; le rapport doit être adressé au préfet.

Le préfet dans notre législation sur les épizooties remplit un rôle important ; représentant du pouvoir central, nul mieux que lui ne peut prescrire l'exécution de ces mesures qui ont pour but de préserver la fortune publique tout en apportant certaines restrictions au droit de propriété. Dans certains cas, des indemnités sont accordées aux propriétaires des animaux abattus, le préfet était tout désigné pour allouer ces indemnités prises sur les fonds d'Etat. Enfin, le préfet a auprès de lui le vétérinaire chef du service sanitaire du département et il peut envoyer ce dernier vérifier les constatations du premier vétérinaire (1).

Le maire donc dès qu'il a eu connaissance de la maladie, doit en informer, dans les vingt-quatre heures, le préfet du département et lui fait connaître les mesures et les arrêtés qu'il a pris conformément à la loi sur la police sanitaire et au règlement d'administration publique, pour empêcher l'extension de la contagion. Dans le cas où le maire omettrait cette formalité, il serait passible d'une amende de 16 francs à 400 francs conformément aux termes de l'article 34 de la loi du 21 juillet 1881. Il ne devra donc pas oublier de faire officiellement l'information exigée par la loi.

Les arrêtés pris par le maire, présentant le caractère

(1) Décret 22 juin 1882. — Loi du 21 juin 1898, art. 32. Circ. min. agricul., 20 août 1881.

d'urgence, sont exécutoires même avant l'approbation du préfet. C'est ce que décide l'article 2 du décret du 22 juin 1882.

La maladie une fois constatée par le préfet, celui-ci peut rendre un arrêté portant déclaration d'infection ; suivant l'étendue de la maladie, il pourra s'appliquer à une commune, à un hameau, ou à une ferme seulement. Cette déclaration peut entraîner, dans le périmètre qu'elle détermine, l'application des mesures suivantes qui ont pour but d'éviter la contagion par une surveillance attentive exercée sur les animaux malades et contaminés et sur ceux qui sont susceptibles de contracter la maladie :

1° L'isolement, la séquestration, la visite, le recensement et la marque des animaux et troupeaux dans ce périmètre ;

2° La mise en interdit de ce même périmètre ;

3° L'interdiction momentanée ou la réglementation des foires et marchés, du transport et de la circulation du bétail ;

4° La désinfection des écuries, étables, voitures ou autres moyens de transport, la désinfection ou même la destruction des objets à l'usage des animaux malades ou qui ont été souillés par eux, et généralement des objets quelconques pouvant servir de véhicules à la contagion (art. 33 de la loi de 1898).

Pour que ces mesures soient obligatoires, il est nécessaire qu'un arrêté portant déclaration d'infection ait été

pris par le préfet. C'est ce qu'a décidé une circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 20 août 1882 et une autre du 27 octobre 1884. Au reste la jurisprudence s'est prononcée sur ce point : « Attendu que N... est poursuivi, aux termes de la citation à lui donnée, pour avoir... dans le courant du mois de juin 1884, négligé de séquestrer des vaches à lui appartenant, soupçonnées d'être atteintes de péricéumonie contagieuse, et les avoir laissées communiquer avec d'autres animaux de l'espèce bovine ; Attendu qu'au mois dernier une vache appartenant à N... était tombée malade, déclaration en fut faite à l'autorité compétente conformément à l'article 3 de la loi du 21 juillet 1881 ; qu'elle fut immédiatement isolée et retirée de l'étable où elle se trouvait avec deux autres animaux de la même espèce ; que l'article 3 (aujourd'hui article 31 de la loi de 1898) reçut ainsi son entière exécution de la part du propriétaire ; — Que M. le Préfet, légalement averti de la situation, devait, aux termes de l'article 5 de la loi (aujourd'hui 33), statuer sur les mesures à mettre en exécution dans les cas particuliers ; qu'il pouvait prendre, si cela lui paraissait nécessaire, un arrêté portant déclaration d'infection ; que ce magistrat se borna à prescrire par son arrêté du 28 mars, les mesures ordonnées dans cet arrêté et consistant seulement dans l'abatage immédiat de la vache signalée comme malade et dans l'inoculation de deux vaches qui étaient restées dans l'étable ; — Que cet arrêté fut immédiatement exécuté et que, jusque là, le prévenu avait exactement rempli toutes les obligations que la loi lui imposait, qu'a-

près l'exécution de cet arrêté, et à défaut de toute autre mesure spéciale prescrite au prévenu, à défaut notamment d'un arrêté portant déclaration d'infection d'une partie quelconque de sa propriété, est, quant aux animaux qui y restaient, dans la situation normale de tous les autres propriétaires voisins ; qu'au mois de juin, époque de l'infraction pour laquelle il est poursuivi, nulle obligation n'existait pour lui d'isoler ou de séquestrer les animaux de ferme ; que cette obligation n'aurait pu exister que comme conséquence d'un arrêté déclaratif qui n'a jamais été rendu et qui n'a évidemment pas été suppléé par l'arrêté du 28 mars ; que l'article 3 (aujourd'hui 34) ne saurait être invoqué contre le prévenu qu'autant que la situation que cet article prévoit se serait reproduite en juin, postérieurement à l'exécution de cet arrêté, c'est-à-dire au cas où d'autres bêtes existant sur la ferme auraient été reconnues ou soupçonnées atteintes de la maladie contagieuse, mais que rien de pareil n'est même allégué, qu'aucun nouvel indice de maladie, aucun soupçon, ne se sont produits ni en juin ni depuis ; que, dès lors, le prévenu n'avait à prendre aucune des précautions prescrites par l'article 3 (aujourd'hui 34) qui est le seul invoqué contre lui ; qu'on peut d'autant moins reconnaître comme étant à sa charge les obligations qui naissent et ne peuvent naître que de l'existence d'un arrêté régulier déclaratif d'infection ; que ces obligations sont plus graves et qu'elles constituent un interdit temporaire sur la propriété déclarée infectée et sur les droits et sur la liberté du propriétaire ; — Que c'est donc à bon droit

que le tribunal a déclaré que les faits relevés dans la citation ne constituaient, dans les circonstances de la cause, ni délit, ni contravention ; qu'il y a donc lieu de confirmer son jugement » (1).

Les cadavres des animaux morts ou abattus comme atteints de maladies contagieuses doivent, au plus tard dans les vingt-quatre heures, être détruits par un procédé chimique ou par combustion, ou enfouis préalablement recouverts de chaux vive et de telle sorte que la couche de terre au-dessus du cadavre ait au moins un mètre d'épaisseur. Le maire, à défaut des propriétaires, pourra même désigner un enclos où seront portés et enfouis les cadavres, afin de permettre toutes les précautions indispensables, d'exercer une surveillance plus complète, et d'éviter dans l'avenir de sérieux dangers et pour la population et pour les troupeaux. Il doit même veiller à ce qu'aucun animal n'aille paître sur le terrain d'enfouissement affecté aux cadavres des animaux morts et à ce qu'on ne livre pas à la consommation les fourrages qui pourraient y être récoltés. Les maladies infectieuses peuvent en effet quelquefois se transmettre, même après plusieurs années, par les annelés, lombrics ou vers de terre et autres qui sortent de la terre et se répandent sur le sol et aussi par les végétaux qui ont germé et crû sur le lieu d'enfouissement. Si les animaux sont morts de maladies charbonneuses ou de la peste bovine, ils ne peuvent être enfouis que la peau tailladée (art. 42 et 43 de la loi de 1898).

« Il peut arriver aussi assez fréquemment, dit M. Peau-

(1) S. 84, 2, 253.

decerné dans son rapport au Sénat (1), que des nomades, des saltimbanques ou même des propriétaires étrangers à la localité, abandonnent, notamment les jours de foire, de marché, de fêtes locales sur le territoire de la commune, des cadavres d'animaux. Personne, en pareil cas, ne consent à se charger de l'enfouissement et le cadavre ainsi abandonné sur la route, dans un chemin, dans un fossé, ou dans un charnier, où il est la proie des chiens errants, des oiseaux carnivores, des mouches, etc... devient une cause d'infection et de maladies très graves. » C'est pourquoi l'article 28 de la loi du 5 mai 1884 charge le maire de « faire livrer à un atelier d'équarrissage régulièrement autorisé, ou enfouir ou détruire par un procédé chimique ou par combustion, le corps de tout animal trouvé mort sur le territoire de la commune et dont le propriétaire, après un délai de douze heures, reste inconnu ».

La chair des animaux morts de maladies contagieuses quelles qu'elles soient, ou abattus comme atteints de la peste bovine, de la morve ou farcin, des maladies charbonneuses, du rouget et de la rage, ne peut être livrée à la consommation, les maires ne doivent pas oublier cette prescription. Il est une exception pour les animaux abattus comme atteints de péripneumonie contagieuse, de tuberculose et de pneumo-entérite infectieuse, dans ce cas la chair pourra être livrée à la consommation en vertu d'une autorisation spéciale du maire, sur l'avis conforme,

(1) Voyez rapport, *loco citato*, p. 248.

écrit et motivé, délivré par le vétérinaire sanitaire. Dans ce cas le maire adresse immédiatement au préfet copie de l'autorisation qu'il a accordée; il y joint un duplicata de l'avis formulé par le vétérinaire sanitaire et l'attestation que les poumons et autres viscères ont été détruits ou enfouis en sa présence ou en présence de son délégué. De plus il ne doit pas laisser exposer et vendre dans sa commune les animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses (art. 40, 42, 43 de la loi de 1898).

Enfin, comme dernière mesure, le maire doit veiller à ce que sous aucun prétexte, on ne conduise même pendant la nuit, aux abreuvoirs communs, les animaux atteints de maladies contagieuses et ceux qui sont exposés à la contagion. Cette interdiction s'applique même aux animaux dont la circulation a été permise exceptionnellement. Des expériences ont en effet démontré que, dans un certain nombre de maladies contagieuses, la salive était chargée des germes de la contagion et que l'eau à laquelle elle était mêlée pouvait devenir virulente (art. 5, décret du 28 juin 1882).

Il peut arriver qu'une maladie contagieuse soit signalée en pays étranger dans le voisinage de la frontière; en ce cas le préfet, conformément à l'article 72 du décret du 22 juin 1882, prendra un arrêté pour interdire la circulation du bétail entre les localités infectées et les communes françaises limitrophes; le même arrêté peut prescrire le dénombrement de la marque des animaux susceptibles de contracter la maladie qui sévit à l'étranger. Pendant tout le temps qui sera fixé par l'arrêté, tout bétail nouvellement

introduit devra faire l'objet d'une déclaration au maire de la commune, il sera justifié de sa provenance.

§ 2. — *Mesures spéciales à chacune des maladies
contagieuses*

1° PESTE BOVINE

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer plus haut, cette maladie est des plus contagieuses et peut causer de grands ravages, il faut donc arriver à y remédier dans le plus bref délai partout où elle a pu se manifester.

Dès que la peste bovine a fait son apparition dans une commune, le préfet doit prendre un arrêté portant déclaration d'infection, soit d'une partie seulement de la commune, dont l'arrêté détermine exactement le périmètre, soit de la commune tout entière, soit même, s'il y a lieu, des communes voisines. Bref l'arrêté doit s'étendre à tous les lieux infectés, car cela permet d'exercer une étroite surveillance partout où il y a lieu. Les habitants sont avertis de la présence de la maladie par la publication et l'affichage de l'arrêté qui se fait dans les communes déclarées infectées et dans celles comprises dans un rayon de 20 kilomètres autour. En outre, le maire doit avoir le soin de faire apposer des poteaux portant les mots « *peste bovine* ». Ces poteaux devront être plantés à l'entrée des chemins conduisant aux communes infectées et des locaux où la maladie a été constatée (art. 8 et 9 du décret du 22 juin 1882).

Le préfet qui a pris l'arrêté portant déclaration d'infection doit, dans les vingt-quatre heures, l'envoyer aux préfets des départements limitrophes, il tient journellement le ministre au courant de la marche de la maladie et des mesures prises pour la combattre (art. 10, même décret).

Des bulletins sont publiés au *Journal officiel*, ce qui assure la plus stricte exécution des mesures sanitaires qui doivent être prises par le préfet.

La peste bovine étant très contagieuse, la déclaration d'infection entraîne avec elle l'application de dispositions nombreuses qui ont pour but d'éviter la propagation de la contagion ; ces mesures sont :

1° La mise en quarantaine des locaux, cours, enclos, herbages et pâturages où ont séjourné des animaux malades ou ayant été exposés à la contagion de la peste bovine, impliquant défense d'y introduire des animaux sains de l'ordre des ruminants ;

2° Le dénombrement et la marque des animaux des espèces bovine, ovine, caprine compris dans tout le territoire infecté. En marquant ainsi les animaux, on évite leur sortie hors du territoire infecté. Avant cette mesure il arrivait souvent que des marchands achetaient à bas prix les animaux malades et les vendaient au loin à des prix assez élevés, de cette façon le foyer de la maladie était étendu. Grâce à la nouvelle mesure la spéculation ne pourra plus avoir lieu ;

3° La visite et la surveillance par le vétérinaire délégué

de tous locaux, cours, enclos, herbages et pâturages où se trouvent des animaux des dites espèces ;

4° La défense absolue de faire sortir les dits animaux hors du territoire déclaré infecté, si ce n'est pour la boucherie ;

5° Interdiction de la circulation des animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine. Cette prohibition est édictée pour empêcher que les animaux ne rencontrent en allant à la pâture des animaux atteints de la maladie, s'ils restent à l'étable les chances de la contagion seront moins grandes. Toutefois, le transit des animaux des dites espèces à travers le territoire déclaré infecté demeurera libre par les voies ferrées, sous la condition que ces animaux resteront enfermés dans les wagons ;

6° L'obligation de tenir les chiens à l'attache ou en laisse ; les chats et les volailles enfermées. Ces animaux, paraît-il, sont susceptibles de servir de véhicules à la contagion ;

7° Détermination des routes, chemins et sentiers où les personnes ne pourront circuler qu'en se soumettant aux mesures de désinfection jugées nécessaires par l'administration ;

8° Dans l'étendue du territoire infecté, l'obligation d'informer le maire de tous les cas de maladie quelconque et de tous changements qui viendraient à se produire dans l'effectif des animaux des espèces bovine, ovine et caprine ;

9° La défense à toute personne étrangère à une ferme

d'entrer dans un local, cour, enclos, herbage ou pâturage infectés, sans autorisation du maire de la commune, accordée sur l'avis du vétérinaire délégué. Les marchands de bestiaux et les étrangers en venant dans les étables infectées pourraient en effet porter au loin les germes de la maladie. La visite du vétérinaire, il est vrai, peut avoir le même inconvénient ;

10° L'interdiction aux hommes chargés de la garde des animaux et des soins à leur donner, de tout contact avec d'autres animaux et défense pour eux d'entrer dans les lieux renfermant des animaux autre que ceux confiés à leurs soins. En allant d'une étable à une autre, les propriétaires d'une étable atteinte de la peste bovine auraient toutes les chances d'étendre le fléau à celle qui ne serait pas atteinte ;

11° L'obligation pour toute personne sortant d'un local infecté de se soumettre, notamment en ce qui concerne les chaussures, aux mesures de désinfection jugées nécessaires. C'est surtout par les chaussures que peut s'opérer le transport de l'élément contagieux intimement associé aux matières excrémentielles dont les litières des étables sont toujours chargées ;

12° La défense de faire sortir du territoire déclaré infecté des objets ou matières pouvant servir de véhicules à la contagion, tels que : fourrages, pailles, litières, fumiers, harnais, couvertures, laines, peaux, poils, cornes, onglons, etc. ;

13° La défense de disposer des fumiers sur la voie publique et d'y laisser écouler les parties liquides des

déjections ; l'obligation de traiter ces matières conformément aux prescriptions des arrêtés administratifs ;

14° L'obligation de se munir d'un laissez-passer délivré par le maire, sur l'avis du vétérinaire délégué, pour le transport, dans l'intérieur du territoire infecté, des fourrages et fumiers provenant des fermes où il n'y a pas eu d'animaux malades. Cette prescription est édictée pour éviter qu'on ne sorte du fumier des fermes où règne la maladie (art. 11, décret de juin 1882).

Le maire peut toutefois, avec l'autorisation du Ministre de l'Agriculture ou de son délégué, apporter des exceptions à la rigueur de ces dispositions. Pour ne pas arrêter toutes les transactions commerciales et diminuer en même temps les chances de la maladie en laissant réduire par la vente le nombre des animaux, il pourra permettre la sortie hors du territoire déclaré infecté des animaux qui n'ont pas été exposés à la contagion, sous la condition qu'ils seront conduits directement à l'abattoir. Avant leur départ, les animaux devront être marqués. Le maire doit délivrer un laissez-passer indiquant la provenance et la destination des animaux. Ce laissez-passer lui est rapporté dans le délai de cinq jours, avec certificat attestant que les animaux ont été abattus. Le certificat d'abatage est délivré par l'agent préposé à la police de l'abattoir, où par l'autorité locale dans les communes où il n'existe pas d'abattoir.

Dans le cas où le ministre autorise la sortie des viandes provenant de l'abatage des animaux qui ont été seulement

exposés à la contagion, le maire doit prendre toutes les mesures qu'il croit utiles pour éviter la contagion, il peut soumettre à certaines mesures de désinfection les véhicules qui ont servi aux transports et les personnes employées aux transports. Ces véhicules devront être disposés de telle façon qu'ils ne laissent tomber ni liquide, ni solide.

Les maires des différentes localités ont le droit d'exiger la présentation du laissez-passer remis à la personne préposée à la conduite des animaux dont la sortie hors du territoire déclaré infecté, a été autorisée. Faute de cette présentation le maire fait dresser procès-verbal et ordonne sur-le-champ l'abatage des animaux. Il faut, en effet, qu'une surveillance attentive soit exercée sur tous les animaux appartenant aux espèces susceptibles de la contagion dont la sortie hors du territoire infecté a été autorisée. C'est par ces précautions minutieuses que l'on peut réussir à déjouer les tromperies du maquignonnage. (art. 42 et 43 du décret de 1882).

La peste bovine n'est pas aussi contagieuse chez tous les animaux. Cette maladie en effet est infectieuse, c'est-à-dire qu'elle peut se transmettre à distance par les voies aériennes et alors il suffira qu'un animal de l'espèce bovine ait respiré l'air infecté pour qu'il ait contracté les germes de la maladie. Le préfet devra donc ordonner, par arrêté, d'abattre tous les animaux qui sont atteints et ceux de l'espèce bovine qui auront été contaminés, alors même qu'ils ne présenteraient aucun signe apparent de maladie ; le maire

est chargé de l'exécution de cet ordre, au reste pour cela il n'aura qu'à se conformer à la proposition du vétérinaire sanitaire. On ne peut suspendre l'exécution de ces mesures pour traiter les animaux malades, que dans le cas et sous les conditions qui seraient spécialement déterminées par le Ministre de l'Agriculture, sur l'avis du Comité consultatif des épizooties (art. 34, loi de 1898).

Quant aux bêtes ovines et caprines, les animaux malades sont seuls abattus. Les animaux des mêmes espèces qui ont été exposés à la contagion sont divisés par lots et isolés pendant quinze jours dans les locaux, cours, enclos, herbages ou pâtures éloignés de ceux qui sont habités par les bêtes bovines. A l'expiration de ce délai, si aucun cas de peste ne s'est déclaré parmi eux, le maire sur l'avis du vétérinaire délégué peut lever cette mesure.

Le maire avant d'ordonner l'abatage devra avoir le soin de faire estimer l'animal parce qu'une « mesure aussi rigoureuse, qui touche au droit de propriété, ne peut être laissée à la discrétion des agents sanitaires et doit avoir la sanction de l'autorité de la commune » (1).

Les animaux malades sont abattus sur place, ou sur le lieu d'enfouissement si le transport du cadavre est déclaré par le vétérinaire plus dangereux que celui de l'animal vivant. Quant à ceux qui ont été seulement contaminés et qui par conséquent peuvent servir à la boucherie, le maire, conformément à l'avis du vétérinaire sanitaire, peut auto-

(1) Bequet-Laferrière. Répertoire article : Epizooties.

riser leur transport en vue de l'abatage (art. 35 de la loi de 1898).

Lorsqu'il y a nécessité de conduire les animaux vivants à l'endroit où ils doivent être enfouis, le maire désigne un agent pour surveiller la conduite de l'animal qui est mené par la corde. Cet agent, ordinairement le garde-champêtre, doit veiller à ce que les déjections qui peuvent être abandonnées en route soient immédiatement ramassées pour être jetées dans la fosse avec la corde ayant servi à conduire l'animal (art. 16, décret de 1882).

Si les animaux ont été abattus ou sont morts sur place ils doivent être transportés, soit aux ateliers d'équarrissage, soit aux fosses d'enfouissement, avec des précautions minutieuses. Le maire désigne un gardien porteur d'un laissez-passer qui veillera à ce que les cadavres soient désinfectés avant leur chargement sur les voitures destinées à les transporter; à ce que ces voitures soient disposées de manière à ce qu'aucune matière solide ou liquide ne puisse s'en échapper dans le trajet, à ce qu'elles ne soit pas traînées par des bêtes bovines. Les voitures ayant servi au transport et les objets ayant été en contact avec les animaux doivent être nettoyés et désinfectés. Les conducteurs et autres personnes employées au chargement, déchargement et à l'enfouissement des cadavres, doivent être soumises aux mesures de désinfection jugées nécessaires (art 15 du décret de 1882).

Pendant toute la durée de l'épizootie, les ateliers d'équarrissage où les cadavres sont conduits doivent être placés

sous la surveillance d'un gardien sanitaire. Ce gardien inscrit l'arrivée des cadavres sur un registre avec l'indication de leur provenance, et en donne récépissé, que les propriétaires doivent remettre immédiatement au maire de la commune (art. 18, même décret).

Enfin le préfet devra déterminer par arrêté le rayon dans lequel seront interdits les foires et les marchés, les concours agricoles, les réunions et rassemblements sur la voie publique ou dans les cours d'auberges ayant pour but l'exploitation ou la mise en vente des animaux des espèces bovine, ovine et caprine. Les marchés, en effet, seraient un foyer tout indiqué pour la propagation de la maladie.

Toutefois les villes ayant des abattoirs pourront continuer à avoir leurs marchés intérieurs, mais les animaux qui y seront conduits ne pourront en sortir que pour être abattus dans la ville même, et le certificat de leur abatage est renvoyé, dans le délai de trois jours, à l'agent chargé de la police du marché où ces animaux ont été vendus (art. 19, même décret).

C'est le préfet qui est chargé de la levée de la déclaration d'infection, mais il ne peut le faire que lorsqu'il s'est écoulé trente jours au moins, sans qu'il se soit produit un nouveau cas de peste bovine. En effet, lorsque trente jours se sont écoulés sans qu'un nouveau cas se soit produit, on peut être sûr que la maladie n'existe plus à l'état d'incubation sur aucun animal de la localité.

2° PÉRIPNEUMONIE CONTAGIEUSE.

La péripneumonie contagieuse est très redoutable, car son incubation prolongée permet, durant de longs jours, la dissémination des éléments de contagion et rend plus faciles les spéculations des animaux contaminés.

Dès que la maladie est constatée dans une commune, le préfet doit prendre un arrêté portant déclaration d'infection du local, de la cour, de l'enclos, de l'herbage ou de la pâture, dans lequel se trouve l'animal malade. Il a le soin en même temps de déterminer le périmètre dans lequel l'arrêté sera applicable.

Cet arrêté doit être publié et affiché dans la commune ainsi que dans les communes contiguës. En outre, des écriteaux portant les mots : « *Péripneumonie contagieuse* », sont apposés sur des poteaux plantés à l'entrée des chemins conduisant à la ferme et sur les portes des locaux où la maladie a été constatée (art. 21, décret de 1882).

Dès que le préfet a été averti par le maire de l'existence de la péripneumonie contagieuse, il doit immédiatement envoyer sur les lieux le vétérinaire délégué chef du service sanitaire du département et dans les deux jours qui suivent cette constatation il doit ordonner l'abatage des animaux malades et l'inoculation des animaux d'espèce bovine dans le périmètre déclaré infecté. Cette mesure est prise dans le but de faire disparaître aussitôt tous les foyers de la maladie.

Le maire, aussitôt après la réception de l'ordre d'abatage, doit veiller à ce que la mesure soit exécutée dans le plus bref délai possible.

Le préfet n'aurait pas le droit cependant d'ordonner l'abatage des animaux d'espèce bovine se trouvant dans la même étable, ou dans le même troupeau que ceux qui sont atteints de péricapnemonie. Le Ministre de l'Agriculture seul a ce pouvoir (art. 37, loi de 1898).

Les animaux qui doivent être inoculés sont ceux qui se trouvent dans le périmètre des lieux reconnus infectés par l'arrêté du préfet.

La déclaration d'infection entraîne l'application des mesures suivantes :

1° Mise en quarantaine des locaux, cours, enclos, herbages et pâtures déclarés infectés, impliquant défense d'y introduire des bêtes bovines saines, à l'exception toutefois de celles qui ont été inoculées depuis vingt et un jours au moins ;

2° Immédiatement après l'abatage des animaux malades, évacuation complète et désinfection de l'étable où a existé la maladie ; isolement et séquestration dans un autre local ou une autre pâture des animaux qui ont été exposés à la contagion, marque de ces animaux ;

3° Dénombrement de tous les autres animaux de l'espèce bovine qui se trouvent dans les locaux, cours, enclos, herbages et pâtures compris dans la déclaration d'infection ;

4° Interdiction de la vente des animaux qui ont été exposés à la contagion (art. 22, décret de 1882).

Les autres prescriptions sont les mêmes que celles qui ont été indiquées pour la peste bovine.

Comme la période d'incubation dure quelquefois deux à trois mois et que pendant cette longue période les animaux ne pourraient être utilisés, le préfet peut, par exception aux dispositions que nous venons de voir :

1° Autoriser la circulation, dans le territoire de la commune où se trouve le périmètre déclaré infecté, des animaux de travail qui ont été exposés à la contagion, quand ceux-ci sont jugés indispensables pour la culture du sol et les transports ;

2° La même autorisation peut être accordée pour la conduite, dans un pâturage désigné, des animaux qui ont été exposés à la contagion ;

3° Enfin il peut également autoriser la vente, pour la boucherie et le transport pour cette destination, des animaux qui ont été exposés à la contagion. Dans ce cas, le maire délivre un laissez-passer qui doit lui être rapporté dans un délai de cinq jours avec un certificat attestant que les animaux ont été abattus. Le maire délivre le certificat dans les communes où il n'existe pas d'abattoir. (Art. 23, même décret).

Si la personne préposée à la conduite des animaux dont la vente ou la sortie a été autorisée, ne représente pas un laissez-passer ou si le délai dans lequel les animaux devaient être abattus est expiré, il est dressé procès-verbal et le maire de la localité sur le territoire de laquelle les

animaux sont saisis donne l'ordre de les mettre en fourrière. Si ces animaux sont reconnus atteints de la péripneumonie, ils sont abattus sur place par ordre du préfet. Ce sera le Ministre de l'Agriculture qui en prescrira l'abatage s'ils ont été dans la même étable ou dans le même troupeau ou en contact avec des animaux atteints de la péripneumonie contagieuse. Après examen, par un vétérinaire, de l'animal abattu, le propriétaire peut être autorisé à en disposer. (Art. 24. même décret).

Lorsque la péripneumonie prend un caractère envahissant, le préfet par un arrêté doit enjoindre tous les propriétaires détenteurs ou gardiens d'animaux de l'espèce bovine, de déclarer à la mairie tout cas de maladie quelconque qui viendrait à se manifester sur ses animaux. De plus le même arrêté doit interdire l'exposition ou la mise en vente des animaux de l'espèce bovine, ceci dans le but d'éviter que ces rassemblements d'animaux ne soient une occasion de propagation du mal.

Toutefois, les marchés intérieurs de la ville ayant des abattoirs se tiennent comme à l'ordinaire. Mais les animaux qui y sont conduits et qui, à leur sortie, ne sont pas menés à l'abattoir, ne doivent circuler qu'avec un laissez-passer indiquant leur destination et qui sera remis au maire de la commune où ils doivent séjourner. Ce maire est prévenu directement par le service du marché, de façon à placer les animaux qui en proviennent sous l'application des mesures édictées par la loi et le règlement pour les animaux suspects. Le transport des animaux aura dû être

effectué conformément aux instructions données par le vétérinaire sanitaire du marché (art. 5, même décret).

La chair des animaux atteints de la péripneumonie contagieuse ne contenant pas de germes nuisibles qui doivent en faire proscrire l'usage, le maire, sur l'avis du vétérinaire délégué, peut en autoriser la consommation publique ; seulement il doit veiller à ce que les poumons soient détruits ou enfouis. Les peaux désinfectées peuvent être utilisées (art. 26, même décret).

Après l'évacuation des animaux survivants et l'achèvement complet des travaux de désinfection, le repeuplement des locaux peut avoir lieu avec des animaux inoculés depuis vingt-et-un jours au moins (art. 27).

Le préfet ne doit lever la déclaration d'infection qu'après qu'il s'est écoulé un délai de trois mois au moins, sans qu'il se soit produit un nouveau cas de péripneumonie et après constatation de l'accomplissement de toutes les prescriptions relatives à l'inoculation et à la désinfection. Elle peut être levée après la désinfection, si tous les animaux qui se trouvaient dans les locaux déclarés infectés ont été abattus (art. 38).

3° FIÈVRE APHTEUSE

Les espèce bovine, ovine, caprine et porcine sont susceptibles de contracter la fièvre aphteuse. Si cette maladie n'entraîne pas toujours la mort des animaux, elle n'en cause pas moins de graves préjudices aux propriétaires qui ne peuvent les utiliser comme bêtes de travail.

Lorsque la fièvre aphteuse est constatée dans une commune, le préfet doit prendre un arrêté portant déclaration d'infection des locaux, cours, enclos, herbages et pâtures dans lesquels se trouvent les animaux malades et déterminent le périmètre dans lequel l'arrêté sera applicable. Cet arrêté doit être notifié aux maires de la commune et des communes limitrophes, ces derniers doivent le publier et l'afficher (art. 29, décret de 1882).

La déclaration d'infection entraîne l'application de diverses mesures.

Tout d'abord la mise en quarantaine des lieux déclarés infectés. Les animaux sains des espèces bovine, ovine, caprine et porcine ne peuvent être introduits dans ces lieux, ceux qui s'y trouvent doivent être dénombrés et marqués, afin qu'on ne puisse les enlever des lieux infectés.

Les maires doivent déterminer par cet arrêté la route que doivent suivre les animaux malades ou suspects, si par exception il est nécessaire de les conduire au pâturage. Cette route doit être marquée par des poteaux indicateurs, ainsi que les limites du pâturage dans lequel les animaux doivent être cantonnés.

Le maire doit également, après avis du vétérinaire sanitaire de la circonscription, déterminer les conditions dans lesquelles les animaux marqués qui ont été exposés à la contagion seront utilisés pour le travail. Il délivre en même temps un laissez-passer indiquant les limites dans lesquelles la circulation de ces animaux est autorisée. Il

devra, de plus, pour avertir de l'existence de la fièvre aphteuse, faire placer un écriteau à l'entrée principale de la ferme et des locaux, cours, enclos, herbages et pâtures infectés. Ces lieux seront surveillés par le vétérinaire sanitaire.

La déclaration d'infection entraîne, en outre, la détermination par le maire des routes, chemins et sentiers qui seront fermés à la circulation des animaux susceptibles de contracter la fièvre aphteuse, et toutes les autres stipulations qui ont été déjà formulées à propos de la peste bovine pour prévenir la propagation de la contagion par tout ce qui peut lui servir de véhicule.

Les animaux malades ne peuvent être vendus qu'à la boucherie, auquel cas le maire indique à l'avance les voies par lesquelles ils doivent être conduits directement à l'abattoir. Ceux qui ont été exposés à la contagion sont soumis à la même interdiction pendant un délai de quinze jours, délai de la période d'incubation de la maladie.

En cas de vente pour la boucherie, le maire doit délivrer un laissez-passer qui lui est rapporté dans le délai de cinq jours, avec un certificat attestant que les animaux ont été abattus. Les agents proposés à la police de l'abattoir et les maires dans les communes où il n'existe pas d'abattoir sont chargés de délivrer un certificat.

Comme cette maladie se répand ordinairement par les matières purulentes qui coulent de la bouche et des pieds des bêtes malades, les animaux transportés en vue de la boucherie doivent avoir les pieds tamponnés; ils ne peu-

vent être conduits qu'en voiture ou par chemin de fer (art. 10).

Si malgré les mesures prises à la suite de la déclaration d'infection, la fièvre aphteuse prend un caractère envahissant, le préfet doit interdire la tenue des foires et marchés. Toutefois il est fait exception pour les marchés intérieurs des villes ayant des abattoirs (art. 31).

Lorsque quinze jours se sont écoulés sans qu'il se soit produit un nouveau cas de fièvre aphteuse et que le vétérinaire délégué a constaté l'accomplissement de toutes les prescriptions relatives à la désinfection, le préfet peut lever la déclaration (art. 32.)

4° CLAVELÉE

Lorsque la clavelée est constatée dans une commune, le préfet est chargé de prendre un arrêté portant déclaration d'infection. Cet arrêté de désinfection entraîne les mêmes mesures que celles que nous avons indiquées pour la fièvre aphteuse et donne aux maires les mêmes obligations (art. 33 du décret de 1882).

Le préfet est ici armé d'un pouvoir spécial, d'après l'article 39 de la loi du 21 juin 1898, il peut, lorsqu'un propriétaire d'un troupeau infecté ne fait pas claveliser les animaux de ce troupeau, ordonner l'exécution de cette mesure par arrêté pris sur l'avis du vétérinaire délégué. Mais toutefois en dehors des cas d'épizootie, la clavelisation des troupeaux sains ne doit pas être exécutée sans autorisation.

du préfet, qui prend alors un arrêté de déclaration d'infection.

Une fois que le troupeau infecté a été clavelisé et que les travaux de désinfection des locaux sont achevés, le repeuplement peut avoir lieu avec des animaux clavelisés depuis trente jours au moins.

Si la clavelée prend un caractère envahissant, le préfet doit interdire par arrêté, pendant toute la durée de la maladie, de conduire les moutons et les chèvres aux foires et marchés qui se tiennent dans la localité infectée. Cette interdiction ne s'applique pas aux marchés intérieurs des villes ayant des abattoirs. Mais les animaux qui y sont conduits et qui, à leur sortie, ne sont pas menés à l'abattoir, ne peuvent circuler qu'avec un laissez-passer indiquant leur destination et qui sera remis au maire de la commune où ils doivent séjourner. Le maire prévenu directement par le service sanitaire du marché, doit placer les animaux qui en proviennent sous l'application des mesures édictées pour les animaux suspects.

Quant au transport des animaux, il sera effectué conformément aux instructions données par le vétérinaire sanitaire du marché (art. 37 du décret de 1882).

Lorsque 30 jours se sont écoulés sans qu'il se soit produit un nouveau cas de clavelée, délai nécessaire pour qu'il n'existe dans le troupeau aucun germe de la maladie, et que toutes les prescriptions relatives à la désinfection ont été accomplies, le préfet peut lever la déclaration d'infection. Celle-ci peut être levée de suite après la désinfection,

si tous les animaux qui se trouvaient dans les locaux, enclos, herbages et pâtures déclarés infectés, ont été abattus.

La clavelisation ayant pour effet de rendre tous les animaux malades en même temps, tout en donnant à la maladie moins de gravité, le préfet peut lever la déclaration d'infection trente jours après l'inoculation constatée (art. 38).

3°. GALE

La gale ne peut se transmettre que par contact immédiat; c'est pourquoi ici un arrêté portant déclaration d'infection n'est pas nécessaire. Il suffit que le préfet prenne un arrêté par lequel il ordonne que les animaux malades seront placés sous la surveillance du vétérinaire sanitaire de la circonscription.

L'arrêté ne doit autoriser à les conduire au pâturage qu'après qu'un traitement curatif leur a été appliqué; il indique en même temps les mesures à prendre pour éviter tout contact avec les animaux non atteints de la maladie (art. 39 du décret de 1882).

Les maires devront veiller à ce que les propriétaires des animaux atteints ne s'en dessaisissent pas pour quelque destination que ce soit, afin d'éviter l'infection des lieux où pourraient séjourner les animaux. C'est pour la même raison que les peaux et laines provenant des animaux atteints de la gale doivent être désinfectées avant d'être livrées au commerce.

Lorsque la maladie a disparu et que les locaux ont été

désinfectés, le préfet, après avis du vétérinaire délégué, doit lever les mesures prises pour arrêter la maladie (art. 39, 40, 41, 42).

6° MORVE ET FARCIN

Lorsque la morve et le farcin ont été constatés dans une commune, le préfet doit prendre un arrêté portant déclaration d'infection pour mettre en quarantaine les locaux dans lesquels se trouvent les animaux malades et placer ceux-ci sous la surveillance d'un vétérinaire qu'il délègue à cet effet.

La déclaration d'infection entraîne :

1° La défense d'introduire dans les locaux infectés d'autres animaux susceptibles de contracter la morve ou le farcin. De cette façon d'autres animaux ne sont pas exposés aux atteintes de la maladie ;

2° L'avertissement de l'existence de la morve ou du farcin par un écriteau placé à l'entrée principale de la ferme et sur les locaux infectés (art. 43, décret de 1882).

Si la morve ou le farcin est dûment constaté chez un animal, le maire doit ordonner aussitôt l'abatage de cet animal. Mais il peut s'élever, entre le vétérinaire sanitaire et le vétérinaire que le propriétaire aurait fait appeler, une contestation sur la nature de la maladie, dans ce cas le préfet désigne un troisième vétérinaire qui tranche la question (Loi du 21 juin 1898, art. 36).

Les animaux qui ont été exposés à la contagion restent

sous la surveillance du vétérinaire délégué pendant un délai de deux mois, délai dans lequel le plus ordinairement les manifestations extérieures de la maladie se produisent. Pendant cette surveillance, ils peuvent être utilisés, sous la condition qu'ils ne présentent aucun symptôme de maladie.

Le propriétaire ne peut s'en dessaisir que pour l'équarrissage. Dans ce cas, ils sont préalablement marqués et le maire doit délivrer un laissez-passer qui lui est rapporté dans un délai de cinq jours, avec un certificat attestant que les animaux ont été abattus. Le certificat est délivré par le vétérinaire qui a la surveillance de l'atelier d'équarrissage (décret de 1882, art. 44).

Une fois que le vétérinaire délégué a constaté l'accomplissement de toutes les prescriptions relatives à la désinfection et la disparition de la maladie, le préfet lève les mesures prescrites. Toutefois, comme les animaux qui ont présenté des symptômes de maladie sont sujets à des rechutes, ils doivent rester sous la surveillance du vétérinaire pendant le délai d'un an et ils sont soumis à toutes les prescriptions prises vis-à-vis des animaux exposés à la contagion (art. 46) (1).

7° DOURINE

La dourine se transmet par le rapprochement des sexes ; lorsqu'elle est constatée chez des animaux des espèces

(1) Voir sur ce point la circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 31 octobre 1898.

chevaline et asine, le préfet doit prendre un arrêté pour mettre ces animaux sous la surveillance d'un vétérinaire délégué à cet effet. Ils doivent être marqués (décret de 1882, art. 47).

Les propriétaires ne doivent pas les employer à la reproduction pendant tout le temps qu'ils sont tenus en surveillance. Ils ne doivent pas non plus être vendus. Toutefois le maire pourra lever cette dernière interdiction pour les mâles, à condition toutefois que l'acquéreur ou le vendeur s'engagent à les faire castrer dans le délai de quinze jours. Il devra exiger un certificat portant la signature du vétérinaire opérateur et constatant que l'opération a été faite (art. 48).

Dans les communes où l'existence de la dourine a été constatée, et dans les communes limitrophes, les étalons particuliers sont soumis, tous les quinze jours, à la visite du vétérinaire délégué. Ils ne peuvent être employés à la monte que sur l'exhibition d'un certificat de santé. On ne pourra faire saillir les juments sans que leur bon état soit attesté par un certificat ne remontant pas à plus de quatre jours (art. 49).

Le préfet ne doit lever les mesures de surveillance auxquelles donne lieu la constatation de la dourine qu'un an après la guérison, certifiée par le vétérinaire délégué, des animaux qui auront été l'objet de ces mesures.

En cas de castration, la surveillance cesse de plein droit (art. 50).

8° RAGE

C'est principalement contre les chiens que doivent être dirigées les mesures sanitaires propres à prévenir la propagation, de la rage, puisque c'est surtout la race canine qui est sujette à cette maladie. Cependant les animaux herbivores en sont quelquefois atteints. Les morsures de l'animal enragé transmettent la maladie par l'inoculation.

Lorsqu'un cas de rage est constaté dans une commune, le maire doit prendre un arrêté pour interdire pendant six semaines au moins la circulation des chiens, à moins qu'ils ne soient tenus en laisse. Les mêmes mesures devront être prises dans les communes qui ont été parcourues par un chien enragé.

Pendant ce même temps, les propriétaires ne pourront se dessaisir de leurs chiens ou les conduire en dehors de leur résidence, si ce n'est pour les faire abattre. Toutefois le maire dans son arrêté pourra admettre la libre circulation des chiens de berger et de bouvier ainsi que des chiens de chasse mais seulement pour l'usage auquel ils sont employés (décret de 1882, art 54).

Lorsqu'un animal, de quelque espèce qu'il soit, sera atteint par la rage, son abatage ne pourra être différé sous aucun prétexte. La maladie est incurable et l'animal atteint est un grave danger pour ceux qui l'approchent.

Le propriétaire d'un chien ou d'un chat suspect sera

tenu à l'abatage même en l'absence d'un ordre du maire (loi de 1898, art. 38).

Lorsque des animaux herbivores auront été mordus par un animal enragé, le maire devra prendre un arrêté pour mettre ces animaux sous la surveillance d'un vétérinaire délégué à cet effet. Cette surveillance devra être de six semaines au moins, délai d'incubation de la maladie.

Le propriétaire des animaux marqués ne pourra s'en dessaisir que pour l'abatage. Dans ce cas, le maire lui délivrera un laissez-passer qui sera rapporté à ce dernier dans le délai de cinq jours après un certificat d'abatage délivré par le vétérinaire délégué à la surveillance de l'atelier d'équarrissage.

Le maire peut autoriser l'utilisation des chevaux et des bœufs pour le travail, à la condition toutefois que les chevaux soient muselés (décret de 1882, art. 55).

L'utilisation de la peau des animaux morts de la rage ou abattus pour cause de cette maladie est permise après désinfection dûment constatée (art. 56).

9° CHARBON (SANG DE RATE, FIÈVRE CHARBONNEUSE) ET CHARBON SYMPTOMATIQUE

Le charbon n'est pas à proprement parler une maladie infectieuse, car il ne se propage pas par l'intermédiaire de l'air. Mais les troupeaux qui en sont infectés peuvent disséminer ses germes soit dans les locaux qu'ils habitent, soit sur les pâtures et sur les routes, principalement par l'intermédiaire de leurs matières excrémentielles.

Dans les cas de charbon ou de charbon symptomatique, le préfet doit prendre un arrêté pour mettre sous la surveillance du vétérinaire sanitaire les animaux parmi lesquels la maladie a été constatée, ainsi que les locaux, cours, enclos, herbages et pâtures où ils se trouvent. Cette surveillance cesse quinze jours après la disparition du dernier cas de maladie (décret du 28 juillet 1888, art. 1 et 2)

Lorsqu'un animal a été reconnu malade, il doit être isolé et mis à l'attache ; le maire, en raison de l'urgence, prescrira alors les mesures suivantes et devra en assurer la stricte exécution :

1° Destruction des cadavres en totalité ou enfouissement dans les conditions prescrites par l'article 42 de la loi de 1898, après que la peau a été tailladée ;

2° Destruction avec les cadavres, des parties de litières, de fourrages, etc., qui ont été souillées par les animaux malades ;

3° Désinfection des locaux et tous emplacements où ont séjourné les animaux malades, ainsi que les objets qu'ils ont pu souiller (art. 4).

Les animaux qui ont été exposés à la contagion ne peuvent être vendus que pour la boucherie pendant toute la durée de la surveillance.

Dans ce cas, le maire devra délivrer un laissez-passer qui lui sera rapporté dans le délai de cinq jours avec un certificat attestant que les animaux ont été abattus. Le

maire délivre un certificat dans les communes où il n'y a pas d'abattoir (art. 5).

S'il s'agit de sang de rate ou fièvre charbonneuse, on ne pourra pendant la période de surveillance introduire dans les lieux infectés de nouveaux animaux des espèces bovine et ovine. S'il s'agit de charbon symptomatique l'interdiction n'existe que pour les animaux de l'espèce bovine.

Les animaux soumis à l'inoculation préventive peuvent être mis en contact avec les autres (art. 6).

L'inoculation préventive peut, en effet, être employée pour empêcher les ravages de la maladie. Les propriétaires qui voudraient en faire usage devront alors en faire préalablement la déclaration au maire de leur commune. Une fois l'opération exécutée, le vétérinaire opérateur rédigera un certificat mentionnant la date à laquelle l'inoculation a été terminée, et le nombre et l'espèce des animaux inoculés ; ce certificat doit être remis au maire immédiatement après l'opération. Ce dernier informe alors simultanément le préfet et le vétérinaire sanitaire de la circonscription ; celui-ci, pendant une durée de quinze jours, non compris celui de la dernière opération, aura les animaux inoculés sous sa surveillance. Pendant ce temps, il est interdit de se dessaisir des animaux inoculés pour aucune destination (art. 7).

10° TUBERCULOSE

La tuberculose chez les bêtes bovines est une maladie très dangereuse, car elle est très contagieuse, et elle se

transmet facilement à l'homme par l'ingestion de viandes ou de lait provenant des animaux tuberculeux.

Lorsque la maladie est constatée chez des animaux de l'espèce bovine, le préfet doit prendre un arrêté pour mettre ces animaux sous la surveillance du vétérinaire sanitaire (décret de 1888, art. 8).

L'isolement et la séquestration sont obligatoires pour l'animal reconnu tuberculeux, il ne peut être déplacé que pour être abattu. Cet abatage est même obligatoire si la maladie est dûment constatée, le maire, au reste, doit en donner l'ordre.

Il peut se produire une contestation sur la nature de la maladie, entre le vétérinaire sanitaire et le vétérinaire que le propriétaire aurait fait appeler; dans ce cas, le préfet désigne un troisième vétérinaire, conformément au rapport duquel il est statué.

L'abatage doit avoir lieu sous la surveillance du vétérinaire sanitaire, qui fait l'autopsie de l'animal et envoie au préfet le procès-verbal de cette opération dans les cinq jours qui suivent l'abatage (loi de 1898, art. 36, décret de 1888, art. 9)(1).

La chair des animaux abattus ne peut être livrée à la consommation qu'en vertu d'une autorisation spéciale du maire, sur l'avis conforme, écrit et motivé, délivré par le vétérinaire sanitaire. Toutefois les poumons et autres

(1) Voir sur ce point circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 31 octobre 1898.

viscères de ces animaux devront être détruits ou enfouis, en observant les précautions indiquées par l'article 42 de la loi de 1898.

Le maire devra adresser immédiatement au préfet copie de l'autorisation qu'il a accordée ; il y joindra un duplicata de l'avis formulé par le vétérinaire sanitaire et l'attestation que les poumons et autres viscères ont été détruits ou enfouis en sa présence ou en présence de son délégué (loi de 1898, art. 43).

Il y a cependant des cas où le maire ne peut autoriser l'utilisation de la viande. Ce sont :

1° Quand les lésions sont généralisées, c'est-à-dire non confirmées exclusivement dans les organes viscéraux et leurs ganglions lymphatiques ;

2° Quand les lésions, bien que localisées, ont envahi la plus grande partie d'un viscère, ou se traduisent par une éruption sur les parois de la poitrine ou de la cavité abdominale. Ces viandes, exclues de la consommation ainsi que les viscères tuberculeux, ne peuvent servir à l'alimentation des animaux et doivent être détruites.

Le maire devra également veiller à ce que le lait provenant des vaches tuberculeuses ne soit pas vendu. Ce lait pourra seulement être utilisé sur place pour l'alimentation des animaux après avoir été bouilli.

L'utilisation des peaux n'est permise qu'après désinfection (décret de 1888, art. 10, 11 et 12).

41° ROUGET ET PNEUMO-ENTÉRITE INFECTIEUSE

Le rouget et la pneumo-entérite infectieuse sont deux maladies qui ont beaucoup d'analogie dans leur mode de développement et leur mode de propagation, c'est pour-quoi les mêmes mesures leur sont appliquées.

Lorsque le rouget et la pneumo-entérite infectieuse sont constatés dans une commune, le préfet doit prendre un arrêté portant déclaration d'infection des locaux, cours, enclos et pâtures dans lesquels se trouvent les animaux malades.

Cette déclaration d'infection aura pour effet d'entraîner certaines prescriptions :

1° Mise en quarantaine des locaux, cours, enclos et pâtures déclarés infectés, impliquant défense d'y introduire des animaux de l'espèce porcine ;

2° Visite et surveillance par le vétérinaire des locaux, cours, enclos et pâtures déclarés infectés ;

3° Interdiction d'abattre les porcs atteints de la maladie sans en donner préalablement avis à l'autorité municipale ;

4° Interdiction de vendre, si ce n'est pour la boucherie, les porcs qui ont été exposés à la contagion ;

Dans le cas de vente pour la boucherie, les animaux doivent être marqués ; le maire doit alors délivrer un laissez-

passer qui lui est rapporté dans le délai de cinq jours avec un certificat attestant que les animaux ont été abattus. C'est au maire à délivrer ce certificat dans les localités où il n'existe pas d'abattoir.

Comme la contagion pourrait se répandre par les excréments des animaux transportés en vue de la boucherie, ils ne doivent être conduits qu'en voiture ou par chemin de fer ;

5° La défense de laisser écouler sur la voie publique les parties liquides des déjections. Le préfet devra, dans son arrêté, indiquer comment ces matières devront être traitées ainsi que les litières et fumiers avant de les sortir des locaux infectés ;

6° L'interdiction de laisser pénétrer dans les locaux, cours, enclos et pâtures déclarés infectés, toutes personnes autres que celles qui sont préposées aux soins à donner aux animaux. Ces personnes ne doivent pas pénétrer dans d'autres porcheries ;

7° L'obligation pour toute personne sortant d'un local infecté, de se soumettre aux mesures de désinfection jugées nécessaires, notamment en ce qui concerne les chaussures (décret de 1888, art. 14).

Pour que la chair des animaux morts du rouget ou de la pneumo-entérite infectieuse puisse être livrée à la consommation, le maire devra donner une autorisation spéciale. Dans ce cas il devra se conformer aux prescriptions que nous avons indiquées à ce sujet à propos de la tuberculose.

Les viscères (poumons, estomacs, foie, rate, etc.), doivent être détruits.

Les voitures ayant servi aux transports des animaux morts du rouget ou de la pneumo-entérite infectieuse et les conducteurs et autres personnes employées au chargement ou déchargement et à l'enfouissement, sont soumises aux prescriptions de désinfection que nous avons indiquées en parlant de la peste bovine (art. 16 et 15).

Le rouget ou la pneumo-entérite peuvent prendre un caractère envahissant, le préfet doit alors interdire, par arrêté, la circulation, le colportage, ainsi que l'exposition et la mise en vente des porcs dans les foires et marchés, réunions ou rassemblements d'animaux (art. 17).

Certaines personnes pour prévenir les dangereux effets du rouget peuvent avoir le désir de faire inoculer leurs animaux, dans ce cas ils devront en faire la déclaration au maire de la commune.

Une fois l'opération terminée, on devra remettre de suite au maire un certificat du vétérinaire opérateur, indiquant la date à laquelle l'inoculation a été terminée et le nombre d'animaux inoculés. Pendant les quinze jours qui suivent cette date, les animaux restent sous la surveillance de vétérinaire sanitaire et le maire doit veiller à ce que les propriétaires ne s'en dessaisissent que pour les faire abattre.

Le préfet ne peut lever la déclaration d'infection que lorsqu'il s'est écoulé un délai d'un mois sans qu'il se soit produit un nouveau cas de rouget ou de pneumo-entérite infectieuse, et après constatation par le vétérinaire sani-

taire que toutes les prescriptions relatives à la désinfection ont été exécutées. Il pourra cependant l'ordonner immédiatement après la désinfection si tous les porcs qui se trouvaient dans les locaux, cours, enclos, etc., déclarés infectés, ont été abattus.

En cas d'inoculation préventive de tous les porcs ayant été exposés à la contagion, le préfet peut lever la déclaration quinze jours après l'opération si aucun nouveau cas de rouget ne s'est déclaré parmi ces animaux pendant ce laps de temps et s'il est constaté par le vétérinaire sanitaire que toutes les prescriptions relatives à la désinfection ont été exécutées (art. 17 et 18).

§ 3. — *Indemnités*

Des indemnités peuvent être accordées aux propriétaires des animaux atteints de la peste bovine et de la péripneumonie contagieuse et abattus en vertu des articles 34 et 37 de la loi du 21 juin 1898. Les animaux abattus pour tuberculose ou la viande saisie de ces animaux peuvent également donner lieu à une indemnité.

Tout d'abord pour la peste bovine et la péripneumonie contagieuse, l'indemnité est ainsi réglée en vertu de l'article 46 de la loi de 1898 :

La moitié de la valeur des animaux avant la maladie, s'ils en sont reconnus atteints.

Les trois quarts, s'ils ont seulement été contaminés.

La totalité, s'ils sont morts de suites de l'inoculation, car les propriétaires des animaux morts à la suite de l'ino-

culation faite pour les préserver de la péripneumonie, ont également droit à une indemnité.

L'indemnité à accorder ne peut dépasser la somme de 400 francs pour la moitié de la valeur de l'animal, celle de 600 francs pour les trois quarts, et celle de 800 francs pour la totalité de sa valeur.

Toutefois les propriétaires d'animaux importés des pays étrangers, abattus pour cause de péripneumonie contagieuse dans les trois mois qui ont suivi leur introduction en France, n'auront droit à aucune indemnité (loi de 1898, art. 47).

Dans les cas où le maire aura autorisé la vente de la chair des animaux abattus, le propriétaire devra déclarer le produit de la vente de ces débris, le produit lui en appartiendra, mais s'il est supérieur à la portion de valeur laissée à sa charge, l'indemnité due par l'État est réduite de l'excédent (loi de 1898, art. 48).

Les animaux avant d'être abattus doivent être évalués par le vétérinaire délégué et un expert si toutefois la partie en a désigné un, un procès-verbal de l'estimation est dressé et déposé à la mairie. Le maire, après l'avoir contresigné et fait contresigner par le juge de paix, le transmet au préfet dans les cinq jours de sa date, il doit y joindre les pièces suivantes :

- 1° La demande d'indemnité formée par le propriétaire ;
- 2° Une copie, certifiée conforme par lui, de l'ordre d'abatage ou d'inoculation ;
- 3° Un certificat, émané de lui, attestant que l'ordre d'aba-

tage a reçu son exécution ; ou dans le cas de mort par suite de l'inoculation de la péripneumonie, un certificat du vétérinaire attestant que l'inoculation est réellement la cause de la mort de l'animal ; ce dernier certificat doit être visé par lui ,

4° Une copie certifiée de la déclaration, faite à la mairie par le propriétaire, de l'apparition de la maladie dans ses étables ou dans la bergerie ;

5° Un certificat de lui constatant que le propriétaire s'est conformé à toutes les prescriptions de la loi ;

6° Une déclaration du propriétaire faisant connaître lorsqu'il y aura lieu, pour chaque tête de bétail, le produit de la vente des animaux ou de leurs chairs et débris.

Si les animaux ont été abattus pour cause de péripneumonie ou sont morts des suites de l'inoculation de cette maladie, il fait joindre le procès-verbal d'autopsie des animaux pour la perte desquels l'indemnité est réclamée, et un certificat d'origine constatant qu'ils n'ont pas été introduits en France dans les trois mois qui ont précédé l'abatage.

Le préfet doit alors, dans le délai de trois mois à dater du jour de l'abatage, adresser la demande d'indemnité au Ministre de l'Agriculture qui est chargé de régler l'indemnité (loi de 1898, art. 48, 49, 50 ; décret de 1882, art. 65 et 66.)

Pour la tuberculose les indemnités ne sont pas réglées de la même manière. La loi de finances du 30 mai 1899 en fixe le montant :

1° Au tiers de la valeur qu'avait l'animal au moment de l'abatage, lorsque la tuberculose est généralisée ;

2° Aux trois quarts de cette valeur, lorsque la maladie est localisée ;

3° A la totalité de la valeur de l'animal abattu par mesure administrative, s'il résulte de l'abatage que cet animal n'était pas atteint de la tuberculose.

« Dans tous les cas, ajoute cette loi de finances, la valeur de la viande et les dépouilles vendues par les soins du propriétaire, sous le contrôle du maire, sera déduite de l'indemnité prévue. Cette indemnité ne pourra être supérieure à 200 francs pour le tiers de la valeur et à 450 francs pour les trois quarts ».

Dans le cas de saisie de viande, les propriétaires, d'après la loi de finances du 30 mars 1902, n'auront même pas besoin de faire une déclaration préalable de maladie pour avoir droit à une indemnité, il suffira que le vétérinaire sanitaire l'ait déclarée impropre à la consommation. Le législateur a ainsi voulu appeler au bénéfice de l'indemnité le cultivateur qui, ne se doutant pas de la maladie dont son animal est atteint, l'envoie de bonne foi dans un abattoir public où il sait qu'il sera soumis à l'examen de vétérinaire avant et après l'abatage.

La circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 5 avril 1902 indique comment devront être constitués par les maires les dossiers de demandes d'indemnités pour viandes saisies.

Quant aux animaux qui ont fait l'objet d'une déclaration

préalable, le dossier de la demande d'indemnité est composé conformément à la circulaire du Ministre de l'Agriculture du 3 août 1899.

Le préfet transmet les dossiers au Ministre de l'Agriculture qui dans tous les cas fixe l'indemnité sauf recours au Conseil d'Etat. Aucun délai n'est fixé pour la demande de ces indemnités.

Disons pour terminer que conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi de 1898, toute infraction aux dispositions relatives à la police sanitaire prescrite par cette loi et aux règlements rendus pour leur exécution, peut entraîner la perte de l'indemnité prévue pour la peste bovine, la péripneumonie contagieuse et la tuberculose. 

§ 4. — *Pénalités*

Les infractions aux mesures édictées pour prévenir les épizooties ont leur sanction dans les articles 30 à 37 de la loi du 21 juillet 1881, car la loi de 1898 est muette sur ce point.

Le maire tenu de prendre certaines mesures sanitaires lorsqu'une maladie contagieuse se déclare sur le bétail de sa commune, ne peut encourir, de ce chef, aucune condamnation pénale. La Cour de Besançon par un arrêt du 17 mai 1899 l'a ainsi jugé(1).

(1) Gazette du Palais. — Supplément, 1899, 2, 76.

SECTION IV. — Police des foires et marchés

« Personne n'ignore, a dit M. Peaudecerf, dans son rapport au Sénat, lors de l'élaboration de la loi du 24 juin 1898, que la propagation des maladies épizootiques et contagieuses s'effectue par les champs de foire où les bestiaux sont attachés et stationnent très près les uns des autres, et aussi, le plus souvent, par les locaux ouverts au public, écuries et étables des auberges dans lesquels, les jours de foire et de marché, les cultivateurs sont obligés d'entasser les animaux. Aux termes de la loi de police sanitaire de 1881, les vétérinaires délégués procèdent à la visite des bestiaux exposés en vente, mais là se borne leur action, la loi ne les autorise pas à porter ailleurs leur surveillance, à moins d'une invitation spéciale ou d'une déclaration légale de maladie contagieuse. Un intérêt considérable s'attache à préserver le bétail de maladies graves, dangereuses et presque toujours incurables. Depuis longtemps les cultivateurs, les éleveurs ont, par leurs représentants les plus autorisés, sollicité des mesures propres à garantir la salubrité des locaux d'hébergement et de stationnement; ces locaux, trop souvent, par leur état de malpropreté, leur humidité, leur défaut de lumière, d'aération, entretiennent des germes de maladies épizootiques, les bestiaux y contractent des maladies et les transportent au loin dans d'autres foires, dans les étables des fermes, dans les pâturages, etc... »

Voilà donc les raisons pour lesquelles la loi de 1898 a cru devoir charger les maires et les préfets de prendre certaines mesures nécessaires à la préservation du bétail des maladies épizootiques et contagieuses dans les champs de foire, les marchés, les hangars et étables, les parcs de comptage et autres lieux ouverts au public.

Tout d'abord, en vertu de l'article 67 le préfet, indépendamment des mesures locales prises par les maires, peut prescrire, pour l'ensemble des communes du département, les précautions à prendre pour la conduite et le transport à l'abattoir ou pour l'abatage des animaux.

A chaque tenue de foire ou de marché, le maire devra de plus, se conformer à l'article 68, c'est-à-dire veiller à ce que le sol des halles, des marchés et des étables, des parcs de comptage, la plate-forme des ponts à bascule et tous autres emplacements où les bestiaux ont stationné, ainsi que les lisses, les boucles d'attache et toutes parties en élévation qu'ils ont pu souiller, soit nettoyés et désinfectés.

Dans cette surveillance il est secondé par le vétérinaire sanitaire nommé par le préfet. Le vétérinaire inspecte les marchés, halles, stations d'embarquement ou de débarquement, les auberges, écuries, vacheries, bergeries, chenils et autres lieux ouverts au public, gratuitement ou non, pour la vente, l'hébergement, le stationnement ou le transport des animaux domestiques. Tous les propriétaires, locataires ou exploitants, ainsi que tous régisseurs ou préposés à la garde et à la surveillance de ces établissements,

sont tenus de le laisser pénétrer en vue d'y faire les constatations qu'il juge nécessaires. Seulement, le maire devra l'accompagner si la visite a lieu après le coucher du soleil (loi de 1898, art. 69).

Au cours de sa visite, le vétérinaire peut avoir trouvé que certains locaux ne présentent pas toutes les garanties de salubrité nécessaires pour les animaux domestiques, il indique alors les mesures à prendre ; mais les intéressés peuvent n'avoir pas écouté les prescriptions du vétérinaire, dans ce cas, ce dernier adresse au maire et au préfet un rapport dans lequel il fait connaître les mesures de désinfection et de nettoyage qu'il a recommandées et qu'il juge utiles pour y remédier. S'il y a urgence, le maire prescrira les mesures nécessaires, sinon le préfet en ordonnera l'exécution aux frais de qui de droit, et dans un délai qu'il déterminera (loi de 1898, art. 70).

Le vétérinaire peut encore avoir reconnu insalubre le champ de foire ou autre emplacement communal destiné à l'exposition en vente des bestiaux, il adressera alors un rapport au maire et au préfet, et le maire devra prescrire aussitôt l'exécution des mesures de nettoyage et de désinfection indiquées. Il peut cependant arriver que le maire, soit par négligence, soit pour éviter à la commune les charges imposées par le nettoyage, ne se conforme pas au rapport du vétérinaire ; dans ce cas, le préfet adressera au maire une mise en demeure, et si cette mise en demeure n'est pas suivie d'exécution, il ordonnera, conformément à l'article 99 de la loi municipale, l'interdiction du

champ de foire ou prescrira, aux frais de la commune, les mesures indispensables à faire cesser les causes d'insalubrité pour les animaux domestiques. Il invitera en même temps le Conseil municipal à voter les dépenses nécessaires pour l'exécution de ces mesures. Même s'il y a lieu, il pourra inscrire d'office au budget communal, un crédit d'égale somme (art. 71).

Les propriétaires dont les locaux ont été déclarés insalubres ne peuvent en faire usage à dater du jour où l'arrêté du préfet ou du maire leur a été signifié jusqu'à celui où ils ont fait exécuter les mesures prescrites (art. 72).

Il peut arriver que, malgré toutes ces prescriptions rigoureuses, des animaux atteints de maladies contagieuses aient été amenés sur le marché. Dans ce cas, le vétérinaire préposé à l'inspection sanitaire devra en avvertir de suite le maire qui fera mettre en fourrière les animaux atteints ou suspects. Il importe, en effet, pour éviter la propagation de la maladie, que ces animaux soient complètement isolés. Le vétérinaire fera son enquête sans délai et proposera l'adoption des mesures de précautions nécessaires (décret de 1882, art. 87).

Le maire de la commune d'où parviennent les animaux devra en être immédiatement informé par un avis mentionnant le nom du propriétaire. Sur cet avis, le maire prendra les mesures prescrites par la loi et le règlement (art. 82).

Dans la commune où se tient le marché, les mesures à prendre diffèrent suivant la maladie. Si le mal constaté est la peste bovine, tous les animaux des espèces bovine,

ovine et caprine présents sur le marché devront être immédiatement sequestrés et soumis aux prescriptions que nous avons indiquées pour cette maladie.

Lorsque la maladie constatée est la péripneumonie, tous les animaux malades doivent être mis en fourrière pour être abattus, soit dans la localité même, soit à l'abattoir le plus voisin. Toutes les bêtes bovines appartenant au propriétaire des animaux malades et celles qui ont été en contact avec elles doivent être considérées comme suspectes ; elles ne peuvent être vendues que pour la boucherie. Toutefois, si les propriétaires préfèrent les conserver, elles devront être reconduites dans leur étable et soumises aux prescriptions de la loi. Si les animaux sont transportés à l'abattoir, le maire devra les faire marquer et délivrer un laissez-passer (art. 84).

Dans le cas de fièvre aphteuse, le maire doit faire mettre en fourrière et séquestrer jusqu'à complète guérison les animaux malades. S'il y a abatage, il doit faire marquer les animaux et délivrer un laissez-passer ainsi que nous avons indiqué plus haut pour la fièvre aphteuse. Il doit enfin signaler aux maires des communes où ils sont envoyés les animaux qui ont été en contact avec les bêtes reconnues malades (art. 85).

Lorsque la maladie constatée est la clavelée ou la gale, ou le charbon, les animaux malades doivent être mis en fourrière et séquestrés jusqu'à complète guérison. Le propriétaire peut soumettre à l'inoculation propre à chaque maladie les animaux qui sont sous le coup de la clavelée

ou du charbon, ils doivent être soumis au traitement curatif que comporte la maladie.

Pendant la durée de la séquestration, le propriétaire peut faire abattre ses animaux malades, qui sont alors enfouis ou livrés à l'atelier d'équarissage. Le maire doit veiller à ce que le transfert à l'atelier d'équarissage ou à l'abattoir ait lieu sous la surveillance d'un gardien spécial. Quant aux animaux qui ont été en contact avec les bêtes reconnues malades, ils doivent être signalés aux maires des communes où ils sont envoyés (art. 86).

Lorsque la maladie est la morve, l'animal doit être saisi et abattu. Le maire peut même ordonner le transfert à un atelier d'équarissage, mais auparavant il aura dû avoir le soin de le faire marquer et de désigner un gardien spécial pour la conduite.

Immédiatement après l'abatage, l'animal doit être injecté à l'acide phénique ou à l'essence de térébenthine. Le vétérinaire doit s'assurer que cette dernière prescription a été remplie (art. 88).

SECTION V. — Rouvoirs.

Le rouissage des plantes textiles, du chanvre et du lin notamment, est une cause grave d'insalubrité pour l'air atmosphérique et les eaux, il peut engendrer des fièvres pernicieuses tenaces. Sans doute les trous dans lesquels les cultivateurs font rouir le chanvre, le lin et les autres plantes textiles sont généralement choisis au loin des habi-

tations et surtout en dehors des agglomérations. « Dans de nombreuses communes cependant (1), on rencontre encore des routoirs très près des villages et des hameaux, où d'anciennes et regrettables habitudes les ont fait conserver. Ailleurs les tiges des plantes textiles, après l'arrachage, sont portées et retenues dans le ruisseau voisin, souvent en amont et au-dessus même de l'endroit le plus accessible où les bestiaux viennent s'abreuver et parfois les femmes laver la lessive et les vêtements de la famille. »

Une réglementation était donc nécessaire et le législateur dans l'article 25 de la loi du 21 juin 1898 a formulé les prescriptions à ce relatives.

Tout d'abord le rouissage est interdit dans les abreuvoirs et lavoirs publics. Cette prohibition est impérieusement exigée par la salubrité publique, car ainsi que nous venons de le faire remarquer, le rouissage est une opération très malsaine.

Quant à la réglementation des routoirs établis dans la campagne, le soin en est remis aux préfets, car suivant la juste remarque de M. Peaudecerf dans son rapport au Sénat, ces administrateurs sont mieux placés que tous autres pour juger la question. Les préfets en effet trouvent près des Conseils d'hygiène et de salubrité, les avis d'hommes compétents et tous les renseignements indispensables, avant d'ordonner la suppression d'un routoir, si elle est réclamée. De plus la réglementation intéresse

(1) Rapport de M. Peaudecerf au Sénat, Annexe 166, *Officiel* des 30 et 31 décembre 1889.

non pas seulement le village ou la commune dans lesquels se trouvent établis des routoirs agricoles, mais le plus souvent un assez grand nombre d'agglomérations voisines situées en aval et qui reçoivent les eaux des ruisseaux, des réservoirs ou des trous utilisés pour le rouissage.

Le préfet pourra donc, conformément à l'article 25, alinéa 2, réglementer ou même interdire le rouissage des plantes textiles dans les eaux courantes et dans les étangs. Il ne pourra toutefois prononcer cette interdiction qu'après avis du Conseil d'hygiène et de salubrité.

Le projet du Gouvernement, lors de l'élaboration de la loi, avait proposé de fixer une distance réglementaire pour l'établissement d'un routoir rural. Cette réglementation a paru difficile car dans tel cas, en effet, le routoir sera moins dangereux à 80 mètres qu'à 200, les inconvénients, les dangers possibles dépendant d'une foule de conditions et de circonstances. Ce soin devait être confié à l'autorité locale qui, conformément à ses droits de police, peut prendre les arrêtés qu'elle juge utiles pour désigner les endroits où il convient le mieux d'établir le routoir banal de telle ou telle section de commune, comme aussi la distance des habitations à laquelle il lui semblera nécessaire dans l'intérêt de la santé publique, de dresser des faisceaux de plantes textiles exposés à l'air pour sécher après le rouissage (1).

C'est pourquoi l'article 25 § 5 a chargé le maire de ce

(1) Rapport de M. Peaudecerf.

soin. Ce paragraphe est ainsi formulé : « Le maire peut désigner, par un arrêté, les lieux où les routoirs publics seront établis, ainsi que la distance à observer dans le choix des emplacements destinés au séchage des plantes textiles après le rouissage. »

Nous ferons remarquer en dernier lieu qu'il n'est question ici que du rouissage des plantes textiles tel qu'il est pratiqué dans les campagnes par des petits cultivateurs, et qu'il n'est dérogé en rien aux règles établies pour le rouissage en grand effectué par des industries spéciales ; ces routoirs industriels sont assujettis aux prescriptions des décrets des 13 octobre 1840 et 31 décembre 1866, relatifs aux établissements insalubres. Toutefois le préfet sur la demande du Conseil municipal ou des propriétaires voisins peut ordonner la suppression de ces routoirs établis à proximité des habitations et dont l'insalubrité est constatée (1).

SECTION VI. — Mesures concernant les vidanges et les gadoues.

Trop souvent les administrations locales semblent ignorer que les purins et vidanges s'écoulant des étables peuvent être cause d'épidémie. Les statistiques médicales et les rapports du Conseil d'hygiène publique n'établissent-ils pas que c'est à la campagne que les épidémies sévissent avec la plus vive intensité et font le plus de victime ? Le purin s'écoule dans les fossés au grand préjudice de l'agri-

(1) Art. 25 § 3 et 4 de la loi de 1898.

culture. Retenu par les dépressions du sol, il séjourne au milieu des agglomérations où il forme de petites mares malsaines ; suivant la pente des terrains, il s'infiltre dans les fontaines, dans les puits, dans les lavoirs, qui deviennent alors autant de foyers dangereux pour la santé publique. Il était donc nécessaire de rappeler aux autorités locales leur devoir et de les armer en même temps de pouvoirs indispensables qui leur permettent de faire cesser cet état de choses (1).

D'après l'article 19 de la loi du 21 juin 1898, le maire dans le cas d'insalubrité constatée par le Conseil d'hygiène et de salubrité de l'arrondissement devra ordonner la suppression des fosses à purin non étanches et puisards d'absorption. Sur l'avis de ce même Conseil, il pourra encore interdire les dépôts de vidange ou de gadoue qui seraient de nature à compromettre la salubrité publique. Si on s'en rapporte aux travaux de la loi (2), on verra toutefois qu'il ne s'agit ici que des dépôts essentiellement temporaires qu'un propriétaire fait sur un coin de sa propriété, pour attendre le moment où il pourra utiliser les engrais.

Le maire devra également d'après ce même article 19 déterminer les mesures à prendre pour empêcher l'écoulement sur la voie publique des liquides provenant des dépôts de fumiers et des étables. Toutefois l'article ajoute que les décisions des maires peuvent toujours être l'objet d'un recours au préfet.

(1) Rapport de M. Peaudecerf.

(2) Séance du 29 novembre 1889.

SECTION VII. — Mares et étangs.

Les étangs marécageux, qui ne sont le plus souvent que de vastes mares à eaux croupissantes, sont encore nombreux dans quelques contrées ; il est donc utile de réglementer le nettoyage et la vidange de ces amas d'eau non courante. Les articles 21 et suivants de la loi du 21 juin 1898 ont donné aux maires et aux préfets certains pouvoirs à cet effet.

« Les mares, notamment celles qui reçoivent les purins, les eaux d'égoût des cours, les liquides provenant des fumiers, les déjections des étables et les autres résidus et matières en fermentation, ne sont le plus souvent qu'un amas d'eau croupissante, malsaine, capable de rendre malades les bestiaux et d'engendrer les fléaux contagieux par leurs émanations délétères, par leur puanteur qui infecte l'air. Néanmoins dans certaines contrées absolument privées d'eau pendant la saison d'été, la jouissance d'une mare, fût-elle boueuse et remplie d'eau malpropre, présente une utilité réelle, soit pour les arrosages de jardins, soit pour la fabrication des mortiers nécessaires aux constructions ou aux réparations, soit pour permettre au besoin, d'éteindre un incendie » (1). C'est pourquoi on a toutefois soumis leur suppression à certaines formalités.

Tout d'abord d'après l'article 21, le maire devra surveil-

(1) Rapport de M. Peaudecerf.

ler au point de vue de la salubrité l'état des ruisseaux, rivières, étangs, mares ou amas d'eau. Dans le cas où la commune possède une mare communale, placée dans l'intérieur d'un village ou dans le voisinage des habitations, il devra, conformément à l'article 22, ordonner les mesures nécessaires pour en assurer l'assainissement et au besoin la suppression, si elle compromet la salubrité publique. Dans le cas de suppression, il devra toutefois consulter le Conseil municipal.

Si le maire considérant seulement les avantages apportés par la mare, ne s'occupe pas d'en effectuer la suppression, le préfet pourra alors, après avis du Conseil d'hygiène et après enquête *de commodo et incommodo*, décider la suppression immédiate ou prescrire, aux frais de la commune, les travaux reconnus utiles. Dans ces conditions, le préfet se trouvera entouré de tous les renseignements capables de l'éclairer et de lui permettre de prendre une décision entièrement en rapport avec les intérêts les plus considérables et parfois les plus urgents. La dépense exigée pour la suppression est comprise parmi les dépenses obligatoires prévues à l'article 136 de la loi du 5 avril 1884.

Dans le cas où les mares ou fossés à eau stagnante établis dans le voisinage des habitations appartiendraient à des particuliers, le maire devra prescrire aux propriétaires soit de les supprimer, soit d'exécuter les travaux ou de prendre les mesures nécessaires pour cesser toutes causes d'insalubrité. Lorsque par exemple un individu aura établi des barrages dans un fossé traversant sa propriété et que

les mares produites par lesdits barrages sont une cause d'insalubrité, le maire pourra lui enjoindre de les supprimer. Mais le magistrat municipal excéderait ses pouvoirs s'il déterminait la nature des moyens à employer pour obtenir ce résultat, alors qu'il n'est pas établi que le moyen imposé soit le seul efficace (1).

L'individu propriétaire de la mare insalubre peut refuser ou négliger d'exécuter les ordres du maire ; dans ce cas, le maire devra dénoncer au préfet l'état d'insalubrité constaté. Le préfet, après avis du Conseil d'hygiène et du service hydraulique, pourra alors ordonner la suppression de la mare dangereuse ou prescrire que les travaux reconnus nécessaires seront exécutés d'office aux frais du propriétaire, après mise en demeure préalable. Le montant de la dépense est recouvré comme en matière de contributions directes, sur un rôle rendu exécutoire par le préfet (2).

Le préfet pourrait-il, sans excès de pouvoir, ordonner la suppression si le Conseil d'hygiène ne la jugeait pas nécessaire (3) ? Nous ne le croyons pas, car sous la législation précédente, aux termes du décret des 11-19 septembre 1792, le préfet ne pouvait ordonner la suppression qu'après avis des gens de l'art et après avoir appelé à en délibérer le Conseil général du département et le Conseil

(1) Cass., 28 juillet 1893.

(2) Toutes ces prescriptions sont contenues dans l'article 22 de la loi de 1898.

(3) Cass., 23 mars 1891. D. P. 92, 3, 101,

de l'arrondissement où se trouve l'étang dont la suppression lui paraît nécessaire. La situation aujourd'hui n'est-elle pas analogue ?

Enfin disons pour terminer qu'aux termes de l'article 24, le préfet peut interdire la vidange des étangs et autres amas d'eau non courante dans les cas et dans les lieux où cette opération serait de nature à compromettre la salubrité publique.

CHAPITRE VI

DIVAGATION DES ANIMAUX MALFAISANTS

Les animaux domestiques, indépendamment des certains dangers qu'ils peuvent présenter pour la sécurité ou la santé publique, peuvent aussi occasionner certains préjudices à la propriété privée. Aussi les lois des 16-24 août 1790, titre 11 article 3 et 5 avril 1884 article 98, § 8, ont-elles chargé l'autorité municipale du soin d'obvier aux accidents fâcheux et aux dégâts qui pourraient résulter de la divagation des animaux malfaisants et féroces. Le maire doit donc en conséquence défendre aux habitants de laisser divaguer les animaux qui pourraient causer un préjudice quelconque et en interdire en même temps la garde à des enfants hors d'état de les conduire ou de protéger les passants de leurs attaques.

Que faut-il tout d'abord entendre par divagation ?

Laisser divaguer veut dire laisser aller à l'abandon ; ce qui caractérise la divagation, c'est la circulation de l'animal hors du domicile de son maître et sans aucune surveillance. Au reste il semble assez difficile de donner une définition absolument précise de la divagation ; lorsque les

juges auront à juger des contraventions aux arrêtés, ils tiendront toujours compte d'un important élément de fait ; ainsi il a été jugé par exemple, qu'un chien est en état de divagation s'il s'est trouvé seul, même peu éloigné de la maison de son maître (1).

D'après MM. Leroy et Drioux (2), il y a divagation toutes les fois que l'animal circule dans un lieu public, ou sur la voie publique, sans être accompagné de son maître, à moins que celui-ci n'ait pris les précautions pour l'empêcher de nuire (3).

Maintenant, quels sont les animaux que le maire doit considérer comme nuisibles et malfaisants et dont, par conséquent, il défendra la divagation ?

Le maire doit se contenir dans de justes limites, car autrement les tribunaux refuseraient de sanctionner les arrêtés. On considère ordinairement comme animaux malfaisants : les chiens hargneux, ceux qui vaguent sans maître dans les rues, les chevaux ombrageux, les étalons qui sont souvent dangereux, les taureaux, les bœufs, les vaches et même les béliers qui peuvent blesser les passants à coups de cornes, et enfin les porcs qu'on a souvent vu mordre et dévorer les enfants. C'est ainsi que le maire peut obliger les conducteurs de taureaux, bœufs, chevaux, à les tenir en main, surtout

(1) Cass., 28 avril 1827. Bull. n° 106.

(2) Des animaux domestiques.

(3) Cass., 19 nov. 1856. D. P. 57, 1, 76. — 8 nov. 1767, D. P. 68, 5. 19.

dans l'intérieur des agglomérations. La Cour de cassation a même décidé, dans un arrêt du 28 janvier 1859, que le maire peut contraindre les personnes qui possèdent des ânes et des mulets à les museler pour les empêcher de mordre ou de braire (1). D'autres animaux sont incommodes ou nuisibles et leur existence, dans les agglomérations, peut présenter des dangers pour la salubrité publique, tels sont les porcs, les chèvres, les brebis, les pigeons et les volailles, etc. (2). Relativement à ces animaux, les maires peuvent, par règlements de police, défendre aux habitants d'en avoir chez eux pour les y nourrir et élever, en exceptant, toutefois, les individus qui en font le commerce, mais à la condition qu'ils ne négligent aucune des mesures de salubrité qui leur seront prescrites. Les contraventions seront punies conformément aux articles 471 et 475 du Code pénal.

La divagation de certains animaux tels que les chiens, les chèvres, les pigeons, les abeilles peut causer de plus grands préjudices, aussi le législateur a-t-il cru devoir conférer aux maires et aux préfets le pouvoir d'édicter certaines mesures spéciales à cet égard. Nous allons passer en revue les mesures à prendre pour ces différents animaux,

§ 1. — *Chiens errants*

« Les chiens errants, a dit M. Peaudecerf dans son rapport du 7 juin 1889 au Sénat, dévastent les récoltes,

(1) D. P. 59, 5, 28.

(2) Cass., 18 février 1858, D. P. 58, 5, 16.

détruisent le gibier, parfois les volailles, les oiseaux de basse-cour, et, le plus souvent, portent au loin la rage, cette terrible maladie, à leurs congénères, aux troupeaux de toute espèce, même aux hommes. Les administrations municipales et départementales ne se montrent jamais trop sévères contre les chiens errants; et récemment encore, M. le rapporteur général du Comité supérieur d'hygiène et de salubrité, dans un travail fort intéressant qui a reçu l'approbation unanime du Comité, réclamait, avec une insistance qui mérite d'être entendue, l'application des mesures les plus énergiques. »

Voilà les raisons qui ont amené le législateur à armer les maires des pouvoirs nécessaires pour empêcher la divagation des chiens. L'article 16 de la loi du 21 juin 1898 est ainsi conçu : « Les maires prennent toutes les mesures propres à empêcher la divagation des chiens; ils peuvent ordonner que les chiens errants, et tous ceux qui seraient trouvés sur la voie publique ou dans les champs non munis d'un collier portant le nom et le domicile de leur maître, seront conduits en fourrière et abattus après un délai de quarante-huit heures, s'ils n'ont point été réclamés et si le propriétaire reste inconnu. — Le délai est porté à huit jours francs pour les chiens avec collier ou portant la marque de leur maître. »

Les maires, dit cet article, pourront ordonner que les chiens soient tenus en laisse ou muselés; mais ce ne sont pas là les seules mesures qu'ils soient autorisés à prendre. C'est ainsi que, en 1834, le maire d'une commune de la

Haute-Vienne avait jugé bon de prescrire que, pendant la saison des vendanges, les chiens ne pourraient sortir en liberté qu'avec un billot attaché entre les pattes ; la Cour de cassation déclara légal l'arrêté : « Attendu, dit l'arrêt, que le maire de la commune a pu prendre un arrêté ayant pour objet d'obvier aux dégâts que pourraient causer momentanément des chiens vaguant dans les vignes où la récolte était alors pendante en état de maturité ; attendu que les dispositions de l'arrêté municipal prescrivant d'attacher un billot au cou des chiens pendant la saison des vendanges ont été valables et obligatoires(1). » Les maires peuvent donc prendre toutes les mesures utiles pour empêcher la divagation des chiens, à une condition cependant, c'est qu'elles soient de nature à sauvegarder les récoltes ou à empêcher la propagation de la rage. Il ne pourra toutefois empêcher la circulation des chiens de berger ainsi que des chiens de chasse pour l'usage auxquels ils sont employés (2).

Les maires sont-ils bien placés pour édicter toutes ces mesures ? Nous ne le croyons pas, car le maire qui désire rester en paix avec ses administrés, laisse courir les chiens, si bien qu'à ce point de vue la police municipale est tout à fait inefficace et illusoire. Les préfets, semble-t-il, sont mieux placés pour être chargés de ce soin ; ils pourront, du reste, prendre des arrêtés pour empêcher la divagation des chiens en s'appuyant sur l'article 99 de la loi du 5 avril

(1) Cassation, 10 janvier 1834. Sirey, 1834, page 265.

(2) V. *Officiel* du 10 mars 1890, page 253 et suiv.

1884 ou bien sur l'article 7 de la loi du 3 mai 1844 qui les autorise à prendre les arrêtés nécessaires « pour prévenir la destruction des oiseaux et favoriser le repeuplement. » Les arrêtés pris par les préfets en vertu de cette dernière loi ont été déclarés légaux et obligatoires par la jurisprudence (1). La violation en est même punie, en vertu de l'article 44 de la loi de 1844, c'est-à-dire d'une amende de 16 à 100 francs ; ce qui est une garantie de plus pour l'exécution de l'arrêté, car les intéressés connaissant la gravité de la peine évitent de contrevenir à l'arrêté.

Les préfets ne pourraient toutefois prendre un arrêté, ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut dans notre chapitre sur les règlements, en s'appuyant sur la nécessité de protéger les récoltes contre les dégâts causés par la divagation des chiens. Le maire chargé de la police rurale a seul ce droit.

Nous avons encore indiqué plus haut, en traitant de la rage, les mesures à prendre lorsqu'un cas de rage s'est déclaré dans une commune.

§ 2. — *Chèvres*

Quoiqu'étant de véritables bestiaux, les chèvres ont pu mériter des mesures spéciales. Ces bêtes, en effet, si elles sont mal surveillées, peuvent être fort nuisibles notamment aux bois et forêts. De tout temps on les a considérées comme particulièrement redoutables parmi les animaux broutants.

L'ordonnance d'août 1669 défend de mener paître les

(1) Cass. crim., 5 août 1889. — Dijon, 26 nov. 1890.

chèvres, les brebis et les moutons dans les bois. Son article 13, titre 10 est ainsi conçu : « Défendons aux habitants des paroisses usagères, et à toutes personnes ayant droit de passage dans nos forêts et bois, ou à ceux des ecclésiastiques, communautés et particuliers, d'y mener ou envoyer des bêtes à laine, chèvres, brebis et moutons, ni même ès landes et bruyères, places vaines et vagues aux rives des bois et forêts, à peine de confiscation des bestiaux et de trois livres d'amende pour chacune bête. »

Le 20 juin 1789, un arrêt de règlement fut rendu par la cour du Conseil souverain du Roussillon, sur la réquisition du procureur général du roi ; cet arrêt défendait aux propriétaires de posséder des chèvres car, dit-on, ces « animaux ont la salive venimeuse et brûlante ». Exception seulement était faite pour les particuliers qui, pour raison de santé avaient besoin de chèvres : « Ceux-ci pourront tenir une ou deux chèvres au plus, après en avoir obtenu du juge du lieu la permission par écrit, qui leur sera donnée gratuitement et à charge de les nourrir chez eux, ou de les tenir et faire paître avec leurs propres troupeaux. »

La loi du 28 septembre-6 octobre 1791, titre 2, article 18, avait décidé que, dans les pays de vaine pâture, les chèvres ne pourraient être conduites aux champs par troupeaux séparés qu'autant qu'elles seraient attachées.

De nos jours l'article 2 de la loi du 4 avril 1889, est venue donner au préfet le droit de réglementer la garde des chèvres. Auparavant, ainsi que le fait remarquer l'exposé des motifs de la loi, les usages variaient beaucoup à leur

égard ; dans certaines localités elles ne pouvaient être menées au pâturage que si elles étaient conduites à la main ou attachées. Ailleurs on les joignait au troupeau de vaches ou de moutons que l'on envoyait au pâturage, elles s'accoutumaient à le suivre pendant la route, et malgré leur humeur vagabonde, elles ne s'écartaient guère du troupeau commun.

Il était donc bon de ne pas contrarier ces usages locaux, et, en même temps, il ne fallait pas tout laisser à l'arbitraire. Pour arriver à ce résultat, le législateur a pris un moyen terme qui a permis de donner satisfaction aux bonnes habitudes et aux exigences légitimes de chaque localité : « Les préfets peuvent, après avoir pris l'avis des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement, déterminer par des arrêtés les conditions sous lesquelles les chèvres peuvent être conduites et tenues au pâturage. » Le préfet ne sera donc pas obligé de demander l'avis du Conseil municipal, mais il devra consulter préalablement à la fois le Conseil d'arrondissement et le Conseil général, ces Conseils seront en effet en bonne place pour lui indiquer les usages qu'il devra consacrer ou abroger dans son arrêté. Notons toutefois que le préfet n'est pas lié par ces avis.

Le pouvoir de réglementation du préfet s'étend-t-il seulement aux chèvres proprement dites ? Nous ne le croyons pas ; le mot chèvres, dans les textes qui le renferment, a été entendu dans un sens large, qui comprend aussi les boucs, moutons, brebis, chevreaux, etc.....

Les contrevenants aux arrêtés préfectoraux seront pas

sibles des peines édictées dans l'article 474, § 15, du Code pénal et d'après l'article 3 de la loi de 1889, les propriétaires des chèvres conduites en commun seront solidairement responsables des dommages qu'elles ont pu causer.

§ 3. — *Pigeons*

De tous les animaux domestiques le pigeon est celui qui s'écarte le plus de l'habitation de son maître et est en même temps la cause la plus constante de dommages. Les pigeons vivent aux dépens des propriétés voisines des colombiers, plus particulièrement à l'époque des semences ils peuvent causer un grand préjudice car ils s'abattent en grand nombre sur les semis et détruisent en germe une partie de la récolte sur laquelle comptait le fermier ou le propriétaire. Pour mettre fin à ces ravages, le législateur dans l'article 6 de la loi des 4-6 avril 1889 a chargé le préfet d'indiquer l'époque de l'ouverture et de la fermeture des colombiers.

Antérieurement à cette loi, c'était le décret des 4 août-28 septembre 1789 qui réglait la matière, en disposant que : « Les pigeons seront enfermés pendant les époques fixées par les communautés » c'est-à-dire par les municipalités. La loi actuelle a donc modifié cette situation car on a reconnu que trop souvent les maires soit par négligence, soit par crainte de froisser les administrés, ne se conforment pas au décret de 1789. Désormais, en vertu de l'article 6 de la loi de 1889, le préfet, après avoir pris l'avis du

Conseil général, déterminera chaque année l'époque de l'ouverture et la clôture des colombiers. Suivant qu'il le jugera convenable, il adoptera une règle uniforme pour tout le département ou prendra des arrêtés distinctifs suivant les exigences de la culture de certaines communes.

L'arrêté s'appliquera-t-il sans distinction à tous les pigeons, c'est-à-dire aux pigeons bisets ou de colombier et aux pigeons de fantaisie ou de volière? L'affirmative ne fait aucun doute, cela résulte de l'exposé des motifs qui écarte la distinction qu'on avait proposé d'établir sous prétexte que le pigeon de volière ne sait ni ne peut aller chercher sa nourriture que son propriétaire est obligé de lui distribuer à l'inverse du biset qui vit aux dépens d'autrui. Ainsi donc les pigeons de colombier, quelle que soit leur espèce, seront soumis à la clôture pendant tout le temps déterminé par l'arrêté.

L'article 7 de la loi de 1889 prévoit deux hypothèses. Le § 1 donne droit aux propriétaires et fermiers de tuer et de s'approprier les pigeons qu'ils trouvent sur leurs fonds pendant le temps de clôture des colombiers. Les dégâts peuvent donner lieu à des dommages et intérêts et les propriétaires des pigeons sont passibles des pénalités de l'article 471 § 15 du Code pénal, comme contrevenants à l'arrêté préfectoral. Le deuxième paragraphe de l'article 7 concerne la seconde hypothèse, c'est-à-dire le temps où les propriétaires ne sont pas tenus d'enfermer leurs pigeons. Dans ce cas le propriétaire ou fermier peut tuer les pigeons, mais seulement sur le lieu, au moment du dégât, et sans pouvoir se les approprier.

§ 4. — Abeilles

Les abeilles non plus ne devaient pas échapper à la vigilance du législateur. Par leurs piqures elles peuvent causer aux hommes et aux animaux de graves accidents. Le voisinage d'une ruche d'abeilles présente donc de graves inconvénients pour la sécurité publique. M. Ribière, dans un rapport sur la loi du 4 avril 1889(1), fait remarquer également que les abeilles peuvent être nuisibles à certaines récoltes où à certaines industries. Ne cite-t-il pas le fait d'un grand raffineur qui évalue à 3.000 francs la quantité de sucre qui lui est enlevée chaque année par les abeilles? Elles entament et endommagent parfois les fruits et les raisins.

Autrefois c'était à l'autorité locale qu'appartenait le droit de réglementation, sauf au préfet à intervenir, et en fait, on s'en rapportait le plus souvent aux usages locaux(2).

La loi du 4 avril 1889 et l'article 17 de la loi du 21 juin 1898 sont venus donner au préfet et au maire le droit de réglementation. Lors de l'élaboration de la première de ces lois on reconnut que l'imposition d'une règle commune était impossible, car il y a des pays où l'on est dans l'habitude de déplacer les abeilles suivant les saisons pour les rapprocher des terrains où elles trouvent le mieux leur

(1) *Journ. off.* du 21 janvier 1882. Documents parlementaires, page 22, annexes n° 49.

(2) Loi du 5 avril 1884, art 97. — Conseil d'Etat, 13 mars 1885. D. P. 86,3,115.

nourriture. Lorsque, par exemple, dans la campagne, les champs ensemencés en sarrazins restent seuls en fleurs, on rapproche les ruches des champs de sarrazins; ailleurs on peut avoir intérêt à les éloigner des genêts fleuris qui donneraient de l'amertume au miel. Les distances à observer devaient donc différer avec les localités.

Désormais, en vertu de l'article 8 de la loi de 1889, « les préfets détermineront après avis des Conseils généraux, la distance à observer entre les ruches d'abeilles et les propriétés voisines ou la voie publique, sauf, en tous cas, l'action en dommage s'il y a lieu. » L'avis du Conseil général est ici formellement exigé et son absence pourrait donner lieu à un recours en annulation de l'arrêté préfectoral devant le Conseil d'État.

Ordinairement les préfets fixent ainsi la distance à observer pour l'installation des ruches ;

15 mètres de toute habitation	pour 10 ruches ;
30 mètres	— pour 10 à 25 ruches ;
300 mètres	— p. 25 ruches et au-dessus ;
100 mètres des chemins publics.	

Le pouvoir des préfets se borne à la fixation des distances c'est au maire à prendre les mesures concernant l'importance et le maintien des ruches. Déjà avant l'article 17 de la loi du 24 juin 1898 la jurisprudence le décidait ainsi (1), mais cet article a édicté que les maires peuvent prescrire aux propriétaires des ruches toutes les mesures qui peu-

(1) Cass. 22 juin 1894, D. P. 95, 1, 191.

vent assurer la sécurité des personnes, des animaux et aussi la préservation des récoltes et des fruits.

Les maires pourront donc prescrire à un propriétaire d'abeilles certaines restrictions relatives au nombre devenu exagéré de leurs ruches. Mais, sous prétexte d'obvier aux inconvénients et au danger résultant pour la sécurité publique du voisinage d'un rucher d'abeilles, ils ne pourraient sous aucun motif et sous prétexte d'attenter au droit de propriété et à la liberté de l'industrie, ordonner la suppression pure et simple d'un rucher établi par son propriétaire sur un fonds lui appartenant (2).

Il peut arriver que le préfet n'ait pas pris d'arrêté pour fixer la distance à observer entre les ruches et la voie publique, dans ce cas le maire est investi de pouvoirs analogues. L'article 17 de la loi de 1898 prévoit en effet cette hypothèse. « A défaut de l'arrêté préfectoral, prévu par l'article 8 du livre I^{er}, titre VI, du Code rural, les maires déterminent à quelle distance des habitations, des routes, des voies publiques, les ruchers doivent être établis ».

Faisons remarquer pour terminer que ne sont « assujetties à aucune prescription de distance les ruches isolées des propriétés voisines ou des chemins publics par un mur ou une palissade en planches jointes, élevés à la hauteur d'une clôture. » Ainsi le décide l'article 17 § 3.

Les infractions aux arrêtés préfectoraux ou municipaux

(1) Dijon, 17 mars 1894, D. P. 94, 2, 320.

(2) Cass. crim., 22 juin 1894, D. P. 95, 1, 190. — Cass. crim., 22 juin 1895.

seront réprimés par l'article 471 du Code pénal, indépendamment de tous dommages intérêts pour le préjudice causé, lesquels seraient dus même en l'absence de tout arrêté.

CHAPITRE VII

DESTRUCTION DES INSECTES, CRYPTOAMES ET AUTRES VÉGÉTAUX NUISIBLES

SECTION I^{re}. — Mesures applicables à tous les insectes, cryptogames et autres végétaux nuisibles

M. de la Sicotière, dans son rapport au Sénat, le 11 mars 1887 (1), nous fait un tableau saisissant des dégâts causés chaque année à nos récoltes par les millions d'espèces d'insectes qui existent en France et font subir à notre agriculture des pertes déplorables : « En admettant, dit M. de la Sicotière dans ce rapport, que la production en France, année moyenne, soit de 40 millions d'hectolitres de vin — elle était bien supérieure avant l'invasion du phylloxera —, de 12 à 13 millions d'hectolitres de cidre ; de 100 millions d'hectolitres de blé froment ; de 122 millions d'hectolitres de pommes de terre, 118 millions de quintaux de betteraves, à sucre ou fourragères ; à quoi il faut ajouter les autres céréales, les plantes oléagineuses, textiles ou fourragères, les bois et une foule d'autres élé-

(1) *Journ. Off.* des 2-3 janvier 1888, documents parlementaires, p. 521, n° 138.

ments moins importants, et que cette production, dans son ensemble représente une valeur de cinq milliards environ, il faut reconnaître, avec les savants les plus autorisés, que les dommages annuels causés par les insectes atteignent le dixième, le cinquième, parfois même le quart des récoltes, soit au minimum 300 millions. Dans cette évaluation ne sont pas compris les 300 millions du phylloxera. C'est donc un impôt total de plus de 600 millions, de près d'un milliard, suivant quelques économistes, c'est-à-dire deux ou trois fois plus lourd que l'impôt foncier, y compris les centimes additionnels, que les insectes nuisibles prélèvent, chaque année, sur nos récoltes ! Et cet impôt va toujours croissant. Comment en serait-il autrement ? La liste serait trop longue de ces petits animaux en apparence si faibles, si forts en réalité par leur nombre et par leur effrayante puissance de reproduction, qui vivent aux dépens de nos végétaux les plus précieux, de ceux qui fournissent à l'homme sa nourriture, sa boisson, ses bois de construction ou de chauffage. Ils les attaquent dans leurs feuilles, leurs fleurs, leurs fruits, leurs germes, leurs tiges et jusque dans leurs racines ; ils se multiplient à mesure que les cultures s'étendent et se perfectionnent ; une espèce ne semble momentanément disparaître que pour être remplacée par d'autres plus acharnées encore à l'œuvre de la destruction. Ils se développent avec une rapidité prodigieuse. D'immenses et subites migrations, dont les lois sont encore inexplicables, jettent de temps en temps des légions innombrables de ces insectes loin des lieux où ils

sont originaires, et livrent à leurs ravages les contrées qui se flattent d'y échapper. Les froids les plus rigoureux, contrairement à l'opinion la plus générale, respectent leurs œufs et détruisent toute végétation autour d'eux sans parvenir à les détruire. La submersion n'a pas davantage d'action sur certaines espèces. » — Parmi ces insectes les plus communs, nous pouvons citer : les hannetons qui rongent les feuilles des arbres et qui, une fois transformés en vers blancs, attaquent leurs racines et détruisent les céréales ainsi que de nombreux produits du sol ; les saute-relles qui depuis quelques années gagnent l'ouest de la France et ravagent toutes les cultures ; la pyrale qui déssole nos départements méridionaux et qui, dans le Béarn et le Mâconnais, a causé, certaines années, des dégâts de plus de 300 millions ; les différentes variétés de pucerons ; l'Alucite et la cécydonie dont les dégâts ont parfois dépassé quatre millions dans un seul département ; les chenilles dont les espèces sont si variées et en particulier l'hypométopse du pommier ; les larves d'une foule de scarabées ; les grillons, la tipule, etc...

Non moins grands sont les dégâts causés par les maladies cryptogamiques. Tous les viticulteurs connaissent les terribles ravages de l'oïdium qui, dans une seule année, détruisit les quatre cinquièmes de la récolte française et qui aujourd'hui encore, malgré les remèdes employés, cause de nombreuses pertes. Nous trouvons encore le mildew (*Peronospora viticola*) et le rot noir des vignes, nouveau fléau très redoutable. Bref, dit M. de la Sicotière

dans son rapport : « Presque tous nos arbres, nos plantes fourragères ou alimentaires ont leurs parasites végétaux, comme leurs insectes rongeurs. Quelques-uns de ces parasites, par leur ténuité, se dérobent à nos yeux ; leurs ravages seuls les décèlent. D'autres, comme le guy, le chardon, la cuscute se montrent insolemment sur nos arbres et dans nos champs, où l'incurie du cultivateur, excusable toutefois dans certains cas où il voit que ses efforts individuels seraient parfaitement inutiles et ne feraient qu'ajouter à ses pertes, les laisse se développer à leur aise... A quelle moyenne proportionnelle peut-on évaluer les ravages annuels ainsi causés par les végétaux nuisibles ? Au quinzième, au dixième de la valeur totale de nos récoltes ? Nous ne croyons pas qu'ils ne descendent jamais au-dessous du quinzième ; qu'ils atteignent souvent ou même dépassent le dixième. Ce serait donc, dans les calculs les plus modérés, 2 à 300 millions à ajouter aux 300 millions de dégâts causés par les insectes, aux 3 à 400 millions du phylloxéra : effroyable budget de la dévastation ou du gaspillage prélevé sur notre agriculture appauvrie et souffrante. »

Sans doute, le législateur ne pouvait songer à porter remède à tous ces fléaux, dont beaucoup se dérobent aux recherches de la science, mais il devait du moins diminuer et circonscrire le mal. Tel a été son but en chargeant le préfet, en vertu des articles 76 à 80 de la loi du 21 juin 1898, d'édicter les mesures nécessaires à enrayer et même à prévenir les dommages que les insectes et les végétaux

parasites causent à l'agriculture. Si les préfets veillent à la stricte exécution de ces mesures, ils peuvent réduire le tribut annuel que notre agriculture paye aux insectes et aux végétaux destructeurs. Que cette réduction totale soit d'une moitié, d'un tiers, d'un quart ou même d'un dixième, ce sera 250 millions, 200 millions ou 50 millions restitués à l'actif national.

Au reste, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a reconnu la nécessité de porter remède à cette dévastation. Au moyen âge, n'avait-on pas recours aux exorcismes et aux réquisitoires pour mettre fin aux dégâts causés par les chenilles? Choirier, historien du Dauphiné, raconte que vers le commencement du xvi^e siècle, les chenilles s'étaient tellement multipliées dans cette province, que le procureur général crut devoir faire un réquisitoire pour leur enjoindre de déguerpir et vider les lieux. En 1543, un membre de la municipalité de Grenoble exposait au Conseil que les limaces et les chenilles faisaient de grands ravages et demandait : « Qu'on priât M. l'Official de vouloir excommunier lesdites bêtes et procéder contre elles par voie de censure, pour obvier aux dommages qu'elles faisaient journellement et qu'elles feraient à l'avenir. » L'histoire ne nous dit pas si les chenilles ont obéi aux réquisitoires de l'Official !

Le 4 février 1732 un arrêt de règlement du Parlement de Paris rendit l'échenillage obligatoire, car l'année 1731 avait été si « favorable à la germination des œufs de chenilles, que, dans une grande partie de la France, on vit se

renouveler le fléau des sauterelles de l'Égypte. Les feuilles, les fleurs, les boutons des arbres étaient dévorés aussitôt leur apparition ; en sorte qu'au mois d'août les bois et les forêts offraient la même apparence qu'au mois de janvier (1) ».

Cet arrêt de règlement du Parlement de Paris fut publié par les soins des intendants dans les diverses généralités et des ordonnances de police en assurèrent l'exécution. Un arrêt du même Parlement du 9 février 1789 vint préciser encore l'obligation de l'échenillage.

L'Assemblée constituante, dans les lois du 16 août 1790 et 28 septembre 1791, se borne à recommander aux administrations départementales la destruction des animaux nuisibles à l'agriculture. Sous le Directoire la loi du 26 ventôse an IV renouvela l'obligation de l'échenillage introduite en France en 1732, et décida, en même temps, que dans le cas où quelques propriétaires ou fermiers auraient négligé d'écheniller dans le délai déterminé, les agents et adjoints le feraient faire, aux dépens des contrevenants, par des ouvriers qu'ils choisiraient. Aucune administration municipale n'osait se servir de ce pouvoir exorbitant, aussi la loi restait-elle lettre morte :

« Nous ne savons pas, disait M. de la Sicotière dans son rapport, si depuis 90 ans on pourrait citer un seul exemple de ces exécutions d'office, soit par le maire directement élu par le suffrage universel ou par le suffrage censitaire,

(1) Fournel. « Du Voisinage », tome I^{er}, page 105.

soit par un maire nommé par les délégués de ce suffrage, soit par un maire nommé par les représentants de ce pouvoir, si grandes étaient les difficultés d'exécution, si redoutables les conflits entre administrateurs et administrés. »

Une nouvelle loi était donc nécessaire. La loi du 24 décembre 1888 est venue armer, ainsi que nous l'avons déjà dit, les préfets des pouvoirs nécessaires pour arrêter dans la mesure du possible, la propagation des insectes nuisibles et des cryptogames. Désormais les maires n'auront plus à craindre d'entrer en conflit avec leurs administrés, car ils sont seulement chargés d'assurer l'exécution des prescriptions relatives à la destruction, tandis que les préfets, eux, rendront la destruction obligatoire, et au besoin, l'ordonneront aux frais des habitants. Souvent, les préfets devront agir avec instantanéité et énergie, car les invasions de certaines espèces se produisent parfois avec une rapidité terrible. Ne fallait-il pas arrêter le fléau avant qu'il ait acquis un développement qui rendrait le remède inutile et insuffisant ?

La loi du 24 juin 1898 est venue dans ses articles 76 à 80 reproduire les prescriptions de la loi de 1888. Seules, quelques légères modifications de détail y ont été apportées : « Les préfets, dit l'article 76 de la loi de 1898, prescrivent les mesures nécessaires pour arrêter ou prévenir les dommages causés à l'agriculture par les insectes, les cryptogames ou autres végétaux nuisibles, lorsque ces dommages prennent ou peuvent prendre un caractère envahissant

et calamiteux. L'arrêté n'est pris par le préfet qu'après avis du Conseil général du département et de la Chambre consultative d'agriculture, à moins qu'il ne s'agisse de mesures urgentes et temporaires. Il détermine l'époque à laquelle il devra être procédé à l'exécution des mesures, les localités dans lesquelles elles seront applicables, ainsi que les modes spéciaux à employer. L'arrêt n'est exécutoire, dans tous les cas, qu'après l'approbation du Ministre de l'Agriculture, qui prend, sur les procédés à appliquer, l'avis de la commission technique. »

Le préfet ne devra donc pas prendre un arrêté si seulement quelques réclamations particulières lui ont été adressées sur les dommages causés, il faudra que le fléau ait pris ou puisse prendre un caractère envahissant ou calamiteux. Ainsi l'exige la loi. Il ne faut pas, en effet, qu'une mesure aussi grave, qui est quelquefois une lourde charge pour les cultivateurs, soit prise à la légère. Au reste, avant de prendre l'arrêté, le préfet doit consulter le Conseil général du département et la Chambre consultative d'agriculture. Ces deux organismes sont, en effet, en bonne place pour donner conseil au préfet. Le Conseil général a un représentant dans chaque canton du département, et ces représentants sont alors mieux renseignés que tous autres sur le progrès et l'extension que peut prendre le fléau. Quant aux membres des Chambres consultatives d'agriculture, leur compétence en matière agricole les rend bien aptes à renseigner le préfet sur les mesures à prendre. Dans certaines contrées méridionales où l'appari-

tion de certains fléaux, celui des sauterelles et des altises notamment, est pour ainsi dire instantanée, le préfet n'aura pas besoin de ces avis pour prendre une décision, mais les mesures alors ne devront être que temporaires.

L'arrêté, en déterminant l'époque à laquelle il devra être procédé à l'exécution des mesures et les localités dans lesquelles elles sont applicables, énumère, dit la loi, les modes spéciaux à employer pour la destruction. Ces modes varient beaucoup avec les insectes et les maladies cryptogamiques. Le plus souvent les préfets annexent à leurs arrêtés une instruction détaillée. Tel est, par exemple, l'annexe à l'arrêté du préfet de la Seine du 14 février 1895 pour la destruction des guêpes.

Pour l'échenillage, les préfets ordonnent ordinairement que les bourses et toiles qui sont tirées des arbres, haies ou buissons soient brûlées sur-le champ et dans un lieu où il n'y a aucun danger de communication de feu, soit pour les bois, arbres et bruyères, soit pour les maisons et bâtiments.

Quant au hannetonage, le procédé le plus souvent recommandé consiste à surprendre les hannetons le matin sur les arbres où ils sont engourdis par la fraîcheur de la nuit. En agitant l'arbre, ils tombent facilement et on peut les recueillir (1).

Pour les sauterelles, les préfets ordonnent la destruc-

(1) Consulter à ce sujet la circulaire du Ministre de l'Agriculture du 16 mai 1869.

tion par le ramassage au moyen de toiles appelées « Melhafa », ou bien par l'emploi d'insecticides.

Au reste, le Ministre de l'Agriculture, en donnant son approbation à l'arrêté, demande sur les procédés à appliquer l'avis d'une Commission technique.

Quelles sont les personnes qui sont liées par l'arrêté du préfet ? « Les propriétaires, dit la loi de 1898 article 77, les fermiers, les colons ou métayers, ainsi que les usufruitiers et les usagers sont tenus d'exécuter sur les immeubles qu'ils possèdent et cultivent, ou dont ils ont la jouissance et l'usage, les mesures prescrites par l'arrêté préfectoral ». Cette disposition précise donc bien quelles sont les personnes qui sont tenues à l'échenillage. Un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de Cassation du 1^{er} septembre 1850 (1) a même décidé que le propriétaire est obligé à l'échenillage quoi qu'il ne cultive pas sa terre et ait donné son héritage à ferme depuis plusieurs années : « Attendu, dit l'arrêt, que le propriétaire était directement et personnellement tenu d'obtempérer aux injonctions de l'arrêté municipal, et n'a pu être dispensé de cette obligation par le fait de la location de sa propriété ».

Au reste, pour que l'arrêté donne un résultat, il faut qu'il soit strictement observé. Les maires ne sauraient trop veiller à son exécution puisque l'article 73 de la loi de 1898 les charge de ce soin.

Si l'époque indiquée par l'arrêté du préfet avait été dé-

(1) Bull. Cass. crim., n° 294.

passée, le contrevenant ne pourrait même invoquer pour excuse la rigueur de la saison, qui aurait rendu impraticable et même dangereuse la fréquentation des héritages ruraux, et d'un autre côté le développement des nids de chenilles et les travaux nécessaires pour les détruire. Cette excuse qu'avait admise un jugement du tribunal de police de Verdun, a été repoussée par la Cour de cassation, et le jugement de ce tribunal cassé, « la loi défendant aux tribunaux repressifs d'admettre d'autres excuses que celles spécialement prévues et autorisées par des dispositions expresses ».

Cependant, celui qui continue la destruction des insectes ou des cryptogames après le délai fixé par l'arrêté peut être excusé, si c'est par l'effet de circonstances indépendantes de sa volonté qu'il avait été obligé momentanément de suspendre cette destruction (1).

Pour l'échenillage la contravention résulte du fait seul que l'on n'a pas échenillé, lorsque l'échenillage a été prescrit, et ne dépend pas du plus ou moins grand nombre de bourses de chenilles qui auraient été laissées (2).

Sur quelles terres l'arrêté du préfet est-il applicable ?

En principe, toutes les terres sans exception y sont soumises. L'article 77, en effet, ne fait d'exception que pour les bois et forêts qui sont soumis seulement pour une lisière de 30 mètres.

Sous l'empire de la législation de l'an IV, la jurispru-

(1) Cass. crim., 2 juin 1837.

(2) Cass. crim., 17 juillet 1863.

dence décidait que l'obligation de l'échenillage était étrangère aux bois et forêts. Elle admettait cependant qu'elle était applicable aux arbres réunis en groupes et composant, par exemple, un verger. Telle était aussi l'opinion du Ministre des Finances. Comme nous venons de le voir, la loi nouvelle soumet les bois et forêts dans une zone de 30 mètres, à partir de la clôture ou de la lisière, à la destruction des insectes ou des végétaux, elle a ainsi sauvegardé suffisamment les intérêts de l'agriculture et ménagé dans une juste mesure ceux du propriétaire : « Exiger, dit M. de la Sicotière dans son rapport, l'échenillage ou le hannetonage dans toute la profondeur d'une forêt de plusieurs centaines ou même de plusieurs milliers d'hectares, était impossible. Les dépenses eussent été excessives, hors de toute proportion avec le résultat qu'on pourrait en attendre, parfois supérieures au revenu de la forêt elle-même. Il est aussi d'observation que certains insectes, le hanneton notamment et même les chenilles ne s'enfoncent guère dans l'intérieur. L'exécution des mesures de destruction peut, d'ailleurs, à raison de la hauteur des arbres ou de toute autre cause, présenter des difficultés insurmontables, même dans la zone déterminée par la loi. Les Conseils généraux, les préfets, les ministres consultés en seront juges, puisque les arrêtés n'émanent que de leur libre initiative ou sont nécessairement soumis à leur contrôle ».

Les terrains clos sont-ils soumis à l'obligation de la destruction ?

Sous la législation de ventôse an IV un arrêt de la Cour de cassation du 19 juillet 1838 avait déjà décidé qu'il n'y avait aucune distinction à faire, car l'article 5 de la loi de ventôse était ainsi conçu : « Les commissaires du directoire exécutif près les municipalités sont tenus, dans la deuxième décade de la publication, de visiter tous les terrains garnis d'arbres, d'arbustes, haies ou buissons, pour s'assurer que l'échenillage aura été fait exactement, et d'en rendre compte au ministre ». Aujourd'hui l'article 77 § 2 est ainsi conçu : « Ils (les propriétaires, etc.) doivent ouvrir leurs terrains, pour permettre la vérification ou la destruction, à la réquisition des agents ».

Par argument du mot ouvrir, nous pouvons décider qu'on peut entrer même dans les propriétés closes qui sont par là même soumises implicitement à l'obligation de la destruction. Au reste, M. de la Sicotière dans son rapport s'est expliqué sur la question : « Nous avons admis, dit-il, que les terrains clos devraient être ouverts aux constatations des agents, sans distinction entre ceux qui seraient attenants à une habitation et entourés d'une clôture continue, et les autres. Il ne s'agit point d'ici d'attenter à l'inviolabilité du domicile proprement dit d'un citoyen mais de constater l'état des arbres ou de végétaux existant sur sa propriété. L'immunité accordée à des parcs, à des bois qui peuvent, sans cesser d'être clos, s'étendre à une distance de plusieurs kilomètres de ce domicile et servir de retraite à des légions de parasites qui s'échapperaient pour infecter une contrée, rendrait l'application de la loi parti-

culièrement difficile dans tous les terrains adjacents, en même temps qu'elle susciterait des jalousies et des récriminations incessantes. Seulement, il est bien entendu que les constatations ne devront être faites dans les terrains dont il s'agit qu'avec beaucoup de réserve et de ménagement, lorsque, par exemple, des plaintes sérieuses ou des signes extérieurs indiqueront aux agents l'existence dans le terrain clos, d'un foyer pouvant devenir « calamiteux » et qu'ils devront respecter autant que possible les intérêts et même les convenances des propriétaires ». Les agents qui pourront ainsi pénétrer dans les enclos seront le maire et ses sous-ordres : le garde-champêtre et la gendarmerie.

L'État, les départements, les communes, les établissements publics sont astreints pour leur domaine public et privé aux mêmes obligations que les particuliers. Ainsi le décide l'article 77, § 3.

Les particuliers et les établissements publics peuvent n'avoir pas exécuté, dans les délais fixés, les mesures prescrites par le préfet ? Sous la législation de ventôse, les agents et adjoints devaient faire faire l'échenillage aux dépens de ceux qui l'avaient négligé avec le concours d'ouvriers de leur choix. L'exécutoire des dépenses leur était délivré par le juge de paix, sur les quittances des ouvriers, contre lesdits propriétaires et locataires, et sans que ce paiement puisse les dispenser de l'amende. Mais, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, c'était armer l'administration d'un pouvoir exorbitant, car sur une

simple constatation de la contravention, sans une nouvelle mise en demeure au contrevenant, le texte n'indiquant pas que le procès verbal eût dû lui être notifié ni qu'un délai quelconque eût dû lui être accordé pour se mettre en règle, ou qu'il eût dû être averti du jour où l'on pénétrerait sur sa propriété pour s'y livrer, à ses frais, à des travaux plus ou moins coûteux, l'administration pouvait agir et mettre en campagne des brigades d'ouvriers. Quelques hannetons ou quelques bourses de chenilles suffisaient même parfois pour faire tomber le propriétaire ou le fermier sous l'application de la loi : « Il y avait à redouter, dit M. de la Sicotière, les tracasseries, les abus d'autorité, les rivalités d'influence, les querelles de voisinage, les entraînements en un mot auxquels les agents administratifs cèdent quelquefois, et plus que ces entraînements, les défiances, les inimitiés auxquelles les expose l'exercice, même correct, de leur fonction..... Ces considérations ont d'autant plus de poids qu'il s'agit ici de contraventions d'un ordre particulier, en ce sens qu'elles résultent, non pas d'un fait isolé et précis, mais d'un ensemble de faits minuscules dont l'appréciation a toujours quelque chose d'élastique et de relatif. »

La nouvelle loi a couvert l'administration locale par l'intervention de la justice placée en dehors et au dessus des petites passions : « En cas d'inexécution, dit l'article 78, par des particuliers ou des établissements publics, dans les délais fixés, des mesures prescrites, procès-verbal est dressé par le maire, l'officier de gendarmerie, le commissaire de police,

le garde forestier ou le garde champêtre, et le contrevenant est cité devant le juge de paix. La citation sera donnée par lettre recommandée ou par le garde champêtre. Les parties pourront comparaître volontairement et sur un simple avertissement du juge de paix. — Les délais fixés par l'article 146 du Code d'instruction criminelle seront observés. Le juge de paix pourra ordonner l'exécution provisoire de son jugement, nonobstant opposition ou appel, sur minute et avant enregistrement. »

Désormais donc les contraventions prévues par cet article seront, comme les autres contraventions, jugées par le juge de paix et ce sera en vertu d'un simple procès-verbal, que les travaux nécessaires pour arrêter le fléau pourront être exécutés sur les terrains envahis. Seulement pour éviter les frais, et en raison du peu d'importance des contraventions dans beaucoup de cas et de la nécessité de marcher vite, les parties peuvent comparaître volontairement et sur un simple avertissement du juge de paix. Ce dernier, en cas d'urgence, peut même, en vertu de l'article 146 du Code d'instruction criminelle, abréger les délais. Enfin comme certains fléaux demandent à être reprimés de suite et pourraient se propager s'il fallait attendre les délais d'appel pour l'exécution du jugement, le juge de paix peut ordonner l'exécution provisoire.

Quelles sont les peines applicables aux contraventions résultant des arrêtés préfectoraux ?

Cette peine n'est plus fixée, comme autrefois, par l'article 471 du Code pénal. La loi du 24 décembre 1888 en a

élevé légèrement le montant. L'article 5 décide en effet que les contraventions sont punies d'une amende de six à quinze francs. En cas de récidive l'amende est doublée et la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus peut même être prononcée. L'article 6 déclare applicable aux pénalités l'article 463 du Code pénal. On ne pourrait donc plus, comme sous l'empire de l'ancienne loi, admettre aucune excuse pour échapper aux peines qu'entraîne le défaut d'échenillage, seules celles prévues par la loi pourraient être utilement invoquées par les contrevenants (1).

Il avait été jugé sous la loi de ventôse que, lorsqu'un arrêté préfectoral prescrit l'échenillage des arbres, le tribunal de simple police, appelé à réprimer une contravention à cet arrêté, ne peut se borner à une simple condamnation aux dépens, sans prononcer la peine de l'amende édictée par la loi. Cette jurisprudence, nous semble-t-il, doit conserver son autorité sous l'empire de la loi de 1888.

SECTION II. — Mesures spéciales à certains insectes

Certains insectes, le phylloxera et le doryphora, ont causé de tels ravages à la vigne et à la pomme de terre, que le législateur a cru devoir édicter des mesures spéciales pour arrêter ces fléaux qui mettaient en péril des branches importantes de la richesse nationale. Nous allons maintenant passer en revue les pouvoirs du préfet et du maire en cette matière.

(1) D. P. 29, 1, 248. — D. P. 64, 5, 91.

§ 1^{er}. — *Du Phylloxera*

Avant l'invasion du phylloxera la vigne couvrait 2.428.737 hectares de terres et représentait un capital de 14.572 millions, c'était donc une des branches les plus productives de l'agriculture. L'Etat de son côté en retirait de nombreux avantages, car il percevait un impôt de 357 millions et les chemins de fer effectuaient chaque année pour plus de 200 millions de francs de transport. Bref, au total la culture de la vigne était pour la France une richesse de 18 milliards et un revenu national supérieur à 2 milliards.

Cette richesse fut promptement atteinte par l'invasion du phylloxera ennemi pressant et implacable, car partout où l'insecte faisait son apparition il amenait la destruction totale de la vigne malgré tous les efforts tentés. Toutefois depuis 1889 on a porté en partie remède au fléau en utilisant des cépages exotiques (vignes américaines) sur lesquels le phylloxera ne semble pas avoir de prise.

Le phylloxera est un insecte presque microscopique dont la fécondité est prodigieuse. Il passe l'hiver sous terre, vers la fin de mai il commence à s'agiter et attaque alors les radicelles de la vigne. Les piqûres de l'insecte produisent sur ces radicelles des nodosités qui amènent la décomposition des racines, la sève ne pouvant plus monter la vigne dépérit et meurt. Loin de se circonscrire dans le rayon où il a pris naissance, l'insecte a une existence ailée

qui lui permet de porter au loin la dévastation. Vers le mois de juillet, il passe à l'état de nymphe et peu après il prend des ailes. Le vent le transporte alors à des distances considérables, quelquefois jusqu'à 30 kilomètres. Dans cet état, l'insecte vit trois mois, dépose ses œufs sur les vignes et vers la fin de septembre rentre sous terre.

Tout d'abord pour éviter les dangers de l'invasion, de nombreux préfets prirent des arrêtés pour défendre l'introduction de cépages venant soit des départements voisins, soit de l'étranger. Ces arrêtés avaient été plus d'une fois attaqués pour excès de pouvoir et avaient souvent pour conséquence de porter atteinte à la liberté des transactions, ce qui amenait des plaintes nombreuses à l'administration. La loi du 15 juillet 1878 suivie d'un décret portant règlement d'administration publique, en date du 26 décembre 1878, permit enfin de tenir compte dans une juste proportion tout à la fois des exigences commerciales et des précautions destinées à préserver les vignobles de la contagion. Cette loi elle-même a été modifiée par celle du 2 août 1879 et complétée par divers arrêtés du Ministre de l'Agriculture.

Lorsque la présence du phylloxera est soupçonnée dans un arrondissement jusqu'alors considéré comme indemne, le préfet fait procéder chaque année et plus souvent s'il est nécessaire à des investigations. Les jardins, les plants de vignes isolés, les collections de plantes vivantes, les serres, les pépinières et particulièrement où l'on cultive les vignes étrangères sont visités et surveillés dans les

localités qui ne sont pas atteintes par le phylloxera ; un rapport est adressé sur les résultats de ces visites ainsi que la liste des établissements à collection de plantes de serres et des pépinières existant dans le département. (Circulaire du Ministre de l'Agriculture du 15 juin 1882, art. 1, 2, 3).

Tout nouveau point d'attaque découvert dans les jardins, serres ou pépinières doit être immédiatement signalé au préfet avec mention, autant que possible, des expéditions de vignes faites dans les trois dernières années. (Même circulaire, article 4)

Dès que le phylloxera est signalé sur un point, quel que soit celui qui fasse connaître la présence de l'insecte, que ce soit le propriétaire de la vigne, un membre du Comité d'études et de vigilance (1) ou le maire de la commune, le préfet doit immédiatement désigner, après avoir prévenu par dépêche télégraphique le Ministre de l'Agriculture, une personne compétente pour se transporter au lieu indiqué afin de vérifier l'exactitude des faits. (Loi 15 juillet 1878, art. 171 ; décret du 26 décembre 1878, art. 1 ; loi du 2 août 1879, art. 1, § 1)

Cet administrateur a la plus grande latitude pour la désignation de ce délégué, il peut choisir toute personne qui

(1) Ces Comités ont été créés à la suite d'une circulaire du Ministre de l'Agriculture en date du 6 mars 1876 afin d'éclairer les populations et de placer auprès d'elles des hommes instruits et actifs qui appelleraient leur attention sur les ruines causées par la propagation de la maladie et sur les moyens les plus efficaces pour la combattre.

lui paraît présenter le plus de garantie pour cette expertise délicate, par exemple un membre du Comité d'études ou de vigilance. Le décret du 26 décembre 1878 a cependant décidé qu'en principe le délégué devait être le professeur d'agriculture. Afin de mener les opérations plus rapidement et de les faire en même temps avec plus de précision, le préfet peut, s'il le juge utile, nommer plusieurs assesseurs.

Ce délégué est chargé de faire les recherches et les opérations nécessaires pour constater l'existence du phylloxera, l'origine et la date de l'invasion, le nombre et l'étendue des points attaqués, la nature du terrain et sa situation topographique. Mais pour qu'il puisse se livrer à toutes ces recherches, il était nécessaire qu'il fut armé des pouvoirs les plus étendus, aussi le maire a-t-il le droit de l'autoriser à pénétrer dans les propriétés et d'y faire les recherches nécessaires pour examiner les racines des ceps atteints ou suspects.

Lorsque la présence du phylloxera est soupçonnée dans des localités considérées jusqu'alors comme indemnes, pour examiner si le fléau a réellement atteint les vignes, il est nécessaire de faire des recherches sur les vignobles qui n'ont encore aucune apparence de maladie. Confier aux autorités locales le pouvoir d'autoriser ces recherches sur les propriétés individuelles eût été peut-être excessif, aussi dans ce cas c'est le Ministre qui doit autoriser les investigations. Lorsque le Ministre a pris l'arrêté exigé par la loi, le préfet procède de la même manière que s'il s'agissait

d'une vigne dans laquelle la présence de l'insecte a été constatée. Toutefois en cas d'urgence, le préfet a le droit d'ordonner ou d'autoriser les investigations. (L. 18 juillet 1878, art. 3 § 2; — l. 2 août 1879, art. 3 § 2 et 3.)

Pour empêcher dans la mesure du possible la propagation de la maladie, il a en outre le droit, lorsque le phylloxera est signalé dans un arrondissement considéré comme indemne, de prendre les mesures nécessaires pour réglementer l'exportation hors du territoire des communes phylloxérées, des plants et débris de vignes et tuteurs déjà employés, des terres, des terreaux, etc... (Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 15 juin 1882, art. 5).

Dans un délai de six jours, au plus, à partir de la réception du rapport du délégué, le préfet convoque à la mairie de la commune ou d'une des communes sur le territoire desquelles le fléau a été constaté, les propriétaires de vignes phylloxérées ou leurs représentants. Cette réunion est présidée par le préfet, ou, à son défaut, par le sous-préfet de l'arrondissement ou un des conseillers de préfecture. Le Président provoque et recueille les dires des propriétaires, il les invite à déclarer s'ils sont disposés à appliquer dans leurs vignes l'un des traitements approuvés par la Commission supérieure du phylloxera, et à demander dans ce cas, le concours de l'administration; il rappelle aux intéressés les termes de la loi du 15 juillet 1878, et leur fait connaître que les vignes malades peuvent être soumises à un traitement par voie administrative. Le procès-verbal de la réunion est immédiatement transmis à la préfecture. (Décret du 26 déc. 1878, art. 2)

Le préfet convoque ensuite dans le plus bref délai la Commission départementale, lui soumet le rapport des délégués, le procès-verbal de la réunion des propriétaires, et il invite la Commission à donner son avis sur les mesures à prendre. Dans le délai de deux jours, le préfet transmet au ministre son rapport, en y joignant toutes les pièces, ainsi qu'une carte sur laquelle les territoires envahis par le phylloxera sont teints en rouge. (Décret du 26 déc. 1878)

Le ministre muni de ce rapport, prend, sur l'avis conforme de la section permanente de la Commission supérieure du phylloxera, un arrêté où il peut ordonner que la vigne malade et les vignes environnantes dans un rayon fixé seront soumises à un traitement dont il indique le mode et la nature.

Le ministre peut même ordonner, pendant plusieurs années, la continuation du traitement et prescrire au besoin le traitement des taches nouvelles qui viendraient à être découvertes.

Dans les circonstances exceptionnelles, lorsqu'il y a nécessité ou urgence de préserver de l'invasion du phylloxera une contrée viticole, le ministre peut également prendre, sur l'avis de la Commission permanente, les mesures que nous venons d'indiquer. (L. 2 août 1879, art. 4)

Le traitement des vignes phylloxérées est donc prescrit par arrêté ministériel et les dépenses sont à la charge de l'État. Voilà la raison pour laquelle le préfet n'est pas chargé du soin de prendre les mesures défensives nécessaires. N'est ce pas en effet le ministre qui seul peut en-

gager les finances de l'État. La décision du ministre est transmise immédiatement au préfet, qui doit prendre, sans délai, les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution. (Décret de 1878, art 5).

Il peut arriver que les départements ou les communes peuvent aider par des secours les propriétaires qui traitent leurs vignes suivant l'un des modes approuvés par la Commission ; dans ce cas l'État donne une subvention égale à celle du département ou de la commune, qui se trouve ainsi doublée. Le préfet doit alors adresser au Ministre de l'Agriculture une ampliation certifiée des délibérations du Conseil général ou du Conseil municipal. (L. 2 août 1879, art. 5 ; décret du 28 déc. 1878, art. 7.)

Que penser de toutes ces sévères prescriptions et des traitements préconisés ? La première loi sur le phylloxera promulguée en 1878 n'a pas arrêté l'invasion et tous les efforts tentés par la Commission supérieure du phylloxera n'ont donné aucun résultat. L'Administration elle-même, dans ses rapports officiels, a été obligée de reconnaître, qu'aucun des moyens proposés n'est applicable d'une manière générale. M. Cheysson, dans un rapport adressé à la Commission supérieure du phylloxera pour l'année 1885, donne à ce sujet, une explication qui nous édifie complètement : « On est loin, en effet, dit-il, d'être d'accord sur l'efficacité universelle et absolue des divers procédés mis en œuvre pour combattre le phylloxera. Ils triomphent ici tandis qu'ils échouent ailleurs. » Voilà la raison pour laquelle nous n'avons pas cru devoir nous étendre longue-

ment sur les pouvoirs du préfet et du maire à cet égard. Par ailleurs la loi, aujourd'hui, n'a pour ainsi dire plus qu'un intérêt rétrospectif, car le phylloxera, grâce aux cépages américains, est beaucoup moins à redouter et nos vignobles viennent d'être reconstitués dans presque toute la France. Aussi le 3 août 1891 une nouvelle loi a été promulguée pour permettre l'emploi des cépages exotiques. Voici quels sont les pouvoirs du préfet à cet égard.

Lorsque le Conseil général d'un département a autorisé la libre circulation des sarments et plants de vigne quelle que soit leur provenance, le préfet doit prendre un arrêté pour l'exécution de cette délibération et, suivant la décision du Conseil général, il autorise la circulation soit dans tout le département soit dans certains arrondissements, cantons ou communes. (Loi 3 août 1891, art. 1).

Lorsqu'un Conseil municipal, après constatation de l'existence du phylloxera sur le territoire de sa commune, demandera l'introduction des plants de vignes résistants, cette demande sera soumise à l'avis : 1° du professeur d'agriculture ; 2° à celui du Comité départemental d'études et de vigilance. Le préfet, possesseur du dossier, en saisira le Conseil général qui statuera souverainement sur la demande qui lui sera présentée. Après cette délibération le préfet prendra alors d'urgence un arrêté conforme.

Il peut arriver qu'il y ait divergence d'opinions entre les Conseils généraux de deux départements limitrophes, dans ce cas le préfet transmet le dossier au Ministre de l'Agriculture qui statue en dernier ressort (L. 3 août 1892, art. 2).

Les départements, les communes, les comices ou les sociétés agricoles peuvent voter des subventions pour la reconstitution des vignobles au moyen de cépages résistants, dans ce cas le préfet agit de même que s'il s'agissait de subventions pour traitement.

ALGÉRIE. — Jusqu'ici l'Algérie n'a pas encore été atteinte par l'invasion du phylloxera. La mer et des mesures énergiques qui fournissent à l'autorité supérieure des pouvoirs exceptionnels ont servi d'obstacle à l'envahissement, aussi la viticulture se développe-t-elle chaque année dans des proportions importantes. Une législation spéciale résultant des lois des 15 juillet 1878, 2 août 1879 et 24 mars 1883 établit pour ce pays une surveillance incessante de l'autorité en même temps que des mesures rigoureuses pour faire disparaître dès leur apparition toutes traces du phylloxera.

Tout propriétaire et toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge de la culture ou la garde de la vigne, est obligé de signaler immédiatement au maire de sa commune tous faits de dépérissement, ou même tout symptôme maladif qui se manifeste dans la vigne. (Loi 24 mars 1883, art. 1 et 2)

Cette obligation est étendue à tout détenteur de jardin, pépinière dans lesquels existe un pied de vigne.

Une circulaire administrative du 27 avril 1883 recommande de plus aux maires de demander à leurs administrés de leur faire part de toute création de vignobles qu'ils ont

l'intention de faire. Cette déclaration fait connaître la situation et l'importance de la plantation projetée, la nature et la provenance des plants à employer. Si cette déclaration n'a pas été faite aux maires, ceux-ci doivent faire une enquête pour recueillir les renseignements nécessaires qui sont immédiatement transmis à l'autorité préfectorale.

Il peut encore arriver que la déclaration exigée n'ayant pas été faite, le maire ait ignoré la création de la nouvelle plantation ; pour remédier à cet inconvénient le maire de chaque commune doit faire visiter par un expert, au moins une fois par an, les vignes comprises dans son territoire. Cet expert doit surveiller spécialement les plantations nouvelles, car le phylloxera ne pénètre jamais dans une contrée indemne qu'au moyen de boutures importées d'un pays phylloxéré ou suspect. Le rapport de l'expert doit être après chaque visite transmis de suite par le maire à l'autorité préfectorale.

Le préfet de son côté fait visiter une fois par an et toutes les fois qu'il le juge nécessaire, les vignes de son département. Ces agents ont le droit de pénétrer dans les propriétés et d'y faire toutes les recherches et travaux d'investigations nécessaires. Les vignes voisines de la région contaminée sont également soumises à cette visite. Ce sont les propriétaires de vignes qui supportent les frais de visite, dans ce but une taxe spéciale est perçue partout sur toutes les vignes à partir de la troisième année de leur plantation, toutefois les propriétaires possédant moins de 25 ares de vignes ne sont pas soumis à la taxe.

Le préfet dans chaque département, avec le concours d'une commission composée en grande partie de viticulteurs, administre le produit de la taxe qui est encaissé par le Trésor public en un compte particulier pour chaque département. (Loi 26 juillet 1886, art. 1 et 2)

§ 2. — *Doryphora*

De même que le phylloxera, le doryphora ou colorado est un insecte importé d'Amérique où il a fait de grands ravages. C'est à Mulheim aux environs de Cologne qu'il a fait la première fois son apparition en Europe.

Cet insecte cause de grands ravages à la pomme de terre dont il détruit la végétation en quelques jours. Il importait donc de sauvegarder par des mesures énergiques cette culture qui pour notre pays est une source importante de revenus. Chaque année, en effet, en France on cultive 1.151.443 hectares de pommes de terre, ce qui produit 110 millions d'hectolitres représentant un revenu annuel de 575.667.000 francs.

La loi du 15 juillet 1878 a donné au préfet et au maire des pouvoirs importants pour entraver l'invasion du doryphora.

Le doryphora se développe sur les feuilles et la tige de la pomme de terre, et lorsqu'un propriétaire, fermier, métayer ou colon en aura reconnu la présence dans un champ à lui appartenant, ou cultivé par lui, il doit en faire immédiatement la déclaration au maire de la commune dans

laquelle le champ est situé. Ce dernier, après vérification des faits, doit en informer de suite le sous-préfet ou le préfet qui, sans retard, transmet cet avis au Ministre de l'Agriculture (L. 15 juillet 1878, art. 9).

Si le préfet apprend directement la présence du doryphora, il envoie immédiatement sur les lieux le professeur d'agriculture ou toute personne compétente pour opérer les vérifications nécessaires, et, si le fait est reconnu vrai, le préfet doit prendre, sans aucun délai, un arrêté pour interdire l'entrée du champ envahi et des champs environnants, il doit adresser d'urgence son rapport au ministre.

Le Ministre de l'Agriculture est alors autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre la propagation du doryphora. Comme il est urgent d'enrayer le mal dans la racine, le ministre peut ordonner au besoin la destruction par le feu ou par tout autre procédé, des pommes de terre existant sur le terrain envahi ou sur les terrains environnants.

Le préfet ou à son défaut un conseiller de préfecture, muni de l'ordre du ministre, se transporte, assisté du professeur d'agriculture, du maire de la commune et des propriétaires ou de leurs représentants, sur les lieux envahis, fait procéder à une constatation contradictoire de l'état des lieux. Si les récoltes doivent être détruites, il est dressé un procès-verbal qui en détermine la valeur, ce procès-verbal est signé par le préfet, le maire et les intéressés. En cas de refus de signature de la part des inté-

ressés; mention est faite du refus, et il est passé outre. Si le professeur d'agriculture déclare qu'il suffit seulement d'un traitement, le préfet désigne les terrains sur lesquels ce traitement doit être appliqué et y fait procéder sans retard. L'accès des terrains soumis au traitement est formellement interdit pendant le traitement et dans les huit jours qui le suivent (L. 15 juillet 1878, art. 10; — déc. du 28 déc. 1878, art. 10, 11 et 12).

Lorsque les récoltes ont été détruites, par mesure de précaution, des indemnités sont accordées aux propriétaires, elles sont réglées en prenant pour base l'état contradictoire dressé et la valeur des récoltes au moment de l'opération. Le préfet soumet les propositions d'indemnité au ministre qui en fixe le montant. Les maires font les offres aux intéressés et s'ils acceptent, les fonds sont mandatés en leur nom (Décret 22 déc. 1878, art. 13.)

Toutes ces prescriptions, de même que celles qui ont été édictées pour le phylloxera, n'ont plus aujourd'hui grand intérêt, car, grâce aux mesures rigoureuses qui ont été prises lors de l'apparition du fléau à la frontière, le doryphora a été arrêté dans son invasion et les préfets et les maires n'ont plus l'occasion de mettre en œuvre leurs pouvoirs en cette matière.

CHAPITRE VIII

DE LA DESTRUCTION DES ANIMAUX MALFAISANTS ET NUISIBLES

Les animaux malfaisants ou nuisibles sont les animaux qui ne peuvent faire que du mal et sont le plus souvent impropres à la consommation. Le législateur a dû se préoccuper d'assurer leur destruction en vue de protéger la conservation du bétail et des animaux domestiques et d'empêcher la dévastation des produits de la terre.

Depuis longtemps on a reconnu la nécessité de recourir à des mesures administratives pour la destruction de ces animaux. D'après M. Villequez (1), la première loi qui s'est occupée de la destruction des animaux nuisibles est celle des Bourguignons. Plus tard, Charlemagne confia aux Luparii le soin de la destruction des loups. Dans son ordonnance du 1^{er} mai 1520, François I^{er} créa l'office du grand louvetier, ce grand louvetier avait sous lui des lieutenants et des sergents auxquels il délivrait des commissions dans tout le royaume. Malgré cette organisation, en 1583, le nombre des loups s'était tellement accru, que

(1) *La Ferrière*. Histoire du droit, tome III, page 28.

Henri III, dans son ordonnance des eaux et forêts, ordonna aux grands maîtres des eaux et forêts, à leurs lieutenants, maîtres particuliers et autres, de faire assembler un homme par feu dans chaque paroisse de leur ressort, avec armes et chiens propres à la chasse des loups, trois fois l'année, au temps le plus propre pour les détruire. Sans doute, ces mesures ne donnèrent pas encore un résultat satisfaisant, car Henri IV publia deux ordonnances où il enjoignait à tous seigneurs hauts justiciers et seigneurs de fief d'attaquer et détruire les animaux nuisibles. On reconnut alors les bons résultats de ces battues, aussi les ordonnances de mai 1597, de juin 1601, de juillet 1607 et d'août 1669, les provisions du grand louvetier du 2 octobre 1602 et 9 décembre 1681, les arrêts du Conseil du roi des 3 juin 1671, 16 janvier 1673, 26 février 1697, 14 janvier 1698, et 28 février 1773 déterminèrent-ils les règles à suivre dans les huées et battues.

L'Assemblée constituante supprima la louveterie, et dans la loi du 28 septembre, 6 octobre 1791, titre I, section IV, article 20 § 2, elle conseilla aux corps administratifs d'encourager par des récompenses les habitants des campagnes à la destruction des animaux malfaisants qui peuvent ravager les troupeaux.

Ces encouragements furent insuffisants et le budget communal n'avait pas alors de ressources assez élevées pour donner des primes aux destructeurs. Des réclamations ne tardèrent pas à se produire, et la Convention

dans un décret du 11 ventôse an III, fut obligée d'offrir des primes pour la destruction des loups

Un arrêté du 19 pluviôse an V, rendu par le Directoire, décida que les administrations centrales de département pourraient ordonner tous les trois mois dans les forêts nationales et dans les campagnes, des chasses et battues générales ou particulières, aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles. Le même arrêté porte dans son article 3 que les corps administratifs sont autorisés à permettre aux particuliers de leur arrondissement, qui ont des équipages et autres moyens pour ces chasses, de s'y livrer sous l'inspection et la surveillance des agents forestiers.

Aujourd'hui les mesures destinées à la destruction des animaux malfaisants et nuisibles sont déterminées par les préfets et les maires. Ces mesures sont tantôt laissées à la libre initiative des particuliers, tantôt, au contraire, c'est l'administration qui les ordonne aux propriétaires. Les mesures laissées à la libre initiative des particuliers sont la destruction des animaux nuisibles faite d'après l'arrêté pris par le préfet en vertu de la loi du 3 mai 1844, article 9 § 3, les permissions individuelles de chasses accordées par le préfet en vertu de l'arrêté du 19 pluviôse an V, et les autorisations générales de chasser les animaux malfaisants donnés par certains préfets. Quant aux mesures ordonnées d'office par l'administration, ce sont les chasses et battues collectives faites en vertu de l'arrêté de pluviôse an V et l'obligation qui est faite au maire, en

vertu de l'article 90 de la loi municipale du 5 avril 1884, de détourner en temps de neige, à défaut des détenteurs du droit de chasse, les loups et sangliers remis sur le territoire.

Nous ne parlerons pas ici de la louveterie officiellement chargée de la destruction des loups et des animaux nuisibles dans les propriétés non closes, car les préfets et les maires n'ont aucun pouvoir en cette matière. Nous ferons seulement remarquer que les louvetiers, en vertu de l'article 5 § 17 du décret du 23 mars 1852, sont nommés par le préfet sur l'avis du conservateur des forêts.

Nous commencerons d'abord par traiter des pouvoirs du préfet, nous passerons ensuite à l'étude de ceux du maire.

SECTION I. — Pouvoirs donnés aux préfets pour la destruction des animaux nuisibles.

§ 1. — Arrêté pris en vertu de l'article 9, § 3 de la loi du 3 mai 1844

La loi du 3 mai 1844, article 9, § 3 porte que « les préfets des départements, sur l'avis des Conseils généraux, prennent des arrêtés pour déterminer les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier pourra, en tout temps, détruire sur ses terres et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de re

pousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés. » De cet article nous pouvons donc conclure que la loi fait une obligation aux préfets de régler la destruction des animaux malfaisants et nuisibles, ce n'est pas pour eux une faculté dont il leur est permis de faire ou de ne pas faire usage. Le ministre de l'Intérieur sur la plainte des intéressés pourrait donc obliger à remplir son devoir le préfet qui aurait négligé de prendre un arrêté à ce relatif. Il faut toutefois remarquer que le propriétaire, possesseur ou fermier, qui, en l'absence d'un arrêté pendant la fermeture et sans permis de chasse, se livrerait à la destruction des animaux malfaisants et nuisibles, commettrait un délit de chasse punissable des peines édictées par les articles 11 et 12 de la loi de 1844.

L'arrêté, ainsi que l'exige la loi, doit être rendu sur l'avis du Conseil général. Si le préfet négligeait de prendre cet avis, l'arrêté serait frappé de nullité. Toutefois, l'avis du Conseil général ne lie pas le préfet qui peut prendre une décision contraire, car la loi n'exige pas que l'arrêté soit conforme. D'ailleurs la jurisprudence ne demande pas, pour que l'arrêté soit valable, qu'il vise préalablement la délibération du Conseil général et jusqu'à preuve du contraire, il y a présomption légale que l'arrêté a été pris régulièrement (1).

L'arrêté est-il immédiatement en vigueur après qu'il a

(1) Cass., 13 juillet 1877 (S. 77, 1, 387).

été publié ? On a soutenu qu'il fallait s'en référer sur ce point aux dispositions de l'article 3 de la loi du 3 mai 1844 qui exige un délai de dix jours entre la publication et l'application de l'arrêté qui fixera l'époque de l'ouverture et de la clôture de la chasse. Nous ne sommes pas de cet avis, l'article 3 est une exception et ne vise que les arrêtés relatifs à l'ouverture et la fermeture de la chasse, toute restriction doit s'interpréter restrictivement, et par conséquent n'est pas applicable aux arrêtés relatifs à la destruction des animaux nuisibles. Au reste, cette exception a été introduite pour l'ouverture de la chasse, afin de laisser aux cultivateurs le temps de réclamer, dans l'intérêt des récoltes, contre une ouverture prématurée ; d'un autre côté, il est nécessaire que les chasseurs connaissent quelques jours à l'avance, l'époque de la clôture, afin d'éviter de chasser en temps prohibé. Dans le cas qui nous occupe, nous n'avons pas tous ces motifs pour exiger le délai de dix jours (1).

L'arrêté pour la destruction des animaux nuisibles est un arrêté permanent et il reste en vigueur jusqu'à temps qu'il ait été abrogé. Toutefois les préfets ont en général la coutume de le reproduire chaque année à la suite de l'arrêté de clôture.

La personne qui aurait détruit un animal nuisible en

(1) Consultez sur ce point Berriat Saint-Prix : « Législation de la chasse et de la louveterie, » p. 92. — « Petit traité du droit de chasse », t. I, p. 375, n° 185. — Daguin : « De la chasse en droit français », p. 304.

vertu d'un arrêté illégal ou irrégulier rendu par le préfet, commettrait-elle un délit de chasse ? Nous ne le croyons pas, car on ne saurait faire grief à un particulier d'avoir agi conformément à un acte administratif de la validité duquel il ne lui est pas permis de se faire juge.

Afin d'éviter que l'on se livre à l'exercice de la chasse, à l'occasion de la destruction des animaux nuisibles, le Ministre de l'Intérieur dans une instruction du 20 mai 1844 a recommandé aux préfets d'éviter d'employer dans les arrêtés des expressions ou d'édicter des mesures susceptibles de faire croire à leurs administrés qu'ils peuvent se livrer à la chasse des animaux malfaisants ou nuisibles, au lieu de se borner à les détruire dans l'intérêt de la défense des récoltes.

La contravention à l'arrêté du préfet concernant la destruction des animaux nuisibles n'est pas punissable de la peine édictée par l'article 471 § 15 du Code pénal qui vise la contravention aux règlements légalement faits par l'autorité administrative, mais c'est l'article 11 de la loi de 1844 qui doit être appliqué ici (1).

Nous allons maintenant étudier à quelles conditions le préfet doit soumettre l'exercice du droit de destruction.

A. — Quelles sont les personnes à qui le droit de destruction appartient ?

Ce sont d'après l'article 9 le propriétaire, possesseur ou fermier. Nous ne croyons pas que les préfets puissent

(1) Besançon 21 juin 1877. — D. P. 78, 2, 237.

enlever le droit de destruction aux adjudicataires de la chasse dans les bois de l'État et des communes, car si la loi a confié à l'autorité préfectorale le soin de régler les conditions de l'exercice du droit de destruction, elle ne lui a pas permis de déterminer, à son gré, les catégories de personnes qui peuvent user de ce droit. C'est à l'autorité judiciaire, en cas de contestation, qu'il appartient de décider ce qu'on doit entendre par propriétaire, possesseur ou fermier. Les préfets n'ont pas qualité pour interpréter la loi. L'arrêté du préfet de la Côte-d'Or en date du 4 juillet 1879 nous semble donc illégal dans un de ses articles qui est ainsi conçu : « Ne sont pas compris sous la domination de possesseurs ou fermiers, les adjudicataires de la chasse, dans les bois soumis au régime forestier. »

Pour le même motif nous ne croyons pas que les préfets puissent interdire aux propriétaires, possesseurs ou fermiers, dans leurs arrêtés relatifs aux animaux nuisibles, l'emploi d'auxiliaires destinés à les aider dans la destruction (1).

Le préfet pourrait-il dans son arrêté défendre aux propriétaires, possesseurs ou fermiers de déléguer à d'autres l'exercice du droit de destruction sur leurs terres ou possessions ? Nous ne le croyons pas, car cette faculté résulte de l'esprit de la loi. Un arrêt de la Cour de Rouen du 4 novembre 1858 a décidé pour cette raison qu'il n'y avait pas contravention punissable de la part de celui qui, sur

(1) *Contra* Rouen 18 nov. 1861. -- Recueil de Rouen et de Caen 1861, 1^{re} partie, p. 296.

l'invitation du propriétaire, s'est livré sur les terres de ce dernier, à la destruction des animaux nuisibles à l'aide des moyens déterminés par l'arrêté du préfet (1).

B. — Sur quels terrains le droit de destruction peut-il s'exercer ?

L'article 9 décide que ce droit de destruction appartient au propriétaire, possesseur ou fermier sur ses terres. La loi ne faisant aucune distinction, il faut donc en conclure que la destruction peut aussi bien se faire dans les bois, les vignes et les prés que dans les houblonnières, les marais et même les landes et les friches. Le préfet ne pourrait donc, sans excès de pouvoir, interdire la destruction dans les bois ou dans les terres en jachères. Cette prohibition n'aurait aucun effet et ne lierait pas les propriétaires.

C. — Quel est le temps pendant lequel les animaux peuvent être détruits ?

L'article 9 de la loi du 3 mai 1844 ne fait aucune distinction, il déclare en termes formels que le propriétaire, possesseur ou fermier peut exercer en tout temps le droit de destruction, aussi bien pendant la fermeture de la chasse que durant le temps où elle est ouverte. Au reste une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 22 juillet 1851 déclare que si l'autorité préfectorale a été investie du droit d'arrêter la nomenclature des animaux malfaisants ou nuisibles et de régler les modes et procédés de destruction à

(1) S. 59, 2, 667.

employer à leur égard, elle n'a pas reçu la mission de déterminer les époques pendant lesquelles la destruction peut avoir lieu, car en présence des termes de la loi, il paraît impossible de reconnaître aux préfets le pouvoir de restreindre, quant au temps, le droit de destruction, de décider, par exemple, que les animaux malfaisants ou nuisibles en général ou certains d'entre eux ne peuvent plus être détruits à partir d'une époque déterminée.

Le préfet pourrait-il cependant suspendre pendant la nuit la destruction des animaux nuisibles? Nous ne le croyons pas, car, comme nous venons déjà de le faire remarquer, les termes de la loi sont des plus formels quant à la détermination du temps, le pouvoir du préfet se borne à la détermination des espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles et des procédés de destruction rendus licites à leur égard. La destruction des animaux nuisibles pendant la nuit peut cependant donner lieu à des abus, car sous prétexte de destruction, il est facile de se livrer à la chasse, ces abus ne nous semblent pas suffisants pour étendre les pouvoirs du préfet car ce sera aux juges à décider s'il y a eu vraiment fait de chasse. Ce seront eux qui d'après les circonstances de fait, auront à démêler les véritables desseins du propriétaire, possesseur ou fermier trouvé, la nuit, embusqué et armé sur ses terres, dans l'attente des animaux nuisibles. S'il y a acte de chasse, les juges lui infligeront les peines édictées par l'article 12 §§ 1 et 2 de la loi du 3 mai 1844.

Comme le préfet a le pouvoir de régler les procédés de

destruction, il peut, croyons-nous, interdire l'emploi des armes à feu pendant la nuit car en édictant cette mesure il ne limite pas le temps pendant lequel peut se faire la destruction, l'emploi des autres engins indiqués dans l'arrêté demeurent permis. Cette mesure sera prise dans un but de sécurité publique. L'affut nocturne ne présente-t-il pas de grands dangers? Chaque année les journaux ne relatent-ils pas des accidents occasionnés par l'imprudence des tireurs embusqués dans les champs ou sur la lisière des bois dans l'attente des sangliers?

Le préfet en prenant l'arrêté sur la chasse peut interdire son exercice en temps de neige, cette restriction doit-elle s'appliquer à la destruction des animaux nuisibles? Cette question a donné lieu à de nombreuses controverses. Trois systèmes sont en présence. L'un soutient qu'il faut distinguer entre la chasse et la destruction, l'autre que la chasse et la destruction sont également permises, enfin un troisième que la chasse et la destruction peuvent être interdites. Le premier système pour lequel nous inclinons, soutient que le préfet ne peut pas plus interdire la chasse que la destruction des animaux malfaisants ou nuisibles en temps de neige. En effet des déclarations ont été faites à ce sujet à la Chambre des députés lors de la discussion de la loi sur la chasse (1). M. Peltreau de Villeneuve avait proposé d'insérer dans la loi une disposition additionnelle portant que l'interdiction de chasser en temps de neige ne

(1) Séance du 18 février 1844.

pourrait jamais s'appliquer à la chasse des animaux nuisibles, M. le Garde des Sceaux répondit que cela allait sans dire et plusieurs voix ajoutèrent que la disposition était superflue. On pourra peut-être objecter à ce système, que dans l'échange d'observation qui a eu lieu entre M. Peltrean de Villeneuve et le Ministre de la Justice, le mot chasse n'a pas été pris dans le sens précis qu'il possède, mais qu'il a été employé comme synonyme de destruction. A cela nous répondrons que rien n'autorise à faire cette supposition et que dans tous les cas ce n'est qu'une probabilité dont on n'a pas à tenir compte.

Un second système soutient que, s'il s'agit de la chasse des animaux nuisibles, la prohibition est parfaitement valable, car la loi autorise les préfets à interdire la chasse pendant le temps de neige sans distinguer entre la chasse du gibier ordinaire et celle des animaux nuisibles. S'agit-il au contraire de la destruction, l'arrêté n'est pas applicable, car la loi ne permet au propriétaire, possesseur ou fermier de détruire en tout temps, sur ses terres, les animaux nuisibles. A notre avis ce système est erroné, car la déclaration faite par le Ministre de la Justice lors de la discussion de la loi ne permet pas de faire cette distinction.

Le troisième système, fondé sur un arrêt de la Cour de cassation, soutient qu'il n'y a aucune distinction à faire et que le préfet peut interdire en temps de neige à la fois la chasse et la destruction des animaux nuisibles, car l'article 9 de la loi de 1844 lui donne le pouvoir de réglementer la destruction des animaux nuisibles. Ce système

semble oublier que le pouvoir de réglementation du préfet ne s'étend qu'à la détermination des espèces nuisibles et à l'indication des procédés de destruction (1).

Au reste, prohiber la destruction des animaux nuisibles en temps de neige, serait aller contre le vœu de la loi car on empêcherait les intéressés de profiter des circonstances favorables qui s'offrent à eux pour la destruction. Les loups, les renards et toutes les bêtes puantes se laissent durant ce temps tenter plus facilement par les appâts empoisonnés, d'un autre côté jamais les sangliers ne sont plus faciles à détourner que quand la terre est couverte de neige car ils laissent derrière eux les empreintes de leurs pieds. Aussi en fait, il est rare que les préfets défendent aux propriétaires, possesseurs ou fermiers de détruire en temps de neige, sur leurs terres, les animaux nuisibles. Quelques-uns même conseillent de chasser les sangliers, par dérogation aux dispositions de leurs arrêtés qui prohibent, d'une manière générale, la chasse en pareil cas. Les préfets pourraient cependant limiter les terrains sur lesquels se fera la chasse et les modes de destruction que les chasseurs pourront employer. C'est ainsi que l'arrêté du préfet de la Côte-d'Or du 4 juillet 1879 autorise en temps de neige la chasse aux sangliers mais seulement dans les bois et à l'aide de chiens courants.

D. — Quels sont les animaux dont le préfet peut autoriser la destruction ?

(1) Cass. 30 juillet 1882. D. P. 82, 5, 85.

L'article 9 de la loi de 1844 donne la mission au préfet de désigner les animaux qui doivent être considérés comme nuisibles, lorsque par arrêté il en ordonne la destruction. Le propriétaire, possesseur ou fermier pourra donc se livrer seulement à la destruction des animaux considérés comme tels par l'arrêté du préfet.

Lorsque le préfet dressera la liste des animaux malfaisants et nuisibles, il s'inspirera des deux considérations suivantes : les mammifères carnassiers et les oiseaux de proie sont des animaux nuisibles par nature et quelque soit leur nombre, il devra donc toujours les comprendre dans son arrêté ; d'autres animaux au contraire, tels que les lapins, les cerfs et les biches, ne deviennent nuisibles que par leur excès de nombre ; à l'égard de ces animaux il agira suivant les circonstances locales et permettra leur destruction si leur trop grande quantité peut porter préjudice aux récoltes.

A l'égard de ces animaux qui ont le caractère du gibier et qui sont naturellement utiles, le préfet devra se montrer très circonspect, car leur destruction ne s'impose qu'autant que leur surabondance devient une cause de dommages considérables et réels. Ainsi la Cour de cassation a déclaré plusieurs fois que le sanglier n'était pas un animal essentiellement nuisible, mais qu'il pouvait le devenir à raison de sa trop grande multiplication (1).

Le lapin, quoiqu'il se propage avec une très grande

(1) Cass., 3 juin 1840. — S. 42, 1,657. — 21 janvier 1864. D. P. 64, 1,231.

rapidité, n'est pas un animal malfaisant et nuisible; le préfet devra cependant le considérer comme tel lorsque par sa trop grande multiplication il ravagera les cultures avoisinantes les bois et les jeunes tailles elles-mêmes. Dans ce cas c'est un véritable fléau.

Quant aux cerfs et aux biches dont la chair peut servir à l'alimentation, ils deviennent nuisibles quand, comme les lapins, ils ravagent les cultures riveraines des bois. Si des plaintes nombreuses et reconnues fondées s'élevaient à leur sujet, le préfet pourrait, au besoin par un arrêté spécial, les déclarer nuisibles.

Voici la liste des animaux que les préfets considèrent en général comme malfaisants et nuisibles :

VOLATILES : L'aigle, l'autour, le balbuzard, le bec croisé, la bondrée, le busard, la buse, le chat huant, le choucas, la chouette, le circaète, le corbeau, la corneille, le duc, l'épervier, le faucon, le geai, le gypaète, le hibou, le Jean le blanc, le milan, la pie, la pie-grièche, le pigeon, le pygargue, le Saint-Martin, la soubuse, le vautour.

QUADRUPÈDES : La belette, le blaireau, le chat sauvage, la fouine, le furet, le lapin, le loir, le loup, la loutre, la martre, le putois, le renard, le sanglier.

Les professeurs administrateurs du Muséum de Paris ont dressé un tableau des animaux nuisibles habitant dans les diverses régions de la France, le Ministre de l'Intérieur a communiqué ce tableau aux préfets(1).

(1) *Bull. off., Min. Int.*, 1861, page 291.

Quoiqu'il en soit, toutes ces listes sont incomplètes et le préfet avant de dresser la liste des animaux nuisibles fera bien de consulter les naturalistes et les chasseurs du pays, La classification peut souvent présenter quelques difficultés, ainsi par exemple pour les oiseaux qui sont à la fois insectivores et granivores. Ces oiseaux rendent des services à l'agriculture en ce qu'ils détruisent quantité d'insectes dans les champs, mais, malheureusement à certaines époques causent de réelles dévastations dans les ensemencés. Avant d'autoriser leur destruction, le préfet devra peser les services qu'ils rendent aux cultivateurs afin de juger s'ils ne l'emportent pas sur les dommages qu'ils causent. Les corneilles par exemple, sont au nombre de ces animaux, d'un côté elles causent des dégâts aux moissons et détruisent les œufs et couvées de petits oiseaux, tandis que d'un autre côté elles rendent des services et détruisent les insectes.

Le pigeon peut-il être classé parmi les animaux nuisibles?

La question ne fait aucun doute pour les pigeons sauvages, il n'en est plus de même à l'égard du pigeon domestique et l'on discute fort sur le point de savoir si en les classant dans la catégorie des animaux nuisibles, le préfet ne commettait pas un excès de pouvoir. La question est importante, car si un arrêté préfectoral a déclaré les pigeons domestiques animaux nuisibles, les propriétaires auraient le droit de les détruire en tout temps sur leurs fonds même en l'absence d'un arrêté ayant prescrit la fermeture des colombiers.

L'affirmative est admise par la plupart des auteurs qui se basent sur les discussions qui ont eu lieu à la Chambre des députés avant le vote de l'article 9 § 3 de la loi du 3 mai 1844. M. de Beaumont fit observer que le projet ne parlait que des animaux malfaisants et que le pigeon ne rentrant pas dans cette catégorie il était nécessaire de le viser à cause du tort considérable qu'il faisait aux cultures, notamment à l'époque des semailles. Sur sa proposition on inséra alors dans la loi l'expression : toute espèce d'animaux malfaisants ou nuisibles, ceci dans le but de bien marquer que le pigeon était compris parmi les animaux dont l'administration pouvait autoriser la destruction dans des conditions exceptionnelles. De là on a conclu que le pigeon domestique peut être considéré comme un animal nuisible.

Nous ne partageons pas cette opinion. En effet, l'opinion de M. de Beaumont est une opinion isolée, le rapporteur et les organes du Gouvernement n'ont rien répondu à son observation et la lecture des débats ne permet nullement d'affirmer que son sentiment ait été partagé par la majorité de la Chambre des députés. Autoriser les préfets à classer les pigeons parmi les animaux malfaisants et nuisibles, ne serait-ce pas leur donner le droit de priver les propriétaires du droit d'avoir des pigeons fuyards ? Pourquoi les animaux nuisibles sont-ils l'objet de mesures exceptionnelles, c'est que presque toujours les propriétaires ne pourraient se faire indemniser du dommage qui leur est causé, de là la nécessité de leur accorder le pouvoir de

se défendre. Il n'en est plus de même pour les pigeons domestiques, on connaît leur maître qui pourra à l'occasion indemniser le propriétaire lésé et par conséquent il n'y a pas lieu ici à des mesures exceptionnelles.

L'arrêté préfectoral qui comprendrait les pigeons domestiques, dans la nomenclature des animaux malfaisants ou nuisibles, nous semblerait donc pouvoir faire l'objet de la part des intéressés d'un recours pour excès de pouvoir au Conseil d'État. Reste la question de savoir si le destructeur pourrait être condamné à une réparation civile ou serait couvert par l'arrêté du préfet.

L'animal qui n'est pas compris dans l'énumération de l'arrêté ne peut être détruit ; le propriétaire, possesseur ou fermier et les tribunaux ne sauraient suppléer à l'oubli du préfet, la nomenclature de ce dernier est limitative. Il ne faudrait cependant pas croire qu'il est défendu de détruire les animaux qu'on n'est pas dans l'usage de chasser. Le préfet, en effet, n'a en vue dans son arrêté que les espèces chassables. Les animaux à la recherche et à la poursuite desquels les chasseurs n'ont pas l'habitude de se livrer échappent à la réglementation du préfet. Ainsi les rats, loirs, souris, putois, martres, hermines, belettes qu'ils soient ou non compris dans la nomenclature préfectorale peuvent être détruits, en tout temps et sans permis. Leur destruction par les propriétaires, possesseurs et fermiers et par toutes personnes ne sont pas des actes de chasse.

E. — Quels sont les modes et les moyens de destruction que le préfet peut autoriser ?

L'article 9, § 3 de la loi de 1884 donne au préfet le pouvoir de déterminer quels sont les modes et procédés à employer pour la destruction et quels sont les armes dont il est permis de faire usage. Les propriétaires, possesseurs ou fermiers sont tenus de s'en tenir aux modes et armes désignés dans l'arrêté préfectorale (1).

Le préfet a la plus grande latitude pour désigner les moyens et engins de destruction qui lui paraissent les plus efficaces. C'est ainsi qu'il peut permettre l'usage des procédés et des engins que la loi du 3 mai 1844 interdit, en général, pour l'exercice de la chasse. Ces moyens peuvent être les chiens lévriers, les pièges, les lacets, les filets, les amorces empoisonnées, etc...

Le préfet peut défendre au contraire, l'emploi de modes et de procédés autorisés d'une façon générale par la loi, par exemple, l'emploi de chiens courants ou d'armes à feu. Cette interdiction toutefois, n'est applicable qu'aux personnes qui, en vertu de l'arrêté ont la permission de détruire en tout temps les animaux nuisibles ; les personnes qui ont un permis de chasse peuvent continuer l'emploi de ces moyens durant tout le temps que la chasse est ouverte car, à leur égard, le préfet ne peut modifier les conditions ordinaires et normales de l'exercice de la chasse. Pendant que la chasse est prohibée, elles doivent se conformer à

(1) Cass. 11 juin 1880. D. P. 80, 1, 281. — 2 déc. 1880, D. P. 81, 1, 335. — Rouen, 18 février 1864. S. 64, 2, 62.

l'arrêté du préfet, car alors pour elles, l'exercice du droit de chasse est suspendu et il ne reste plus que le droit de destruction dont le préfet est libre de régler l'exercice. C'est en vertu de cette raison que la Cour de cassation a considéré comme ayant commis un délit de chasse, un chasseur muni d'un permis qui, pendant le temps où la chasse était ouverte, mais alors qu'elle avait été temporairement prohibée à cause de la neige, s'était livré à la destruction des animaux nuisibles en temps prohibé (1). Nous rappelons toutefois ici, qu'ainsi que nous l'avons dit plus haut, nous ne croyons pas à l'inverse de la Cour de cassation que le préfet puisse défendre la destruction et la chasse en temps de neige.

Toutes les conditions fixées par l'arrêté préfectoral pour l'emploi des procédés ou engins sont obligatoires pour le propriétaire, possesseur ou fermier. C'est ainsi que la Cour d'Orléans, dans un arrêt du 7 février 1893, a jugé qu'il y a délit de chasse de la part du propriétaire ou de son représentant, à détruire les lapins au moyen du fusil, sans permis de chasse, dans la période de l'ouverture de la chasse, lorsqu'un arrêté préfectoral, en classant le lapin parmi les animaux malfaisants et nuisibles, en a autorisé la destruction, en tout temps et sans permis de chasse, au moyen de bourses et de furets, mais en vertu seulement d'une permission spéciale délivrée par le préfet sur l'avis du maire (2).

(1) Cass. 30 juillet 1852, D. P. 52, 3, 85.

(2) Pandectes fr. 95, 2, 39.

Nous croyons devoir citer les moyens de destruction admis par quelques préfets, afin de montrer qu'en général ils sont très larges dans l'admission de ces moyens. Le préfet de la Gironde permet d'employer tous les engins usités dans le pays (arrêté du 9 juillet 1891, art. 12, § 1). Celui de la Haute-Garonne autorise l'emploi des trappes, traquenards et pièges autre que les batteries d'armes à feu, ainsi que celui des lacets et filets quelconques. Les animaux nuisibles peuvent être détruits au fusil, à l'aide de chiens courants sans autres conditions que de faire une déclaration préalable au maire de la localité et de prévenir l'agent forestier local (arrêté 6 janvier 1885, art. 4). Le préfet de la Côte-d'Or autorise tous les modes de destruction; toutefois le propriétaire, possesseur ou fermier qui veut user, sur ses terres non closes et n'attendant pas à une habitation, du droit de détruire les animaux nuisibles, doit, en tout temps, en faire la déclaration, au moins 48 heures à l'avance, à la mairie du lieu où ses terres sont situées. Cette déclaration mentionne les espèces d'animaux que le déclarant veut détruire, les moyens dont il entend se servir et les propriétés sur lesquelles il se propose de les employer : avis de cette déclaration est donné immédiatement au préfet dans l'arrondissement du chef-lieu, ou au sous-préfet dans les autres arrondissements; enfin l'emploi des pièges, trappes et traquenards n'est autorisé que pendant la nuit pour la destruction des animaux nuisibles, et, en ce qui concerne les lapins, ils ne peuvent être détruits, après la clôture de la chasse, qu'au moyen

de bourses et de furets. (Arrêté du 6 janvier 1885, art. 4, 7, 8 et 9). Le préfet de l'Eure autorise la destruction du lapin seulement au moyen de bourses et de furets, celle des renards et blaireaux, soit en les faisant poursuivre sous terre par des chiens, soit en les enfermant dans leurs terriers ; en outre il a été mis jusqu'au 31 mars de chaque année la destruction, à l'aide de fusils et de chiens courants, du lapin, du renard et du blaireau. (Arrêté du 30 sept. 1884, art. 1). Dans un autre arrêté du 20 mai 1886, ce même préfet a autorisé les propriétaires, possesseurs ou fermiers, les adjudicataires de chasses domaniales ou communales ou co-fermiers, spécialement désignés par eux en cas d'empêchement, à procéder, à partir de la clôture de la chasse jusqu'au 30 avril inclusivement, à la destruction des sangliers, loups, renards, blaireaux, fouines, putois et chats sauvages, soit au moyen de trappes ou battues, soit à l'aide de chiens et de fusils. Le préfet de la Seine-et-Marne permet la destruction des animaux nuisibles au moyen d'armes à feu ou de pièges ; toutefois, pendant le temps où la chasse est close ou suspendue, il faut une autorisation spéciale pour détruire le lapin, à l'aide de fusils et de chiens, et les oiseaux nuisibles, à l'aide d'armes à feu ; enfin l'emploi des pièges pour la capture des lapins est interdit après la clôture de la chasse, mais l'usage des furets et des bourses est autorisé. (Arrêté du 25 juillet 1877, art. 5 et 6).

. Le préfet peut même autoriser au besoin l'emploi de chiens courants ou de chiens d'arrêts bien que cependant

cet emploi tende à faire de la destruction une véritable chasse. Lorsque le préfet n'indique pas dans son arrêté les moyens de destruction à employer, il faut même décider qu'en raison de ce silence l'emploi de tous les moyens devient permis, par conséquent celui de chiens courants et de chiens d'arrêts. Le cas s'est présenté devant la Cour de Dijon qui a jugé que le préfet de Saône-et-Loire n'ayant pas interdit l'emploi de chiens courants ou couchants, on devait considérer qu'il avait entendu permettre implicitement aux propriétaires, aux possesseurs et aux fermiers, ainsi qu'à leurs délégués, de se servir de ces auxiliaires pour la destruction des animaux nuisibles. De plus, le préfet ayant prohibé formellement l'emploi de chiens lévriers, cette prohibition dénotait de sa part l'intention de rendre licite l'emploi des autres races (1).

L'article 9 *in fine* de la loi de 1844 autorise les préfets à permettre l'emploi des chiens lévriers pour la destruction des animaux nuisibles. Il faut en conclure qu'en l'absence de cette autorisation il est défendu de se servir de chiens de cette race pour la destruction. Quelques préfets poussent la précaution jusqu'à déclarer, dans leurs arrêtés, que l'emploi des lévriers est prohibé même pour des animaux malfaisants ou nuisibles. (Arrêté du préfet de la Côte-d'Or du 4 juillet 1879, art. 15).

Le propriétaire, possesseur ou fermier peut se servir d'armes à feu si le préfet n'en a pas prohibé l'emploi. A

(1) Dijon, 8 mai 1895. — Perret, Soyet et Delangle — Cet arrêt est inédit.

ce sujet, la Cour d'Orléans a décidé que le fusil étant l'arme habituelle et normale de destruction des animaux nuisibles et malfaisants, il est inutile aux préfets d'en parler s'ils ne veulent en prohiber l'emploi (1). On ne saurait trop toutefois recommander aux préfets de ne pas se montrer trop larges sur ce point, ils feront bien, afin de prévenir les accidents, d'imiter l'exemple du préfet de la Côte-d'Or qui interdit l'usage du fusil pendant la nuit (arrêté du 4 juillet 1879, art. 17) ou celui du préfet de la Haute-Marne qui défend l'emploi de batteries composées de plusieurs canons de fusils réunis et destinés à la destruction des loups. (Arrêté du 6 janvier 1883, art. 4.)

Les appâts empoisonnés sont le mode de destruction le plus efficace, mais ils présentent de grands dangers pour les animaux domestiques et quelquefois les hommes, le préfet fera donc bien, en autorisant leur emploi, de l'entourer de certaines garanties. C'est ainsi que le préfet de la Côte-d'Or, dans son arrêté du 4 juillet 1879, art. 7 et 9, impose au destructeur l'obligation de prévenir à l'avance de son intention le maire de la localité et d'indiquer les points où il compte déposer ses amorces. La Cour de Rouen a décidé qu'il n'est pas nécessaire, pour que l'usage du poison soit licite, que le préfet en ait expressément autorisé l'emploi, il suffit qu'il ne l'ait pas excepté formellement ou implicitement, comme moyen de destruction (2).

(1) Orléans, 15 mai 1851. — D. P. 52, 2, 292.

(2) Recueil de Rouen et de Caen, 1^{re} partie, page 138, et 4 avril 1887.

Les termes de l'article 9 § 3, étant des plus généraux, il faut en conclure que le préfet peut autoriser l'emploi de tous les moyens de destruction, à l'exception toutefois des engins dont la détention seule est délictueuse, par exemple, des filets et des lacets. En effet, les engins prohibés n'existeraient plus si le préfet pouvait en permettre l'usage pour la destruction des animaux nuisibles. Les pièges spécialement et exclusivement destinés à la capture des animaux carnassiers et essentiellement nuisibles, ne suffiront-ils pas aux propriétaires pour opérer la destruction ? Certains auteurs prétendent cependant, qu'en présence des termes généraux de l'article 9 § 3, il n'y a aucune distinction à faire entre ceux qui sont prohibés et ceux qui ne le sont pas.

Le préfet peut au reste limiter l'emploi des engins prohibés à telle ou telle espèce d'animaux nuisibles ; dans ce cas, l'usage en est défendu pour détruire des animaux nuisibles autre que les espèces déterminées. C'est ainsi que le préfet de la Seine-et-Oise, dans son arrêté du 16 février 1882, art. 8, ayant autorisé la destruction des lapins, en tout temps et sans permis de chasse, mais à l'aide de bourses et de furets seulement, le Tribunal de Rambouillet a déclaré qu'il y avait délit de la part du propriétaire, possesseur ou fermier, de disposer ou faire disposer sur ses terres des assommoirs destinés à détruire les lapins (1).

Le préfet peut de plus déterminer les conditions dans lesquelles les pièges peuvent être tendus et il y a délit de la

(1) Tribunal de Rambouillet, 8 déc. 1892. *Gaz des Trib.*, 9 février 1893.

part du propriétaire, possesseur ou fermier de ne pas se conformer aux conditions exigées. Un préfet avait, dans son arrêté, permis seulement, à l'entrée des terriers, l'emploi des pièges destinés à la capture des renards. Un propriétaire ayant tendu un piège à une grande distance des terriers, la Cour de cassation a déclaré qu'il y avait délit de chasse en temps prohibé, car le propriétaire ne se trouvait plus dans les conditions fixées par l'arrêté pour pouvoir jouir du privilège que la loi lui conférait de détruire, en tout temps, les animaux malfaisants ou nuisibles (1).

Le préfet qui a toute liberté pour désigner les engins nécessaires à la destruction, peut aussi déclarer licite tel mode de destruction qu'il juge convenable. Il peut par une autorisation générale ou des autorisations spéciales, autoriser les propriétaires, possesseurs ou fermiers à faire des battues sur leurs terres. Lorsque l'autorisation est générale, les propriétaires peuvent exécuter les battues quand ils le jugent bon ; lorsque l'autorisation est spéciale ils se conforment aux conditions imposées par l'arrêté, par exemple avertir le maire si cet avertissement est exigé, ne pas dépasser le nombre de battues permises ou bien ne les faire qu'aux époques indiquées. S'ils ne se conformaient pas à ces conditions imposées, ils commettraient un délit de chasse.

Nous ferons toutefois remarquer que les préfets doivent le moins souvent possible autoriser à titre permanent les battues car une circulaire du Ministre de l'Intérieur du

(1) Cass , 2 déc. 1880. D. P. 81, 1, 335.

1^{er} mars 1865 interprétée par une seconde circulaire de la même année a invité les préfets à n'accorder qu'à titre temporaire, après la clôture de la chasse, la permission de détruire les animaux nuisibles au moyen de battues.

F. — Le préfet doit-il exiger un permis de chasse pour la destruction des animaux nuisibles ?

Le préfet ne peut obliger le propriétaire, possesseur ou fermier qui détruit sur ses terres les animaux nuisibles à avoir un permis de chasse, car ce n'est pas ici un fait de chasse qu'il s'agit d'autoriser, mais un acte de légitime défense, qui a pour objet l'intérêt de l'agriculture et la sauvegarde de la propriété. En effet le propriétaire en détruisant un animal nuisible n'a qu'un but, protéger ses récoltes et prendre les mesures préventives pour empêcher que ses propriétés soient dévastées. Une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 22 juillet 1851 § 7, a d'ailleurs dit en termes formels que si l'autorité préfectorale a le devoir de régler les conditions dans lesquelles peut s'exercer le droit des propriétaires, possesseurs et fermiers, elle ne saurait porter atteinte à ce droit lui-même, soit en le restreignant soit en l'assujettissant à des formalités préalables qui, le plus souvent, auraient pour résultat de l'annihiler.

G. — Protection des animaux utiles à l'agriculture.

En ordonnant la destruction des animaux nuisibles, le préfet peut en même temps prendre des mesures pour protéger les oiseaux qui rendent des services à l'agriculture. L'article 9 *in fine* lui donne ce pouvoir. Une circulaire du

Ministre de l'Intérieur du 9 mai 1844 décide que cette défense peut s'étendre aux œufs et couvées. C'est là une simple faculté pour le préfet car la loi ne lui fait pas une obligation de cette mesure à l'inverse de l'arrêté qui doit être pris pour la destruction : « Les préfets pourront prendre également des arrêtés », porte en effet le texte de la loi.

La liste des oiseaux dont l'existence peut ainsi être protégée par l'administration n'a jamais été arrêtée ; comme nous l'avons déjà fait remarquer tels oiseaux qui dans une région peuvent être utiles sont parfois nuisibles dans telle autre. En général les oiseaux dont la chasse est ainsi interdite sont ceux dits à becs fins, c'est-à-dire incapables à manger des graines, tels que les hirondelles, les rouges-gorges, les fauvettes, les rossignols, etc...

On discute sur le point de savoir si le préfet, avant de publier son arrêté d'interdiction de chasser des oiseaux utiles, doit prendre l'avis du Conseil général. Les uns prétendent que cette consultation est obligatoire car la loi du 3 mai 1844 comme celle du 22 janvier 1874 exige la consultation préalable du Conseil général sur la détermination de la fixation de la chasse des oiseaux de passage et celle du gibier d'eau et pour celle de la nomenclature des animaux nuisibles. D'autres au contraire, dont nous partageons l'avis, prétendent que les textes des lois de 1844 et 1874 font une distinction très nette entre les arrêtés que les préfets ne peuvent signer qu'après délibération des Conseils généraux et ceux pour lesquels ils peuvent se passer de

cette formalité. En effet si on lit avec soin les lois de 1844 et 1874, « on voit que les préfets doivent s'entourer des lumières des Conseils généraux pour déterminer les conditions dans lesquelles la chasse des animaux nuisibles ou des oiseaux de passage peut avoir lieu, mais qu'on leur a abandonné le soin de régler seuls les mesures secondaires qui s'appliquent à ces sortes de chasses, telles que l'usage des chiens lévriers et l'interdiction de la chasse en temps de neige » (1). En outre la première catégorie des mesures doit être réglementée, tandis que la seconde ne l'est que si cela est nécessaire.

Dans tous les cas, si l'avis du Conseil général n'est pas obligatoire, le préfet peut toujours le demander.

§ 2. — *Permissions individuelles de chasse*

L'arrêté du 19 pluviôse an V permet au préfet d'autoriser la chasse aux animaux nuisibles par des permissions individuelles : « Les corps administratifs, dit l'article 5 de l'arrêté, sont autorisés à permettre aux particuliers de leur arrondissement, qui ont des équipages et autres moyens pour ces chasses, de s'y livrer sous l'inspection et la surveillance des agents forestiers. » La loi du 28 pluviôse an VIII ayant donné aux préfets les pouvoirs des administrations départementales de la constitution du 3 fructidor an III; c'est donc à ceux-ci qu'il appartient

(1) Béquet-Laferrière. Répertoire : Animaux nuisibles.

maintenant de délivrer les permissions individuelles de chasse.

Ces permissions ont-elles été supprimées, comme on l'a prétendu, par l'arrêté du 1^{er} germinal an XIII et par l'ordonnance du 20 août 1814, qui ont organisé le service de la louveterie? La négative ne fait aucun doute, l'ordonnance du 1^{er} germinal an XIII et celle du 20 août 1814 n'ont en vue que le service de la louveterie, corps de chasseurs spécialement créé pour la destruction des loups. L'article 5 de l'arrêté du 19 pluviôse an V ne concerne exclusivement que la destruction des animaux nuisibles et par conséquent ne fait pas double emploi avec les ordonnances. Au reste, la question n'a pas grand intérêt car l'administration se reconnaît toujours le droit d'accorder des permissions individuelles de chasse et elle le fait tous les ans dans une large mesure (1). Il ne faudrait pas cependant croire que ces permissions sont accordées dans un but exclusif d'agrément et de plaisir, ce n'est pas là le vœu de la loi, elles ne doivent être délivrées que dans un but d'utilité générale, lorsque dans une région les animaux nuisibles deviennent par leur nombre une cause de menace pour les récoltes. Le préfet devra donc faire avec circonspection le choix des personnes auxquelles il accordera des permissions.

L'arrêté de pluviôse n'impose au préfet aucune formalité pour délivrer des permissions individuelles de chasse,

(1) Voir circulaires du Ministre de l'Intérieur des 13 décembre 1860, 1^{er} mars 1865, 21 avril 1865.

sa décision n'a pas besoin d'être motivée ni soumise à l'examen préalable du Conseil de préfecture, elle ne doit être ni affichée, ni publiée, ni insérée au « Recueil des Actes Administratifs » du département. La demande d'autorisation de se livrer à des chasses particulières pour la destruction des animaux nuisibles, se fait sur papier timbré et est adressée au préfet ; ce dernier, si la demande est urgente, n'a pas besoin d'y répondre par un arrêté ayant la forme réglementaire, une simple lettre officielle est suffisante.

Quelles sont les personnes à qui le préfet peut accorder des permissions individuelles de chasse ? L'article 5 de la loi de pluviôse parle des particuliers qui ont des équipages et autres moyens pour la chasse des animaux nuisibles. Le préfet a donc la plus grande latitude. Les ordonnances sur la louveterie exigent que le louvetier possède une meute entière, conduite par un piqueur et des valets de chiens, il n'est pas nécessaire que l'équipage dont parle ici l'arrêté soit ainsi composé. Au besoin un fusil pourrait même être considéré, d'après les circonstances, comme un moyen de chasse très suffisant. Le préfet n'a même pas besoin d'accorder les permissions nominativement, l'autorisation peut être donnée à tous les chasseurs d'une commune ou aux adjudicataires de la chasse dans une forêt déterminée.

Deux circulaires du Ministre de l'Intérieur en date du 1^{er} mars 1865 et du 11 avril 1865, recommandent aux préfets d'accorder de préférence les permissions aux lieutenants de

louveterie, surtout quand les chasses spéciales ont pour objet les gros animaux, sans cependant exclure pour cela les simples particuliers et principalement les propriétaires et les locataires de chasse.

Quel est le temps pendant lequel le préfet peut accorder des permissions individuelles? M. Puton, dans son ouvrage sur la louveterie (1), a déclaré que les permissions peuvent être accordées en tout temps, car l'arrêté de pluviôse après avoir prescrit dans son article 2 de faire, lorsque cela est nécessaire, c'est-à-dire à n'importe quel moment de l'année, des chasses et battues générales ou particulières aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles, décide dans l'article 3 que les corps administratifs pourront autoriser les particuliers qui possèdent des équipages ou autres moyens pour ces chasses, à s'y livrer sous la surveillance de l'administration des forêts. De ce rapprochement, ajoute M. Puton, il faut conclure que les chasses particulières sont assimilées aux chasses collectives, quant aux époques où il est permis de les autoriser.

Les animaux pour lesquels les préfets donnent des permissions individuelles de chasse, sont les loups, les renards, blaireaux et sangliers. Des permissions sont encore données assez fréquemment pour les cerfs, les biches et les lapins (2).

Le préfet peut autoriser l'intéressé à chasser non seule-

(1) Voir page 206

(2) Voir à ce sujet circulaires Ministre de l'Intérieur du 1^{er} mars 1865, 11 avril 1865.

ment sur ses terres, mais encore sur celles des établissements publics et des autres propriétaires, à l'exception toutefois des terres qui sont entourées. C'est ce que décide l'article 2 de l'arrêté de pluviôse qui est applicable dans l'hypothèse. Le plus souvent le préfet n'autorise les intéressés qu'à chasser sur leurs terres et sur celles dont ils ont la jouissance au point de vue de la chasse. Le propriétaire qui chasserait en dehors des terres spécialement désignées par le préfet commettrait un délit de chasse (1).

Les permissions individuelles de chasses particulières sont temporaires, ordinairement les préfets les accordent pour un certain nombre de chasses à effectuer dans un délai déterminé. Si les permissions étaient permanentes, la surveillance de l'administration forestière qui est nécessaire ne pourrait se faire. Certains préfets donnent cependant souvent aux propriétaires ou aux locataires de chasse l'autorisation de chasser certains animaux nuisibles pendant plusieurs jours et même pendant plusieurs semaines de suite. Les circulaires du 1^{er} mars et du 11 avril 1865 recommandent aux préfets de n'accorder que des permissions spéciales.

Toute chasse particulière doit s'exécuter en présence d'un représentant de l'administration des forêts, le préfet ne saurait dispenser les intéressés de cette présence, mais il pourrait, au contraire, restreindre son autorisation à certaines conditions particulières, par exemple, défendre

(1) Amiens, 21 février 1878 Répertoire de législation et de jurisprudence forestière, t. 8, p. 91, n° 85.

l'emploi des chiens d'arrêt. Si le préfet garde le silence sur les conditions d'exercice, le propriétaire qui a obtenu l'autorisation pourra employer tous les moyens indiqués par le paragraphe 1 de l'article 9 de la loi de 1844, c'est-à-dire qu'il peut chasser à tir, à courre, avec chiens courants ou d'arrêt, à l'aide de furets et de bourses. L'article 5 ne parlant que de la chasse au sens précis du mot, le permissionnaire ne pourrait se livrer à une battue, même si le préfet l'y autorise.

§ 3. — *Autorisation générale de chasser les animaux malfaisants et nuisibles.*

Dans leur arrêté concernant la clôture de la chasse, certains préfets ont l'habitude d'autoriser la chasse des animaux malfaisants ou nuisibles un certain temps après la clôture de la chasse. Le préfet de l'Eure par exemple, dans son arrêté du 20 mai 1886, article 1^{er}, a décidé que, chaque année, à partir de la clôture de la chasse jusqu'au 30 avril inclusivement, les propriétaires, possesseurs ou fermiers, les adjudicataires de chasses domaniales ou communales et leurs fermiers, par eux spécialement désignés, en cas d'empêchement, seraient autorisés à procéder à la destruction des sangliers, loups, renards, blaireaux, fouines, putois et chats sauvages, soit à l'aide de chiens et de fusils, soit au moyen de traques ou de battues. Le préfet de la Côte-d'Or, dans son arrêté de clôture du 9 janvier 1898, déclare que la chasse à tir sera close à partir du 27 janvier,

mais qu'il autorise jusqu'au 30 avril suivant, les propriétaires, fermiers ou cofermiers des chasses à chasser au chien ou au fusil, dans les forêts ou portions de forêts dont le droit de chasse leur appartient ou leur est affermé, les animaux déclarés malfaisants ou nuisibles par l'article 6 de l'arrêté du 7 juillet 1879. L'article 3 de l'arrêté excepte le lapin de garenne. Le préfet de la Haute-Marne, dans un arrêté du 4 janvier 1896, article 10, autorise les propriétaires des forêts et les fermiers de chasse à chasser avec chiens et fusils les animaux nuisibles, après la clôture de la chasse, jusqu'au 31 mars.

La Cour de Rouen, dans un arrêt du 4 avril 1887, a déclaré légale cette pratique (1). Les préfets en donnant des autorisations générales de chasse se fondent avec raison sur l'article 9 § 3 de la loi du 3 mai 1844 qui leur permet de déterminer les modes de destruction à employer à l'égard des animaux nuisibles. Ils ne font qu'user de ce droit lorsqu'ils autorisent, après la clôture, les propriétaires en général à détruire les animaux nuisibles sur leurs terres à l'aide de chiens et de fusils. De plus l'article 5 de l'arrêté de pluviose ne permet-il pas aux préfets d'autoriser les particuliers qui possèdent des équipages ou d'autres moyens de chasse, à chasser les animaux nuisibles sur leurs terres et aux époques à déterminer par eux.

Si le préfet dans son autorisation générale ne désigne pas les moyens et procédés de destruction à employer, il

(1) Recueil des Cours de Rouen et de Caen, 1887, 1^{re} partie, p. 131

faut décider que les intéressés peuvent détruire les animaux nuisibles soit à tir, soit à courre, à cor et à cris, avec des bourses et des furets, ces moyens étant déclarés licites par l'article 9 § 1 et 2 de la loi du 3 mai 1844.

§ 4. — *Battues et chasses collectives*

L'arrêté du 19 pluviôse an V dans son article 2 porte qu'il « sera fait dans les forêts nationales et dans les campagnes, tous les trois mois, et plus souvent s'il est nécessaire, des chasses et battues générales ou particulières, aux loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles ».

L'article indique donc ici deux modes de destruction : la chasse qui consiste à poursuivre les animaux au moyen de chiens qui les font lever et les suivent jusqu'à ce qu'ils soient forcés ou qu'ils tombent sous les coups de fusils des tireurs embusqués ; la battue, chasse faite au moyen de rabatteurs qui, en faisant du bruit, groupent devant eux le gibier de manière à le faire passer devant les tireurs apostés. Ces chasses et battues sont générales ou particulières, selon l'étendue des terrains sur lesquelles elles doivent s'effectuer. Elles sont générales lorsqu'elles sont ordonnées dans toute l'étendue d'une circonscription administrative, elles sont particulières quand elles ont pour objet une partie de cette circonscription spécialement désignée. On les appelle collectives par opposition aux chasses individuelles parce qu'on a l'habitude d'y convoquer un grand nombre de tireurs.

A. — Propositions et autorisations. — C'est encore au préfet que revient, d'après l'article 3 du décret de pluviôse, le pouvoir d'ordonner ou d'autoriser ces chasses et battues.

Lorsque le préfet sera informé des ravages causés dans certains cantons par des animaux nuisibles, il pourra donc, afin d'y mettre fin, ordonner selon son choix une battue ou une chasse collective. Il devra, d'après les circonstances, faire choix du moyen qui lui paraît devoir donner le meilleur résultat. On a soutenu que depuis l'ordonnance du 20 août 1814 qui interdit aux louvetiers de découpler sur la voie du loup après la clôture de la chasse à courre, les préfets ne pouvaient ordonner en tout temps des chasses collectives. Nous ne croyons pas que cette restriction puisse être imposée aux préfets, car, comme nous l'avons déjà dit, l'ordonnance en question est spéciale à la louveterie et ne reçoit pas ici son application.

Le préfet peut laisser le choix de ces moyens à celui qui sera chargé de la destruction ou lui permettre, si les circonstances l'exigent, de les employer tous les deux. Toutefois lorsque le préfet aura autorisé l'emploi d'un seul des deux moyens, les chasseurs ne pourront user de l'autre, par exemple se servir de chiens lorsqu'une battue seulement a été ordonnée (1).

En général ce sont les agents forestiers qui proposent les battues et chasses collectives lorsque la nécessité s'en

(1) Cass. 30 juin 1841. — S. 42, 1, 657. — Poitiers, 29 mai 1843, de Lastic, D. P. 45, 1, 154.

fait sentir dans leur circonscription, leurs propositions sont transmises par la voie hiérarchique au conservateur qui selon les cas les soumet au préfet ou au sous-préfet. Les maires peuvent également faire la même demande. Enfin les particuliers eux-mêmes peuvent demander que des battues soient faites. Leur demande peut être formulée par une simple lettre adressée soit au préfet soit à l'agent forestier.

L'ordonnance du 20 août 1814 et une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 22 juillet 1851 reconnaissent formellement au préfet le droit d'ordonner d'office une battue sans que des propositions lui aient été transmises par des agents forestiers, des maires ou des particuliers. Le décret du 13 avril 1861, sur la décentralisation administrative, décide que les sous-préfets peuvent *autoriser* des battues dans les bois des communes et des établissements de bienfaisance, aussi une circulaire ministérielle du 22 juillet 1851 § 9 a-t-elle décidé que les sous-préfets ne peuvent jamais ordonner d'office une battue puisque le décret ne parle que d'autorisation, encore cette autorisation doit-elle se borner aux bois des communes et des établissements de bienfaisance. Si les sous-préfets dépassaient ces limites, ils commettraient donc un excès de pouvoir.

Les maires n'ont aucun droit pour ordonner une battue, même si le préfet leur avait délégué son pouvoir à cet égard et les avait autorisés, d'avance, à en prescrire dans les cas de nécessité. Toutefois dans les circonstances graves et urgentes et lorsqu'un danger considérable et

pressant menace les habitants ou les propriétés, le maire aurait le droit en vertu de l'article 97, § 8, de la loi du 5 avril 1884 de prendre des mesures immédiates pour assurer la destruction des animaux dangereux ou nuisibles (1).

La loi n'exige aucune forme pour l'arrêté préfectoral qui autorise ou ordonne une battue ; on ne pourrait donc pas se fonder pour en demander la nullité sur ce qu'il n'a pas été délibéré en Conseil de préfecture ni motivé, ou bien s'il n'a été ni publié, ni affiché, ni inséré au « Recueil des actes Administratifs » du département.

Le préfet peut autoriser la personne qui dirige la battue à ne pas notifier préalablement l'arrêté aux maires des communes sur le territoire desquelles elle doit avoir lieu non plus qu'au lieutenant de louveterie de la circonscription lorsque cet officier n'a pas été chargé lui-même de la direction (2). Doit-il en être de même à l'égard des personnes sur le territoire desquelles doit se faire la battue ? Sur ce point les opinions sont différentes. La jurisprudence décide que la notification n'est pas nécessaire ; plusieurs auteurs au contraire exigent, il nous semble avec raison, l'accomplissement de cette formalité. L'arrêté ordonnant la battue autorise les chasseurs à pénétrer sur la propriété d'autrui, le droit de propriété ici est donc lésé et en principe il est reconnu, en matière administrative, qu'un arrêté préfectoral ou municipal qui porte atteinte à

(1) Voir à ce sujet Circul. Mint. Int. 7 déc. 1875.

(2) Puton, ouvrage cité, p. 151, n° 138.

des intérêts privés ne peut être mis en exécution avant d'avoir été notifié aux intéressés. De plus si cette notification n'avait pas lieu, comment feraient les propriétaires pour savoir si l'arrêté a été pris régulièrement et si ses prescriptions sont légales, leurs recours à l'autorité supérieure leur serait par là même enlevé (1).

L'autorisation doit toujours cependant revêtir la forme d'un acte administratif, c'est-à-dire celle d'un arrêté. Une simple lettre suivie d'une rectification ultérieure serait insuffisante (2). Il en serait de même d'une dépêche télégraphique, car celle-ci ne porte pas la signature effective du préfet et par conséquent rien ne prouve qu'elle émane de lui. Toutefois une dépêche annonçant la signature de l'arrêté et l'envoi d'une ampliation aux intéressés suffirait à mettre ceux-ci à l'abri des poursuites correctionnelles, si, en fait, l'arrêté avait bien été pris antérieurement (3).

B. — Des animaux pour la destruction desquels, le préfet peut ordonner des battues et chasses collectives. ~

De graves difficultés se sont élevées sur ce point. L'article 2 de l'arrêté de pluvieuse parle des loups, renards, blaireaux et autres animaux nuisibles. C'est sur cette dernière expression que s'est élevée la difficulté, car il importe de lui donner un sens précis. Les animaux nuisibles

(1) Puton, page 152 et 161. Nancy, 11 août 1863. — Répertoire de législation et de jurisprudence forestière, t. 2, p. 216.

(2) Cass. 30 juin 1814.

(3) Rennes, 20 nov. 1895. Marquis de Talhouët, *Gaz. des Tribunaux*, 16 déc. 1895.

dont parle l'arrêté de pluviose sont-ils ceux désignés par l'arrêté préfectoral pris en vertu de l'article 9, § 3 — 3 de la loi du 3 mai 1844, ou ceux que le préfet classerait comme tels par un arrêté spécial en ordonnant une battue (1)? Pour nous, la négative ne fait aucun doute. La loi du 3 mai 1844 est en effet ici inapplicable, elle est de beaucoup postérieure à l'arrêté de pluviose et n'a rien à voir avec la destruction officielle des animaux nuisibles, ainsi qu'on l'a formellement reconnu au cours des débats parlementaires qui ont précédé le vote. « L'arrêté de l'an V et la loi de 1844 n'ont pas le même objet, la loi de 1844 a pour but d'autoriser la destruction des animaux qui peuvent présenter un caractère permanent ou temporaire de nocuité, l'arrêté de l'an V, d'ordonner la destruction des animaux nuisibles de leur nature. La loi de 1844 permet aux propriétaires, possesseurs ou fermiers de se défendre contre les dégâts des animaux qui ravagent les propriétés qu'ils exploitent ; l'arrêté de l'an V ordonne de rechercher ceux qui constituent un péril pour l'agriculture (2). »

Dans le premier cas le propriétaire, possesseur ou fermier protège directement ses biens menacés, il opère sur ses terres et il est juste de lui donner alors une grande latitude ; dans le second cas, il n'en est plus de même, le préfet dans un but d'utilité générale prend des mesures susceptibles de léser les droits des propriétaires et des loca-

(1) Voir circulaire du Ministre de l'Intérieur du 22 juillet 1851, sect. 9.

(2) Béquet-Laferrière, voir : Chasses et battues collectives.

taires de chasse, il faut donc se montrer beaucoup plus réservé à l'égard des animaux ayant le caractère de gibier (1).

Pour déterminer quels sont les animaux nuisibles dont parle l'article 2 de l'arrêté de pluviôse, le préfet devra donc se reporter aux anciennes ordonnances, car les rédacteurs de l'arrêté ont, dans le préambule, manifesté l'intention de les maintenir en vigueur, sauf sur les points réglés à nouveau. Au nombre de ces animaux nuisibles sera par exemple la loutre, car elle est désignée comme animal nuisible dans les ordonnances du 15 mai 1597 et du 18 janvier 1600, ainsi que dans l'édit de Henri IV de juin 1601.

En est-il de même du sanglier dont la chair est comestible et est par suite dans une certaine mesure un animal utile? On a soutenu que l'arrêté du 19 pluviôse an V ayant voulu comprendre sous la dénomination d'animaux nuisibles ceux désignés comme tels par les anciennes ordonnances, le préfet ne pouvait ordonner une battue aux sangliers parce que ces animaux n'étaient pas considérés comme nuisibles par l'édit de juin 1601 qui dans ses articles 1, 4 et 6 édictait en sa faveur des mesures de protection. Quoiqu'il en soit, la jurisprudence a toujours regardé le sanglier comme un animal nuisible lorsque par sa trop grande multiplicité dans une contrée, il cause de nombreux dégâts. Cela se justifie d'autant mieux que le sanglier

(1) Circulaire Ministre de l'Intérieur, 4 décembre 1884. — Cass. 3 janv. 1841 (S. 42, 1, 657).

n'étant pas un animal sédentaire, les propriétaires auxquels ils causent des dégâts ne peuvent actionner en responsabilité les propriétaires des bois dans lesquels se tiennent momentanément les sangliers (1).

Les cerfs et les biches sont-ils du nombre de ceux pour lesquels le préfet peut ordonner des battues? Ces animaux ne font pas partie de ceux que l'arrêté de pluviôse considère comme des animaux nuisibles. Comme nous venons déjà de le dire, cet arrêt a en vue les animaux désignés par les anciennes ordonnances de la monarchie et toutes ces ordonnances, sans exception, ne considèrent pas les cerfs et les biches comme animaux nuisibles. Ainsi l'édit de juin 1601, article 1, interdit à toutes personnes, de quelque qualité ou condition qu'elles fussent, de les chasser, même sur leurs terres, sans permission expresse du roi. L'ordonnance de 1669 défendait de les chasser à tir. L'arrêt du Conseil du 15 juin 1785 défend aux louvetiers d'en faire la destruction. Enfin une ordonnance du 20 août 1814 rendue le même jour que celle sur la louveterie exclut les cerfs et les biches de la catégorie des animaux nuisibles et défend à qui que ce soit de les prendre ou tuer, dans les forêts ou bois royaux. Le 1^{er} avril 1881 le Conseil d'Etat a annulé pour excès de pouvoir un arrêté du préfet d'Indre-et-Loire qui avait prescrit l'exécution de battues pour la destruction de cerfs et de biches. L'arrêt porte : « que les cerfs, biches et lapins, qui ont été désignés par l'arrêté

(1) Cass., 3 janv. 1840. — 18 janv. 1879. D. P. 81, 1, 41.

ordonnant la battue, ne rentrent pas dans la catégorie des animaux nuisibles dans le sens de l'arrêté du 19 pluviôse an V ; que si l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1863 a eu pour effet d'autoriser le propriétaire, possesseur ou fermier à détruire ces animaux en tout temps sur ses terres, il n'a pu conférer au préfet le droit d'ordonner que les cerfs, biches et lapins seraient détruits au moyen de battues prévues par l'arrêté du 19 pluviôse an V (1) ».

Tous les autres gibiers comestibles, chevreuils, lièvres, faisans, perdrix ne peuvent non plus faire l'objet d'une battue. L'arrêt du Conseil d'Etat que nous venons de citer classe même au nombre de ces animaux, les lapins qui sont souvent cependant une cause de grands dégâts.

Tout propriétaire, sur le fonds duquel une battue est ordonnée et qui croit que le préfet, dans son arrêté, a désigné certains animaux qui ne doivent pas être classés parmi les animaux nuisibles, peut porter sa réclamation devant le Ministre de l'Agriculture (2) et, en dernier ressort, devant le Conseil d'Etat.

C. — A quelles époques le préfet peut-il ordonner des battues et chasses collectives ?

L'article 2 du décret de pluviôse an V, ne fait aucune distinction de temps, il autorise les battues toutes les fois qu'« il est nécessaire ». Le préfet pourra donc en ordonner en toutes saisons, cela se conçoit, car, si une restriction

(1) D. P. 82, 3, 41.

(2) Décret du 24 février 1897.

était imposée sur ce point au préfet, il lui serait souvent impossible d'ordonner la destruction d'animaux nuisibles au moment où le besoin s'en fait sentir. Une circulaire ministérielle du 9 juillet 1818 a donné aux préfets des instructions sur ce point, elle leur conseille d'ordonner des battues et chasses générales toutes les fois que cela peut être nécessaire; elle les engage à choisir de préférence, pour l'exécution de ces mesures de destruction, deux époques de l'année : le mois de mars, avant que les récoltes ne soient sorties de la terre et le mois de décembre ou les mois les plus rapprochés des premières neiges : « Pour rendre les battues utiles, dit la circulaire, il est bon de les faire, en même temps, sur une grande étendue, afin que les animaux qui pourraient échapper sur un point fussent retrouvés sur un autre. Enfin la prescription de l'arrêté de pluviôse qui ordonne de faire des battues tous les trois mois n'a plus sa raison d'être, car les animaux nuisibles sont aujourd'hui beaucoup moins abondants qu'ils étaient alors.

Une lettre du Ministre de l'Intérieur du 13 décembre 1860 et une circulaire du 1^{er} mars 1863 recommandent aux préfets de faire de chaque battue l'objet d'un arrêté distinct et de ne pas accorder aux louvetiers ou à d'autres personnes, la faculté permanente d'exécuter des battues pour la destruction des animaux nuisibles. Il faut en effet que, d'après l'article 2 de l'arrêté de pluviôse, les préfets examinent pour chaque cas l'opportunité de la mesure, et confier ce soin à d'autres personnes serait, de leur part,

déléguer leurs pouvoirs, ce qui ne leur est permis de faire que dans le cas où ils y sont spécialement autorisés.

Le plus souvent, dans la pratique, les préfets prescrivent un certain nombre de battues à effectuer dans un délai déterminé.

Le préfet peut encore, en ordonnant une battue, prescrire de l'exécuter dans un délai déterminé sans fixer cependant le jour précis où elle doit être faite afin de laisser le soin de le fixer au directeur de la battue qui, placé sur les lieux, est mieux à même que lui de connaître les besoins. Il ne faudrait pas toutefois que le préfet laisse au directeur des battues la faculté de choisir une époque à sa convenance pour les battues successives qui ont pu être ordonnées par un seul et même arrêté. Laisser, par exemple, au directeur des battues, le choix de la date de quatre battues qui devront être exécutées dans le courant de l'année, ce serait là une délégation de pouvoirs de l'autorité préfectorale que la loi n'autorise pas. La Cour d'appel de Bourges, dans un arrêt du 28 mars 1870 (1), a décidé que lorsqu'un arrêté préfectoral ordonnant une seule battue, n'a point déterminé le délai dans lequel elle doit être faite, l'administration est présumée s'être reposée sur l'officier de louveterie désigné pour la diriger du soin d'apprécier à quel moment elle doit être effectuée, en tenant compte des besoins de l'agriculture, des demandes des intéressés et des convenances des habitants.

(1) D. P. 72, 2, 20.

D. — Sur quels terrains le préfet peut-il ordonner les battues et chasses collectives ?

L'arrêté du 19 pluviôse an V, article 2, parle « des forêts nationales et des campagnes », il n'y a donc aucune distinction à faire, le préfet peut autoriser les battues sur tous les terrains à l'exception toutefois de ceux qui sont clos. Rappelons ici que le préfet seul a ce droit tandis que le pouvoir du sous-préfet à cet égard est limité aux bois des communes et des établissements de bienfaisance (1).

L'arrêté préfectoral ordonnant la battue donne droit au directeur de cette battue et à ceux qui l'assistent de pénétrer sur toutes les propriétés privées sans le consentement des propriétaires, même contre leur gré et contre leur opposition (2). Nous avons toutefois fait remarquer plus haut que nous pensions que l'arrêté devait leur être notifié au préalable.

Mais si le préfet peut autoriser la battue sur toutes les propriétés agricoles et forestières, il doit mentionner dans son arrêté les terrains sur lesquels la battue doit avoir lieu, il désignera soit une forêt ou un domaine déterminé, soit le territoire d'une ou plusieurs communes. Les opérations de la battue devront se circonscrire au territoire indiqué dans l'arrêté.

E. — Comment s'exécutent les battues et chasses collectives.

(1) Cir. Mins. Int. 22 juillet 1851, sect. 9. — Cass. 17 mai 1866. S. 66, 1, 413.

(2) Amiens, 21 février 1878. — S. 78, 2, 166.

Les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer les battues sont déterminées par le préfet, de concert avec le conservateur des forêts et le lieutenant de louveterie. L'article 3 de l'arrêté de pluviose recommande, en effet, au préfet de se concerter avec les agents forestiers et l'article 11 de l'ordonnance du 20 août 1814 sur la louveterie prescrit le même concert entre le préfet, le conservateur et le lieutenant de louveterie, lorsqu'il s'agit de déterminer le jour et les lieux où une battue aux loups doit être effectuée, ainsi que le nombre d'hommes à employer. Si le préfet ne se conformait pas à cette formalité, son arrêté serait frappé de nullité (1).

En vertu des dispositions précédentes, le préfet règle donc comme bon lui semble toutes les dispositions de la battue, en fixe la date, les lieux, le chef, le nombre de tireurs et celui des rabatteurs, etc... (2), en un mot toutes les mesures de détails qui varient avec les circonstances et les lieux.

Quant au directeur de la battue, le choix du préfet doit se porter de préférence sur le lieutenant de louveterie tout désigné par sa compétence et son expérience professionnelle. Presque toutes les circulaires ministérielles ont conseillé ce choix au préfet sans pourtant lui en faire une obligation (3).

(1) Conseil d'Etat, 12 mai 1882. D. P. 83, 3, 100. — 23 nov. 1883. D. P. 86, 5, 59.

(2) Voir M. Puton ouvrage cité, p. 162 et 163.

(3) Instructions ministérielles des : 9 juillet 1818 ; — 22 juillet 1851, Sect. 9 ; — 1 mars 1865 ; — 11 avril 1865 ; — 15 déc. 1874.

Les chasseurs et les traqueurs peuvent être en nombre insuffisant, l'agent forestier en prévient alors le maire de la commune sur le territoire de laquelle doit avoir lieu la battue et l'invite à réquisitionner ses administrés. Celui-ci désigne alors ceux qu'il croit pouvoir remplir les rôles de chasseur ou de rabatteur et les avertit de cette désignation. Cet avertissement doit-il se faire oralement ou par écrit? Un arrêt de la Cour de cassation, en date du 26 janvier 1864, montre que bien qu'il ne soit pas indispensable de formuler la réquisition par écrit, il est utile de le faire, afin de faciliter, au besoin, la preuve du refus d'obéissance (1). Le refus d'obéissance expose en effet à des poursuites et à une condamnation.

Le maire, au reste peut avoir été désigné par le préfet comme le chef de la battue, si c'est sur sa commune qu'elle doit s'exécuter, dans tous les cas l'article 4 de l'arrêté du 19 pluviôse an V lui donne le droit d'assister à la battue, car cet article décide que les chasses ou battues administratives seront organisées par les agents forestiers de concert avec les maires. Le maire chef de la battue est considéré comme étant dans l'exercice de ses fonctions, et, par suite comme ayant la faculté de se faire suppléer par un adjoint ou un conseiller municipal (2).

L'agent forestier est dans tous les cas tenu d'assister à l'exécution de la battue, que l'arrêté préfectoral exige ou

(1) D. P. 64, 1, 321.

(2) Loi du 5 avril 1884, art 82 et 84. — Cass. 21 mars 1887. — *Revue générale d'administration*, 87, 2. 67.

non sa présence. L'arrêté du préfet qui autoriserait le louvetier à agir seul et sans la surveillance d'un représentant de l'administration forestière, serait illégal sans aucun doute(1). On discute sur le point de savoir si le louvetier est couvert par l'arrêté qui est illégal.

SECTION II. — Pouvoirs donnés aux maires, pour la destruction des animaux nuisibles, par la loi du 5 avril 1884

L'article 97 § 8 de la loi du 5 avril 1884 donne au maire, comme nous l'avons déjà vu, le soin de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces; en dehors de cette faculté l'article 90 § 9 de la même loi lui donne une double mission en ce qui concerne la destruction des animaux nuisibles : « Le maire est chargé de prendre, dit cet article, de concert avec les propriétaires ou les détenteurs du droit de chasse dans les buissons, bois et forêts, toutes les mesures nécessaires à la destruction des animaux nuisibles désignés dans l'arrêté du préfet pris en vertu de l'article 9 de la loi du 3 mai 1844 ; de faire, pendant le temps de neige, à défaut des détenteurs du droit de chasse, à ce dûment invités, détourner les loups et sangliers remis sur le territoire ; de requérir, à l'effet de les détruire, les habitants avec armes et chiens propres à la chasse de ces animaux ; de surveiller et d'assurer l'exé-

(1) Conseil d'État, 12 mai 1882.

cution des mesures ci-dessus et d'en dresser procès-verbal » Le commencement de l'article 90 porte que ces attributions sont exercées sous le contrôle du Conseil municipal et la surveillance de l'administration supérieure.

Le maire devra donc tout d'abord consulter le Conseil municipal sur l'opportunité des mesures qu'il se propose de prendre, ou de solliciter, après coup, son approbation ; l'assemblée communale, de son côté, a le droit de faire des représentations au maire, et même, s'il y a lieu, de formuler un blâme.

On s'est demandé si les mesures prises par le maire, en vertu du § 9 de l'article 90, sont des mesures de police malgré la place qu'elles occupent dans la loi ou bien si elles ne sont pas, au contraire, des mesures d'administration ? Quoique la circulaire ministérielle du 4 décembre 1884 ne se prononce pas sur ce point, nous ne croyons pas que ce soit là des mesures de police. Les huit premiers paragraphes de l'article 90 ont trait, en effet, à des mesures d'administration, pourquoi le dernier ferait-il une exception. Dans les deux hypothèses prévues par le paragraphe 9, le maire n'agit-il pas comme représentant de la communauté dont il s'agit de défendre les intérêts contre les dégâts que pourraient causer les animaux malfaisants et nuisibles. M. Puton, directeur de l'Ecole nationale forestière, dans son ouvrage sur la louveterie, reproduit en ce qui concerne l'application de l'article 90, par le journal des Conseillers municipaux, est lui-même de cet avis (1).

(1) Numéros de janvier 1885 et suivants.

Maintenant, si ce sont là des mesures d'administration, sont-elles d'intérêt local ou d'intérêt général ?

Les mesures d'administration locale sont des mesures qui appartiennent exclusivement aux maires, mesures pour lesquelles, l'autorité préfectorale ne peut en aucune façon se substituer à l'autorité municipale ; ce sont des mesures d'administration communale à l'égard desquelles le préfet n'a qu'un droit de contrôle et de surveillance. Le préfet peut par des conseils rappeler les maires à l'exécution de la loi, suspendre l'exécution de la mesure édictée par le maire, l'annuler même, mais jamais prendre lui-même une mesure au lieu et place du maire.

Les mesures d'administration générale sont des mesures qui ne sont pas personnelles aux administrations municipales et pour lesquelles les préfets peuvent substituer leur autorité à l'autorité municipale ; le préfet lui-même peut prendre ces mesures revêtues d'un caractère général, agir au lieu et place du maire.

M. Puton déclare, nous semble-t-il avec raison(2), que ce sont là des mesures d'administration locale que le préfet ne peut pas prendre en cas de négligence du maire. Les maires agissant alors comme représentant de la communauté, les communes pourront être déclarées responsables des dommages et intérêts auxquels le maire serait condamné pour n'avoir pas suivi toutes les prescriptions de la loi, par exemple, pour n'avoir pas agi de concert avec les

(2) Journal des Conseillers municipaux, 1885, page 12, n° 5.

propriétaires ou détenteurs du droit de chasse dans la première hypothèse prévue par l'article. Les maires feront donc bien d'user avec prudence des droits que leur confie la loi nouvelle, car la jurisprudence n'est pas encore fixée sur ce point.

Malgré les dispositions de la loi de 1884, les préfets restent toujours exclusivement chargés de déterminer les moyens que les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent employer pour la destruction des animaux nuisibles, ces derniers de leur côté ont toujours le même droit de détruire ces animaux (1).

La loi prévoit deux hypothèses, celle où le maire agit de concert avec les propriétaires et les détenteurs du droit de chasse dans les buissons, bois et forêts situés sur le territoire de la commune et celle où pendant le temps de neige, à défaut des détenteurs du droit de chasse, à ce dûment invités, il détourne les loups et les sangliers remis sur le territoire. Nous allons examiner tour à tour ces deux hypothèses.

PREMIÈRE HYPOTHÈSE

Le maire, de concert avec les propriétaires et les détenteurs du droit de chasse, prend les mesures nécessaires à la destruction des animaux nuisibles.

Tout d'abord, le maire doit se mettre d'accord avec le

(1) Rennes, 15 juillet 1887, D. 88, 2, 32. Cons. d'Etat, 8 août 1890, D. 92, 3, 39.

propriétaire ou le fermier ; en cas de désaccord, le préfet seul peut agir. Il en résulte que les dispositions prises par le maire sans le concours et l'assentiment du propriétaire sont illégales et que ceux qui les exécutent s'exposent à des poursuites correctionnelles. La loi est des plus formelles sur ce point, de plus son but est de donner aux propriétaires ou détenteurs du droit de chasse des facilités pour détruire les animaux nuisibles existant sur leurs terres, et pour échapper aux réclamations des voisins lésés par les dégâts de ces animaux et l'exposé des motifs a formellement déclaré que si ces propriétaires ou détenteurs préféraient garder leur responsabilité, ils en étaient les maîtres (1).

Le tribunal de Compiègne a même décidé que le maire est obligé d'avoir non seulement la permission des intéressés, mais qu'il doit s'aboucher avec eux, le cas échéant, afin de se mettre d'accord avec eux sur le mode de procéder et sur la date de l'opération (2).

Surs quelles terres le maire peut-il prendre les mesures de destruction ? La loi parle exclusivement des buissons, bois et forêts, le préfet restera donc seul chargé de les autoriser sur les terrains non boisés. De plus, les mesures de destruction que le maire prescrira, ne pourront être exécutées que sur les terrains dont les intéressés sont propriétaires ou détenteurs du droit de chasse ; tandis que le

(1) Circ. minist., inst. 4 déc. 1884. — Amiens, 26 nov. 1885. « Gazette du Palais », 1886, t. 1, rapp., page 127.

(2) 29 juillet 1885, D. P. 87, 3, 39.

préfet peut accorder des permissions individuelles de chasse pour la destruction des animaux nuisibles, même sur les terrains d'autrui. Serait donc illégal, l'arrêté d'un maire qui autoriserait certains propriétaires à détruire les animaux nuisibles sur le terrain d'autrui ; par exemple à disposer des pièges dans un bois situé à proximité de leurs cultures, mais ne leur appartenant pas (1).

Toutefois, aucune condition de forme n'est imposée au maire pour prendre les mesures prescrites par l'article 90 ; un arrêté n'est pas obligatoire, une lettre ou même une simple autorisation verbale suffit. La Cour de cassation a, en effet, reconnu qu'il n'était pas indispensable que les mesures jugées nécessaires par le maire pour la destruction des animaux nuisibles, fussent l'objet d'un arrêté spécial et qu'il suffisait que ces mesures eussent été réellement prescrites (2).

Le maire n'accorde pas ici une permission individuelle de chasse, il ne fait que prescrire des mesures de destruction, il pourra donc les ordonner aussi bien pendant la clôture que pendant la fermeture de la chasse.

En prescrivant cette destruction, le maire peut-il autoriser l'emploi de moyens différents de ceux spécifiés dans les arrêtés préfectoraux et ne point tenir compte de ceux-ci ? Il y a plusieurs arrêts en ce sens, déclarant que l'article 90 ne spécifiant pas aux tribunaux d'établir des dis-

(1) Tribunal correctionnel d'Évreux, 25 février 1892. La loi 29 juin 1892.

(2) Cass. crim., 12 juin 1886, D. P. 87, 1, 45.

inctions dans les procédés de destruction les maires indépendamment des préfets ont toute latitude (1). Le Ministre de l'Intérieur, dans une circulaire du 4 décembre 1884, envisage également la question à ce point de vue (2).

Tel n'est pas notre avis, car alors, que devient le pouvoir des préfets, que devient la loi du 3 mai 1844 dans laquelle le législateur avait su combiner la question chasse et la question destruction des animaux nuisibles ?

Ces considérations n'ont pourtant pas empêché la Cour de Toulouse, dans un arrêt du 16 novembre 1894 (3), de déclarer dans le cas visé par la deuxième hypothèse du § 9 de l'article 90, que la loi du 5 avril 1884 avait donné aux maires un pouvoir spécial dont la réglementation complète était faite uniquement par la loi municipale. Le tribunal d'Évreux dans un jugement du 25 février 1892 (4), a lui aussi déclaré que les maires étaient investis par la loi municipale d'un pouvoir absolu pour la destruction des animaux nuisibles. Toutefois, dans l'espèce, l'arrêté du maire, qui avait autorisé l'emploi de collets pour la destruction des lapins dans les propriétés de toute nature et toute l'année, a été annulé parce que d'une part, le maire ne s'était pas conformé à la première hypothèse de l'article 90 de la loi municipale qui ne s'applique qu'aux buis-

(1) Rouer, 22 février 1886. « Journal Le Droit », 24 février 1886.

(2) Bulletin du Ministère de l'Intérieur, 1884, page 504.

(3) Journal « La Loi » 26 décembre 1894.

(4) Pand. fr., 93, 2, 25.

sons, bois et forêts, et que d'autre part, le maire avait donné à cet arrêté un caractère général et permanent, sans durée déterminée, alors qu'il s'agit pour les maires de prendre des mesures absolument exceptionnelles et temporaires.

D'après cette jurisprudence les maires peuvent permettre l'emploi des engins prohibés, mais alors les engins prohibés n'existent plus si le maire peut ainsi les autoriser. Le droit commun en matière d'engins de destruction des animaux sauvages est écrit tout au long dans la loi de 1844, et ainsi que l'ont fait remarquer avec raison deux articles publiés dans la « Gazette des Tribunaux », « la loi sur l'organisation municipale n'a pas voulu, par son article 90 § 9, abroger plusieurs dispositions essentielles de la loi sur la chasse (1) ». Si donc le législateur avait eu l'intention de porter atteinte au droit commun et d'y faire exception, le silence de la loi ne suffirait pas, il faudrait une exception formulée catégoriquement. Le droit commun en la matière subsiste donc, et la jurisprudence viole donc ce principe constant que les tribunaux ont le devoir de donner à un texte de loi la portée que le législateur a clairement voulu lui donner. Le législateur de 1884 qui ne paraît pas s'être préoccupé de faire concorder la loi municipale avec la loi sur la chasse, n'a en effet, jamais envisagé que les nouveaux pouvoirs conférés aux maires feraient échec aux pouvoirs conférés aux préfets

(1) « Gazette des Tribunaux », 25 avril 1887 — 4 avril 1892.

par le législateur de 1844. Si telle avait été sa pensée, elle eût dû être édictée parce qu'ainsi que nous venons de le dire, on ne peut pas faire exception au droit commun dans une matière quelconque sans formuler une exception positivement.

Au reste, le pouvoir donné aux maires d'autoriser l'emploi des engins illicites, aurait pour conséquence la disparition du gibier à brève échéance.

Un maire avait autorisé les propriétaires et fermiers à détruire les animaux malfaisants et nuisibles en tout temps, sans permis de chasse à l'aide de pièges et d'engins prohibés, le Conseil d'État n'a pas hésité à déclarer que le maire n'avait aucune autorisation de ce genre à donner, ce pouvoir étant réservé au préfet par l'article 9 de la loi de 1844 (1).

Quels sont maintenant les animaux dont le maire peut autoriser la destruction? Ce sont les animaux malfaisants et nuisibles que le préfet a classés comme tels dans l'arrêté où il permet aux propriétaires, possesseurs et fermiers de les détruire en tout temps et sur leurs terres. Le maire ne peut rien à l'égard des animaux non classés dans l'arrêté préfectoral, alors même qu'ils causeraient de nombreux dégâts. Si par exemple les cerfs et les biches ne sont pas rangés parmi les animaux nuisibles, le maire ne peut de concert avec les propriétaires prendre des mesures contre ces bêtes (2).

(1) Le Conseil d'État est de l'avis de la jurisprudence, 8 août 1898. Recueil Lebon, 90, page 768.

(2) Consulter sur ce point la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 4 décembre 1884.

Le maire règle les conditions dans lesquelles doit s'opérer la destruction des animaux nuisibles, il surveille et assure l'exécution des mesures qu'il prend. Sa présence n'est pas nécessaire à la battue, il peut déléguer un adjoint ou un membre du Conseil municipal, au besoin même le garde champêtre ou un garde forestier (1). Cette personne doit veiller à ce qu'on ne détruise pas d'autres animaux que ceux qui ont été désignés et à ce qu'on n'emploie que des procédés permis.

Dans tous les cas il doit dresser un procès-verbal des opérations.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE

Battues ordonnées par le maire

Les battues ordonnées par le maire doivent concerner exclusivement ainsi que le déclare la loi, les loups et les sangliers remis sur le territoire de la commune pendant le temps de neige. Encore faut-il que le détenteur du droit de chasse ait été invité au préalable à le faire par lui-même et s'il a fait le nécessaire, le maire n'a plus le droit d'agir. Passé un délai suffisant pour que le propriétaire ait eu le temps de chasser les loups et les sangliers remis dans ses bois, le maire a le droit d'organiser la battue malgré le propriétaire. Le tribunal correctionnel de Langres, dans un jugement du 25 mars 1885, a condamné le maire et tous

(1) Circ. Min. Int., 4 déc. 1834. — Cass. crim. 12 juin 1886, D. P. D. 87, 1, 45.

ceux qui avaient pris part à une battue, parce que la mise en demeure de l'article 90, § 9, aux intéressés n'était point constatée, qu'elle n'avait point été publiée et qu'entre l'invitation de détruire adressée au propriétaire et la battue municipale, il ne s'était pas écoulé un délai suffisant pour que les intéressés puissent faire droit aux injonctions du maire (1).

Lorsque le droit de chasse à tir appartient à une personne et le droit de chasse à courre à une autre, le maire doit se concerter avec l'un et avec l'autre (2).

Les battues ordonnées par les maires peuvent-elles être faites dans les bois soumis au régime forestier et sans le concours et la surveillance de l'administration forestière ? La Cour de Toulouse dans un arrêt du 16 octobre 1894 a déclaré que le silence du § 9 sur l'obligation de la surveillance forestière est d'autant plus significatif, que dans les textes antérieurs, une disposition existait pour exiger formellement l'intervention de l'administration forestière; et qu'on doit en conclure que le législateur de 1884 n'a pas voulu en édictant des mesures dont l'esprit s'écarte de la législation antérieure en pareille matière, subordonner à la nécessité de la surveillance des agents des forêts, l'exécution de mesures que le maire prend en pareil cas. Le Tribunal de Compiègne dans un jugement du 29 juillet 1885 s'est prononcé en sens contraire dans une espèce où il

(1) D. P. 86, 3, 15.

(2) Compiègne, 29 juillet 1885, D. P. 87, 3, 39. *

s'agissait d'une battue opérée par un maire dans une forêt soumise au régime forestier (1).

M. Puton (2) se prononce contre la surveillance de l'administration forestière sous prétexte qu'il ne peut y avoir deux surveillances et deux directions. Pour lui la garantie résultant pour les tiers de la présence des agents forestiers est remplacée par les notifications de l'arrêté et la présence du maire à l'opération. Mais, pourrait-on lui objecter, dans les battues ordonnées par le préfet, n'y a-t-il pas deux surveillances et deux directions : le lieutenant de louveterie et l'agent forestier. Pour nous le pouvoir conféré aux maires dans cette hypothèse ne peut faire échec aux prérogatives de l'administration forestière.

En effet, toutes les lois se lient les unes aux autres, il faut rapprocher les lois générales des lois spéciales et les dispositions de la première loi doivent s'appliquer, à moins que la loi nouvelle ne fasse formellement une exception. Le silence de cette dernière ne peut bouleverser et abroger le droit commun édicté dans une matière. Le droit commun est ici l'entrée sur le terrain d'autrui, nécessitée par l'intérêt général et sauvegardée par l'administration forestière, la loi de 1884 garde le silence sur ce dernier point, celui-ci subsiste donc. Pourquoi cette loi, en organisant un système de battue plus prompt en temps de neige pour les loups et sangliers que le système de l'arrêté du 29 pluviôse, aurait-t-il voulu déroger au droit commun en ma-

(1) D. P. 87, 3, 39.

(2) Journal des Conseils municipaux, 1885, n° 25 et 26.

tière de battues sur le terrain d'autrui? Le silence de la loi ne suffit pas ici pour faire une exception.

La circulaire du 5 avril 1884 porte « que l'administration forestière n'aura à intervenir que si les battues sont exécutées dans les forêts soumises à ce régime » (1). Nous ne sommes pas de cet avis, car comme nous venons de le dire, le droit commun reste entier, ce droit commun constitué par l'arrêté du 19 pluviôse an V, exige dans tous les cas, l'intervention de l'administration forestière, il n'y a donc pas de distinction à faire ici.

M. Puton s'est encore demandé si les battues ordonnées par le maire en temps de neige, emportaient le droit de détruire ; pour lui l'expression de détourner employée par la loi municipale ne donne pas le droit de détruire. M. Meaume (2) a refuté M. Puton en faisant remarquer détourner veut dire détruire, qu'il s'agit d'une battue spéciale pouvant s'exécuter beaucoup plus rapidement que les battues autorisées par arrêté préfectoral et qu'une battue emporte incontestablement le droit de détruire.

Lorsque la destruction doit s'opérer simultanément sur le territoire de plusieurs communes, le maire d'une commune n'a aucun pouvoir pour exercer les droits de l'article 90 de la loi municipale (3).

(1) *Bull. off.*, Minist. Int., 84 page 303.

(2) Répertoire forestier, tome II, page 337.

(3) Compiègne, 29 juillet 1885, D. P. 87, 3, 39.

CONCLUSION

Nous venons de passer en revue les attributions respectives du préfet et du maire en ce qui concerne la police agricole. Comme nous avons pu le voir, au cours de cette étude, le pouvoir de réglementation attribué à l'un et à l'autre en cette matière est fort étendu. En outre les prescriptions qui en résultent sont parfois minutieuses et compliquées, le plus souvent elles portent atteinte à la propriété et à la liberté du cultivateur. Le ban de vendanges et les bans de fauchaison et de moisson, si toutefois ces derniers existent encore à l'heure actuelle, n'interdisent-ils pas aux propriétaires de faire leurs récoltes avant le jour fixé par le ban ? N'est-ce pas là, en vérité, une des plus graves atteintes que la loi puisse porter à la liberté du cultivateur qui mieux que tout autre sait apprécier la maturité de la récolte ? Le glanage, le râtelage et le grapillage portent atteinte à la propriété elle-même en permettant aux glaneurs de pénétrer sur des terres qui ne leur appartiennent pas et de s'approprier les débris d'une récolte que le propriétaire n'a peut-être pas encore

eule temps de ramasser. Les mesures destinées à enrayer les fléaux calamiteux empêchent les cultivateurs d'établir leurs meules de grains et de fourrages là où bon leur semble, de couvrir leurs maisons en chaume ou en paille, d'allumer des feux à une certaine distance des vignes ou des bois, les obligent à abattre leurs animaux atteints de certaines maladies épizootiques ou bien de les soumettre à des traitements rigoureux, de se conformer à certaines prescriptions pour la disposition de leurs routoirs. Ce sont là toutes mesures portant au premier chef atteinte à la fois à la liberté et à la propriété, puisque certaines d'entre elles vont jusqu'à ordonner au propriétaire la destruction de son animal et à permettre l'entrée de ses étables à des vétérinaires sanitaires. La destruction des insectes et des cryptogames est non seulement une charge lourde pour le cultivateur, mais elle l'oblige souvent à détruire des cultures dont l'établissement lui a demandé de grands travaux. N'est-ce pas là pourtant ce que la loi ordonne pour mettre fin à l'invasion du phylloxera et du doryphora ? Enfin la destruction des animaux malfaisants et nuisibles permet par les battues et chasses collectives l'entrée à des tiers sur le terrain d'autrui.

Toutes ces mesures, ainsi que nous venons de le dire, constituent autant d'atteintes à la liberté et à la propriété du cultivateur, mais elles se justifient par la nécessité de la lutte contre les fléaux de toutes sortes qui assiègent

l'agriculture. Dans notre introduction, n'avons-nous pas fait remarquer que le cultivateur français, routinier de sa nature, souvent ne saurait de lui-même se résoudre à appliquer les traitements préconisés pour lutter contre les divers fléaux. Abattre par exemple une de ses bêtes n'est-ce pas pour lui le pire des sacrifices et nul ne saurait l'y contraindre si la loi n'avait armé les autorités administratives dans ce but. D'un autre côté que de maladies épi-zootiques ont été enrayées, ces dernières années, par cette sage prescription qui non seulement a pour but l'intérêt du propriétaire lui-même, mais aussi l'intérêt général. Nulle atteinte à la propriété ne saurait être mieux justifiée et on en comprendra d'autant mieux la nécessité si on songe que la facilité des moyens de communication et de transport, le nombre sans cesse croissant des marchés en favorisant la propagation des maladies contagieuses rendent nécessaires plus que jamais l'application de règles fort étroites.

Notre pays au reste n'est pas le seul où la loi ordonne des prescriptions sévères pour protéger l'agriculture des périls dont elle est sans cesse menacée. Si nous passons en revue les différents pays d'Europe, nous pourrions constater que dans chacune des circonscriptions correspondant à nos communes une autorité quelconque est chargée du soin de la police agricole. En Allemagne le bourgmestre, assisté du magistrat, sorte de commission

exécutive, n'est-il pas chargé de cette police et la loi lui recommande, par exemple, de se montrer sévère pour la divagation des animaux malfaisants ou nuisibles ? En Angleterre, n'est-ce pas les Conseils de Comté et les aldermen des corporations municipales qui édictent les prescriptions relatives à la police agricole ? Signalons par exemple, les règlements sévères pris par ces Conseils à l'égard des chiens errants. En Belgique, n'est-ce pas le maire (bourgmestre) assisté de deux ou plusieurs adjoints (échevins) qui prend les règlements de police agricole ? Ces pays eux aussi ont donc senti la nécessité de cette police, malgré les atteintes à la liberté et à la propriété qu'elle peut entraîner.

En France cependant, une réforme nous semblerait désirable, c'est l'abolition du ban de vendanges. Au cours du chapitre où nous avons traité de ce ban, n'avons-nous pas en effet, à plusieurs reprises, fait remarquer combien son établissement était sujet à de nombreuses vexations sans toutefois procurer aucun avantage appréciable au cultivateur ? Ne serait-il pas à souhaiter qu'il se trouvât quelqu'un au parlement pour proposer l'abolition de ce vestige des vieux temps ?

Toutes les prescriptions que nous avons analysées, au cours de notre étude, sont-elles toujours observées ? Non assurément. Trop souvent l'autorité locale, soit par négligence, soit dans la crainte de froisser ses administrés,

évite de prendre des mesures qui ne lui semblent pas indispensables. C'est donc à justré titre que depuis quelques années la tendance du législateur est de substituer l'autorité du préfet à celle du maire ; nous avons pu du reste le constater en passant en revue les lois et décrets rendus récemment en la matière. Par ailleurs, le préfet, placé plus haut et renseigné par les agents administratifs de divers ordres, est en meilleure situation d'aviser promptement et efficacement aux mesures dont la nécessité vient à s'imposer.

Vu :

Le professeur, Président de la thèse,
R. BIVILLE.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : Nécessité de l'existence de la police agricole	V
CHAPITRE I. — Comment le préfet et le maire exercent-ils le pouvoir de police agricole qui leur est confié? . . .	1
CHAPITRE II. — Des bans de récoltes	10
SECTION I. — Des bans de vendanges	11
§ 1. — Le ban de vendanges a-t-il encore son utilité? . .	15
§ 2. — Dans quels lieux le ban de vendanges peut-il être établi? Quelle est l'autorité chargée de ce soin? . . .	21
§ 3. — Quels sont en cette matière les pouvoirs du maire.	25
SECTION II. — Des bans de moisson et de fauchaison	36
SECTION III. — Ban de troupeau commun ou vaine pâture . .	41
§ 1. — La vaine pâture a-t-elle encore son utilité? . .	45
§ 2. — Dans quelles communes la vaine pâture peut-elle être maintenue?	48
§ 3. — Règlementation de la vaine pâture	50
A. Pouvoirs de règlementation du Conseil municipal	51
B. Pouvoirs de règlementation du maire	62
CHAPITRE III. — Du pacage dans les terrains de montagne	66

CHAPITRE IV. — *Duglanage, du râtelage et du grapillage.* 72

§ 1. — Ces servitudes donnent-elles vraiment lieu à des abus 73

§ 2. — Autorité chargée de la réglementation. 77

CHAPITRE V. — *Des mesures destinées à prévenir les fléaux calamiteux.* 81

SECTION I. — *Inondations* 81

SECTION II. — *Incendies* 83

§ 1. — Meules de grains et de fourrages 83

§ 2. — Couvertures en chaume et en paille 86

§ 3. — Feux dans les champs. 87

§ 4. — Appareils mécaniques agricoles 90

SECTION III. — *Epizooties.* 93

§ 1. — Mesures communes à toutes les maladies 99

§ 2. — Mesures spéciales à chacune des maladies contagieuses. 113

1° Peste bovine 113

2° Péripleumonie contagieuse 122

3° Fièvre aphteuse 126

4° Clavelée. 129

5° Gale 131

6° Morve et farcin 132

7° Dourine 133

8° Rage. 135

9° Charbon et charbon symptomatique 136

10° Tuberculose 138

11° Rouget ou pneumo-entérite infectieuse 141

§ 3. — Indemnités. 144

§ 4. — Pénalités 148

SECTION IV. — *Police des foires et marchés* 149

SECTION V. — *Routoirs.* 154

SECTION VI. — <i>Mesures concernant les vidanges et les gadoues</i>	137
SECTION VII. — <i>Mares et étangs</i>	159
CHAPITRE VI. — <i>Divagation des animaux malfaisants</i>	163
§ 1. — <i>Chiens errants</i>	165
§ 2. — <i>Chèvres</i>	168
§ 3. — <i>Pigeons</i>	171
§ 4. — <i>Abeilles</i>	173
CHAPITRE VII. — <i>Destruction des insectes, cryptogames et autres végétaux nuisibles</i>	177
SECTION I. — <i>Mesures applicables à tous les insectes cryptogames et autres végétaux nuisibles</i>	177
SECTION II. — <i>Mesures spéciales à certains insectes</i>	193
§ 1. — <i>Phylloxera</i>	194
§ 2. — <i>Doryphora</i>	204
CHAPITRE VIII. — <i>Destruction des animaux malfaisants et nuisibles</i>	207
SECTION I. — <i>Pouvoirs donnés aux préfets pour la destruction des animaux nuisibles</i>	210
§ 1. — <i>Arrêtés pris en vertu de l'article 9, § 3 de la loi du 3 mai 1844</i>	210
A. <i>Quelles sont les personnes à qui le droit de des- truction appartient?</i>	213
B. <i>Sur quels terrains le droit de destruction peut-il s'exercer ?</i>	215
C. <i>Quel est le temps pendant lequel les animaux peuvent être détruits ?</i>	215
D. <i>Quels sont les animaux dont le préfet peut auto- riser la destruction ?</i>	219
E. <i>Quels sont les modes et moyens de destruction que le préfet peut autoriser ?</i>	225

F. Le préfet doit-il exiger un permis de chasse pour la destruction des animaux nuisibles?	233
G. Protection des animaux utiles à l'agriculture	233
§ 2. — Permissions individuelles de chasse	235
§ 3. — Autorisations de chasser les animaux malfaisants et nuisibles	240
§ 4. — Battues et chasses collectives	242
A. Propositions et autorisations	243
B. Des animaux pour la destruction desquels le préfet peut ordonner des battues et chasses collectives	246
C. A quelles époques le préfet peut-il ordonner des battues et chasses collectives?	250
D. Sur quels terrains le préfet peut-il ordonner les battues et chasses collectives?	253
E. Comment s'exécutent les battues et chasses collectives?	253
SECTION II. — <i>Pouvoirs donnés aux maires, pour la destruction des animaux nuisibles par la loi du 5 avril 1884</i>	256
PREMIÈRE HYPOTHÈSE	259
DEUXIÈME HYPOTHÈSE	265
CONCLUSION.	269

Angers, imprimerie Lachèse et Cie, Siraudeau, successeur. 03-8482.

ANGERS

IMPRIMERIE LACHÈSE ET C^{ie}. J. SIRAUDEAU, S^r

4, CHAUSÉE SAINT-PIERRE, 4
